

# Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 12706 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

JEUDI 5 DÉCEMBRE 1985

## LA FIN DU SOMMET DE LUXEMBOURG

### Les Dix engagent la relance de l'intégration européenne

#### Une étape vers la maturité

Les signataires de l'accord conclu dans la nuit du mardi 3 au mercredi 4 décembre à Luxembourg ne semblent pas, d'une manière générale, très fiers de leur enfant. On dirait même qu'ils s'ingénient à en minimiser les vertus et les promesses.

Chacun a ses raisons. Les Italiens, dont le Parlement est nettement « maximaliste », jugent les résultats obtenus carrément insuffisants. Les Français ne cachent pas qu'ils attendaient mieux et se consolent en disant que le combat européen continue. Il y a aussi des frictions, qu'effraie le pas en avant accompli : les Danois, qui ont eux aussi exprimé des réserves, les Britanniques, d'autant plus désireux de réduire la portée de l'accord qu'il leur faut le faire admettre à une opinion (et à une Chambre des communes) à qui l'on avait préalablement expliqué qu'on ne céderait sur aucun point essentiel.

Ni ces considérations tactiques ni même la lassitude inévitable après deux longues journées et soirées de pourparlers n'expliquent entièrement la circonspection et la modeste qui caractérisent — pour une fois ! — les réactions des Dix devant ce qu'ils pourraient pourtant considérer comme un authentique succès. Une déjà longue expérience incite les chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté à attendre, pour se réjouir, d'avoir pu apprécier la réalité des changements. Après tout, il avait été solemnellement entendu, au début des années 70, que l'union européenne verrait le jour... en 1980.

Même en tenant compte des réserves britanniques et allemandes à l'égard de la coopération monétaire, il n'en demeure pas moins que l'extension du champ d'application du traité de Rome, sa révision telle qu'elle a été décidée par les Dix et l'adoption de procédures de décision plus efficaces peuvent se révéler de la plus grande importance pour la suite du processus.

Il y a vingt ans exactement avait été accepté, à Luxembourg, précisément, le prétendu « compromis » permettant à un Etat de se prévaloir de ses intérêts essentiels pour s'opposer à la volonté de ses partenaires. Ce système avait ses mérites, notamment celui de mettre fin à la « politique de la chaise vide » menée par la France depuis six mois, et il correspondait à un certain stade de développement de la Communauté ; mais il devait conduire à un usage quasi systématique du « droit de veto », comme on a fini par dire en un raccourci abusif mais significatif. Si la CEE parvient à passer à l'étape suivante — le recours au vote majoritaire — elle entrera dans un nouvel âge qui pourrait fort ressembler à la maturité.

Sans doute ces améliorations ne sont-elles pas de celles qui enthousiasment les foules. Elles n'en font pas moins avancer l'édification de cette Europe politique dont les bases ont été jetées il y a une trentaine d'années et dont les progrès tout au long de cette période n'ont peut-être pas été suffisamment perçus. Y compris par ses partisans.

Le conseil européen s'est achevé dans la nuit du mardi 3 au mercredi 4 décembre par un accord des Dix en faveur de la révision du traité de Rome. Celle-ci devrait permettre d'en étendre le champ d'application à la technologie et à l'environnement, d'accroître les pouvoirs du Parlement européen et de recourir plus souvent au vote à la majorité dans les conseils.

#### De notre correspondant

Luxembourg (Communautés européennes). — L'accord auquel sont parvenus les chefs d'Etat et de gouvernement des Dix, dans la nuit de mardi à mercredi, a été laborieusement acquis dans une atmosphère de marchandages plutôt pénible, d'un tout ce qui pourrait ressembler à de l'enthousiasme, était absolument absent. Ce « compromis de progrès », comme l'a qualifié M. Mitterrand, s'il n'est pas remis en cause — l'accord est encore précaire, puisqu'il reste soumis à plusieurs réserves, qui ne sont pas de pure forme — devrait néanmoins rendre possible la relance de la Communauté, au moment où celle-ci s'élargit à l'Espagne et au Portugal.

Les chefs d'Etat et de gouvernement ont ainsi tenu le pari qu'ils avaient pris voilà six mois à Milan, en décidant, contre l'avis de trois d'entre eux (le Royaume-Uni, le Danemark et la Grèce), de convoquer une conférence intergouvernementale chargée de modifier le traité de Rome.

Orientation prioritaire des efforts des Douze : établir, d'ici à la fin de 1992, un espace économique sans frontières. En sept ans,

les barrières qui limitent encore aujourd'hui les échanges de personnes, de marchandises, de services, de capitaux (ce qu'on appelle les « quatre libertés » de circulation) devront être levées. Immense programme, qui s'il est exécuté conformément aux recommandations qui figurent dans le Livre blanc sur l'« achèvement du marché intérieur », présenté en juin par la Commission européenne, nécessitera quelque trois cents décisions !

Pour qu'il ait une chance sérieuse d'être exécuté dans les délais, les chefs de gouvernement se sont ralliés à l'idée d'étendre largement le champ des décisions qui seront prises à la majorité qualifiée, et non plus à l'unanimité. Pour ce faire, si les Parlements nationaux ratifient l'accord, les articles du traité de Rome se rapportant à un programme prioritaire seront modifiés. Il en ira de même pour les dispositions concernant la recherche, la coopération technologique, que, qui sont désignées, à côté de l'établissement du grand marché, comme secteur prioritaire de l'action commune.

PHILIPPE LEMAITRE.

(Lire la suite page 3.)

## Une idéologie protestante

par ALAIN DUHAMEL

Les Français croient s'être débarrassés des oripeaux idéologiques qui encombrèrent depuis trop longtemps leur débat politique. Souvent, ils se figurent que, à l'expérience de la crise et de l'alternance, la vie publique devient moins idéologique, plus réaliste, moins verbale, plus pratique. Ils ont tort et raison à la fois : s'il est vrai que les grandes idéologies partisans vacillent ou

entrent en agonie (même si les circonstances électorales leur rendent furtivement quelques couleurs), la place qu'elles libèrent est déjà occupée. Une idéologie implicite, inconsciente, clandestine, s'installe sur les ruines des préjugés classiques, des certitudes séculaires. La France, catholique et romaine, jacobine et gauchiste, se convertit sans le savoir au protestantisme politique. Marx se meurt ici avec un siècle de retard, le colbertisme, enfin, n'est plus de

raison, mais c'est Coligny qui triomphe en silence et Guizot qui revient à la mode. On vient de commémorer la révocation de l'édit de Nantes. C'est plutôt l'anniversaire de la paix de Saint-Germain, favorable aux réformés, qu'il eût fallu célébrer.

Le marxisme dépérit cette fois-ci bel et bien dans l'Hexagone. Politiquement, le parti qui l'incarnerait lui survit, certes laborieusement. L'appareil tient toujours, tout au moins qu'il soit. Mais le noyau électoral se réduit inexorablement, les dépendances syndicales se fissurent peu à peu. Intellectuelle, culturelle, donc idéologique, la partie est perdue.

Par comparaison, la situation de l'idéologie socialiste apparaît presque prometteuse : la crise qu'elle traverse, profonde, spectaculaire, ressemble au moins à une cure de modernisation, à un tumulte thérapeutique. Durant toute la législature, elle a,

dure épreuve et test bien inédit, fait connaissance avec le monde réel. Il lui a fallu aussitôt en rabattre et entreprendre une douloureuse métamorphose. Il y a loin de l'orgueilleux, du châtivé, du prométhéen « projet socialiste » aux modestes analyses d'aujourd'hui.

L'idéologie socialiste se modernise en se tempérant, mais se dissout en se transformant. Démocratie et solidarité sont désormais ses maîtres mots. Avant d'arriver au pouvoir, le PS jouait les sociaux-démocrates d'Europe du Nord trop timides. Encore un effort, et il les trouvera trop hardis. On connaît l'électorat flottant, voici l'heure de l'idéologie transhumante.

A droite, le problème ne se pose évidemment pas ainsi. De ce côté-là, les querelles doctrinales agitent moins que le partage du pouvoir.

(Lire la suite page 14.)

## Algérie : le second souffle

Le Monde commence aujourd'hui la publication — elle s'étendra sur trois jours — d'un supplément consacré à l'Algérie. Notre but est de rendre compte du très important débat qui se déroule depuis plusieurs mois dans ce pays sur le thème officiel de « l'enrichissement de la Charte nationale ». L'expression peut paraître abstraite. Le débat, lui, a été — et reste — bien réel puisqu'il s'agit de modifier les travaux du congrès du FLN, qui s'ouvrira le 24 décembre prochain.

De quoi s'agit-il ? D'amender le texte idéologique fondamental du régime algérien — la Charte nationale, qui remonte à 1976, c'est-à-dire à la présidence de Houari Boumedienne — pour tenir compte des nécessités non seulement des temps présents, mais surtout des temps à venir. « L'objectif est d'éviter le repli sur soi, le marasme, la sclérose et le dogmatisme étouffant », avait déclaré le président Chadli en installant la commission qui a été

chargée d'organiser le débat, à tous les niveaux de la société algérienne.

Réalisme et pragmatisme sont les mots qui reviennent le plus souvent dans la bouche de nombreux responsables algériens lorsqu'ils parlent de leurs ambitions. Cela n'implique, pour eux, aucune rupture avec le passé, mais la volonté de prendre en compte et de vaincre les difficultés d'aujourd'hui, et surtout celles de demain. La lecture de l'interview qu'a accordée au Monde M. Ali Oubouzar, le ministre du plan et de l'aménagement du territoire, est tout à fait significative à cet égard : dans un style très direct, le ministre passe en revue les problèmes à résoudre : croissance démographique, baisse des recettes pétrolières, difficultés d'écoulement du gaz, nécessité d'utiliser le secteur privé dans la lutte pour le développement. La liste n'est pas exhaustive, on le verra, mais la volonté

de « mettre à plat » les difficultés, au lieu de les ignorer, est impressionnante.

Cette volonté, on la retrouve un peu partout en Algérie. « Ça bouge », nous ont affirmé à leur retour les quatre journalistes que nous avons envoyés sur place pour enquêter dans tous les secteurs de la société. Cela ne signifie pas que cette volonté d'évolution ne se heurte pas à de solides résistances qu'elle n'a pas ses limites (faut-il préciser qu'elle n'affecte pas les structures politiques du pays, notamment le principe du parti unique ?), que certaines idées nouvelles n'effarouchent pas ceux que le président Chadli appelle les « dogmatiques ». Mais le mouvement va être rapporté, ne serait-ce que parce qu'il est exceptionnel dans un pays en développement. Il mérite aussi d'être suivi.

JACQUES AMALRIC.

(Lire pages 9 à 13.)

## LE NUMÉRO UN POLONAIS À L'ÉLYSÉE

### « C'est très important pour moi » déclare le général Jaruzelski

Le général Jaruzelski a été reçu mercredi matin 4 décembre par M. Mitterrand qui lui a déclaré : « Nous allons parler de problèmes polonais tout en respectant la souveraineté de votre pays. » Le général a répondu : « Je suis très content d'être ici. Je vous remercie d'avoir pris le temps de me recevoir. C'est très important pour moi. Cela va contribuer à l'amélioration des relations franco-polonaises. »

(QU'EST-CE QUI VOUS FAIT RIGOLER ?)



Le général, qui était en civil, et qu'accompagnait son ministre des affaires étrangères, M. Orzechowski, était entré à l'Elysée non par la porte centrale mais par une porte de la grille du jardin. Il avait été accueilli par M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures.

Des mesures de sécurité très strictes avaient été prises tout autour du palais de l'Elysée. Moins d'une heure avant, un millier de personnes avaient participé au rassemblement, sur l'esplanade des Invalides, convoqué pour pro-

tester contre la venue en France du général Jaruzelski. Répondant à l'appel de différentes organisations syndicales, FO, CFDT, CFTC et du comité de coordination Solidarnosc, les manifestants, parmi lesquels plusieurs personnalités, Yves Montand, Marek Halter, Bernard Kouchner, André Glucksmann, Ivan Lévit, ainsi qu'Edmond Maire (CFDT), Jean Bonnaud (CFTC), Bernard Mburugues (FO), ont essayé, mais en vain, de se diriger vers le palais de l'Elysée.

(Lire la suite page 3.)

### Le synode change de ton

Les évêques portent un jugement sévère sur l'évolution de l'Eglise.

### M. Reagan perd un conseiller

Le président américain aurait accepté la démission de M. McFarlane.

### La pilule et le cancer

Des chercheurs français montrent qu'il n'y a pas de lien.

### Le français par l'image

La trilogie « écrit-oral-image » commence à entrer dans les mœurs, mais elle ne fait pas l'unanimité.

### Antilles, les amères

Supplément spécial à l'occasion de la visite du président de la République.

### Aviateurs contre marns

La priorité donnée aux sous-marins stratégiques irrite l'armée de l'air.

### Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

L'enfance au cinéma et le cinéma pour enfants

Pages 27 à 29

Débats : La tempête de la 5<sup>e</sup> chaîne (2) • Erreur (3 à 13) • Politique (14 à 16) • Société (25 et 26) • Communication (35) • Economie (38 à 43)

Programmes des spectacles (31 à 33) • Radio-télévision (34) • Informations services : Météorologie, Mots croisés (36) • Carnet (34) • Annonces classées (37)

**PRIX FEMINA**

**Hector BIANCIOTTI**

**Sans la miséricorde du Christ**

roman

**GALLIMARD** *nrf*

هكذا من الأصل







# étranger

## L'ENTRETIEN A PARIS DE M. MITTERRAND ET DU GÉNÉRAL JARUZELSKI

M. ALEKSANDER SMOLAR AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

**« Il veut surtout se faire photographier avec vous... »**

Il y a presque quatre ans, après le coup de force de Jaruzelski contre Solidarnosc, vous avez prononcé une phrase restée célèbre sur la nécessité de sortir de l'Europe. Mais je me suis demandé : annonçait-elle une politique ou simplement une rhétorique ?

Je me suis posé la même question après une déclaration fracassante faite, il y a deux ans à peu près, par votre hôte d'aujourd'hui, le général Jaruzelski : en tant que président de la République, il a dit qu'il était prêt à reconnaître la Pologne.

Jaruzelski ne vient pas bien sûr pour gagner une bataille contre la France. Il vient en demandeur.

Il veut surtout se faire photographier avec vous. Pour pouvoir dire aux Polonais : « Regardez combien je suis respectueux et respecté. » Malgré le 13 décembre 1981 et les espoirs brisés, malgré la guerre contre sa nation, malgré des milliers d'émigrés, aujourd'hui, dit-il, la situation est normalisée. Il n'a plus besoin d'apparaître publiquement en uniforme car la guerre est finie. Qu'importe si Solidarnosc clandestine existe toujours, avec des centaines de publications indépendantes, malgré quatre années de répression ; si une bonne partie de la population reste fidèle aux valeurs du mouvement ; si il a fallu tout récemment démettre de leurs fonctions de recteurs et de doyens, une quarantaine d'universitaires éminents. La normalité est déclarée.

Le mot « crise » est depuis peu systématiquement censuré dans les médias polonais. En recevant Jaruzelski, vous avouez, Monsieur le Président, votre conviction que l'ordre règne à Varsovie.

Pour obtenir cette reconnaissance tacite, Jaruzelski est tout à fait prêt à subir un sermon éventuel sur les droits de l'homme. Paris veut bien une messe.

Il espère obtenir encore plus. La Pologne a dramatiquement besoin d'une aide économique. La gestion de ses prédecesseurs et la sienne propre ont sapé les fondements économiques du pays. Il avait promis une réforme de la gestion. L'avenue réformatrice est terminée. La Pologne n'est même pas capable d'honorer le service de sa dette, sans parler de la dette elle-même. Malheureusement ce ne sont pas ceux qui gouvernent qui en souffrent : comme l'a bien dit le porte-parole du général, le pouvoir trouve toujours de quoi se nourrir.

Jaruzelski a donc de quoi parler et quoi demander.

Mais, vous, Monsieur le Président ? De quoi voulez-vous parler, avec le premier secrétaire-président ? De la politique internationale ? De l'Europe ? De la paix ? Du dépassement de l'Europe, pour être ? De quoi voulez-vous parler de ce côté-ci du pacte de Varsovie qui n'a même pas le champ de manœuvre de ses prédecesseurs ? Peut-être des échanges économiques ou culturels ?

Vraiment, je ne vois pas ce que vous avez à lui dire et ce qu'il peut vous dire d'intéressant.

J'ai une impression désagréable, Monsieur le Président, celle que votre chemin pour sortir de l'Europe passe dialectiquement par la reconnaissance de ses résultats les plus déplorables. Et j'ai aussi l'impression, également désagréable, que Jaruzelski a gagné son Dien-Bien-Phu. Mais c'est là une dette morale, plus grave peut-être que si elle était diplomatique.

ALEKSANDER SMOLAR, chercheur au CNRS

## « C'est très important pour moi » déclare le numéro un polonais

(Suite de la première page.)

De très nombreuses forces de police bloquaient aussi bien les accès en direction de l'ambassade de Pologne que le pont Alexandre-III et les quais en direction de l'Assemblée nationale. Le rassemblement, auquel ne participait, à l'exception de M. Adam Krzywiec (LCR), aucun responsable politique important, s'est achevé vers 11 heures, sans incident.

Le général Jaruzelski était arrivé à Paris mardi 3 décembre, peu avant 20 heures. L'accueil à l'Orly avait été réduit au strict minimum - le chef du protocole du ministère des Affaires étrangères, et quelques gardes républicains, - pour cette visite que la partie française pensait à présenter comme une « escalade » entre Alger (où le général Jaruzelski a achevé mardi un séjour officiel) et Tunis, où il devait se rendre mercredi soir. Cependant, à Varsovie, le porte-parole du gouvernement a parlé de « visite de travail » - terme également utilisé par l'agence soviétique Tass. Le porte-parole a confirmé que l'initiative de cette visite revenait à la partie polonaise (il semble que la demande en ait été faite par l'ambassadeur de Pologne à Paris lors d'une entrevue avec M. Roland Dumas, ministre des Relations extérieures, à la mi-novembre).

Pour sa part, M. Mitterrand, dans une interview publiée mercredi par le *Matin*, a évoqué l'événement en ces termes : « Il y a quelques jours, le chef de l'Etat polonais m'a fait savoir qu'il souhaitait me rencontrer à l'occasion d'une escale à Paris. J'ai accepté. Je le recevrai à l'Elysée. Vous connaissez la position de la France sur la pratique des libertés en Pologne, et notamment les libertés syndicales et religieuses. »

« Tout ce qui touche à la nation polonaise nous est cher », a encore déclaré le président français. Il n'avait pas été beaucoup plus explicite au cours de sa conférence de presse à Luxembourg, mardi soir, déclarant : « La France doit être très attentive à ce qui se passe en Pologne », et en ajoutant :

« Le problème qui semble être discuté par une partie de l'opinion est : quelle est la meilleure façon de procéder ? Moi, j'ai conclu que la meilleure façon c'était en discutant, en proposant. » Selon de bonnes sources, informées des protestations que sa décision a déclenchées en France, le président de la République aurait lancé, en privé, à l'un de ses proches collaborateurs : « Laissez les brailleur, ils verront bien dans l'avenir que c'est moi qui ai eu raison. » La réflexion, bien évidemment, n'a pas été confirmée.

C'est le président français qui, lundi matin, avait lui-même révélé

l'imminence de cette visite en répondant à une question d'un journaliste de l'AFP qui l'avait visiblement pris au dépourvu. Il semble en effet que les responsables français aient eu l'intention de garder le secret le plus longtemps possible.

Le général Jaruzelski n'avait jusqu'à présent été reçu par aucun dirigeant occidental, et, dans la presse, la plupart des commentaires continuaient à s'interroger sur les raisons qui ont incité le président Mitterrand à prendre une décision qui bouleverse les bases de la diplomatie française à l'égard du régime de Varsovie.

Du côté polonais, on semblait encore hésiter, mardi soir, sur la meilleure manière de tirer profit de cette visite. Une conférence de presse ou une déclaration à la presse du général Jaruzelski était envisagée pour la journée de mercredi. Dans tous les cas, le premier secrétaire, qui est accompagné par sa fille, a manifesté son désir de profiter de son séjour inattendu à Paris pour faire une promenade sur la Seine en bateau-mouche. Toutefois, la compagnie des bateaux-mouches déclarait, mercredi en fin de matinée, qu'elle refusait d'accueillir le général à bord d'un de ses bâtiments.

## LES RÉACTIONS EN FRANCE

### Embarras au PS, approbation au PC

La visite à l'Elysée du général Jaruzelski suscite les sarcasmes de la droite, les critiques des syndicats et provoque l'embarras du PS. Seul le PC approuve.

Les réactions publiques, du côté des socialistes, masquent mal leur embarras : ils ne comprennent pas pourquoi M. Mitterrand a pris une initiative qu'ils peuvent difficilement approuver. Ainsi, M. Claude Estier, président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, a-t-il affirmé, mardi 3 décembre, que le président « a certainement une raison sérieuse » pour avoir accepté cette rencontre. « Il faut, a-t-il ajouté, entendre de connaître cette raison pour se prononcer. »

M. Véronique Neiertz, porte-parole du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, espère de son côté que cette entrevue « traduira par un geste en faveur des libertés et des droits de l'homme (en Pologne) ». « Plus que de ne rien se dire, de ne pas se voir, mieux vaut dire les vérités, même si elles ne sont pas agréables à entendre », estime M. Neiertz.

Pour sa part, M. Roland Leroy, membre du bureau politique du PCF et directeur de l'*Humanité*, a affirmé mardi à Clermont-Ferrand qu'il était temps que la France rétablisse des relations officielles, directes et diplomatiques avec la Pologne. « Personne ne peut nier que Jaruzelski est polonais et qu'il a trouvé des solutions polonaises à la crise polonaise. »

A droite, le RPR « ne peut que (...) désapprouver » cette visite, qui continue ou « renie » pour M. Claude Labbé, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale. Son homologue du groupe UDF, M. Jean-Claude Gaudin, stigmatise la « volte-face du pouvoir socialiste ».

M. Bernard Stasi, député CDS de la Marne, juge que « le peuple polonais ressentira cette visite comme une gifle et le peuple français comme une honte ». Pour lui, « le président se rend », tandis que « la France se discrédite » pour M. André Rousset, président du parti radical. Le Sénat a suspendu sa séance, mercredi matin, en signe de protestation contre cette visite.

A l'extrême droite, M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, a exprimé son « indignation ».

M. Yves Montand reconnaît que l'acceptation de cette rencontre procède d'« une démarche généreuse ». Mais, a-t-il ajouté, mardi à A2, « c'est terrifiant. (...) Que vont penser les étudiants de Cracovie, les mineurs de Silésie, les travailleurs de Gdansk lorsqu'ils vont voir M. Jaruzelski servir la main de M. Mitterrand ? » A propos des gouvernements français, « on dirait qu'ils enfilent (...) les cornues les uns après les autres ». « Est-ce que la gauche recevra aujourd'hui Pinocchio ? », a demandé l'acteur.

Les diverses associations de solidarité avec la Pologne et Solidarnosc parlent de « trahison » ou expriment leur « indignation », tandis que la plupart des grandes organisations syndicales, qui appellent à manifester mercredi matin devant l'ambassade de Pologne (à la CFDT, la CGT, la CFTC, le Monde du 4 décembre), la CGC exprime son désaccord : « C'est une honte pour la France. »

## LA FIN DU SOMMET DE LUXEMBOURG

### Les principaux points de l'accord

Voici les principaux points de l'accord de principe conclu par les Dix mardi 3 décembre à Luxembourg, avec des réserves italiennes et danoises.

#### ● RÉALISATION DU GRAND MARCHÉ INTÉRIEUR

Le marché intérieur doit être pleinement réalisé avant le 31 décembre 1992. Il comportera un espace sans frontières intérieures dans lequel la libre circulation des marchandises, des personnes, des services et des capitaux sera assurée. Les mesures visant à harmoniser les législations seront adoptées à la majorité qualifiée (pondérée en fonction de l'importance des Etats membres), sauf pour les facilités indirectes, la libre circulation des personnes et les droits et intérêts des employés, domaines dans lesquels l'unanimité est requise.

Les propositions de rapprochement des législations devront avoir pour base les normes les plus élevées existant dans la CEE. En outre, dans le domaine du milieu du travail et de l'environnement, ou encore en matière de contrôle phytosanitaire, les Etats membres pourront être autorisés à conserver des normes nationales, pour autant qu'elles ne constituent pas des mesures protectionnistes (ces deux mesures conservatoires étaient demandées respectivement par la RFA et la Grande-Bretagne).

#### ● COOPÉRATION MONÉTAIRE

Le conseil a approuvé l'objectif de la réalisation progressive de l'union économique et monétaire. Les Etats membres indiquent qu'ils « tiennent compte des expériences acquises grâce à la coopération dans le cadre du système monétaire européen, et grâce au développement de l'ECU, dans le respect des compétences existantes ». En cas de modification institutionnelle dans ce domaine, l'unanimité est requise, et le comité monétaire et les gouvernements des banques centrales seront consultés.

#### ● FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS

Le Parlement européen : les décisions prises dans le domaine du marché intérieur et de la technologie font l'objet d'une procédure de coopération avec le Parlement. Aux termes de cette procédure, lorsqu'une deuxième lecture du Parlement entraîne une

position, le conseil des ministres s'adapte à la majorité qualifiée, mais ne peut le rejeter qu'à l'unanimité. Réserves de l'Italie et du Danemark.

Commission de Bruxelles : le texte donne un pouvoir d'exécution accru à la Commission, organe supranational, pour ses décisions.

#### ● COHÉSION DES POLITIQUES SOCIALES

Les Etats membres s'attachent à promouvoir l'amélioration du milieu de travail, au sein des entreprises, et de la santé des travailleurs, et se fixent pour objectif l'harmonisation dans le progrès des conditions existant dans ce domaine. Les décisions seront prises, dans ce domaine, à la majorité qualifiée. Le renforcement de la cohésion économique et sociale vise notamment à « réduire l'écart entre les diverses régions et le retard des régions les moins favorisées ». Le Fonds social, le Fonds européen de développement régional et les Fonds agricoles structurels doivent être « financés de manière adéquate ».

#### ● DÉVELOPPEMENT DE LA COOPÉRATION POLITIQUE

Les Etats membres s'efforcent de formuler et de mettre en œuvre en commun une politique étrangère européenne. Ils s'engagent à s'informer mutuellement et à se consulter sur toute question de politique étrangère ayant un intérêt général, afin d'assurer que leur influence combinée s'exerce de la manière la plus efficace par la concertation, la convergence de leurs positions et la réalisation d'actions communes. Chacun, dans ses prises de position et dans ses actions nationales, tient pleinement compte des positions des autres partenaires, et prend dûment en considération l'intérêt que présentent l'adoption et la mise en œuvre de positions européennes communes.

Le projet indique, dans sa formulation actuelle, que les Etats s'engagent qu'une coopération plus étroite sur les questions de sécurité européenne est de nature à contribuer de façon essentielle au développement d'une identité de l'Europe en matière de politique extérieure.

## Les Dix engagent la relance de l'intégration européenne

(Suite de la première page.)

La volonté ainsi marquée de s'affranchir de l'obligation d'unanimité qui marque la vie de la Communauté depuis vingt ans devrait, en bonne logique, avoir des conséquences considérables sur le fonctionnement de la CEE. Si l'on décide d'étendre le champ des décisions prises à la majorité, a fortiori on applique cette règle lorsqu'elle est déjà prévue par le traité. Bref, l'accord du 3 décembre, jouant comme un déclic psychologique, devrait logiquement aboutir à ce que la majorité qualifiée devienne la règle normale de la gestion de l'Europe.

Mardi soir, la fatigue générale se faisait en l'absence de scepticisme. Le président de la République s'est déclaré satisfait qu'il y ait un accord allant dans le bon sens, mais il a ajouté que la France ne voulait pas en rester là, que sa démarche était plus ambitieuse. En dépit de ces nuances, cela peut-être à l'initiative du sujet, à l'égard de la négociation, aux yeux récents de l'inspiration à l'évidence aux Allemands et aux Anglais le développement de la coopération monétaire, on peut pourtant considérer, comme le faisait un haut fonctionnaire français, que sur le plan du fonctionnement de la Communauté, un nouveau chapitre vient de s'ouvrir.

Certes, avant de passer, il faudra attendre de vérifier comment ce « saut qualitatif » se traduit dans la pratique. Mais, comme l'a souligné M. Delors, « la décision prise nous donne un outil opérationnel qui devrait marquer ses effets bénéfiques d'ici quelques mois. L'opposition de l'unanimité va disparaître, on peut dire que la rupture est faite ». Prudent, le président de la Commission a cependant ajouté que le changement de comportement (des ministres par exemple) est aussi important que la modification des règles.

#### Le rôle du Parlement

Pour faciliter ce changement, une des premières décisions d'application à adopter, à laquelle il a été fait allusion mardi, sera de modifier le règlement intérieur du conseil des ministres, en indiquant que, outre la présidence du conseil, la commission, ou encore trois Etats membres, peuvent provoquer un vote. La règle de la majorité d'a en effet de sens que si l'on en fait usage, autrement dit que si l'on vote fréquemment.

Autre changement au décor : les chefs d'Etat et de gouvernement se

sont mis d'accord pour renforcer de manière significative les pouvoirs du Parlement. Dans les domaines d'actions prioritaires, au premier rang desquels l'adoption des textes nécessaires à l'édification du grand marché, le dialogue législatif opérera non plus à deux (Commission et conseil des ministres), mais à trois (Commission, conseil et Parlement). Avec la possibilité pour l'Assemblée européenne, si elle trouve un terrain d'entente, avec la Commission, de s'opposer efficacement au conseil. On retiendra à cet égard, car c'est le cas de figure le plus significatif, que le conseil saisi d'une proposition de la Commission révisée afin de tenir compte des amendements du Parlement, ne pourra le rejeter ou le modifier qu'à l'unanimité.

Le Parlement européen va-t-il se satisfaire de ces améliorations qui restent en deçà du véritable pouvoir de co-décision qu'il souhaitait ? Il se prononcera la semaine prochaine. Il est probable que, même s'il donne un avis général favorable, il réclame des modifications qui ralentiront les débats. Les Italiens, qui maintiennent une réserve générale sur les décisions de mardi, ont affirmé qu'ils ne les approuveront au bout du compte que si elles reçoivent le feu vert de l'Assemblée de Strasbourg. Un tel rebondissement rendrait encore plus périlleuse la ratification des réformes qui viennent d'être décidées par le Parlement danois. Celui-ci est hostile à la révision du traité. Le gouvernement danois est dans une situation politique qui lui donne peu de moyens pour convaincre son Parlement, si bien que l'attitude de ce dernier hypothèque de manière tout à fait sérieuse l'exercice en cours.

Créer en sept ans un marché unique, libre de toute entrave, est une opération délicate. La RFA et le Danemark redoutent qu'on ne leur impose des normes, notamment en matière de protection des consommateurs et de l'environnement inférieures à leurs normes nationales, et aient le droit d'appliquer celles-ci.

Dans le même esprit, le Royaume-Uni et l'Irlande auraient voulu maintenir leur réglementation phytosanitaire qu'ils estiment indispensable pour protéger leurs animaux domestiques contre la contamination venue du continent.

Ce fut l'objet d'un très long débat lundi et mardi. Ces dérogations ne pouvaient être acceptées telles quelles, car elles auraient permis

aux pays en cause, comme cela se passe fréquemment aujourd'hui, de tirer prétexte d'une législation de pointe pour freiner les importations. Un compromis a été trouvé. Dans l'hypothèse où l'harmonisation de la réglementation aboutirait à une disposition jugée insuffisante par un Etat membre, ce dernier pourra demander à la commission d'appliquer, par dérogation, sa législation nationale.

#### Impression négative à propos du SME

Les Douze s'efforceront d'harmoniser d'ici à 1992 leur fiscalité indirecte, c'est-à-dire la TVA et les taxes à la consommation. L'objectif, que certains ne voulaient pas voir figurer dans le traité, est maintenu, et l'article 99 sera révisé à cet effet. Cependant, compte tenu du caractère très délicat de tout aménagement en ce domaine, il a été entendu que les décisions continueront à être prises à l'unanimité.

Enfin, les chefs d'Etat et de gouvernement ont longuement débattu de la monnaie. Pourrait-on actualiser le traité, y inclure des dispositions concernant la coopération technologique ou l'environnement, et omettre toute allusion aux progrès réalisés en matière de coopération monétaire au cours des dernières années ? La Commission, appuyée par la majorité des Etats membres, était convaincue du contraire.

Les Britanniques, que la perspective d'une union économique et monétaire où ils perdraient leur spécificité inquiète, ont ainsi que les Allemands, qui veulent éviter tout empiètement sur les prérogatives de la Banque fédérale, et qui ne croient pas à l'opportunité de développer, à l'heure actuelle, le système monétaire européen (SME), demandaient que l'on se montre le plus discret possible. Après de longues discussions, un compromis a été trouvé qui donne satisfaction aux premiers, puisqu'il fait référence au SME et à l'ECU, mais qui, conformément à ce que voulaient les seconds, ne comporte aucun engagement pour l'avenir.

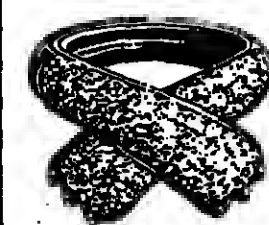
L'impression qui s'est dégagée de ce débat est négative, puisqu'il a confirmé que la RFA, bien qu'elle participe au mécanisme des changes du SME, demeure fermée à toute tentative pour renforcer la cohésion et l'autonomie monétaire de la Communauté.

PHILIPPE LEMAITRE.

## Le coup de patte de Fred



Griffe somptueuse pour main voluptueuse : bague « panthère » or et émail.



Une nouvelle griffe plus acérée : or et diamants. (Bague, clips d'oreilles et pendentif).

**FRED**  
JOAILLER

6, rue Royale, Paris. Tél. 42.40.30.65 - Le Clavier, 74, Champs-Élysées - Hôtel Mandin, Paris - Aéroport d'Orly - 21, bd de la Croisette, Cannes - Hôtel Loria, Monte-Carlo - 20, rue du Marche, Genève - Beverly Hills - Houston - Dallas - New York.

صلى الله عليه وسلم



## DIPLOMATIE

### Controverse à l'OTAN sur le rôle nucléaire des Pays-Bas

La session d'hiver des ministres de la défense des pays de l'OTAN (tous les pays de l'alliance atlantique à l'exception de la France et de l'Islande) réunis dans le cadre du comité des plans de défense a été marquée, mardi 3 décembre à Bruxelles, par une querelle entre les Pays-Bas et leurs alliés sur le rôle nucléaire des forces néerlandaises en cas de conflit. Le gouvernement de La Haye, qui vient d'accepter son contingent de quarante-huit missiles de croisière américains, a décidé en effet par la même occasion d'abandonner les missions de bombardement nucléaire tactique dévolues par l'OTAN à deux escadrons d'avions F-16 de ses forces aériennes, ainsi qu'à trois avions de patrouille maritime P-3C Orion. En revanche, il maintient les missions d'artillerie nucléaire assignées à ses obusiers de 203 mm et à ses missiles Lance à courte portée.

Les autres gouvernements membres de l'OTAN, qui avaient adressé à La Haye la semaine dernière une

lettre attirant son attention sur « les effets négatifs importants » d'une telle décision, ont à nouveau exprimé au cours de la réunion de mardi leur « vif déplaisir » à ce sujet, a annoncé un porte-parole de l'OTAN. Les Pays-Bas, qui font remarquer que le Canada, dans les années 60, a abandonné sans approbation préalable des alliés toute mission nucléaire pour ses forces, ont maintenu leur position. Le ministre néerlandais de la défense, M. Ruiter, a fait valoir que ces décisions ne seront applicables qu'en 1988 et que d'ici là un accord pourrait être conclu entre les Etats-Unis et l'URSS, ce qui créerait « une situation politique nouvelle », y compris en ce qui concerne les missiles de croisière déployés aux Pays-Bas.

La session du comité des plans de défense a été aussi l'occasion pour les ministres de la défense de formuler leur « plein appui » à la « position générale des Etats-Unis » dans les négociations Est-Ouest sur les armements et de se « féliciter » du résultat des récents entretiens Gorbachev-Reagan de Genève.

En marge des travaux, M. Weinberger, ministre américain de la défense, s'est entretenu avec son collègue britannique, M. Heseltine, d'un projet d'accord sur la participation de Londres à l'initiative américaine de défense stratégique. Cet accord, dont les deux parties sont « raisonnablement proches », indique-t-on de source américaine, sera sans doute le premier conclu officiellement entre les Etats-Unis et un gouvernement allié sur l'IDS. — (AFP)

● La visite de M. Honecker en RFA. — La visite du chef du PC et de l'Etat est-allemand, M. Honecker, en République fédérale ne pourra avoir lieu avant la fin de cette année, a déclaré, mardi 3 décembre, le ministre ouest-allemand pour les affaires interallemandes, M. Windelen. Il a estimé que la venue de M. Honecker n'était pas conditionnée par la position ouest-allemande à propos d'une éventuelle participation au programme américain IDS, contrairement aux spéculations faites par la presse. Bonn compte annoncer officiellement sa participation à l'IDS avant Noël. — (AFP)

### L'ARTISANAT DE L'U.R.S.S. A PARIS

Objets d'art populaire, matricolages, samovars, balalaïkas, pierres taillées de l'Oural, bijoux en ambre, céramique de Gorki, porcelaine, laques de Pskov et Moscou, plateaux de Jostovo, chéles ukrainiens, vaisselle en bois de Kholchoma, fourneaux, diapos, livres d'art, récepteurs radio, reproductions d'icônes, guides, cartes, philatélie, produits alimentaires.

Renseignements sur tous les séjours touristiques et linguistiques en U.R.S.S. SAMEDI 7 DÉCEMBRE, de 10 h à 18 h. DIMANCHE 8 DÉCEMBRE, de 10 h à 17 h.

Association FRANCE-U.R.S.S. Comité de Paris 81, rue Boissière, 75116 PARIS Métro : Boissière ou Victor-Hugo

## EUROPE

SELON LE FILS ET LE GENDRE DE M<sup>me</sup> ELENA BONNER

### Andrei Sakharov a été alimenté de force à l'hôpital de Gorki

l'autre», a souligné M. Yankelevitch.

Selon MM. Semionov et Yankelevitch, le KGB a tourné un film en juillet, pendant l'interruption de la grève, montrant le couple réuni. C'est ce film qui a été vendu au journal ouest-allemand *Bild* à la veille du dixième anniversaire de la conférence d'Helsinki et qui a été diffusé en Occident alors que l'académicien était retourné à l'hôpital après avoir de nouveau cessé de s'alimenter.

M. Yankelevitch a encore affirmé que le KGB avait réussi à plusieurs reprises à diffuser de fausses nouvelles concernant le sort des époux Sakharov, notamment en envoyant à des amis du couple de faux télégrammes prétendument signés par M<sup>me</sup> Bonner. Ces télégrammes étaient destinés à accréditer l'idée

qu'Andrei Sakharov ne faisait plus la grève de la faim et qu'il se trouvait avec son épouse dans leur appartement de Gorki.

M. Yankelevitch a enfin présenté une photo d'Andrei Sakharov prise le 25 octobre dernier à Gorki montrant l'académicien, l'air exténué, le regard las et presque sans expression. Les conditions de santé actuelles de l'académicien sont « très précaires », indiquent ses proches. Atteint de paralysie après une première grève de la faim en 1984, il a « toujours des difficultés à bouger et à des spasmes de la mâchoire inférieure ». En outre, il a perdu 20 kilos durant sa grève de la faim et a eu à ce moment la moitié. Il pèse aujourd'hui 74 kilos, et l'arythmie cardiaque dont il souffre « s'est beaucoup aggravée ».

Mais « il dit quand même qu'il se sent bien, fait des exercices physiques et a repris son activité scientifique », a ajouté son gendre.

M<sup>me</sup> Bonner devait quitter Rome mercredi matin pour Florence et Sienne, où elle sera examinée par un ophtalmologiste qui la suit depuis plusieurs années. Elle se rendra ensuite aux Etats-Unis, où ses proches n'ont pas exclu qu'elle « puisse avoir un pontage cardiaque ».

● Le docteur Chazov et la campagne contre Andreï Sakharov. — Dans une interview diffusée mardi soir 3 décembre par la télévision ouest-allemande, le médecin soviétique Evgeni Chazov, cofondateur de l'Internationale des médecins pour la prévention de la guerre nucléaire, organisation lauréate du prix Nobel de la paix 1985, a reconnu avoir signé en 1973 une lettre contre Andreï Sakharov. Il a précisé qu'il avait signé cette lettre avec plusieurs scientifiques soviétiques parce qu'il « n'était pas d'accord avec certaines des prises de position » de l'académicien sur la course aux armements atomiques. — (AFP)

### Accusé, où êtes-vous ?

En choisissant le 3 décembre pour ses « Dossiers de l'écran » consacrés à Andreï Sakharov, Armand Jammot profite d'une heureuse coïncidence. Lendemain de l'arrivée à Rome d'Elena Bonner, épouse du dissident soviétique, et veille de la rencontre inconnue entre le général Jaruzelski et M. Mitterrand, on ne pouvait rêver moment plus opportun pour évoquer les droits de l'homme en URSS.

Si le sujet était de taille, sa réalisation était quelque peu bancale. Un film, plus qu'horrible mais trop long ; un débat déséquilibré et trop court. Le film américain de Jack Gold, interprété par Jason Robards (Sakharov après Nixon I) et la grande Glenda Jackson, sans éviter quelques poncifs, a reçu un brevet d'honorabilité du gendre de Sakharov et du fils d'Elena Bonner, qui participent au débat depuis Rome. Que demander de plus ?

Mais les bons sentiments ne font pas forcément un bon débat. Sans mettre en doute les témoignages, d'autant que la plupart des participants soviétiques savaient de quoi ils parlaient pour avoir connu le camp, la déportation ou l'exil, on peut regretter que l'« accusé » n'ait pas été représenté.

Edouard Kouznetsov a rappelé, à juste titre, que l'Occident juge les dictatures de droite et de gauche avec deux poids et deux mesures. « Si l'Afrique du Sud avait interdit à l'évêque Desmond Tutu, autre Prix Nobel de la paix, de prendre la parole à Rome », dit-il, quel talit en Europe ? » Alors qu'on ménage le totalitarisme de l'Est, soit par intérêt, soit par lâcheté. Exemple piquant : ce téléfilm n'a pu être tourné, pour ce qui est des extérieurs, ni en Finlande ni même en Autriche, par crainte d'offenser le grand voisin.

Les témoignages entendus ont fourni ample matière à réflexion : les enfants de Sakharov racontant comment, fort de ses 700 000 agents, le KGB a truqué, à l'usage d'une opinion publique occidentale crédule, films et documents sur le sort du Prix Nobel de la paix, ou le cri de cœur de Tarkovski, séparé de sa famille depuis quatre ans : « Je ne peux plus me taire ! Je ne peux pas vivre sans mon fils, et c'est monstrueux que Gorbachev, qui a des enfants, utilise un tel chantage. Je ne comprends pas, a ajouté le cinéaste, que l'Occident tolère un tel système, et j'ai peur que vous ne le compreniez un jour, quand il sera trop tard ! »

ALAIN WOODROW.

### De fausses nouvelles

Le 5 septembre, Sakharov a eu, à l'hôpital Semashko de Gorki, un entretien avec un très haut responsable du KGB à l'issue duquel il a pu voir sa femme. Le même jour, Elena Bonner a dû signer un engagement de ne pas rencontrer de journalistes et de ne pas participer à des conférences de presse en cas de voyage à l'étranger, sans pour autant recevoir de promesse de visa de sortie.

« Cela signifie que, à part quinze jours en juillet et trois heures en septembre, Andreï Sakharov et Elena Bonner ont été constamment séparés, sans rien savoir l'un de

## ATTENTION : UN SOCIALISME PEUT EN CACHER UN AUTRE

### JEU-TEST

**Vous avez deux minutes pour répondre à ces douze questions**  
(entourer les lettres qui correspondent à vos réponses)

- |   |  |   |  |   |   |   |   |  |   |   |  |
|---|--|---|--|---|---|---|---|--|---|---|--|
| 1 - Sous quel président de la République les prélèvements obligatoires sont-ils passés de 36 à 42,5% ?<br>A - Georges Pompidou<br>B - V. Giscard d'Estaing<br>C - François Mitterrand<br>D - Jacques Chirac | 2 - Quel Premier ministre est responsable de l'autorisation administrative de licenciement ?<br>A - J. Chaban-Delmas<br>B - Jacques Chirac<br>C - Raymond Barre<br>D - Pierre Mauroy | 3 - Quel ministre des Finances a pris la décision de rétablir, pour la première fois sous la V <sup>e</sup> République, le contrôle des prix ?<br>A - Michel Debré<br>B - René Monory<br>C - V. Giscard d'Estaing<br>D - Jacques Delors | 4 - Qui a dit : « Nous attachons beaucoup de prix et de considération à la présence sur notre sol d'une population algérienne nombreuse et laborieuse » ?<br>A - Georges Dufoix<br>B - Georges Marchais<br>C - V. Giscard d'Estaing<br>D - Jacques Fabis | 5 - Qui a pris l'initiative de faire voter la loi sur la taxe professionnelle ?<br>A - Jacques Chirac<br>B - Raymond Barre<br>C - Pierre Mauroy<br>D - Laurent Fabius | 6 - A quand remonte la taxation des plus-values ?<br>A - 1968<br>B - 1976<br>C - 1978<br>D - 1982 | 7 - En quelle année a eu lieu une importante opération de régularisation des immigrés clandestins ?<br>A - 1975<br>B - 1979<br>C - 1981<br>D - 1982 | 8 - De quelle année date la loi accordant aux détenus des « permissions » de sortie ?<br>A - 1975<br>B - 1979<br>C - 1981<br>D - 1982 | 9 - En octobre 1979, quel homme politique s'est déclaré favorable à la « participation aux élections municipales des immigrés résidant depuis plus de cinq ans dans une commune » ?<br>A - François Mitterrand<br>B - J.-J. Servan-Schreiber<br>C - Jacques Chirac<br>D - Jacques Delors | 10 - En quelle année la loi française a-t-elle admis qu'un enfant né en France de parents étrangers serait automatiquement français ?<br>A - 1945<br>B - 1962<br>C - 1973<br>D - 1981 | 11 - Quand 250.000 nouveaux postes de fonctionnaires ont-ils été créés ?<br>A - entre 1974 et 1981<br>B - entre 1981 et 1985<br>C - au cours de chacune de ces périodes<br>D - 1982 | 12 - A quand remonte le premier « plan de redressement de la Sécurité sociale », qui s'est traduit par un prélèvement obligatoire (exceptionnel) de 1% sur le revenu net ?<br>A - 1975<br>B - 1979<br>C - 1982<br>D - 1985 |
|---|--|---|--|---|---|---|---|--|---|---|--|

(réponses page suivante)

### Non à la venue de Jaruzelski à Paris

#### Déclaration des Polonais Libres en France

Quatre années se sont écoulées depuis l'instauration de l'état de guerre en Pologne le 13 décembre 1981, une guerre déclarée à la nation polonaise par un pouvoir imposé.

Des dizaines de milliers des meilleurs Polonais ont rempli les camps d'internement, les prisons, les commissariats, les locaux de la milice.

Des dizaines de milliers d'agents secrets, l'armée et les sections des zomos déchainés ont envahi les rues, les entreprises, les écoles, les universités. On attaquait avec des chars et des gaz lacrymogènes les usines et les mines ; les chantiers navals ont été militarisés.

Sur l'ordre du général Jaruzelski, chef du conseil militaire (WRON), on tirait sur les ouvriers polonais, sur les jeunes et les passants. Les blessés et les morts tombaient dans la mine de Wujek, dans la ville de Lubin, de Nowa-Huta, de Varsovie et dans des dizaines d'autres villes ; le sang coulait en Pologne.

Tous les syndicats indépendants ont été dissous ; la liberté de pensée et de parole a été interdite.

Le pouvoir policier et militaire a entraîné le pays vers la ruine complète, vers une paupérisation de la population, jamais encore rencontrée, vers la menace de la mort biologique, économique et culturelle du pays.

Le monde libre a isolé diplomatiquement le chef du régime de Varsovie en promettant la reprise des relations à condition que les libertés essentielles et les droits de l'homme en Pologne soient respectés.

Malgré cela, le pouvoir en Pologne continue à semer la peur et l'arbitraire tels que l'enlèvement, les tortures et l'assassinat du Père Jerzy Popieluszko par les hauts fonctionnaires du Ministère de l'Intérieur polonais. Beaucoup d'autres prêtres sont tourmentés et torturés actuellement en Pologne.

Détesté par la nation polonaise et condamné par la société française, le général Jaruzelski arrive à Paris ce mercredi 4 décembre.

Les Polonais Libres en France expriment leur très grande stupéfaction et leur profonde inquiétude, car, en ce moment, la répression dans les universités polonaises est particulièrement féroce (quelques dizaines de recteurs, de doyens et de professeurs ont été renvoyés de leurs postes), les prisons se remplissent de militants de Solidarność, la société est dépourvue de structures fonctionnant de façon authentique.

Nous sommes pour un dialogue, aussi bien à l'intérieur du pays qu'à l'extérieur, à condition que tous les partenaires aient la volonté de chercher un terrain d'entente authentique. Nous n'acceptons pas le dialogue du prisonnier avec son geolier ni le dialogue au niveau international qui renforce le système politique arbitraire actuel. Ce genre de « dialogue » décourage, déçoit et désespère la société polonaise.

La rencontre de ce mercredi 4 décembre ne peut pas être considérée comme un échange entre deux chefs d'Etat — l'un des chefs est choisi démocratiquement, tandis que l'autre n'est qu'un dictateur, ne représentant que lui-même et ses supérieurs moscovites, les aspirations de son peuple lui étant totalement étrangères.

Nous nous associons aux protestations des centrales syndicales françaises et des nombreuses personnalités qui expriment leur stupéfaction devant l'invitation du général Jaruzelski en France. Les droits de l'homme continuent à ne pas être respectés dans la République Populaire de Pologne, mais la rencontre au plus haut niveau Mitterrand — Jaruzelski a pour tant lieu.

Paris, le 4 décembre 1985

Les Polonais Libres en France

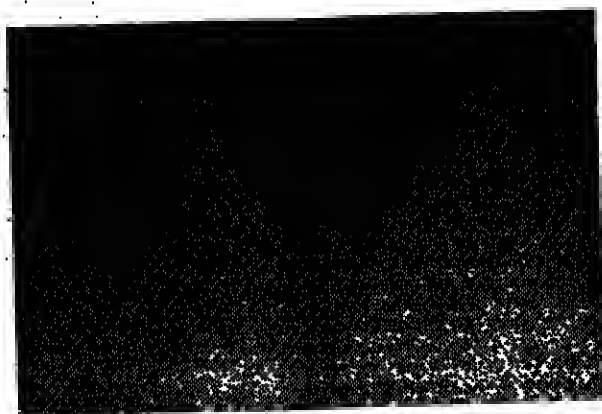
Dorénavant  
Proche  
amélior



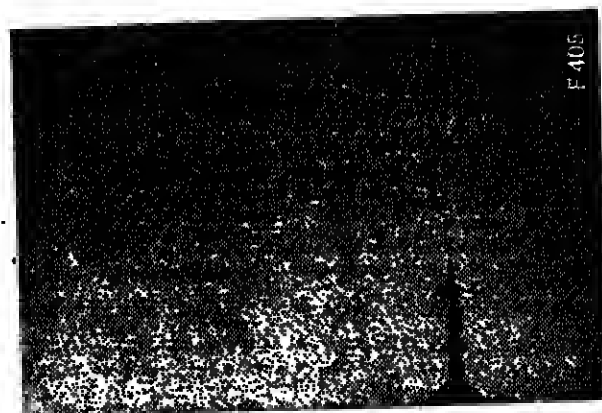
# Dorénavant, vos relations avec le Proche-Orient se trouvent nettement améliorées.



Nouveau: Alep



Nouveau: Bahreïn



Nouveau: Mascate



Abou Dhabi



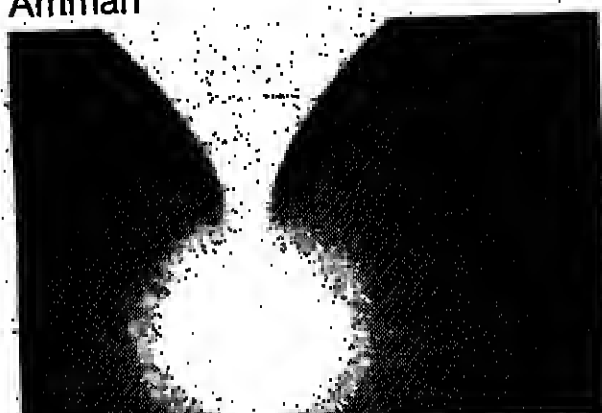
Amman



Bagdad



Damas



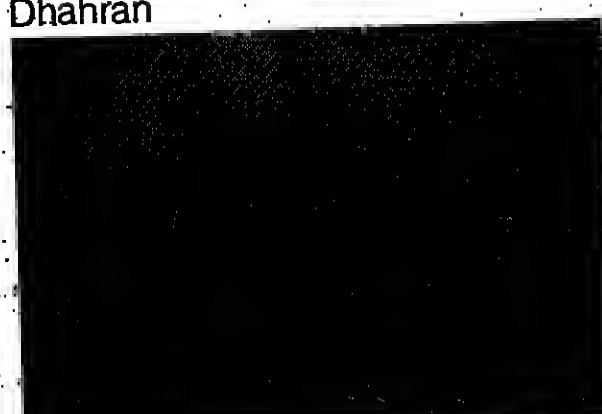
Dhahran



Doubaï



Djeddah



Koweït



Téhéran

Déjà incomparable, l'éventail des correspondances Lufthansa avec le Proche-Orient vient d'être porté à 31 vols par semaine. En jouant à fond la carte du confort. Confort,

dont vous jouerez sur la majorité des vols vers le Proche-Orient au même titre que pour les destinations lointaines: En Airbus A 300 version long-courrier avec ses sièges Senator

Sleeper en première classe pour vous y allonger, et la nouvelle Business Class confortable comme tout. C'est la nouvelle approche Lufthansa au Proche-Orient.



## Lufthansa

مكتبة من الامم



## EUROPE

### Yougoslavie

APRÈS LE SCANDALE PROVOQUÉ  
PAR UN HISTORIEN NON CONFORMISTE

#### Vivement la censure !

De notre correspondant

Belgrade. — Le scandale provoqué par l'historien Veselin Djuretic (le Monde daté 3-4 novembre) dans son ouvrage non conformiste *Les Alliés et la Drame de la guerre en Yougoslavie* (1) vient d'avoir des prolongements inattendus. En effet, après l'exclusion de M. Djuretic de la Ligue des communistes, pour « diffusion historique et idéologique », deux autres personnes viennent d'être frappées de la même peine.

Il s'agit de MM. Savo Skalko et Zoran Lekic, tous deux également historiens, qui avaient recommandé à une maison d'édition de Belgrade de publier le livre de M. Djuretic. La publication d'un ouvrage, dans le système yougoslave, n'est pas soumise à la censure. L'auteur doit cependant obtenir, au préalable, une critique positive de deux spécialistes reconnus et jouissent de la confiance du parti.

Veselin Djuretic est membre de l'Institut balkanologique de l'Académie serbe des sciences et des arts, et les autres membres de l'Institut qui sont adhérents du parti ont refusé de se joindre aux condamnations officielles. Cependant, les violentes attaques portées contre le livre ont mis à l'ordre du jour une réforme du système appliqué jusqu'à maintenant en matière de publication d'ouvrages historiques. Certains sont allés jusqu'à récla-

mer l'établissement d'une censure, en bonne et due forme. Un dirigeant a déclaré, cependant, que le régime ne retiendrait pas cette suggestion. Mais il a demandé aux maisons d'édition de prêter la plus grande attention au choix des personnes appelées à vérifier le contenu d'un livre avant publication et d'en augmenter le nombre si nécessaire « pour empêcher, dans l'avenir, que les deniers de la classe ouvrière soient gaspillés pour des livres anticomunistes ».

PAUL YANKOVITCH.

(1) L'historien présente les « tchetniks » du général Mihailovic, qui pendant la guerre avaient combattu les partisans de Tito, comme des « partisans serbes » à l'inverse de la thèse officielle qui en fait des « traîtres et des collaborateurs ».

● *Prison pour avoir offensé le parti.* — M. Dragoljub Petrovic, professeur de la faculté de philosophie de Novi-Sad, a été condamné à soixante jours de prison pour un article jugé « offensant » pour le parti et les citoyens yougoslaves. Dans son article, publié à la mi-octobre par la *Gazette littéraire*, une revue de Belgrade, M. Petrovic accusait le Parti communiste yougoslave de s'être appuyé dans sa « marche révolutionnaire » sur des personnes « à la probité douteuse » et de confier encore à l'heure actuelle les principales affaires du pays « à des incapables ». — (AFP.)

### Liechtenstein

● *Les femmes ne sont toujours pas « égales ».* — Les électeurs (masculins) de la principauté de Liechtenstein ont repoussé récemment à une forte majorité deux textes proposant d'inscrire dans la

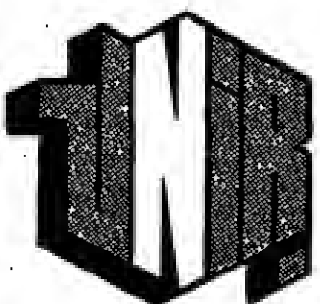
Constitution le principe de l'égalité entre hommes et femmes. L'une des initiatives émanait d'un groupe de femmes, l'autre de l'Union patriotique, parti majoritaire au Parlement. Elles ont été soutenues par environ 2 000 personnes et rejetées par plus de 4 000. — (AFP.)

## LES REPONSES :

1: B (1974-1981) - 2: B (loi du 3 janvier 1975) - 3: C (plan de stabilisation de 1963) - 4: C (10 avril 1975) - 5: A (loi du 29 juillet 1975) - 6: B - 7: G - 8: A (loi du 11 juillet 1975) - 9: C (à Bruxelles) - 10: C (loi du 9 janvier 1973) - 11: C - 12: B

### VOTRE PROFIL POLITIQUE :

- 10 à 12 bonnes réponses : Là, franchement, nous ne voyons pas ce qui vous retient de tirer les conclusions qui s'imposent de votre performance et de rejoindre UNIR pour travailler au renouvellement des hommes et des idées de l'opposition.
- 5 à 10 bonnes réponses : Vous êtes sur la bonne voie, mais il vous manque tout de même un peu de lucidité politique : croyez-vous les "sortants" d'hier capables de faire mieux que les "sortants" d'aujourd'hui ? En tout cas, à bientôt.
- 1 à 5 bonnes réponses : D'un autre que vous, je dirais qu'il est naïf. Mais vous ! Seriez-vous donc insensible au fait que l'alternance des discours ne masque trop souvent que la permanence des comportements ? Allez, encore un effort !



UNIR, LE NOUVEAU COURANT DE L'OPPOSITION

- ☐ Je veux soutenir l'action de Jean-Maxime Lévêque et des listes indépendantes d'opposition
- ☐ Je veux adhérer à UNIR
- ☐ Je veux recevoir des renseignements sur l'action d'UNIR et sur les listes indépendantes d'opposition

NOM \_\_\_\_\_ PRENOM \_\_\_\_\_  
ADRESSE \_\_\_\_\_ TELEPHONE \_\_\_\_\_

à découper et à renvoyer à : UNIR, 4, rue Lord-Byron, 75008 Paris.  
Tél.: (1) 42.25.48.70.

### Grande-Bretagne

## L'Eglise anglicane dénonce la politique sociale du gouvernement

De notre correspondant

Londres. — « Marxistel » Cette condamnation n'est pas proférée par l'un des membres (anonyme) du gouvernement, quarante-huit heures avant la diffusion du rapport commandé par l'Eglise anglicane sur la situation économique et sociale dans les grandes agglomérations britanniques. Au moment où vient de se réunir le « synode » de l'Eglise d'Angleterre (Church of England), on ne peut mieux traduire les tensions qui existent actuellement entre les pouvoirs temporel et spirituel du royaume.

Estimant sans doute avoir été trop vite en besogne, le Parti conservateur a atténué après coup sa riposte en déclarant, par l'entremise de son président, M. Norman Tebbit, que les conclusions de ce rapport publié le 3 décembre étaient « salves » et « brouillonnes ». Pour sa part, le D<sup>r</sup> Robert Runcie, archevêque de Cantorbéry, primat de l'Eglise d'Angleterre tout en cherchant à éviter une polémique, a affirmé que ce texte, loin de procéder d'une « absurde démarche marxiste », ne fait qu'énoncer de « possibles priorités ». Mais, de toute évidence, celles-ci ne correspondent guère à celles du gouvernement de M<sup>me</sup> Thatcher.

Initialement « Foi en la cité », ce rapport, élaboré en commission depuis deux ans (bien avant les derniers événements dans les quartiers défavorisés et en majorité peuplés d'immigrés), réclame une politique d'investissement, notamment en matière de logements et de services sociaux, ce qui est tout à fait contraire aux restrictions imposées dans ces domaines par le gouvernement.

La contradiction est particulièrement flagrante, puisque le gouvernement est en train d'obliger les municipalités à réduire de façon draconienne leurs dépenses, à Liverpool ou ailleurs. « Nous ne devons pas nous laisser entraîner dans ce piège où les principes économiques prennent le pas sur les exigences morales, au point de dicter toutes nos décisions (...). Nous sommes unanimes à juger inadmissible la politique actuelle, dans la

mesure où le chômage (affectant 50 % de la main-d'œuvre dans certains quartiers) modifie gravement les conditions de vie de communautés entières sinon l'avenir de toute une génération » : telles sont quelques-unes des réflexions des auteurs de cette enquête.

#### Des rapports tendus

L'hostilité immédiate et très vive manifestée par le gouvernement s'explique aussi par le fait que les rapports entre l'Eglise et le pouvoir sont devenus de plus en plus tendus et complexes ces dernières années.

L'Eglise d'Angleterre (catholique mais son rattachement est toujours en crise non seulement parce qu'elle subit une grave désaffection de la part de ses fidèles traditionnels, mais encore parce qu'elle a

perdu depuis longtemps le contact avec la classe ouvrière, dans un pays de plus en plus « coupé en deux » — ce qu'elle reconnaît de nouveau dans ce rapport. Plusieurs évêques ont récemment émis des avis assez critiques à l'encontre du pouvoir, qu'il s'agisse de la campagne des Malouines, de l'augmentation du chômage ou de la résistance à la grève des mineurs. Célèbre par ailleurs pour sa déclaration anticonformiste sur le dogme, l'évêque de Durham, Mgr David Jenkins, s'en était pris personnellement au président des charbonnages et avait dû faire amende honorable ensuite à ce propos.

M<sup>me</sup> Thatcher n'a pas caché son agacement lorsqu'elle a qualifié, au début de l'année, de « concours de printemps » les prédictions qui paraissent donner raison à l'opposition, parce qu'ils appellent le gouverne-

ment à plus de « modération » ou de « compassion ». Après les récentes remarques du duc d'Edimbourg, et du prince Charles, quant à l'insuffisance des efforts gouvernementaux dans les domaines de la construction et de la prévention sociale dans les grandes agglomérations, M<sup>me</sup> Thatcher ne peut qu'être indisposée par les observations de cette haute autorité morale. D'autant que, en ce moment, elle doit affronter l'opposition de l'Eglise d'Angleterre au projet gouvernemental — fortement soutenu cette fois par l'opinion publique — d'autoriser l'ouverture des commerces le dimanche, « jour du Seigneur ». Pour la fille d'un épiscopat méthodiste, les rapports avec une Eglise d'Etat — à laquelle elle n'appartient pas — n'ont pas fini d'être délicats.

FRANCIS CORNU.

## PROCHE-ORIENT

EN REPRENANT LES NEGOCIATIONS  
SUR L'ENCLAVE DE TABA

### L'Egypte veut enrayer la dégradation de ses relations avec Israël

De notre correspondant

Le Caire. — Les négociations égypto-israéliennes pour le rétablissement du litige frontalier de Taba (1 kilomètre carré sur le golfe d'Alaba) ont repris le mardi 3 décembre au Caire. Les pourparlers avaient été suspendus sine die par l'Egypte le 1<sup>er</sup> octobre dernier, à la suite du raid israélien contre l'OLP en Tunisie. Cette reprise des négociations intervient après que le ministre égyptien du pétrole se soit rendu la semaine dernière en visite officielle en Israël — la première depuis des mois effectuée par un responsable égyptien. De son côté, le chef du gouvernement, M. Ali Lotfi, a récemment accordé une interview à la presse israélienne, après l'avoir longuement refusée.

L'Egypte semble vouloir ainsi donner un coup de frein à la constante dégradation de ses relations avec Israël qui a caractérisé les rapports entre les deux pays depuis septembre 1982. Depuis le rappel de l'ambassadeur égyptien en Israël, l'Egypte ne cachait plus son hostilité à l'Etat hébreu.

La presse officielle, sensible au changement de climat, avait mené une campagne sans relâche contre Israël, d'autant plus féroce que l'Egypte semblait se rapprocher des autres Etats arabes. La diplomatie égyptienne cherchait à gagner sur tous les tableaux. Elle espérait une rapide réintégration au sein de la Ligue arabe, notamment en comp-

tant sur les officiers de l'OLP. Le corollaire de cette politique était l'accroissement de la tension avec l'Etat hébreu, tout en évitant soigneusement la rupture.

Cet équilibre précaire a pu être maintenu jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre dernier, quand l'Egypte a décidé de suspendre les négociations sur l'enclave de Taba, cette plage d'un kilomètre carré dont les deux pays se disputent la possession. Mais cinq jours plus tard, le 5 octobre, un gendarme égyptien, Soliman Khater, se livrait à un massacre dans le Sinaï, tuant sept touristes israéliens à Ras-Boukha, sur le golfe d'Alaba. Les responsables égyptiens découvraient alors qu'ils ne pouvaient pas maintenir sous contrôle le climat de tension entretenue avec Israël : un second, Ras-Boukha pouvait menacer sérieusement le traité de paix égypto-israélien, situation que l'Egypte ne veut pas envisager.

En effet, si le traité de paix est menacé, c'est tout le processus d'un règlement négocié du conflit du Proche-Orient qui risque de s'effondrer. Les efforts déployés par Le Caire pour convaincre l'OLP de renoncer à la violence et de recourir uniquement à la diplomatie seraient devenus inutiles.

Le risque est sans aucune commune mesure avec les modestes progrès enregistrés par l'Egypte sur la scène arabe, alors que seule la Jordanie a rétabli ses relations diplomatiques avec Le Caire.

A. BUCCIANTI.

### Irak

## La Fédération internationale des droits de l'homme s'inquiète du sort des personnes détenues

M. Michel Blum, président de la Fédération internationale des droits de l'homme, nous a fait parvenir copie de la lettre qu'il a adressée au président irakien Saddam Hussein. La FIDH, qui est déjà intervenue en Irak en faveur de la famille Al Hakim, dont plusieurs membres ont été exécutés, interroge de nouveau le président irakien au sujet des opposants récemment arrêtés.

« Notre organisation a été informée que la télévision irakienne a présenté aux téléspectateurs, le samedi 23 novembre, quatre jeunes gens de l'opposition : Hussam Ali Najim, Hazem Ali Najim, Fatai Haider Ali, Saad Salem Youcef. »

« Il nous a été rapporté que leur visage portait encore des traces de sévices. Ces jeunes gens, selon la télévision, auraient voulu être des terroristes chargés de mener des attentats sur le territoire irakien. »

« Cependant, en l'état de nos informations, ces personnes n'ont été assistées par aucun avocat, et leur

procès, s'il a eu lieu, aurait été injuste et mené à huis clos. »

« D'autre part, cette présentation télévisée rappelle fidèlement le procédé employé lorsque fut décidé d'exécuter, en 1980, le grand aïeul et penseur irakien, chef spirituel de la communauté des chiites en Irak, Sayyid Mohammad Bager-Al-Sadr. C'est à la même époque qu'ont été déportés hors de la frontière des dizaines de milliers de familles soupçonnées d'être en désaccord profond avec le parti au pouvoir. En outre, le défaut de procès public rappelle la manière dont il en a été usé en 1983 lorsque fut exécutée une constellation de savants appartenant tous à la famille Al Hakim. »

« Aujourd'hui, une inquiétude nouvelle surgit. Non seulement nous sommes vivement préoccupés et inquiétés par le sort de ces jeunes gens, mais, au-delà, nous craignons aussi que leurs familles ne puissent subir le sort qui a été réservé à une partie de la famille Al Hakim. »

« Les proches de ces accusés ignorent actuellement le lieu de détention de leurs fils, leur état, les chefs d'accusation pour lesquels ils sont accusés. Ils n'ont aucune nouvelle de leurs enfants depuis plus d'un mois. Nous sollicitons donc que, de toute urgence, vous nous autorisiez à mener une enquête approfondie sur place pour déterminer avec objectivité dans quelle situation se trouvent les personnes impliquées et, surtout, le sort qui est réservé actuellement à leurs familles. »

« Vous ne pouvez pas douter qu'un cas où il apparaîtrait que les informations multiples qui nous parviennent sont sans fondement, nous le dirions publiquement. »

### Liban

## RAID ISRAËLIEN CONTRE UNE BASE PALESTINIENNE

Dix personnes — sept combattants palestiniens, deux miliciens druzes et un soldat libanais — ont été tués, mardi 3 décembre, lors d'une incursion de douze heures des forces israéliennes au nord de la « zone de sécurité », dans le secteur oriental du Liban du Sud, selon les correspondants en poste dans la région. Il s'agit de la plus importante opération menée par Israël dans ce secteur depuis le retrait des forces israéliennes en mars dernier. L'objectif de ce raid — au cours duquel les forces israéliennes ont fait quatre prisonniers — était la destruction d'une base du Front de libération de la Palestine-commandement général (FLP-CG) de M. Ahmed Jibril, dont les militants, indiquent-ils à Jérusalem, s'apprêtent à commettre des attentats en Israël.

Quelque cent soixante-dix fantassins israéliens avaient traversé, à l'aube, le secteur oriental de la « zone de sécurité » établie par Israël à sa frontière avec le Liban. Ils ont ensuite gagné Haouss-al-Qannasah, à 10 kilomètres au nord de la localité de Hasbaya, où se trouvait la base du FLP-CG. Des blindés israéliens avançaient sur le même axe et deux hélicoptères survolaient la région. Le général Ouri Orr, commandant de la région nord d'Israël, supervisait l'opération sur le terrain, selon les correspondants dans ce secteur. La base du FLP-CG aurait été détruite. — (AFP.)

### Pour la première fois depuis 1967

## UNE TROUPE DE THÉÂTRE POLONAISE SE PRODUIT EN ISRAËL

Première visite d'un groupe artistique polonais en Israël depuis 1967 : la troupe du Grand Théâtre de Varsovie, que dirige M. Robert Sztanowski, est arrivée, mardi 3 décembre, à Tel-Aviv pour une série de quatorze représentations. Aucun échange culturel d'importance n'avait eu lieu entre les deux pays depuis que la Pologne — en même temps que l'URSS — a rompu les relations diplomatiques avec Israël à l'issue de la guerre de six jours. M. Uri Orr, directeur du Théâtre municipal de Tel-Aviv, qui a invité la troupe polonaise, a observé que ce « début d'échanges culturels » était d'une extrême importance et pourrait amorcer la reprise des relations diplomatiques.

Courant octobre, les deux pays avaient annoncé qu'ils utilisaient prochainement pour des « bureaux de représentation » et d'échange, dans ce cadre, des représentants officiels. La radio israélienne a, d'autre part, annoncé que le chef de l'Etat polonais, le général Jaruzelski, avait invité le président du Congrès juif mondial, le Canadien Edgar Bronfman, à se rendre à Varsovie le semaine prochaine pour s'entretenir des relations entre la Pologne et Israël. — (AFP, Reuters.)



# AMÉRIQUES

## Etats-Unis

### M. Reagan aurait accepté la démission de M. McFarlane son conseiller pour les affaires de sécurité

De notre correspondant

Washington. — Les rivalités personnelles et les luttes d'influence politique qui agitent chroniquement l'entourage de M. Reagan ont amené son conseiller pour les affaires de sécurité nationale, M. McFarlane, à démissionner. Le *Washington Times*, proche du groupe Moon, révèle déjà le nom du successeur de M. McFarlane, il s'agit de son adjoint, M. John Poindexter.

Les rumeurs circulent depuis le début de la semaine sur le départ de M. McFarlane. Elles ont été implicitement confirmées mardi par le porte-parole de la Maison-Blanche, M. Larry Speakes, qui avait estimé que « le président respecterait les vœux de tout membre de son administration voulant partir ».

Selon des indiscrétions concordantes, M. McFarlane aurait, en réalité, fait part à M. Reagan de sa volonté de démissionner dès la fin de la semaine dernière durant le week-end prolongé que le président a passé dans son ranch californien à l'occasion des fêtes de Thanksgiving. Cette démission aurait été acceptée par M. Reagan dans la mesure où elle est la conséquence presque inévitable du conflit d'autorité opposant depuis presque un an M. McFarlane au secrétaire général de la Maison-Blanche, M. Donald Regan — qui est, hiérarchiquement parlant, le premier des collaborateurs directs du président.

Fort de la position qu'il occupe depuis le début de l'année, M. Reagan a toujours voulu systématiquement marquer que ses responsabilités ne se limitaient pas aux questions de politique intérieure et économique — auxquelles s'était largement cantonné son prédécesseur, M. Baker mais s'étendaient également aux dossiers de politique étrangère.

#### Un conflit d'ambitions

Cette attitude s'explique aisément par l'importance nouvelle que le président donne aux initiatives internationales, notamment aux relations avec l'URSS, et par les difficultés de plus en plus grandes que vont susciter les problèmes économiques. Dans ces conditions, les ambitions de M. Reagan ne pouvaient que heurter celles de M. McFarlane, qui était

habitué depuis sa nomination, en octobre 1983, à traiter directement de la politique étrangère avec le président dans le bureau auquel il avait pratiquement porté ouverte.

A plusieurs reprises — sur l'avenir du missile MX, par exemple, ou les sanctions économiques contre l'Afrique du Sud, auxquelles était opposé M. Reagan — les deux hommes s'étaient donc affrontés, d'autant plus durement que M. McFarlane ne reconnaît aucune compétence particulière à son rival dans les questions internationales. Ancien secrétaire au Trésor et ancien homme d'affaires, le secrétaire général de la Maison-Blanche est un novice dans les problèmes stratégiques, mais cela ne l'a nullement empêché, il y a deux semaines, à Genève, de beaucoup se mettre en avant durant les deux jours et demi du sommet.

Bref, pour être tous les deux d'anciens « marins » solidement conseillers, MM. Reagan et McFarlane s'en sont pas moins tout pour ne pas s'entendre, car l'un a la brutalité d'un capitaine d'industrie ne prêtant pas de vertus spéciales aux subtilités, et l'autre une discrétion, une exigence intellectuelle et une soif de lecture qui ne l'arriment guère pour les luttes d'ambitions.

#### Un homme seul

Le conseiller pour les affaires de sécurité nationale aurait peut-être supporté plus longtemps cette situation s'il n'avait pas été, parallèlement, pris chaque jour en sandwich entre le secrétaire d'État et le secrétaire à la Défense qui se disputent pour le coup, de véritables différences politiques.

Entre l'approche prudente de la réouverture d'un dialogue avec Moscou prônée par le département d'État et la poursuite d'une politique de réduction du poids relatif de l'URSS sur la scène internationale favorisée par les idéologues néo-conservateurs du cabinet civil du Pentagone, M. McFarlane était, de facto, depuis deux ans l'homme qui arbitrait. Bien que certainement plus proche de M. Shultz que de M. Weinberger, il ne pouvait, à ce compte-là, que fléchir ou, à tout le moins, décevoir chacun — c'est-à-dire s'avoir pas de véritable clan derrière lui et se retrouver finalement isolé.

BERNARD GUETTA.

## Canada

APRÈS LE SUCCÈS DE SON PARTI AU QUÉBEC

### M. Bourassa, nouveau premier ministre, briguera un siège de député en février

Montréal (AFP). — Vainqueur des élections législatives qui se sont déroulées, le lundi 2 décembre dans la province, le Parti libéral québécois a finalement remporté, selon les résultats définitifs communiqués mercredi, 99 sièges (et non 98, comme indiqué dans nos éditions datées du 4 décembre) sur les 122 de l'Assemblée nationale. Les 23 autres mandats (et non 24) sont allés à des fins du Parti québécois au pouvoir depuis 1976.

Paradoxalement battu alors que son parti triomphait, M. Robert Bourassa, le chef du PLQ, tentera, de nouveau, de se faire élire en février prochain à l'occasion d'une consultation partielle, indiquait-on, de source sûre, mardi à Montréal. Un député libéral, M. Gilles Fortin, élu avec une majorité confortable de 13 000 voix dans une circonscription considérée comme l'une des plus sûres pour le parti, a, en effet, accepté de se sacrifier au profit de son chef.

Le revers personnel subi par M. Bourassa ne va toutefois pas l'empêcher de devenir premier ministre à part entière, car cette fonction, conformément à l'usage parlementaire britannique en vigueur au Canada, échoit automatiquement au chef du parti qui obtient le plus grand nombre de sièges aux élections.

Le porte-parole du PLQ a, d'autre

part, annoncé, mardi à Montréal, que le poste de vice-premier ministre dans le prochain gouvernement Bourassa reviendrait à M<sup>me</sup> Lise Bacon. Cette dernière fut ministre des

coopératives et institutions financières dans le précédent cabinet de M. Bourassa, avant 1976. M<sup>me</sup> Bacon, âgée de cinquante et un ans, a été présidente du Parti libéral.

**AU SECOURS !  
LA DROITE  
REVIENT.**

Souvenez-vous.  
C'était en 1980.

Fier comme Artaban, le meilleur économiste de France, alias R. Barre, annonçait, cassant, une inflation de 6,5% pour l'année. Le résultat? 13,6%. Seul J. Chirac avait fait mieux : 15% en 1974!

A droite, les brevets d'incompétence se décrochent après une rude concurrence!

Malade de tant d'erreurs passées, la France s'est peu à peu rétablie. Cette année, à 5% d'inflation (meilleur score depuis 1971), la France retrouve ses chances.

Deux politiques, deux conceptions de la société. Là où la droite a échoué, nous avons réussi. C'est ainsi : on juge les gens sur leurs actes, tant pis pour les parleurs.

Un pas à droite,  
c'est trois pas en arrière.



## Pérou

### Le « cadeau d'anniversaire » de Sentier lumineux

Cinquante explosions à Lima et dans la ville proche de Callao, une coupure de courant à l'aube dans la capitale et neuf banques attaquées. C'est le « cadeau d'anniversaire » de Sentier lumineux à son dirigeant Abimael Guzman. Les guérilleros maoïstes ont perpétré, mardi 3 décembre, cette série d'attentats pour les « cinquante et un ans du chef ». Visant des centres de distribution d'électricité et des établissements commerciaux, ces actions ont fait d'importants dégâts matériels mais pas de victimes, selon les autorités.

A la suite de cette série d'attentats, la direction du parti APRA, dont plusieurs bureaux ont été attaqués, a annoncé que les quarante permanences du parti dans la région de Lima seraient fermées, mercredi, et toutes les permissions ont été suspendues pour les membres des forces de l'ordre, qui ont été mises en état d'alerte. Des barrières routières érigées à la suite des explosions ont permis l'arrestation de quelques-uns des quatre-vingts personnes soupçonnées d'appartenir au mouvement Sentier lumineux.

Cette offensive de la guérilla intervient quelques jours après un meeting parisien de soutien à la guerre populaire du Pérou.

organisé par un « sympathisant » du Parti communiste péruvien (PCP-Sentier lumineux). Un Péruvien d'une quarantaine d'années, qui a tenté de convaincre l'assassin, a présidé ce meeting, après avoir participé à de semblables réunions, ces derniers jours, dans plusieurs villes des Pays-Bas, d'Allemagne fédérale, et de Suisse. Il a affirmé que « le seul but du PCP, qui a pris l'engagement de ne jamais déposer les armes jusqu'à l'événement de communisme, est la prise de pouvoir ». Il a qualifié l'actuel gouvernement de centre gauche du président Alan García de « totalement réactionnaire » et de « plus effrayant et plus répressif » que les précédents.

D'autres formules à l'ampère-pièce ont été employées par ce « sympathisant » : « Le PCP condamne le terrorisme individuel, mais une bombe dans les mains des masses devient un instrument de la révolution ». Il a expliqué en indiquant que « le PCP estime qu'il faut d'abord créer une base pour consolider la dictature du prolétariat dans le monde ». Il a attribué au PCP l'attentat contre le président de la cour suprême nationale, M. José García Rada, en avril dernier, jamais revendiqué jusqu'à présent.

**Cours de dessin et d'aquarelle**  
au musée du Louvre  
955-29-03

**SI VOUS MESUREZ 1 m 80 OU PLUS (jusqu'à 2 m 10) SI VOUS ÊTES MINCE OU FORT**

**John Rapal**  
Spécialiste prêt-à-porter grandes tailles.

UNE SEULE ADRESSE :  
40, Av. de la République  
75011 PARIS  
Tél. : 43.55.86.00  
Ouvert du lundi au samedi de 9 h 30 à 19 h  
Métro Parmentier  
Parking gratuit

## LES PATES SONT PLUS FRAICHES A NOUVELLES FRONTIERES

**PARIS VERONE**  
à partir de 990 F aller-retour

**nouvelles frontières**  
7, boulevard Voltaire 75011 Paris 43 38 98 98

**PICARD**

**LES ASSUREURS ONT TRANCHÉ !**  
3 gammes de serrures PICARD se sont vu décerner la note maximum « 3 Etoiles » par l'Assemblée Plénière des Sociétés d'Assurances

4, rue Ségur-Servan, 75002 Paris. Tél. : 42-33-44-85 +

صكنا من الامل



صوت من الامم

## AFRIQUE

### Le Zimbabwe minimise les conséquences sur son économie des sanctions contre Pretoria

La visite de M. Mugabe à Moscou n'a apparemment donné lieu à aucun alignement de Harare sur les thèses du Kremlin. Le premier ministre ne paraît pas avoir embelli le pas à ses hôtes pour condamner les Etats-Unis. Sur le plan bilatéral, un « accord de principe » existe en matière de coopération

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. — La fermeté de ton des autorités de Pretoria à l'égard de leurs homologues de Harare n'a d'égal que la dureté des propos des seconds à l'encontre des premiers. Depuis plusieurs mois, notamment depuis le récent sommet des chefs de gouvernement du Commonwealth, M. Robert Mugabe, le premier ministre du Zimbabwe, s'est fait l'ardent avocat d'une politique de sanctions internationales contre le pays de l'apartheid. N'a-t-il pas menacé de traiter la Grande-Bretagne en « puissance ennemie » et d'appeler l'Organisation de l'unité africaine (OUA) à prendre contre

économique. On ignore dans quelle mesure le Kremlin a accédé aux demandes de soutien militaire que le premier ministre devait lui présenter.

Le sujet semble en tout cas avoir été discuté, à en juger par la présence dans la

elle des mesures de représailles économiques si elle persistait à vouloir donner le pas à la protection de ses investissements sur la sauvegarde des droits de l'homme ?

M. Mugabe, qui, il n'y a pas si longtemps encore, jugeait « insensée » l'idée d'associer son pays à un embargo contre l'Afrique du Sud, affirme, aujourd'hui, que le Zimbabwe est prêt à mettre en quarantaine son puissant voisin « quel qu'en soit le coût ». Le premier ministre invite les autres Etats de la ligue de front (1) à accepter avec courage leur part de souffrances dans la lutte pour l'abolition du système de l'apartheid. « Ce sont ceux qui ont les poches pleines et qui ont peur de les voir se vider qui critiquent le contrecoup des sanctions », assure-t-il.

Si les Etats de la ligue de front mettaient à exécution leurs menaces de couper complètement les ponts avec le régime de Pretoria, jusqu'à fermer les frontières et à suspendre les liaisons aériennes, on assisterait à un « effondrement total » de leurs économies, a prédit M. John Mubvumba, président de la Confédération des industries du Zimbabwe. « Ce ne serait, à son avis, qu'une question de mois » pour un pays comme le Zimbabwe, dont 20 % du commerce se fait avec l'Afrique du Sud, par laquelle transitent entre 85 % et 95 % de ses importations et de ses exportations.

Les autorités de Harare s'efforcent, au contraire, de minimiser les

délégation soviétique non seulement du premier vice-ministre de la défense, le maréchal Sergueï Akhromeev, mais aussi de M. Konstantin Katouchev, le président du comité d'Etat pour les relations économiques extérieures, un organisme gouvernemental responsable des ventes d'armes de l'URSS.

effets négatifs d'une politique de sanctions contre le régime de Pretoria. M. Bernard Chidzero, ministre des finances et du plan, prévoit, dans cette hypothèse, des « difficultés économiques », illustrées par des pénuries de biens de consommation et une augmentation du chômage. A l'en croire, l'Afrique du Sud serait la grande perdante puisque, en 1984, elle a tiré du Zimbabwe, où elle a beaucoup investi, 100 millions de dollars en services et intérêts directs et n'y a laissé que 14 millions.

Au cas où l'accès à l'océan Indien via l'Afrique du Sud serait coupé, le Zimbabwe se replierait sur une solution de remplacement via le Mozambique. Mais la présence à l'intérieur de ce pays d'une guérilla active l'oblige à disposer, le long de ce « corridor » de 200 kilomètres qui relie Mutema au port de Beira, environ dix mille soldats — le quart des effectifs de son armée — pour y protéger la route, la voie de chemin de fer et l'électrification.

Jusqu'à maintenant, le gouvernement de M. Mugabe a évité, en regard à la fragilité de l'économie, de provoquer trop ouvertement son puissant voisin. Pour faire pièce aux accusations de Pretoria, M. Emmerson Mnangagwa, ministre de la sécurité, vient de rappeler que son pays « ne servira jamais de tremplin contre un Etat voisin ». Le Zimbabwe s'est, en effet, toujours refusé à accorder des « sanctuaires » aux mouvements qui luttent contre le régime de l'apartheid et ceux-ci, notamment le Congrès national africain (ANC), soutiennent de pas l'embarras, en ont pris leur parti. Officiellement, Harare les soutient « moralement et diplomatiquement », matériellement et financièrement aussi à travers le comité de libération de l'OUA.

Cela n'a pas empêché de multiples incidents de frontière entre les deux pays, mais des contacts réguliers ont toujours été maintenus entre leurs services de sécurité pour éviter qu'ils ne dégénèrent. En revanche, la guerre des ondes ne semble pas prête de s'éteindre. Les autorités de Harare ont décidé de construire un émetteur pour répéter à la « propagande péti-cieuse » de Radio-Truth (vérité), qui diffuse chaque jour à partir du nord du Transvaal en direction du Zimbabwe.

JACQUES DE BARRIN.

#### Tchad

EN PARTICIPANT A LA CONFÉRENCE DU PNUD A GENÈVE

### M. Hissène Habré veut sensibiliser les pays donateurs sur la situation catastrophique de son pays

De notre correspondante

Genève. — Les services de sécurité tchadiens ne chôment pas. Après avoir assuré la protection des deux Super-Grands, ils ont dû entourer de précautions inouïes et d'un certain mystère l'arrivée du président tchadien, M. Hissène Habré, qui a atterri, quasi secrètement, le mardi 3 décembre, dans la ville de Calvin. Accompagné de son ministre des affaires étrangères et de M. Joseph Yodoyama, ministre du plan et de la construction, M. Habré a voyagé dans un avion particulier prêt par un « chef d'Etat ami », le président Bongo.

Cette visite, d'ordre économique, est essentiellement destinée à sensibiliser les pays donateurs et les institutions spécialisées des Nations unies sur la situation catastrophique que traverse son pays et qui s'explique notamment par les conséquences de la guerre, la sécheresse et la chute des prix du coton. M. Habré devait prendre la parole à une « table ronde » qui se tient à huis clos, ce mercredi, au Palais des Nations.

Cette réunion a été préparée sur le plan technique par le Programme

des Nations unies pour le développement (PNUD), dans le cadre des efforts menés par cet organisme en faveur des pays appelés par euphémisme « les moins avancés » (PMA). Elle réunit, jusqu'au 6 décembre, les représentants des quinze principaux pays donateurs, ceux du FMI, de la Banque mondiale, de l'UNICEF et du Programme alimentaire mondial (PAM), ainsi que les experts techniques et financiers du PNUD.

Pour sortir du marasme, le Tchad affirme avoir besoin de 424 millions de dollars d'aide supplémentaire (dont 246 millions de toute urgence pour des besoins identifiés). Les dossiers concernant les urgences les plus évidentes ont été préparés avec l'aide du PNUD, encore que les objectifs et les chiffres avancés demeurent sous la seule responsabilité du gouvernement tchadien. Les sommes demandées devront servir :

— à garantir les besoins essentiels de la population en matière d'alimentation et de santé, y compris dans le cas où la sécheresse devrait persister ;

— à remédier dans une mesure aussi large que possible aux conséquences de la sécheresse, notam-

ment à celles qui risqueraient d'avoir un effet durable et qui affecteraient principalement les « personnes déplacées » — c'est-à-dire celles qui ont été contraintes d'abandonner leurs terres d'origine, — sans oublier les problèmes que pose le cheptel ;

— à obtenir une croissance durable de la production, notamment par le financement suffisant des circuits de production ;

— à assurer une répartition plus équitable des revenus et à réduire l'écart économique entre les régions du pays les moins désertées et les autres.

On prévoit des négociations serrées à l'issue de l'examen minutieux des dossiers destinés à servir de support aux demandes tchadiennes. Après le départ de M. Habré, M. Pierre Damina, directeur du bureau régional du PNUD pour l'Afrique, qui mènera les débats, aura fort à faire.

La France, qui porte l'économie tchadienne à bout de bras (son aide, qui se montait à 250 millions de francs en 1983 et à 300 millions en 1984, atteindra, en 1985, 340 millions), s'intéresse vivement aux résultats de la réunion de Genève.

ISABELLE VICHNIAC.

## ASIE

#### Malaisie

### Les autorités s'opposent avec fermeté aux fanatiques

La Malaisie a été le théâtre, récemment, d'un violent affrontement entre forces de l'ordre et fanatiques musulmans, qui a fait dix-huit morts, dont quatre policiers. L'affaire s'est déroulée dans un petit village du Nord-Kedah, où un chef religieux, Ibrahim Mahmod, qui a été tué, et ses partisans ont résisté à coups de cocktails Molotov, de flèches empoisonnées et de lances aux forces de l'ordre venues les arrêter. Cet affrontement est le plus grave depuis l'attaque, en 1980, d'un poste de police par une « armée d'Allah sur terre », qui avait fait huit morts.

De notre correspondant

Bangkok. — Ibrahim Mahmod, qui était âgé de quarante-cinq ans et avait été éduqué en Libye, était un ancien politicien du PAS, Parti islamique malais, qui avait tenté, sans succès, sa chance aux élections de 1978. Le PAS l'avait désavoué. Ibrahim était devenu l'un de ces chefs religieux marginaux dont les activités, depuis quelques années, inquiètent sérieusement les autorités. Il avait fait l'objet d'un mandat d'arrêt pour détention d'armes.

Fondé en 1951 et résolument islamique, le PAS a un temps été associé au pouvoir. Il contrôla même certains Etats, le Kelantan par exemple, de 1957 à 1978. Parti à l'islam militant, mais pas forcément extrémiste, il avait, en 1983, été déchiré par une crise interne qui aboutit à l'exclusion du président et fondateur, Dato' Asri Muda. Les jeunes radicaux qui prirent le contrôle du parti à cette occasion ne cachèrent pas leur intention, « ils arrivaient au pouvoir, de faire de la Malaisie un Etat islamique. »

C'était assez pour inquiéter non seulement les citoyens non malais,

d'origine chinoise ou indienne, qui constituent pratiquement la moitié de la population du pays, mais aussi le gouvernement du premier ministre, M. Mahatir bin Mohamad, depuis son arrivée au pouvoir, s'efforce tout à la fois de promouvoir

malais s'est accompagné du développement d'une forme militante, voire fanatique, de l'islam, dont le PAS est le principal véhicule. Le plus structuré des plus extrémistes.

L'an dernier, une violente polémique avait opposé la principale for-

**La société malaisienne est dans un ensemble tolérante, mais l'équilibre racial est fragile... Le gouvernement fera tout pour le préserver.**

les « valeurs islamiques » et de rassurer les non-musulmans sur la pérennité d'une Malaisie multiraciale et respectant toutes les croyances.

#### La NEP

En mai 1969 de graves désordres raciaux avaient éclaté, opposant principalement les Malais à des Chinois. Moins de deux ans plus tard, le gouvernement lança la nouvelle politique économique (NEP) de façon à permettre aux Malais, les « bumiputras » ou « fils du sol », musulmans, ruraux et qui disposaient en principe du pouvoir politique, de renforcer leurs positions économiques. L'objectif était d'arriver, en 1990, à une société racialement harmonieuse par le biais d'une meilleure répartition du produit national, notamment en garantissant aux bumiputras au moins 30 % du contrôle des entreprises. Dans ce domaine, la NEP a permis d'appréciables résultats : de 10 % en 1970, les Malais sont passés à une participation économique de 22 % aujourd'hui.

Mais certains aspects de la NEP ont été ressentis comme discriminatoires par les citoyens non malais, surtout ceux d'origine chinoise. Le gouvernement veut du reste d'en réduire un peu les obligations. Le mécontentement croissant des non

mation politique de la coalition multiraciale au pouvoir, l'UMNO (Union nationale malaise unie), au PAS : les jeunes dirigeants de ce dernier, plus radicaux que les anciens dont ils venaient de prendre la place, allant jusqu'à accuser les responsables de l'UMNO d'être des « infidèles », des « kafirs ». Les autorités tchadiennes ont été sévères ce qu'elles considéraient comme une menace du PAS et des autres petits groupes extrémistes. Il y a quelques mois, à Kuala-Lumpur, le Dr Sanusi Juaid secrétaire général de l'UMNO, et proche du premier ministre, nous avait déclaré : « Si nous laissons faire, tôt ou tard, il y aura des incidents graves. Nous ne voulons d'aucun prix d'un bain de sang. Il faut arrêter l'extrémisme alors qu'il est encore temps. »

#### Criminels ou martyrs ?

Il y a un an, le gouvernement avait rendu public un Livre blanc qui accusait quelques-uns des groupements extrémistes de vouloir prendre le pouvoir et de mettre fin au caractère multiracial de la Malaisie. Il y eut des arrestations. Des militants furent également assignés à résidence dans des régions où leur influence n'avait guère de chance de soulever les masses. « Le Malais n'est pas un fanatique. Dans certains Etats, il n'est même pas très

religieux », avait affirmé le Dr Sanusi, qui s'insurge contre le qualificatif d'« intégriste » appliqué à souvent aux extrémistes religieux. « Ils ne sont pas intégristes. Ils n'ont souvent de la religion qu'une connaissance sommaire. Ce sont des fanatiques, des clowns. Ils se servent de l'islam pour des bénéfices temporels », disait-il.

Les dirigeants du PAS refusent de considérer la création d'une Banque islamique ou d'une Université internationale islamique comme la preuve de la bonne volonté du gouvernement. Pour l'ustaz (le maître), Hadi Awang, vice-président du PAS, « les œuvres et les déclarations des chefs de l'UMNO mettent en danger l'islam ». Pour prouver qu'il était un parti religieux et non racial, le PAS vient même d'être au sein de son bureau un Malaisien d'origine chinoise converti à l'islam.

Si les extrémistes islamiques recrutent surtout dans les Etats les moins riches, si une bonne partie de leurs fidèles sont avant tout des paysans pauvres, le renouveau religieux touche aussi les universités de Kuala-Lumpur.

C'est pas pour rien que le directeur général du ministère de l'éducation a mis en garde des jeunes contre « ces missionnaires, ces « dakwah », extrémistes, ces éléments antinationaux qui font la honte du pays ».

Dans son ensemble, la société malaisienne est à la fois tolérante et consciente de la fragilité de l'équilibre racial. Le gouvernement vient de prouver qu'il est déterminé à aller très loin pour empêcher que l'extrémisme ne prenne trop d'ampleur. Rasse à avoir si Ibrahim Mahmod n'est pas considéré comme un criminel, ainsi que le veulent les autorités, ou comme un martyr, ce qu'il est déjà sans doute pour ses quelque quatre cents fidèles.

JACQUES BEKAERT.

## A TRAVERS LE MONDE

#### CHINE

### Nouveaux signes de rapprochement avec l'Albanie

Pékin. — Le dégel diplomatique se poursuit entre la Chine et l'Albanie. Les deux pays, apprend-on ce mercredi 4 décembre à Pékin de source albanaise, viennent en effet de signer un accord commercial à long terme. Aucun accord de ce type n'avait été négocié entre les deux pays depuis leur brouille idéologique de 1978, lorsque Tirane en était venue à qualifier M. Deng Xiaoping de « fasciste pur » et accusant notamment le régime chinois de « collusion avec l'impérialisme américain ».

La signature d'un premier protocole sur les échanges commerciaux pour 1985 avait amorcé le dégel et consacré le début d'une lente réconciliation. Le dernier signe en date de ce rétablissement progressif avait été la visite au siège de la représentation diplomatique albanaise à Pékin du vice-ministre chinois des affaires étrangères, M. Qian Qichen, vendredi dernier, à l'occasion du soixante-troisième anniversaire de l'indépendance de l'Albanie. — (AFP.)

#### CUBA

### Remplacement du ministre de l'intérieur

La Havane. — M. Ramiro Valdes Menendez, membre du bureau politique du PC cubain, a été « libéré » de ses fonctions de ministre de l'intérieur qu'il occupait depuis 1979 et remplacé par son vice-ministre, le général José Abrantes Fernandez. M. Menendez est le second membre du bureau politique à quitter le gouvernement cette année. Le 13 juin, le ministre des transports, M. Guillermo Garcia, avait également abandonné ses fonctions. Un communiqué publié par Granma, l'organe du gouvernement, précise que M. Menendez, cinquante-trois ans, compagnon du premier jour de M. Castro, conserve ses autres postes et reste membre du bureau politique du parti. Ces départs du gouvernement semblent confirmer les rumeurs circulant dans les milieux politiques selon lesquelles tous les ministres membres du bureau politique pourraient abandonner leur charge au sein du gouvernement dans la perspective du troisième congrès du parti, prévu pour février prochain. Cette relève de la vieille garde aurait pour but de permettre un fonctionnement plus souple et plus efficace de l'administration en allégeant la tâche du pouvoir réel, c'est-à-dire le bureau politique. — (AFP, Reuter.)

#### INDE

### Bhopal : grève et accusations

Bhopal. — Le premier anniversaire de la catastrophe de Bhopal, en Inde, où une fuite de gaz toxique fit plus de deux mille cinq cents morts, a donné lieu, mardi 3 décembre, à une grève générale dans la ville et à de nouvelles accusations contre la firme américaine Union Carbide. D'une part, des manifestants ont défilé dans les rues et aux abords de l'usine de la société américaine, gardée par les forces de l'ordre, en criant des slogans hostiles. Deux mille cinq cents effigies du directeur général d'Union Carbide, M. Warren Anderson — soit une effigie par victime — ont été brûlées sur la place publique aux cris de « Mort à Union Carbide ! Mort à Anderson ! ». D'autre part, le gouvernement de l'Etat de Madhya-Pradesh, où se trouve Bhopal, a rendu publiques ses accusations contre la firme américaine qu'il tient pour entièrement responsable de la catastrophe.

#### ITALIE

### Un Jordanien soupçonné de terrorisme arrêté à Vérone

Rome. — Le bureau romain de l'OLP a démenti mardi 3 décembre l'appartenance à cette organisation d'un homme de trente-huit ans, arrêté jeudi dernier à Vérone, porteur d'un passeport jordanien, et qui se déclare « capitaine de l'OLP ».

Omar Sedat Salem Abdel Fathah est la huitième personne soupçonnée de terrorisme arrêtée en Italie depuis trois mois.

La police a trouvé chez Omar Fathah 20 kilos d'explosif et des armes. L'homme a affirmé que ces armes devaient servir contre des objectifs syriens en Hollande mais que la mission avait été annulée après le détournement de l'Achille-Lauro. — (AFP.)

#### PAKISTAN

### Une zone frontalière de l'Afghanistan bouclée par l'armée

Islamabad. — Les routes menant à la région tribale de Khyber (ouest du Pakistan) sont barrées, le téléphone est coupé et la presse nationale priée de garder le silence sur la situation à l'intérieur de la région où quatorze mille soldats pakistanais sont entrés dimanche, indiquant mardi 3 décembre des correspondants à Peshawar.

L'armée est intervenue avec des véhicules blindés après avoir donné l'ordre à seize chefs de tribu de se rendre et de chasser les « éléments subversifs, communistes, anti-islamiques et anti-pakistans ». Elle avait menacé de faire sauter des maisons si les chefs de tribu refusaient d'obtempérer et lança un ultimatum qui a expiré lundi.

Plusieurs chefs tribaux ont fait mettre à l'abri femmes et enfants. Certains se sont réfugiés en Afghanistan, ajoutant les correspondants.

La tension dans la région de Khyber est née de l'opposition des tribus à la campagne d'éradication du pavot et aussi de l'afflux d'armes qui leur sont fournies par Kaboul. Le gouvernement afghan recherche la collaboration des tribus pour gêner le passage des moudjahidin. Radio-Kaboul a vivement dénoncé, mardi, cette « agression pakistanaise ». — (AFP.)

#### RDA

### Un nouveau ministre de la défense

Berlin-Est. — Le général Heinz Kessler a succédé, le mardi 3 décembre, comme ministre de la défense au général Hoffmann, décedé la veille (le Monde du 4 décembre).

Né dans une famille ouvrière de Silésie en 1920, Heinz Kessler a servi pendant douze mois dans l'armée allemande pendant la guerre avant de désertier en 1941 sur le front est pour rejoindre les rangs de l'armée rouge. Après la guerre, il a contribué à la création du mouvement des jeunes communistes est-allemands (FDJ), et, en 1950, il est entré au comité central du parti (SED). En 1957, il a été nommé vice-ministre de la défense et est devenu en 1979 responsable de l'administration politique de l'armée.

Le général Kessler participe à la réunion des ministres de la défense du pacte de Varsovie, qui s'est ouverte mardi à Berlin-Est avec une demi-journée de retard en raison de la mort du général Hoffmann. Les conversations devraient porter sur les stratégies nucléaires et conventionnelles ainsi que sur les dépenses consacrées à la défense. — (AFP, UPL.)





# ALGÉRIE (II)

## Le second souffle

UN ENTRETIEN AVEC M. ALI OUBOUZAR,  
MINISTRE DE LA PLANIFICATION ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

### «Une véritable course contre la montre est engagée entre croissance économique et croissance démographique»

#### Le temps du réalisme et du pragmatisme

De notre correspondant

Alger. — La vie politique en Algérie est d'ordinaire feutrée comme celle d'un club anglais. Tout se passe en douceur. Pas d'éclats ni de prise à partie comme nous sommes accoutumés à en vivre en France. La raison en est simple : la parti est unique, présent jusque dans la plus petite commune. Tout passe par lui. L'opposition est faible ou inexistante. De toute façon, il n'existe pas de tribune pour elle. Seuls deux grains de sable contrarient la marche de cette lourde machine sans, toutefois, en bloquer les rouages. Le secrétaire général du FLN et président de la République, M. Benjedid Chadli, les a évoqués récemment, lors de l'allocution de clôture qu'il a prononcée au terme des travaux de la quinzième session du comité central (le Monde du 30 novembre) : les « barbares » et les « intégristes » sont les deux seuls mouvements d'opposition que le pouvoir prend au sérieux, accusant les uns de collusion avec l'étranger (sous-entendu le Mouvement pour la démocratie en Algérie (MDA) de M. Ben Bella) et les autres de banditisme depuis que certains ont pris les armes. Assez mal concertés, diffus dans la population et sans structures réelles, ces deux nébuleuses ne sont inquiétantes que dans la mesure où elles pourraient entamer le consensus autour du premier personnage de l'Etat et remettre en cause l'adhésion de la base à sa politique.

Or, consensus et adhésion sont garants de la légitimité du président, elle-même fondement des institutions et, en quelque sorte, à l'origine du débat sur l'enrichissement de la charte nationale de 1976. Car M. Benjedid Chadli a besoin d'un texte de référence, adopté par l'ensemble du peuple algé-

rien, et adhérent à la voie choisie pour diriger le pays.

Et puis, pourquoi ne pas le dire ? Le père de la charte de 1976, Houari Boumedienne, est mort. Son successeur, élu en 1979, a une certaine idée du socialisme algérien. Il est réaliste et très pragmatique. Il a clairement laissé entendre, en procédant à l'installation de la commission nationale chargée de suivre et superviser l'opération d'enrichissement, que le poids des ans n'avait pas égaré le texte de référence de 1976 : « L'objectif est d'éviter la répétition sur soi, le marasme, la solérose et le dogmatisme étouffant ». Le mot est lâché et nous l'entendons souvent.

Voici donc venu le temps du réalisme et du pragmatisme. Le président écrit encore, dans le préambule de son instruction n° 27 : « La révolution qui précède à son introspection, valorisant ainsi ses victoires et qui reconnaît ses erreurs pour les éliminer est une révolution forte ». Ce qui ne signifie pas pour autant que la charte est dépassée ou désuète. Mais en dix ans, les résultats se sont déclinés. Il apparaît nécessaire de trouver la cause de certaines lacunes et de voir pourquoi tous les objectifs fixés n'ont pas été atteints.

L'enrichissement de la charte repose donc aussi sur une analyse de ce qui s'est passé au cours des dix dernières années. Il en ressort, à gros traits, que la période d'essence financière qui prévalait en 1976 est dépassée. L'Algérie subit, comme les autres pays, la crise économique. Elle est en but à de sérieux problèmes de revenus et, surtout, de pertes de ressources pétrolières ne sont pas intarissables. Comme elle sait qu'il lui faut absolument trouver des débouchés pour son gaz.

FREDERIC FRITSCHER

(Lire la suite page 13.)

« L'Algérie se trouve confrontée à un environnement international de plus en plus contraignant. Quel est dans ce contexte le principal défi à relever ? »

— La croissance. Le principal défi est de maintenir un rythme de croissance permettant de préserver l'avenir sans remettre en cause aucun de nos objectifs fondamentaux. Un pays en voie de développement qui a un siècle de retard doit le rattraper dans un délai ne dépassant pas trente ans. Les deux tiers sont déjà passés. L'Algérie doit décoller dans les années 90-95, sinon, elle sera rattrapée par la croissance démographique. Une véritable course contre la montre est engagée. Si la demande sociale atteint un certain niveau, elle ne nous laissera aucune marge de manœuvre. Il ne sera plus possible de consacrer une partie de la production à l'épargne et donc à la croissance.

— Notre objectif est de maintenir coûte que coûte ce rythme de croissance d'environ 7 % l'an, conforme à notre développement. Il nous est impossible d'y renoncer, même si nous n'avons plus de ressources provenant des hydrocarbures. Le problème ne se pose pas dans ces termes. Les hydrocarbures sont là. C'est une chance.

— La baisse du prix du pétrole risque, dès l'an prochain, de réduire ces ressources. Comment avez-vous pris en compte cette menace dans le plan ?

— Nous avons envisagé une baisse de 10, 15, et même 20 % des recettes. L'hypothèse la plus probable est peut-être une diminution de 10 %. C'est sur cette

base que nous avons préparé le plan annuel 1986.

— En 1985, nous avons réussi à les stabiliser. Nous avons été surpris de ce résultat. Nous avions prévu un excédent de 1 milliard de dollars du commerce extérieur. Il a atteint 3 milliards, car nous avons comprimé au maximum les importations. Il en est de même pour l'équilibre financier interne. Nous avons prévu un budget en équilibre. Il dégagera probablement un excédent de 4 milliards de dinars. Les recettes fiscales pétrolières diminueront légèrement. Mais elles sont largement compensées par les recettes ordinaires, qui vont augmenter de 13 % en 1985.

— Ne craignez-vous pas que la baisse des recettes pétrolières l'an prochain ne pèse sur la croissance de l'économie ?

— Nous consacrons 40 % de la production intérieure brute aux investissements. C'est un sacrifice. Si cela devient nécessaire, nous irons jusqu'à 50 %. Si les ressources pétrolières baissent de 15 ou même 20 % nous devrions, pour maintenir le rythme de croissance, augmenter l'austérité. Nous pouvons nous accommoder d'un rythme légèrement inférieur aux 7 % par an prévus jusqu'en 1995. Mais avec moins de 5 % cela devient difficile, et à moins de 3 % toute dynamique est brisée.

— Sur quels domaines pensez-vous faire porter l'austérité ?

— L'effort portera sur le secteur social, les infrastructures économiques, on penchera la consommation. Nos importations sont pratiquement incompressibles, sauf dans le secteur des ser-

vices. Elles déconcentrent pour l'essentiel des investissements, des besoins des usines et d'un niveau de consommation que nous estimons déjà à la limite du compréhensible. Nous prévoyons un taux de croissance de la consommation en volume par habitant de 1 % par an. Nous avons déjà serré la vis au maximum. Nous pouvons réduire les importations de 2 %, 3 %. Mais nous n'irons pas loin si nous ne voulons pas remettre en cause le consensus social.

#### Mobiliser toutes les ressources

— L'Algérie a mené jusqu'ici une politique d'endettement très prudente. Pensez-vous pouvoir le poursuivre ?

— Actuellement l'endettement est supportable. Notre système économique centralisé nous permet de le maîtriser plus facilement. Si nous avions à choisir entre le maintien du rythme de croissance et l'endettement extérieur, nous pourrions céder de rédoire notre endettement et même, à la limite, nous endettier un peu à nouveau. Nous avons une marge de manœuvre d'un milliard de dollars.

— Pensez-vous devoir réduire vos investissements ?

— Nous avons légèrement réduit le volume des investissements en 1985 : 96 milliards de dinars ont été retenus sur 105 prévus. En 1986, il en ira de même : nous avons prévu dans le plan 117 milliards, nous n'en avons retenu que 106.

— Si nous maîtrisons mieux les prix, les coûts et les rendements, nous pourrions maintenir les mêmes objectifs. Même si les

dépenses d'investissements du budget diminuent de 5 à 6 %.

— A quel niveau pouvez-vous tenir l'inflation ?

— Au cours des années 81 à 83, les coûts de réalisation ont augmenté considérablement. Quant à l'inflation au niveau de la consommation des ménages, nous sommes parvenus à la ramener à 8,5 %. Nous espérons la stabiliser à ce niveau. La demande est encore très forte. L'offre reste limitée. Pour nous, c'est déjà une victoire.

— Le secteur privé a été au centre des débats sur l'enrichissement de la charte nationale ; quelle doit être sa part dans l'économie nationale ?

— Nous voulons mobiliser toutes les ressources nationales, qu'elles soient publiques ou privées. Nous n'avons pas le droit de négliger un potentiel, quel qu'il soit. L'essentiel est de sécuriser le secteur privé. Il a maintenant une loi qui fixe ses droits et ses obligations et lui donne des avantages. En contrepartie, nous sommes beaucoup plus exigeants. Nous lui demandons d'investir dans les créances prioritaires définies par le plan, pas dans les produits de luxe par exemple. Il doit accepter les normes de qualité, de prix, d'emplois, les emplacements géographiques définies par le plan. C'est une contrainte réelle. Mais en contrepartie il bénéficie d'un marché et d'approvisionnement garantis, d'avantages financiers. Il ne fera pas de super-bénéfices, mais il peut vivre et se développer correctement.

(Lire la suite page 10.)

Propos recueillis par  
VERONIQUE MAURUS  
et FREDERIC FRITSCHER

## LA BANQUE EXTÉRIEURE D'ALGÉRIE

**UN PARTENAIRE FINANCIER APPRÉCIÉ :** elle apporte ses concours, son assistance et son savoir-faire aux entreprises publiques et privées des secteurs de l'énergie, de la sidérurgie, de la chimie, de l'électronique, des matériaux de construction, du transport, des industries de transformation et des services.

## LA BANQUE EXTÉRIEURE D'ALGÉRIE

**UNE VOCATION INTERNATIONALE AFFIRMÉE :** son vaste réseau de correspondants couvrant plus de cent pays, ses filiales propres, ses spécialistes en financements internationaux et en commerce extérieur en font un instrument privilégié pour le renforcement des relations commerciales et financières avec l'extérieur.

## LA BANQUE EXTÉRIEURE D'ALGÉRIE

**Siège social :**

11, bd Colonel-Amirouche, ALGER

Tél. : 61-12-52

Télex : Algerex 52 067, Beforex 52 736

**Direction générale :**

3, rue Docteur-Lucien-Raynaud, ALGER

Tél. : 60-50-00

Télex : 52381

**Direction de l'étranger :**

11, bd Colonel-Amirouche, ALGER

Tél. : 61-12-52

Télex : Algerex 52 067, Beforex 52 736

مركز العمل

## Démographie : une soudaine « prise »

### De notre envoyé spécial

Alger. — Ils courent partout. En ville ils frôlent les autos, sautillent en tous sens, grimpent sur tout ce qui se présente. Ils vont par grappes, par nuées. Un embouteillage ? C'est une école qui s'annonce. Un attroupement ? C'est une famille qui stationne. Sur les routes des hauts plateaux, entre les régions littorales et le désert saharien, ils sont présents, cartable au dos, dans tous les paysages. Pas une colline où l'on n'en voie cheminer quatre ou cinq. Pas un kilomètre franchi sans en repérer qui font du stop, à tout hasard. Et à tout âge. Ils sont plus nombreux que les arbres. Statistiquement, l'Algérie est un peuple d'enfants.

La moitié des habitants ont moins de quinze ans, et 60 % ont moins de vingt ans. En 1984 il est né dans ce pays 850 000 enfants — plus qu'en France, où il n'en est né que 760 000. Au 1<sup>er</sup> janvier 1985, la population résidente (compte non tenu des émigrés) était estimée à 21 510 000 habitants. Chaque année, il naît de 20 000 à 30 000 enfants de plus que l'année précédente. L'accroissement de la population se fait au rythme de 31,58 pour mille.

### Interrogations

Cette croissance démographique peut-elle être freinée ? Et doit-elle l'être ? La nation algérienne peut-elle accepter qu'au rythme actuel sa population dou-

ble tous les vingt ou vingt-deux ans et qu'elle se situe, en l'an 2000, aux alentours de 35-40 millions d'individus ? Il y a peu d'années, les responsables se posaient la question mais, publiquement, le débat n'était pas abordable. La jeunesse était une chance, le développement une certitude planifiée, le Sahara un monde à peupler et à exploiter. L'Algérie pouvait se regarder nombreuse dans le miroir de l'avenir.

C'en est fini, aujourd'hui, des prudences d'hier. Tous les responsables algériens — sinon encore tout le peuple — sont hantés par la démographie galopante. Désormais, ils la rêvent sinon stabilisée, du moins passant du galop au trot. Le ministre de la santé, M. Djamel Eddine Hneanu, ancien

ambassadeur à Paris, n'y va pas par quatre chemins : « Nous sommes menacés de voir détruit, ou amputé, tout ce que nous construisons. Si nous ne freinons pas la croissance démographique, tout notre développement sera empêché. C'est un problème très grave, notre bête noire. »

Il n'y a pas si longtemps, pourtant, que l'Algérie se rangeait dans le camp des pays qui reprochaient aux Occidentaux leur propagande antinataliste destinée à « affaiblir le tiers-monde » pour mieux assurer leur domination sur la planète.

Aujourd'hui, le tournant est pris : l'Algérie sait que sa croissance démographique, si elle reste incontrôlée, ruinera tous les efforts qu'elle fait pour son développement, la généralisation de l'enseignement, la santé, le logement, etc. Ce cataclysme naturel provoqué par les hommes (et les femmes...), l'Algérie officielle, aujourd'hui, le redoute comme le principal obstacle sur la route du développement. « Bien sûr », dit M. Hneanu, « dans l'absolu l'Algérie peut avoir 100 millions d'habitants ; mais le problème, c'est la vitesse de sa croissance. Si la population doublait tous les quarante ans au lieu de doubler tous les vingt ans, il n'y aurait pas de problème. Mais si cela va trop vite, tout s'écroule. »

On a perdu du temps. Et, dans ce domaine, le temps perdu ne se rattrape pas aisément. La croissance démographique d'hier est porteuse de celle de demain. Le nombre des femmes en âge de procréer est actuellement de 4 500 000. « En l'an 2000, souligne en février 1985 un rapport officiel du ministre de la protection sociale intitulé « La maîtrise de la croissance démographique... pourquoi ? », il atteindra les 8,5 millions. » Aussi, ajoutait ce rapport, « même si les généra-

tions futures sont moins prolifiques que celles d'aujourd'hui, l'effectif annuel des naissances dépassera de loin le million en l'an 2000. » Le ministre de la planification, dans des évaluations jugées un peu excessives par certains, annonce même 1,3 million de naissances annuelles au début du troisième millénaire.

Formidable défi pour un pays qui craint de voir annuler par ce flot l'élévation du niveau de vie qu'on constate actuellement. Il faut que ce flot démographique s'apaise à mesure que diminuera la manne pétrolière qui a permis le développement. Un seul exemple : actuellement, selon des chiffres officiels, le nombre de personnes par logement est en Algérie de 7,8. Le rapport déjà cité ajoute : « Si nous voulons le ramener d'ici à l'an 2000 à un niveau appréciable (5 personnes par logement en moyenne, soit ce que nous connaissions en 1966), il faudrait construire en quinze ans 4,5 fois plus de logements par an qu'à l'heure actuelle, ce qui est difficilement concevable. »

### « Le message passe »

C'est en décembre 1980 — il y a à peine cinq ans — que le FLN s'est avisé de prendre en charge cette question, et que son comité central adopta une « recommandation » afin que l'Etat « dégage les moyens humains, matériels et financiers nécessaires à la mise en œuvre d'un programme national d'espacement des naissances ». En décembre 1983, le secrétaire général du parti, M. Bendjedid Chadli, dénonçait, au cours du cinquième congrès, « l'imprévoyance en matière démographique ». Il déclarait : « Le taux de croissance démographique actuel compromet toutes possibilités d'amélioration qualitative dont notre développement devrait être porteur. Certes, nous ne pouvons imputer à la seule

croissance démographique toutes les causes de notre sous-développement (...), mais il reste que le facteur démographique est le facteur essentiel. »

Pourquoi n'avoir pas tenu plus tôt ce langage ? Pourquoi avoir attendu 1983 pour lancer le premier véritable programme gouvernemental d'action en faveur de l'« espacement » des naissances ? « C'est qu'on ne pouvait pas le faire plus tôt, répond le ministre de la santé. On ne peut pas dire n'importe quoi à un peuple. Ce que nous faisons et disons aujourd'hui, nous aurions pu le faire et le dire il y a dix ans, mais cela n'aurait pas eu l'impact que cela peut avoir aujourd'hui. » Dans ce domaine, le gouvernement propose, et les couples disposent. « Aujourd'hui », dit M. Hneanu, « je crois que le message passe, notamment pour des raisons socio-économiques liées à l'élévation du niveau de vie et à l'aspiration, dans les jeunes couples, à la modernité. »

N'aurait-on pu imposer des mesures sévères comme dans d'autres pays ? Leur efficacité, répond-on ici, est toujours douteuse, et les politiques coercitives n'ont pas fait la preuve de leur validité. Et, surtout, l'Algérie est l'Algérie, pays de tradition paysanne, de religion musulmane où la famille est sacrée. Il fallait — il faut encore — surmonter des habitudes, des comportements et des préjugés liés à plusieurs facteurs. L'islam, d'abord. Même s'il est vrai que, dès 1968 — et une nouvelle fois depuis — les autorités religieuses du pays (le Conseil supérieur islamique) ont publié — à la demande des autorités civiles — un texte indiquant que « la limitation des naissances est permise dans certaines conditions », il reste que la vision populaire de la famille est fondée sur le nombre des enfants que le destin envoie.

## Un entretien avec M. Ali Oubouzar

(Suite de la page 9.)

— Comment allez-vous adapter votre planification dans ce sens ?  
— Il est difficile de planifier le secteur privé. Nous n'avons aucun moyen de le forcer à investir. Nous lui ferons certaines portes, en général toutes les activités spéculatives, pour lui ouvrir celles de l'investissement productif.

### La place du secteur privé étranger

— Qu'en est-il du secteur privé étranger ?  
— Il ne peut intervenir qu'en association avec le secteur public algérien. Nous avons fait une loi dans ce sens. Nous pensons qu'elle pouvait attirer les industriels étrangers dont nous avons besoin pour leur savoir-faire et leur technologie. Ce n'est peut-être pas suffisant.  
— Nous serons peut-être obligés de revoir ou d'adapter cette loi.

Mais l'apport de capital étranger n'est pas vital. Nous souhaitons sa participation afin de mieux maîtriser certains secteurs. Nous avons essayé les contrats « clés en main », les contrats « produits en main », maintenant nous essayons l'association en capital pour obtenir une vraie participation de nos partenaires étrangers.

— L'Algérie importe encore près des deux tiers de ses besoins alimentaires, l'agriculture n'est-elle pas une priorité absolue ?

— La plus grande priorité en Algérie est la production, qu'elle soit agricole ou industrielle. Plus de la moitié des investissements du second plan quinquennal seront consacrés à des dépenses directement productives. Nous n'avons pas de priorité absolue, nous voulons une croissance équilibrée, de façon à ce qu'aucun secteur ne soit sacrifié. S'il faut sacrifier quelque chose, ce sera la consommation.

— L'autosuffisance alimentaire n'est pas un objectif absolu. Nous voulons toutefois réduire considérablement la dépendance alimentaire pour un certain nombre de produits. Mais nous ne sommes pas prêts à sacrifier d'autres objectifs économiques, ni la stabilité sociale. Nous sommes prêts à payer le blé algérien 200 dinars, alors que nous pouvons le trouver à 100 sur le marché international. Nous ne sommes pas prêts à le payer 400. Le développement de l'agriculture est avant tout un problème d'organisation, de formation, de maîtrise des techniques et d'amélioration du niveau de vie dans les campagnes. C'est un problème technique, organisationnel et humain, ce n'est pas un problème financier. L'agriculture occupe cependant une place de choix dans notre politique de développement.

Propos recueillis par  
VERONIQUE MAURUS  
et FREDERIC FRITSCHER.



## LA MAINTENANCE DES ÉQUIPEMENTS ÉLECTRONIQUES C'EST NOTRE MÉTIER

— Vous êtes fabricants d'équipements électroniques et vous désirez vous assurer le concours d'un opérateur algérien qualifié pour réaliser les prestations d'installation et de maintenance des équipements électroniques fournis à vos clients en Algérie.

— Vous êtes utilisateurs en Algérie d'équipements électroniques professionnels et vous recherchez l'assistance d'un opérateur national pour assurer la maintenance et la calibration de votre parc d'équipements électroniques.

— Les unités de maintenance et de calibration électronique (MCE) à Sidi bel Abbès, à Bouzareah (Alger) et bientôt à El Harrouch (Skikda)

de l'ENTREPRISE NATIONALE DES INDUSTRIES ÉLECTRONIQUES (ENIE) sont à votre disposition pour la maintenance et la calibration de vos équipements électroniques professionnels.

— L'expertise du personnel, la fiabilité des équipements et la qualité des prestations de ce réseau permettent une prise en charge efficiente de vos équipements :

- médicaux électroniques et radiologiques ;
- électroniques de mesure ;
- bureautique électronique ;
- radio communication.

Pour tous renseignements, adressez-vous à :

ENIE, direction commerciale  
BP 101, zone industrielle Sidi bel Abbès, Algérie  
Tél : 16041  
Tél : 24-26-28-632.



## SOCIÉTÉ NATIONALE D'ASSURANCE



### RESEAU COMMERCIAL

— 22 unités de production au niveau des Wilayas.

— 247 Agences.  
— 14 Centres d'expertises automobiles.  
— 01 Centre d'expertise R.D.  
— 01 Centre national d'expertise médicale.

Habilitation à pratiquer les opérations d'assurances suivantes :

### — ASSURANCES DE BIENS :

- AUTOMOBILE : Responsabilité civile — Dommages collision — Tous risques (tout secteur d'activité) — Vol et incendie — Défense et recours — Personnes transportées — Bris de glaces.
- RESPONSABILITÉ CIVILE
- INCENDIE — VOL — DÉGÂTS DES EAUX — BRIS DE GLACES
- MULTIRISQUES HABITATION : Incendie — Vol — Dégâts des eaux — Bris de glaces (tout secteur d'activité) — Responsabilité civile.
- MULTIRISQUES PROFESSIONNELLES : Incendie — Vol — Dégâts des eaux — Bris de glaces — Responsabilité civile.

### — ASSURANCES DE PERSONNES :

- INDIVIDUELLE : Voyages — Accidents professionnels et vie privée.
- ASSURANCE GROUPE : Décès — Maladie — Incapacité permanente ou partielle — Incapacité permanente totale.
- ASSURANCE TEMPORAIRE AU DÉCÈS : Assurance en cas de décès.
- ASSURANCE VIE : Assurance en cas de vie — Assurance mixte (en cas de décès ou de survie).

### — SECTEUR D'ACTIVITÉ :

- ARTISANAT
- SECTEURS SANITAIRES
- CULTURE — SPORTS — LOISIRS — ÉDUCATION
- COMMERCE PRIVÉ
- HOTELLERIE RELEVANT DU SECTEUR PRIVÉ
- COLLECTIVITÉS LOCALES
- PROFESSIONS LIBÉRALES.

SIÈGE SOCIAL ET DIRECTION GÉNÉRALE  
5, BD ERNESTO « CHE » GUEVARA — ALGER  
Téléphone : 62-29-44 — Tél : 52.716

MINISTÈRE DU

OFFICE NATIONAL

BOIRE INTERNATIONALE

STRINE ECONOMIQUE

Pour toute information

SECTEUR NATIONAL DES F

O.N.A.

PHILIPES DES E

ENS-MARTIN

ALGER

ALG

Tél : 76-3

Tél : 54.061



A MOINS DE QUINZE ANS

## de conscience »

Autre frein à la diffusion de la contraception : la place des vices dans la famille. La société algérienne reste fondée sur l'idée que les enfants hébergent, entretiennent et soignent leurs vieux parents. Dans ces conditions, plus on fait d'enfants, plus les vieux jours sont assurés. Or la généralisation des régimes de retraite — notamment en agriculture — ne date que de peu d'années. Tous les jours à propos d'agriculture, il est clair qu'un enfant mâle était — et est encore — une promesse de force de travail au sein de la famille rurale.

Dernier élément, et non des moindres : le statut de la femme algérienne. Bien que son niveau d'instruction s'élève et qu'elle commence à investir le marché du travail, elle ne le fait que timidement : 7 % seulement des travailleurs sont des femmes. Dans ces conditions, l'identité de la femme, et même son pouvoir dans la société, reste encore liée à la maternité. Bien des femmes algériennes, comme le soulignait récemment le quotidien *El Moudjahid*, se méfient des campagnes sur la contraception car elles y voient une offensive masculine contre le pouvoir essentiel qu'elles exercent dans la société.

« Notre politique, résume Mme Z'hor Ounissi, ministre de la protection sociale, repose sur la liberté du couple et la prise de conscience des gens. Nous devons rendre conscients, éduquer, mais non contraindre ou obliger. » Mme Saïf, directrice de la famille et de l'enfance au même ministère, indique que, jusqu'aux années 80, on se contentait de « répondre à la demande des femmes en matière de contraception dans les centres de protection maternelle et infantile ». « Désormais, ajoute-t-elle, nous pensons

qu'il est nécessaire de susciter la demande et non plus seulement de répondre. »

La « prise de conscience » passe par divers moyens. Spots télévisés, feuilleton populaire où l'on voit vivre, sur le même palier, une famille de douze enfants et une autre qui n'en a que deux : regarder la différence... Campagnes d'affichage dans les hôpitaux et les centres médico-sociaux : un aïdham croise une famille nombreuse agglutinée. Il demande : « Comment ça va ? ». Le père montre la marmaille. Les enfants montrent la mère. La mère, fatiguée, montre le ciel. « Il y a une solution, proclame l'affiche, c'est l'espacement des naissances. »

### Distribution de pilules

Dans les manuels scolaires, nous a indiqué M. Zemmouri, directeur de l'école fondamentale au ministère de l'éducation nationale, on présente systématiquement la famille algérienne comme peu nombreuse : deux garçons et deux filles... Des débats télévisés sont organisés. Toutes les occasions sont saisies de rappeler que, selon le Coran, une femme « doit allaiter son enfant pendant deux ans », ce qui signifie qu'elle ne doit pas avoir de grossesse pendant ce temps-là, car « le lait de la femme enceinte n'est pas bon pour le bébé ».

Dans les centres de PMI, la distribution des produits contraceptifs va bon train (quand il n'y a pas de rupture de stock, ce qui se produit parfois). Ils sont distribués gratuitement. Dans les deux centres que nous avons visités à Alger, les armoirs regorgent de petites boîtes de pilules et, sur les murs, on avait collé des échantillons de toutes les marques dis-

ponibles ainsi que des stérilisations. Les autorités estiment à 20 % la proportion des femmes en âge de procréer qui utilisent la contraception. Le taux pourrait paraître convenable si la négligence, les oublis, ne rendaient les prises irrégulières au point qu'on a calculé qu'il fallait, statistiquement, cinq femmes sous contraception pour éviter une grossesse.

L'Algérie devra passer un jour à une vitesse supérieure. D'abord, elle devra multiplier le nombre des centres de PMI et notamment dans les zones rurales, où ils sont évidemment très dispersés. On a déjà, en 1984, pris une mesure qui peut avoir quelque effet : l'âge minimal du mariage pour les filles a été porté par la loi de seize à dix-huit ans. M. Hafar, directeur de la sécurité sociale au ministère de la protection sociale, indique qu'« on commence à réfléchir au problème des prestations familiales comme levier de maîtrise de la croissance démographique ». D'ores et déjà, la fiscalité ne favorise plus les familles nombreuses : pour le fisc, il n'y a que trois catégories de contribuables, les célibataires, les mariés sans enfants et les mariés avec enfants (qu'il y en ait un seul ou... quatre).

On compte beaucoup sur l'évaluation du niveau d'instruction, la baisse de la mortalité infantile (qui va toujours de pair avec une diminution du nombre de naissances), l'entrée des femmes sur le marché du travail, l'aspiration des jeunes citadins à une meilleure qualité de vie (pour le logement, par exemple), pour hâter cette fameuse prise de conscience qui doit aboutir à... la prise de la pilule. L'avenir proche tranchera sur l'efficacité de cette politique. Le pari n'est pas encore gagné.

BRUNO FRAPPAT.

A LA FRONTIÈRE TUNISIENNE

## Les pionniers du désert

De notre envoyé spécial

El Oued. — « Attention, sable ». Et prêtre de ne pas rire. Ce n'est pas parce qu'on se trouve en plein désert, que la route serpente depuis 50 kilomètres entre les dunes, que tout autour de soi n'est que sable et... sable. Le panneau indicateur a son utilité. Il signale tout simplement qu'à cet endroit, quand le vent souffle comme aujourd'hui, la route risque d'être encore plus ensablée qu'ailleurs.

Cette route, elle mène d'El Oued à Tazeur. Deux oasis. L'une est en Algérie, l'autre en Tunisie. Avec entre les deux des kilomètres de désert, de sable du côté algérien, d'une terre marécageuse et salée du côté tunisien. Ici et là, la population est à peu près de même origine : le lointain Yémen, d'où les habitants du Souf et du Djérid sont venus il y a quatre siècles.

Les liens entre Algériens et Tunisiens du Sud ne sont pas qu'éthniques. Une bonne partie des palmiers de Tazeur appartiennent à des habitants d'El Oued. Et ce serait une raison supplémentaire de faciliter les contacts et les déplacements entre les deux pays si, de toute manière, des décisions n'avaient été prises entre les deux gouvernements pour donner une réalité concrète à cette coopération.

Entre la Tunisie et l'Algérie, les choses sont assez faciles — d'autant que les Tunisiens ont bien des malheurs avec leurs autres voisins, les Libyens, — tandis qu'entre Algériens et Marocains... Alors on coopère, dans le sillage du « traité de fraternité et de concorde » signé au printemps 1983 par les présidents Chadli et Bourguiba, on s'efforce de mettre en valeur les régions frontalières. La plupart des grands projets industriels engagés en commun semblent devoir être implantés en territoire tunisien, où ils contribueront à penser un peu la plaie du chômage.

### Taleb Larbi, « centre de vie »

Il y a bien aussi un gigantesque projet de « mer intérieure ». L'eau, venue de la Méditerranée à travers le Sud tunisien, viendrait rejoindre via aux chutes — anciens lacs d'eau souterraine situés au-dessous du niveau de la mer. Mais on n'en est pas encore là, d'autant que les Tunisiens ne semblent pas exagérément enthousiastes.

Par contre, les négociations en cours devraient permettre sous peu d'arriver à un accord autorisant les frontaliers, résidant dans une bande large de 15 kilomètres de part et d'autre de la frontière, à passer d'un pays à l'autre sans passeport. On fait aussi en sorte que les centres de soins et même les écoles situés dans la région frontalière puissent servir aussi bien aux uns qu'aux autres. C'est une ques-

tion de bon sens, surtout ici, au Sud, où le peuplement est faible et composé surtout de nomades ou d'anciens nomades.

C'est pour fixer ces nomades et aussi pour créer un début d'infrastructure, un point d'appui au développement ultérieur, que, du côté algérien, on a décidé de construire dans la zone frontalière de petits villages nés de rien, sur le sable.

Juste à la frontière, Taleb-Larbi est le premier des cinq « centres de vie » qui vont être créés dans la région. Une mosquée, une gendarmerie, un « centre commercial », une école, un centre de soins et une série de petites maisons — le tout plutôt joliment dessiné — alimentés par l'électricité venue de Tunisie. De quoi donner un logement à 98 familles. Pour l'instant, une vingtaine de fonctionnaires et une dizaine d'habitants du cru (si l'on peut dire, car ce sont surtout des nomades) habitent ce village qui, à vrai dire, n'existe encore qu'à peine.

La plupart des maisons sont vides, à demi envahies par le sable. Pourtant déjà, ça et là, le mur de clôture qui entoure chaque habitation a été surélevé. L'intimité, cela se préserve, même ici, surtout ici.

De l'un de ces logements modernes (deux pièces, cuisine, salle de bains, et une cour intérieure ou l'on pourra faire pousser des salades) sort une vieille femme, une nomade. Elle a vu les officiels qui nous accompagnent et en profite pour réclamer avec énergie un logement pour elle toute seule. Elle en a assez d'habiter avec sa fille et son gendre.

Au total, 25 000 personnes environ sont disséminées dans ce vaste district, où des familles nomadiques vivent avec des troupeaux de chèvres, chameaux, moutons.

L'idée, apparemment, n'est pas de fixer totalement ces nomades, mais de leur donner un point d'ancrage, au moins pour une partie de la famille, un endroit aussi où se faire soigner. Le médecin du poste militaire le plus proche, à 110 kilomètres, passe une fois par semaine, et le centre civil de soins le moins éloigné est à 50 kilomètres, à travers une plaine plate comme une toile et nue comme la main.

Ici aussi, comme dans l'oasis d'El Oued, on attribue des lopins de sable à ceux qui se font fort de les cultiver, et on les aide.

Stabiliser les populations, mettre en valeur les terres, développer l'enseignement et les soins, administrer : cela ne se fait pas tout seul, et les fonctionnaires venus d'El Oued ou du nord de l'Algérie sont, à leur manière, des pionniers. Y compris le daira — le sous-préfet, — qui va devoir exercer ses fonctions depuis ce minuscule village entouré de vent et de vide. Déjà, à El Oued, les distractions... Alors, ici !

JAN KRAUZE.

## MINISTÈRE DU COMMERCE



OFFICE NATIONAL DES FOIRES ET EXPOSITIONS  
O.N.A.F.E.X.

22<sup>e</sup> FOIRE INTERNATIONALE D'ALGER  
du 23 avril au 4 mai 1986

LA VITRINE ÉCONOMIQUE DE L'ALGÉRIE

Des échanges, toujours profitables

Pour toute information et adhésion

OFFICE NATIONAL DES FOIRES ET EXPOSITIONS  
O.N.A.F.E.X.

PALAIS DES EXPOSITIONS  
PINS-MARITIMES — BP/656  
ALGER-GARE

ALGER

Tél. : 76-31-00 à 04

Telex : 54.061 onafex DZ.



VOTRE PARTENAIRE  
PRIVILEGIÉ  
EN ALGERIE

La réorganisation de la fonction commerciale a regroupé les activités d'approvisionnement au sein d'une seule Entreprise qui assure :

- La régulation du marché de consommation par la prise en charge de la production nationale et l'importation en appoint.
- La promotion et la recherche de débouchés extérieurs pour les produits nationaux.

Elle exerce sa compétence sur les produits suivants : conserves de fruits et légumes, concentré de tomate, sucre, café, thés, laits, beurre, huiles, épices, œufs, viandes.

Elle est implantée sur l'ensemble des ports Algériens et dispose au niveau régional de 6 unités d'approvisionnement à Alger, Oran, Annaba, Mostaganem, Skikda et Bejaia.

Elle réalise un chiffre d'affaires de 7,5 milliards de Dinars pour un volume de 1,4 millions de tonnes, un investissement de 2,2 milliards de Dinars pour le 1<sup>er</sup> plan Quinquennal, une capacité de transport de 6.500 tonnes de charge utile et un effectif de 6.500 personnes.

ENTREPRISE NATIONALE D'APPROVISIONNEMENT  
EN PRODUITS ALIMENTAIRES

29, rue Larbi Ben M'Hidi — Alger — BP.659

Tél. : 64-02-75 à 77

Telex : 52.991 — 992 — 882 DZ.

مركز من الامم

LA CAPITALE AU FUTUR

# « Parc de la Victoire » : le troisième centre

De notre envoyé spécial

Alger. — Alger ne tenait plus dans ses murs. De même que les Français, en s'installant, avaient placé leur centre-ville au sud de la Casbah des Algériens, il fallait, pour la capitale indépendante, trouver un autre centre, signe des temps nouveaux et réponse à diverses nécessités : embarras de la circulation, étroitesse des rues, indisponibilité des terrains, relief tourmenté. Elle le fait. Le symbole le plus monumental et le plus spectaculaire de ce glissement progressif vers le sud est l'opération dite du « parc de la Victoire » (Riadh el Fah), en cours d'achèvement.

De toutes les collines de la ville, depuis la mer aussi, on ne voit plus que lui, s'élançant vers le ciel du haut de son promontoire situé à la verticale du jardin d'essai : le sanctuaire du Martyr. Ce *Makam el Chadid*, qui fut édifié en un temps record par une société québécoise pour célébrer, en 1982, le vingtième anniversaire de l'indépendance, est désormais au paysage d'Alger ce que fut la tour Eiffel pour le ciel de Paris : symbole de modernité, point obligé pour le regard.

Il a fort belle allure. D'une hauteur de 92 mètres, il est composé de trois immenses palmes de béton, reliées entre elles non loin du sommet par une plate-forme circulaire. Plus écartées vers le bas, ces palmes laissent sous le monument un vaste espace où s'engouffre le vent de la Méditerranée. Lieu haut, hant lieu. Les trois palmes symbolisent les trois révolutions de l'Algérie : industrielle, culturelle et agraire. Au pied de chacune, une grande statue de soldat, en bronze, représente les États successifs de l'armée. Un combattant tenant un fusil de chasse rappelle les premières heures du combat contre l'occupation française. Le second, mieux équipé, en uniforme, est un

soldat de ce qui fut l'ALN (Armée de libération nationale). Le dernier est équipé comme le sont les soldats d'aujourd'hui de l'ANP (Armée nationale populaire depuis l'indépendance).

« Le président Chadli, explique le lieutenant-colonel Snoussi, directeur de l'office du parc de la Victoire, a voulu que soit ainsi matérialisé le symbole de la résistance algérienne et, en même temps, donner à notre capitale sa tour Eiffel ou sa statue de la Liberté. » Il assume une double fonction, mémoriale et didactique. Ici ont lieu, bien sûr, les cérémonies du souvenir. Sous l'édifice a été construite une crypte circulaire, toute de marbre noir ou blanc, avec un chemin de ronde où se lisent, de place en place, d'algèbre en algèbre, des versets du Coran gravés dans le marbre.

## « Un poumon culturel »

Au centre de la crypte et en contrebas a été disposé un rocher, dans les tons ocre, qui doit symboliser la terre d'Algérie, ses montagnes surmontées de dômes de la résistance. Le rocher est éclairé par-dessous. Près de lui un livre d'or posé sur un lutrin recueille les témoignages des hôtes de marque. Il n'est pas accessible au commun. Recueillement et sacralisation. « Tous les martyrs tombés au champ d'honneur, listés sur une plaque, sont toujours vivants au paradis et ils bénéficient de la clémence de Dieu. » C'est un extrait du Coran. Le marbre, le granit, les éclairages, tout concourt à donner à ces lieux une solennité mi-religieuse, militaire. A l'étage supérieur fonctionne le musée du Djihad, dont la vocation didactique et patriotique complète celle de la crypte. Double visite qu'un Français ne peut faire que sur la pointe des pieds.

Le sanctuaire du Martyr est l'élément le plus visible du parc de la Victoire mais n'en constitue

désormais qu'un aspect. Après son édification, l'idée est venue de créer, dans son voisinage immédiat, ce que le président Chadli a appelé un « poumon culturel pour Alger ». Le centre ancien ne pouvait plus prétendre à la vocation de centre pour une capitale où les besoins culturels et commerciaux progressent au moins aussi vite que la population. L'idée est donc venue peu à peu, « empiriquement », souligne le colonel Snoussi, à partir de l'emplacement choisi pour le sanctuaire, d'équiper tout le quartier situé au sud du fameux Clos Salembier (Diar el Mahson), construit naguère par la France sur les plans de l'architecte Fernand Pouillon, et dont on peut dire — pour rester charitable — qu'il n'est plus aujourd'hui que la copie crasseuse des belles maquettes initiales. Il a fallu aussi raser des bidonvilles pour dégager des terrains et lier les nouvelles constructions aux bois (naguère mal famés) qui recouvraient certaines collines de part et d'autre du fameux « Ravin de la femme sauvage ».

Ainsi a pris corps, sur plus de 100 hectares, un ensemble important de bâtiments. En trois années à peine, cette « zone » est ainsi devenue la fierté d'Alger, mélange de Centre Pompidou, de forum des Halles, de musée des Invalides et de parc de La Courneuve. On y trouve, au sud, au plus haut point du plateau des Annassers, le Palais de la culture, immense quadrilatère dont la façade atteint les 100 mètres, édifice luxueux où dominent les marbres blancs et gris. Dans ce palais colossal, qui sent encore le neuf, sont installés le ministère de la culture, un auditorium de près de cinq cents places, une bibliothèque historique prévue pour cent mille volumes et qui en compte déjà près de vingt mille (en français et en arabe) consacrés surtout à l'histoire du Maghreb, et des salles de réception immenses, de style mauresque, où l'on pour-

rait aisément accueillir tous les chefs d'Etat du monde et leurs suites.

Le parc de la Victoire — « nouveau visage d'Alger », annoncent des panneaux disposés à ses entrées, — c'est aussi, sur les hauteurs du bois des Arcades, un ensemble de petits bâtiments où sont installés plusieurs restaurants, des cafés et un village d'artisans où l'on vend et fabrique les produits (poterie, tissage, céramique, vannerie) de toutes les régions du pays. Ce bois est aussi un lieu de promenade aménagé où l'on vient volontiers, le vendredi, déambuler en famille par curiosité ou, déjà, par habitude. Depuis cette hauteur, on aperçoit, légèrement en contrebas, l'immense esplanade construite au-dessus d'un boulevard et d'un centre social et culturel de sept niveaux. Sur cette esplanade suspendue, on peut réunir environ vingt mille personnes, comme ce fut le cas en juillet dernier pour la Fête de la jeunesse, qui déploya durant cinq jours ses fastes... et ses concerts de musique rock. Un succès dont on parle encore et dont on reparlera, puisqu'une autre fête, de même nature, se prépare déjà pour juillet 1986.

## Rock et privatisation

Aux deux extrémités de l'esplanade artificielle (elle repose sur des piliers de béton et paraît comme posée entre deux collines) veillent deux monuments militaires. Vers la mer, on l'a dit, le sanctuaire des terres, le musée de l'Armée nationale populaire, bloc plus massif et trapu aux volumes géométriques. Sous la dalle a été installé ce qui sera le cœur véritable du quartier — l'ouverture en est prévue au printemps 1986, — le centre social et culturel. On y trouve mêlés, sur des milliers de mètres carrés, des équipements culturels et des locaux à usage



FRANCHINI

administratif ou commercial : deux cinémas, une cinémathèque, un centre audiovisuel, une galerie d'exposition, une bibliothèque et deux autres équipements à vocation culturelle.

Cent soixante et une boutiques sont prêtes à accueillir les commerçants (privés) adjudicataires, qui pourront, le cas échéant, et après une sorte de période probatoire, disposer librement du fonds et le revendre. Ainsi l'Etat algérien aura-t-il construit ici des commerces... privés. La « privatisation » ne s'arrête pas là : les cinémas eux-mêmes seront confiés, en gérance, à des personnes ou à des sociétés privées. De même pour tout ce qui concerne les services de maintenance, de communication ou l'audiovisuel. L'Etat construit, assure la sécurité (deux cents personnes pour l'ensemble du dispositif). Les individus gèrent ce qui ne doit pas l'être par la collectivité. Ainsi le parc de la Victoire symbolise-t-il le nouveau cours que veut se donner l'Algérie qui se dégage lentement du tout-Etat.

Lorsqu'on monte au sommet du sanctuaire du Martyr, on voit, entre la mer et le parc de la Victoire, un espace gris, plat, de terre remuée, où ne subsiste qu'un immeuble vétuste guetté par les

bulldozers. Ce terrain, qui jouxte les frondaisons verdoyantes et rectilignes du jardin d'essai, est situé dans le quartier de La Hamma (ce qui signifie en arabe la fièvre, le lieu torride). Il est promis à un bel avenir, ce terrain vague. Chassés les taudis qui l'occupaient, arriveront les équipements de prestige : ici s'édifieront une nouvelle Assemblée nationale, une bibliothèque nationale, un opéra. Une vaste avenue sera tracée pour doter Alger de ce qui lui manque encore : l'équivalent des Champs-Élysées. Ministères, immeubles de bureaux, instituts divers, sièges de grandes sociétés, pousseront bientôt sur ce terrain, fiévreux comme peut l'être cette ville où l'on bûche sans cesse sur les chantiers dans le grouillement d'une population qu'il faut loger, distraire, mieux répartir, canaliser, transporter. Une ville dont le centre d'avant-hier, la Casbah, n'est plus qu'une tache un peu claire et minuscule, loin vers le nord de la baie, dont le centre d'hier étouffé, resserré et inadaptable, comme dépassé par les événements. Une ville dont le centre, demain, sera sans doute ici, au pied de cette tour mémoriale. Un centre plus ample et radicalement différent des deux autres. La baie s'éclaire.

R. F.

## الشركة المركزية لاعادة التأمين COMPAGNIE CENTRALE DE REASSURANCE

ALGÉRIE  
CAPITAL

DA. 80 millions

### ACTIVITÉS

- Couverture du patrimoine national ;
- Pratique de la réassurance professionnelle dans toutes les branches et sous toutes ses formes.

Entreprise de réassurance professionnelle, la Compagnie centrale de réassurance se place au premier rang des sociétés africaines et arabes.

Elle est déjà un marché de réassurance pour plus de 750 compagnies dans le monde, dont près de 350 appartiennent aux pays en voie de développement.

### CHIFFRE D'AFFAIRES (en millions de US \$)

	Affaires nationales	Affaires internationales	Total
1975	41,39	3,70	45,09
1980	90,35	35,06	125,41
1985	177,10	41,66	218,76
1990	270,00	104,00	374,00

### CAPACITÉS DE COUVERTURES

Une des plus importantes au monde, notamment dans les branches non marines.

### MARCHÉ ALGÉRIEN D'ASSURANCE

	Evolution du CA (en millions de US \$)
1975 ...	178,13
1980 ...	455,92
1985 ...	854,00 (prévisions)
1990 ...	1 875,00 (prévisions)

### POLITIQUE

- Réciprocité dans nos échanges d'affaires ;
- Coopération avec toutes les compagnies d'assurance et de réassurance dans le monde.

21, BOULEVARD ZIROUT-YOUCERF, ALGER  
Tél. 52 150 - 52 151 - Tél. : 52 72-55 (50), 52 54-55, 54 02-71 (72)



REPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE  
MINISTÈRE DES INDUSTRIES LÉGÈRES

ENTREPRISE NATIONALE DE DISTRIBUTION  
DES PRODUITS TEXTILES

## LE PLUS GRAND CHOIX DE PRODUITS TEXTILES

L'effort d'investissement du secteur national des textiles s'est traduit au cours des dernières années par l'entrée en production de plusieurs complexes industriels. Ce qui a contribué à un élargissement des gammes de produits fabriqués par les entreprises de production issues de la restructuration de Sonitex.

Une technologie moderne et éprouvée nous permet de mettre à la disposition des utilisateurs internationaux des gammes de produits de haute qualité.

Nous vous recommandons particulièrement :

- nos lainages (flanelle, tweed, toiles fantaisie, etc.) ;
- nos tissus soieries habillement et ameublement ;
- nos cotonnades (tissu jean, gabardine, velours, etc.) ;
- nos toiles industrielles ;
- notre gamme de fils à coudre et à broder.

Nous attendons vos demandes. Des offres accompagnées d'échantillons vous seront adressées.

### DIRECTION DU MARKETING

4/6, rue Patrice-Lumumba,

Alger-Algérie

Tél. : 64-86-60 à 62.

63-02-60 à 62.

Telex : 52-929 ditex DZ.

53-037 ditex DZ.

**distritex**

a Charte nationale  
source supérieure



## Le temps du réalisme et du pragmatisme

(Suite de la page 9.)

Pour ce que l'on en sait aujourd'hui, l'après-pétrole, comme on dit ici, repose sur la fin du gigantisme industriel, sur la libération des énergies créatrices et surtout sur l'utilisation d'un secteur privé efficace, encadré, au service du développement et de la croissance économiques.

Tout cela nécessite, comme l'écrit l'hebdomadaire *Algérie actualité* dans l'un de ses éditoriaux du mois d'octobre, « une adaptation de l'outil économique aux nouvelles étapes de son développement, en corrigeant notamment des taxes qui ont généré des blocages insupportables pour notre administration et dans l'appareil de production public et privé. Le débat actuel est l'occasion de sortir de la pratique du double langage et d'énoncer tout haut ce qui préoccupe les Algériens dans le quotidien, comme dans les choix sur lesquels reposent les principes de l'évolution à laquelle aspire l'Algérie et, dans son écrasante majorité, son peuple ».

Les Algériens ont d'ailleurs été nombreux à participer aux débats de l'été, la presse y a fait écho mais surtout la télévision qui, tous les soirs, entre le journal télévisé et le film de fin de journée, a retransmis trois quarts d'heure de débats enregistrés et en direct. Ceux qui n'étaient pas en vacances ont pu prendre part à cet « exemplaire débat démocratique » et évoquer l'importance du dialogue Nord-Sud, qui les contraindrait à couper d'eau. Etrange mélange de préoccupations, d'intérêts personnels, nationaux voire internationaux qui a permis au pouvoir de prendre le pouls d'une société encore égarée par les instituts de sondage.

La presse recte, bon gré mal gré, depuis cinq mois le principal acteur du débat public, les hommes politiques et les hauts responsables réagissent à monter au créneau pour faire valoir leurs idées, défendre leur position, comme si le consensus était permanent dans ce grand chantier idéologique. Il n'en est rien. La volonté libérale des uns s'oppose, et c'est normal, à la résistance conservatrice des autres. Le dernier exemple et le plus patent remonte à la fin du mois d'octobre, lorsque le débat a été relancé avec la publication d'articles contradictoires consacrés au rôle du parti et aux grands choix économiques.

L'hebdomadaire *Algérie actualité*, (dont les journalistes se sont

fait une spécialité de chercher jusqu'où ne pas aller trop loin), perçut la polémique a été lancée, a publié un article sous le titre « Le socialisme à la rampe » très critique envers le FLN. Bien que ce texte ne puisse pas être interprété comme un plaidoyer pour le multipartisme, le Front de libération nationale y est qualifié de « ministère de la parole » et ses militants d'« hommes au profil vague et aux compétences très incertaines », rompus aux seuls arts de la langue de bois et des réunions sans objet ni résultat conséquent ».

Abordant le débat sur l'enrichissement de la classe, par le biais des retransmissions télévisées, l'hebdomadaire écrit qu'elles ont aussi « démontré qu'on n'échappait pas à une longue tradition du silence, entrecoupée tous les dix ans de séances collectives d'exorcisme, l'esprit net et les réflexes sauts ». A telle enseigne, poursuit *Algérie actualité*, que le débat évoquait par moments des séances publiques de déclamation de « textes choisis ».

### Les résistances

La réponse ne s'est pas fait attendre. La semaine suivante, *Révolution africaine*, l'hebdomadaire du parti, dans un article de cinq pages intitulé « La classe des marchands de rêves », a accusé *Algérie actualité* de propager « les thèses de la bourgeoisie et de la réaction », de présenter « un projet politique sponsorisé par les révérends du libéralisme » et les « égarés du multipartisme », bref de servir « les ennemis de la révolution ».

L'ouverture au secteur privé est au centre de la polémique. *Algérie actualité* s'est fait l'écho d'une volonté de changement en sa faveur dans un cadre politique défini. « Gagner de l'argent n'a jamais été une activité immorale », écrit l'hebdomadaire, critiquant les « apôtres du socialisme misérabiliste » et les « nostalgiques d'une euphorie pétrolière agonisante ». La position de *Révolution africaine*, à ce sujet, est nette : « Le socialisme est une conquête fondamentale et permanente des masses populaires », affirme l'hebdomadaire du FLN, montrant du doigt « ceux qui violent dans le peuple une force de travail taillable et corvéable à merci ».

L'organe de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), la centrale syndicale fonctionnant dans le cadre du parti, enfonce le clou : « Les masses refusent la libé-

ralisme et réaffirment l'option socialiste », considérant qu'« une réponse claire et une gifle retentissante ont été infligées aux ennemis de la voie socialiste » par le teneur des débats populaires qui ont eu lieu.

Le dérapage n'était pas loin. Pour le contrôler, dans deux livraisons du *Moudjahid*, à la mi-octobre, M. Messaoud Zitouni, membre du comité central et ministre des industries légères, a longuement plaidé « pour une économie moderne », mettant l'accent sur « l'arrêt des intrusions de la politique dans la gestion de l'économie et la fin de l'Etat-providence ».

La ministre, seul haut responsable à s'être immiscé dans le débat public, s'est fait l'apôtre d'un pragmatisme devenu mot d'ordre national. « Evitons, écrit-il, les extrêmes de tous bords : les dogmatismes qui ignorent les réalités économiques nationales et internationales. Les tenants de ces comportements sont plus soucieux de sauvegarder des acquis personnels que l'avenir du pays. Aussi ne voulons-nous pas qu'on aborde les problèmes économiques sous l'angle de l'efficacité et de la rentabilité, car cela remet en cause des rentes de situations fondées sur un discours politique dépassé qui confond le fin et les moyens et qui, tout compte fait, donne une idée dévalorisée du socialisme ».

Très pédagogue, le ministre des industries légères explique à longueur de colonnes ce qui sont production et productivité : « La productivité est le rapport entre le volume de production et le nombre de travailleurs ; une alternative s'offre à nous pour augmenter ce taux, ou bien on augmente la production, ou bien on réduit les effectifs employés ». En d'autres termes, le ministre indique que des emplois peuvent être supprimés si cela est nécessaire pour assurer la rentabilité des entreprises, précisant que, « dans l'usine, il ne doit y avoir que le langage de la production et de la productivité ».

Le réalisme est nouveau. L'échec de la réforme agraire, dont l'un des buts était de fixer la population rurale, puis l'augmentation des ressources, grâce aux hydrocarbures, génératrice d'investissements, donc créatrice d'emplois, ont contribué à vider les campagnes au profit des villes et de leurs équipements sociaux. La corollaire a été une embauche massive de paysans devenus ouvriers par la force des choses et la création d'une multitude de salaires qui garantissaient la paix sociale mais restaient finalement non productifs.

L'Algérie est en train de renverser la vapeur. Elle commence à réduire légèrement ses investissements et fait tout son possible pour remettre la population au travail et maîtriser l'appareil industriel. La tâche est d'envergure et l'on repère du secteur privé. Les responsables qui se font ses défenseurs considèrent qu'il doit apporter sa contribution au secteur public, une fois contrôlé, intégré dans le cadre de la planification, jusqu'à lui permettre d'arriver au niveau de la main-d'œuvre. Il doit, à terme, devenir le véritable tissu industriel qui fait toujours défaut à l'Algérie et créer des emplois qui soulageraient l'Etat.

### Avec l'aval populaire ?

L'avant-projet de Charte nationale, approuvé dernièrement par le comité central, comporte un grand développement sur l'économie. Il est évident que l'enrichissement est le point par où l'on peut faire entrer dans un cadre politique tout ce qui a été entrepris depuis quelques années et qui pouvait être considéré par certains comme n'étant pas tout à fait en phase avec le texte de référence, tant au plan économique que politique, intérieur qu'extérieur.

Le débat s'est animé au fur et à mesure que la première échéance (le comité central) approchait, jusqu'à prendre un tour paroxystique, par médias interposés. Et le consensus n'apparaissait pas. Il a jailli soudain, certainement au désespoir de quelques tenants de l'orthodoxie socialiste, lorsque l'avant-projet a franchi le premier cap. Le deuxième (le congrès extraordinaire du parti, le 24 décembre) sera peut-être plus accidenté mais il sera sans doute franchi lui aussi : l'Algérie aura une nouvelle Charte nationale, un projet de société pour les dix ans à venir.

La question qui se pose est de savoir si le texte sera directement adopté par le congrès ou s'il sera soumis à l'ensemble de la population par voie de référendum. Il semble, au dire de membres du comité central, et toujours dans le souci de légitimité, que cette dernière formule doive être retenue. Il est de bon ton de rappeler en ce moment à Alger que la Charte de 1976 avait été soumise à référendum et que l'on a voulu « démocratique et non dirigé », justifie une nouvelle consultation populaire.

F.F. FRÉDÉRIC FRITSCHER.

## RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

### MINISTÈRE DES FINANCES



بنك التنمية المحلية



### BANQUE DE DÉVELOPPEMENT LOCAL

Siège social : 5, rue Gaci-Amar - STAOUËLI (W.TIPAZA)  
Tél. : 81-58-00 - Téléc. : 53354 - 53355

# B.D.L.

Nouvellement créée le 1<sup>er</sup> juillet 1985, la **BANQUE DE DÉVELOPPEMENT LOCAL** dispose d'un réseau de quarante-trois agences.

Dans le cadre de son programme de développement, la B.D.L. se fixe pour objectif de couvrir tout le territoire national par l'ouverture d'agences au niveau de chaque commune.

#### LISTE DES AGENCES :

AGENCES	ADRESSES	TÉLÉPHONES
AIN-BEIDA	boulevard Ben-Boulaid	98-25-48
BOUGAA	cité des 50-Logements n° 53	99-40-44
BARIKA	rue de l'Ouverture	88-11-29
B.B. ARRERIDJ	rue de la République	99-28-18
SETIF	Maabouda	93-71-39
BATNA	17, avenue de la République	55-97-12
TOUGGOURT	7, rue Larbi-Ben-M'Hidi	67-33-04
ORAN	99, rue Larbi-Ben-M'Hidi	39-06-41 à 42
BENI-SAF	57, rue Kadri-Kaddour	22-58-62
TIGHENNIF	30, boulevard des Martyrs	32-61-81
GHRIS	Ghriss	32-66-58
ADRAR	place El Quods	25-91-11
MOSTAGANEM	5, avenue Mohamed-Khemisti	26-62-10
SIDI-ALI	1, rue du 1 <sup>er</sup> -Novembre	27-12-73
OUED-R'HIU	centre commercial, route de Relizane	29-64-65
MAZOUNA	Mazouna	29-04-83
NEDROMA	route du Maghreb	22-74-24
DREAN	cité des 1800-Logts, route de Soukahrass	88-90-61
HUSSEIN-DEY	82, rue de Tripoli	77-90-24
PORT-SAID	1, rue Ali-Boumendjel	63-50-01
BAB-EL-OUED	20, avenue Ahmed-Boubella	62-52-76 à 79
KHELIFA-BOUKHALFA	42, rue Khelifa-Boukhalfa	65-78-10
AIN-DEFLA	Ain-Defla	45-30-35
GUERRARA	rue Emir-Abdelkader	89-50-02
TAMANRASSET	avenue Emir-Abdelkader	73-42-88
BERROUAGHIA	Berrouaghia	51-91-73
CHERCHER	rue Benaziza-Mohamed	46-78-82
STAOUËLI	rue Gaci-Amar	81-58-00
BOGHNI	cité des 18-Logements urbains	1-13
TADMAIT	avenue principale	40-23-78
AZZAZGA	Azzazga	42-14-19
ROUBA	bd Kouidri-Menouar	-
BEDJAJA	33, rue de la liberté	92-58-30
SIDI-AICH	avenue du 1 <sup>er</sup> -Novembre	44-31-48
BOU-SAADA	place des Martyrs	54-47-48
ANNABA	6, rue du CNRA	82-87-48
SEDRATA	cité Salah-Souffi	86-64-34
CONSTANTINE	place commandant Si-Haoues	94-14-99
TIZI-OUZOU	cité Madouha	40-89-48 et 48
TEBESSA	rue d'El-Kouif	97-58-49
MASCARA	place Emir-Abdelkader	32-39-03
ARZEW	bd des Martyrs	37-53-02 et 28
RAS-EL-OUED	cité des 300-Logements	-

## La Charte nationale « source suprême »

De notre correspondant

Alger. — La Charte nationale de 1976 s'inscrit dans la lignée des textes de référence et idéologiques que l'Algérie connaît depuis trente ans. Après l'appel du 1<sup>er</sup> novembre 1954, la plateforme de la Soummam de 1956, le programme de Tripoli de 1962, la charte d'Alger de 1964, la Charte nationale est la base des institutions algériennes. L'ordonnance du 6 juillet 1976 la définit comme « source suprême de la politique de la nation et des lois de l'Etat ». Adoptée par référendum le 27 juin 1976, elle est le fondement de la Constitution adoptée, elle aussi, par référendum.

Le président Bandjadid Chadli, dans son discours d'orientation au siège du parti, le 4 février dernier, a annoncé le processus d'enrichissement de la Charte de 1976 devant les secrétaires généraux des organisations de masses et les membres du secrétariat permanent du comité central. « En conclusion, a-t-il dit ce jour-là, le moment est venu pour enrichir la Charte nationale. Non pas en ce qui concerne les options fondamentales, mais en ce que les nouvelles étapes pourraient apporter [...] Nous sommes à l'horizon 2000. Notre vision au plan économique, culturel et social doit aller de pair avec la nouvelle étape, ses données et ses perspectives [...] La révolution qui se fonde sur des principes est une révolution vouée à l'échec et à la déviation. Par contre, celle qui a le courage de se réorganiser dans son cours, et de réajuster sa démarche, ne peut que réussir et assurer sa pérennité. C'est là notre unique objectif et la finalité à laquelle nous aspirons ».

Le comité central, dans sa résolution de politique générale, au terme de sa quatorzième session, les 28 et 29 avril, recommandait « la création d'une commission nationale ayant pour mission le suivi et le contrôle de l'opération d'enri-

chissement de la Charte nationale ».

Créée le 8 juin, cette commission est présidée par M. Mohamed Cherif Messaadia, responsable du secrétariat permanent du comité central. Elle est composée des membres de ce comité, appartenant également au secrétariat permanent, au bureau politique, au gouvernement, à l'Armée nationale populaire (ANP), à l'Assemblée nationale (APN), aux organisations de masses, etc. Cette commission a été installée officiellement par le président de la République le 8 juillet.

Le 14 juillet suivant, M. Mohamed Cherif Messaadia a précisé devant les membres des secrétariats nationaux des organisations de masses et des unions professionnelles, culturelles et scientifiques que « le but recherché n'est pas une mise en cause des principes, mais une clarification des textes ». Il indique à cette occasion le « mode d'emploi » du débat national qui débute dans les 156 communes d'Algérie où les rapports remontent vers les wilayas (préfectures). Là, des commissions étudient, analysent et synthétisent, avant de transmettre leurs conclusions aux quatre sous-commissions : institutions, références idéologiques, développement économique et information, et animation. Les commissions, à leur tour, planchent sur ces synthèses et établissent chacune un rapport destiné à la commission nationale, qui les adopte et les livre enfin à une commission de rédaction qui établit l'avant-projet de charte. Celui-ci est distribué aux membres du comité central qui l'ont adopté la semaine dernière lors de la cinquième session (le Monde du 28 novembre).

Ultime étape pour le nouveau texte, le congrès du 24 décembre après l'avoir étudié et éventuellement amendé devra se prononcer. Soit par une adoption pure et simple, soit en décidant de le soumettre à sa base en organisant un référendum.

F.F.



LE DÉBAT SUR LA PROTECTION SOCIALE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Le spectre d'une couverture « à deux vitesses »

La Sécurité sociale est sauvée. Au moins dans les discours. A écouter les porte-parole officiels des quatre grandes formations politiques, le mardi 3 décembre, à l'Assemblée nationale, lors du débat qui a suivi la déclaration du gouvernement sur la protection sociale et les droits des travailleurs (le deuxième point ne fut abordé si ce n'est dans un face-à-face entre MM. Georges Marchais et Michel Delebarre qui, une fois encore, a prouvé que l'on ne se débarrasse pas si facilement de son système de protection sociale).

Un débat pour rien, alors, puisque M. Laurent Fabius, qui en prit l'initiative, voulait démontrer,

grâce à la discussion parlementaire, non seulement la bonne qualité de la gestion de la sécurité sociale — et peut-être surtout — la solidité des programmes de l'opposition ? Pas tout à fait. La majorité ne pouvait guère espérer que les propositions les plus « révolutionnaires » sur la remise en cause de la Sécurité sociale courent dans certains milieux de droite seraient reprises au Palais-Bourbon. La proximité des élections a naturellement incité l'opposition à tempérer son libéralisme officiel.

Sa certitude d'être bientôt au pouvoir l'a, ensuite, conduite à affiner ses propositions. Car, comme les socialistes, elle pense que, pour préserver

notre système de protection sociale, il faut le faire évoluer. Pour le RPR comme pour l'UDF, la réforme tient en une phrase : limiter le rôle de l'assurance obligatoire, pour développer celui des assurances complémentaires. Cela, affirmant-ils, ne créerait en rien « une médecine à deux vitesses », comme le craignent les socialistes et certains élus de l'UDF. Ainsi M. Jacques Blanc (UDF, Lozère) profiterait d'une expérience de concurrence entre caisses de Sécurité sociale et assurances, mutuelles ou privées.

La majorité va certainement s'emparer d'un tel thème, puisque, pour elle, seule la rigueur dans la gestion (dont elle a fait preuve depuis 1982) permet

d'éviter une remise en cause des mécanismes actuels de la protection sociale. M<sup>me</sup> Georgina Dufour à l'air de penser que cela suffira. Certains de ses amis, comme M. Claude Evin, ne cachent pas qu'il faudrait aller plus loin, par exemple en fiscalisant une partie des recettes de la Sécurité sociale. Sur l'avenir des régimes de retraite, les orateurs socialistes ont semblé aussi moins optimistes que le ministre : ils souhaitent une évolution à court terme ; M<sup>me</sup> Dufour ne l'envisage qu'à moyen terme. La droite est plus nette : pour des raisons financières, il faudrait, dit-elle, freiner les dépenses à la retraite à soixante ans.

L'Assemblée nationale, le mardi 3 décembre, entend une déclaration du gouvernement sur la protection sociale et le droit des travailleurs. M<sup>me</sup> Georgina Dufour constate que les gens « de sa génération considèrent l'existence de la protection sociale comme normale, alors que nous sommes les héritiers de pionniers qui ont lutté pour créer la Sécurité sociale ».

Soulignant que le système français « est l'un des plus efficaces au monde », elle demande : « Sommes-nous conscients que, si nous ne nous montrons pas vigilants, ce système pourrait se déliter ou se pervertir ? » Après avoir rappelé le bilan de la gauche, le ministre des affaires sociales ajoute que « la médecine libérale est à un tournant », car « certains voudraient permettre aux médecins de demander des honoraires supérieurs au montant du remboursement ». « Le résultat serait que les meilleurs médecins rechercheraient avant tout la clientèle qui peut payer (...). D'autres voudraient distinguer petit risque et grand risque. On s'assurerait soi-même pour le premier, et la Sécurité sociale rembourserait le second. C'est là une pente dangereuse sur laquelle bien des personnes de droite sont prêtes à glisser ».

M. Jacques Blanc (UDF, Lozère), assurant de son bon sens que, lui aussi, est contre cette distinction, M<sup>me</sup> Dufour lui réplique : « Allez donc le dire à tel ou tel club, ou tel penseur de droite », avant d'ajouter qu'elle soutient le maintien du système actuel de médecine libérale.

Abordant le problème de la retraite, elle reconnaît que des problèmes inquiétants peuvent apparaître « entre 2006 et 2010 », mais qu'ils seraient plus facilement résolus si une politique familiale dynamique est menée. S'affirmant favorable à une « retraite par répartition », elle précise que « l'ensemble de la protection sociale devra assumer certains déficits du régime des retraites (...). Il faudra donc (...) aller vers un système plus souple d'acquisition du droit à la retraite, selon les âges de la vie ».

Revenant à la Sécurité sociale, le ministre annonce que 1985 se terminera avec un léger excédent de 4,8 à 5 milliards de francs, et que 1986 commencera avec une réserve de trésorerie. Elle constate que, de 1983 à 1985, on a « montré qu'il est possible de gérer la Sécurité sociale dans d'excellentes conditions financières et que l'effort de tous a permis de préserver l'essentiel ».

Intervenant à son tour, M. Michel Delebarre commence par affirmer que, dans un contexte économique difficile, ont été menées de front une politique de l'emploi cohérente avec

un objectif de redressement et de modernisation économique, et une action de transformation des relations du travail, faisant des salariés des acteurs responsables de la vie sociale. Il explique que, depuis 1981, le chômage a moins augmenté en France que chez nos voisins, alors que si rien n'avait été fait, « en suivant les tendances antérieures, nous comptions aujourd'hui 3 000 000 chômeurs », soit le niveau de chômage de la Grande-Bretagne.

Affirmant que « la droite veut jeter par dessus bord non seulement tout ce que nous avons fait, mais même tout ce que le dialogue social et la pression du mouvement syndical avaient permis de construire avant 1981 », le ministre du travail ajoute : « On ne résoudra pas le problème des demandeurs d'emplois en réduisant les droits de 17 millions et demi de salariés. Il explique : « Si notre pays est aussi riche en dispositions légales et réglementaires, c'est parce que le dialogue social y a été longtemps extrêmement insuffisant. » Mais il déclare que, depuis 1981, les gouvernements ont donné la priorité à la négociation collective, en faisant intervenir une législation qui pourrait cloîtrer celle-ci, ou au contraire y inciter.

M. Delebarre affirme aussi que « la flexibilité que propose la droite, c'est la généralisation du travail précaire, et des salaires à la tête du client. » Il dit que, derrière les propos contradictoires de ses différents porte-parole, sur le fait syndical et le monopole des syndicats représentatifs, il y a « le souhait d'accroître d'entrepreneurs, conclus directement entre l'employeur et les salariés. » C'est, selon lui, un contournement systématique du mouvement syndical.

M. EVIN : pour un prélèvement proportionnel

M. Claude Evin (PS, Loire-Atlantique) déclare que, s'il ne craint pas « une volonté affirmée de l'opposition de voir disparaître la Sécurité sociale », à cause « de l'attachement des Français à cette institution », il croit beaucoup plus à une remise en cause du système, rendue inéluctable par l'absence de dépenses. « Situation plus pénalisante », car, pour lui, c'est « la maîtrise des dépenses par la gauche qui a empêché la sécurité sociale à deux vitesses ». L'ouverture du champ de la protection à des assurances privées.

Cette maîtrise des dépenses n'a donc pas été « une politique de

réduction de la protection sociale », mais « à, au contraire, permis que la protection sociale subsiste. » Pour les retraités, M. Evin demande « d'être sauvegardés, à terme, nos régimes par répartition », que soit « négociée une augmentation progressive des cotisations sur les actifs, suffisamment tôt pour constituer des réserves pour ces régimes ». Plus fondamentalement, il souhaite une réforme du financement de la Sécurité sociale « qui tende progressivement vers un prélèvement proportionnel, assisté sur l'ensemble des revenus perçus par les ménages, et qui pénalise moins les entreprises de main-d'œuvre ».

Seulement, pour le député de Saint-Nazaire, « une bonne politique sociale de gauche ne peut se limiter à une bonne politique des comptes ». C'est pourquoi il défend la nécessité d'une « mutualisation » des risques industriels et l'instauration d'un « revenu minimum social ».

M. Evin insiste aussi sur l'importance « des solidarités locales et ponctuelles ». Toutefois, il regrette que « la crise ait affaibli le syndicalisme salarié ». Et s'il convient que « les syndicats doivent trouver en leur sein les réponses à leurs propres mutations », il ajoute : « Un pouvoir politique responsable, surtout lorsqu'il est de gauche, ne peut rester insensible », et, comme à l'étranger, « doit prendre des mesures qui redonneraient vie au syndicalisme et réaffirmeraient concrètement sa crédibilité ».

M. BARROT : séparer les risques

M. Jacques Barrot (UDF, Haute-Loire) affirme, lui, que les socialistes, depuis 1981, se sont « contentés de parler, au jour le jour, au plus pressé ». Il évoque la politique familiale « demeurée hésitante », les promesses « non tenues » pour l'assurance-maladie, la retraite à un âge fixé contre l'avis des meilleurs spécialistes. Sur ce dernier point, il assure que le gouvernement « se contente de jouer dans la pénombre » devant les prévisions pessimistes de financement de la retraite à l'horizon 2000. Il lui reproche aussi de s'être « engagé dans plusieurs directions successives pour faire demi-tour », citant notamment « le 1 % sur les revenus imposables, qui représentait un effort intéressant de diversification des ressources et qui fut abandonné en 1983 ». Il l'accuse aussi de vouloir dissimuler le déficit prévisionnel de la Sécurité sociale en 1986, montrant que les propres prévisions du gouvernement comptent sur « des

mesures appropriées portant sur les recettes et sur les dépenses ». Comme rien n'est annoncé, il s'agit pour lui d'une « bombe à retardement ».

Présentant le programme de ses amis, le porte-parole de l'UDF explique : « Entre l'immobilisme du gouvernement et les bouleversements qu'imaginent certains, d'ailleurs très minoritaires, qui ne connaissent pas les réalités, il y a une autre voie, celle du pragmatisme lucide. » Il détaille : « Il faut séparer les risques et gérer de façon autonome les réserves correspondantes. Ainsi, seulement la branche famille, récevrira la priorité absolue, qui exige l'intérêt national (...). Il faut clarifier et diversifier les sources de financement, en dégageant l'entreprise (...) et accroître l'effort direct des ménages : il faut « une gestion réellement décentralisée du système de soins » par la « fixation contractuelle des objectifs ». Il ajoute : « Nous devons faire en sorte que les dépenses de maladie, prises en charge par l'assurance obligatoire, s'accroissent à un rythme plus proche de celui de la richesse nationale, le surplus étant financé par les assurances complémentaires ».

A ceux qui critiquent « la médecine à deux vitesses », M. Barrot répond : « Le vrai problème est de faire en sorte que personne ne soit exclu de l'accès à une assurance complémentaire mutualiste ou privée. » Il précise : « Ainsi, pour éviter une croissance excessive de la part obligatoire des dépenses de santé, tout en préservant la qualité de notre système de soins ».

Quant à la retraite, il souhaite « des formules plus souples permettant des départs anticipés sans les encourager et incluant à une vie active plus longue », ainsi que des « incitations fiscales » à la constitution d'une « épargne vieillissante » qui compléterait les retraites par répartition.

M. MARCHAIS : les inégalités se creusent.

Pour manifester l'importance que les communistes accordent à ce débat, c'est M. Georges Marchais lui-même qui est leur porte-parole. Il affirme que le chômage réel est supérieur à 3 millions, que la pauvreté s'étend et que les inégalités sociales se creusent. Il ajoute que le ralentissement de l'inflation n'a profité ni aux salariés, ni à l'économie, mais « aux privilégiés de la fortune, qui n'ont jamais été aussi riches ».

Si l'endettement, pour les communistes, la responsabilité d'avoir été

« coauteur des lois Auroux », il explique que celles-ci sont restées « lettre morte », et que, lorsque les salariés se rassemblent dans l'action pour se défendre, « ce sont les syndicats, les lieutenants, quand ce ne sont pas les commandements des forces de répression. » Et que, ainsi, « des syndicalistes sont traités devant les tribunaux correctionnels, par les directions d'entreprises publiques ».

Si le secrétaire général du PC déclare : « Nous ne disons pas que le Parti socialiste est un parti de droite », il ajoute immédiatement que « les faits nous font constater que la politique de votre gouvernement, dans son inspiration, sa pratique, ses résultats, converge avec celle de la droite ». Ainsi, il accuse le gouvernement, à travers les TUC, les stages, le travail temporaire d'« instaurer dans les faits un salaire minimum inférieur au SMIC », d'accroître « l'autoritarisme des patrons », de « faire payer 95 % des cotisations de licenciement dans la voie de la dégradation de la protection sociale », en incitant « les compagnies d'assurances à développer leurs interventions », de vouloir « faire travailler les salariés quand les patrons le veulent ».

Parlant ainsi du projet de loi sur la flexibilité du temps de travail, il affirme que c'est « une régression sociale considérable » qui « légalisera les dispositions illégales imposées par les patrons ». Il prédit : « Nous allons faire tout ce qui peut dépendre de nous pour que cette agression contre les salariés tourne court ». M. Marchais affirme aussi qu'il est indispensable d'améliorer la protection sociale de la population (...). « D'indemniser tous les chômeurs, de désecuriser les patrons ». Mais il explique que le gouvernement « cache aux Français » le déficit réel de la Sécurité sociale.

Th. B.

Une idéologie protestante

(Suite de la première page.)

On abandonnerait volontiers les théories à la gauche, pourvu que celle-ci sache se montrer bien éveillée en restant éloignée du gouvernement. Le gaullisme apparaît comme une fidélité, comme une eulogie, comme une tradition ; dans les bons cas comme un comportement ; dans les mauvais comme une rente ; jamais comme une idéologie consciente. Le général tenait de Barrès, de Bergson, de Péguy, de Maurras, de De Gaulle, de Maritain, et surtout de lui-même : rien qui puisse former un vrai corps de doctrine. D'ailleurs aujourd'hui toute la France se veut gaulliste, prouve qu'il s'agit d'un langage d'une pose historique que d'un bréviaire partisan, d'un testament politique que d'un catéchisme pour grands enfants.

Il est vrai que dans l'opposition sont apparus aussi les nouveaux libéraux, surgis de la défaite, accueillis en sursaut. Ceux-là se réclament de Hayek, de Milton Friedman et ils ont des idées, des thèses, des certitudes. Mais plus l'on se rapproche des échéances législatives et moins l'un se souvient de l'école de Chicago. Les grands leaders de l'opposition s'accrochent au droit d'amendement, de redressement, de rectification. Ils n'ont, pour la plupart, ni l'illusion ni l'intention de faire du passé un modèle. Parfois certains parlent de rupture, mais ils ne s'imaginent pas qu'ils se trouvent plus d'homologues que de chirurgiens. Ce n'est pas prendre un risque que d'annoncer que l'an prochain leurs intellectuels emblématiques s'écrouleront que le libéralisme était bien beau au temps du socialisme.

Et cependant les mentalités des Français évoluent, toute idéologie souterraine émerge, lentement, se recompose prudemment. Elle le fait en dehors des traditions habituelles, par-dessus les frontières habituelles, sans respecter le jeu de l'ois des familles politiques. Elle tient plus d'un état d'esprit que d'un engagement, d'une pente que d'un drapeau. Elle se veut pragmatique et ne s'inspire d'aucune théorie. Elle se définit même plutôt contre les textes que par eux. Elle croit avant tout à un libre examen, à un libre arbitre, au rôle de l'individu, à la responsabilité

personnelle, au mérite, à l'initiative, à la concurrence, mais elle postule aussi qu'aucune communauté n'existe sans solidarités actives.

Elle demande plus de souplesse dans le fonctionnement de la société civile, mais pas moins de protections pour les plus faibles et les plus exposés, les plus démunis et les plus isolés. Elle ne confond pas efficacité avec égoïsme. Elle se défie de l'Etat, des « grands appareils verticaux », des institutions jacobines. Elle n'a pas peur du profit, la réussite ne lui semble pas l'aveu d'une corruption. Elle ne frappe pas l'argent d'anathème. Elle ne le regarde pas avec des yeux d'exorciste. Elle ne le sanctifie pas davantage. Elle préfère le considérer comme un cadavre objectif parmi d'autres. Elle le laisse.

Elle respecte les minorités, elle plaide pour le droit à la différence, elle est laïque et pluraliste, défensive vis-à-vis de l'école publique, amicale vis-à-vis de l'enseignement privé. Elle admet comme une évidence les vertus de l'alternance. Elle plonge certaines racines dans la « deuxième gauche », d'autres chez les libéraux.

Elle est fragile et peuve, graduellement et contradictoire. Elle apparaît nettement majoritaire dans les sondages, minoritaire dans les apparences, puissante dans l'opinion, tant qu'elle reste clandestine. Elle influence aussi bien des sociodémocrates réveillés par l'expérience du pouvoir que des conservateurs rajeunis par une cure d'opposition. Elle progresse à gauche et à droite à la fois, mais elle ne confond pas le consensus avec le syncrétisme ni le pluralisme avec le syncrétisme. Elle s'évade des figures imposées.

Elle apprécie capitalistes nouveaux comme syndicalistes réalistes. Elle aime l'entreprise, l'entraide et la modernité. N'est-ce pas ainsi que l'on décrit l'esprit du protestantisme ? A l'échelle occidentale, elle ressemble à une normalisation. Outre-Atlantique, outre-Manche, outre-Rhin, elle ne manque pas de constats et de constances. A déchiffrer toutes les enquêtes d'opinion, elle devient pourtant bien française.

ALAIN DUHAMEL

DANS LA REVUE « POUVOIRS »

Défense et illustrations du Parlement

Contrairement aux idées reçues, le Parlement n'est pas devenu sous la Cinquième République une simple « chambre d'enregistrement », mais il continue à jouer un rôle majeur dans notre système politique : telle est la thèse que soutient la revue Pouvoirs dans sa dernière livraison, consacrée à l'Assemblée nationale.

Pierre Avril, professeur à Nanterre, explique que le Parlement, en France, est désormais aligné sur ceux des autres pays démocratiques et que sa « modernisation » a entraîné de nouvelles pratiques. La plupart des auteurs insistent sur l'importance du travail des députés. Paul Cahou, fonctionnaire de l'Assemblée, montre par exemple que les commissions parlementaires, si elles ont perdu leurs prérogatives d'avant 1958, ont largement compensé ce handicap par l'approfondissement de leur action législative et que le « droit de veto » a su sur celle-ci des conséquences heureuses.

L'Assemblée s'est donc les moyens d'une large autonomie par rapport à l'exécutif, qu'il s'agisse de son appareil administratif et technique, qu'il s'agisse de son action législative sous des angles divers Guy Carcassonne, professeur à Reims,

Thierry Renoux, maître-assistant à Aix-Marseille-III, et Jean-Paul Davin, ancien directeur du cabinet de M. Jacques Limouzy (qui fut secrétaire d'Etat aux relations avec le Parlement de 1978 à 1981), ou de ses liens avec les groupes de pression, dont notre collaborateur Thierry Bréhier souligne les aspects positifs. Yves Michel, docteur en science politique, peut mettre en évidence la multiplicité des initiatives parlementaires, avant qu'Yves Colmou, ancien assistant parlementaire et actuel chef de cabinet de M. Henri Nallet, ministre de l'Agriculture, ne propose un amusant « veto mecum du député obstructeur ».

Ces diverses contributions mettent plus volontiers l'accent sur les éléments qui démentent la croyance en un « déclin » du Parlement que sur ceux qui pourraient éventuellement la confirmer. Elles le font d'une façon particulièrement convaincante, si du moins, comme plusieurs des auteurs, on juge conforme au fonctionnement normal de l'Assemblée que les députés de la majorité ne s'y opposent qu'exceptionnellement au gouvernement.

T. F.

« Pouvoirs », n° 34, PUF, 72 F.

AU SÉNAT

Le monologue de l'opposition sur la décentralisation la sécurité et l'outre-mer

L'action menée depuis 1981 en matière de décentralisation et de sécurité, compétences du ministère de l'Intérieur, était, mardi 3 décembre, le thème retenu par le Sénat dans le cadre de l'examen sectoriel auquel l'opposition, majoritaire au Palais du Luxembourg, a décidé de consacrer le débat budgétaire, et ce en l'absence des élus de gauche et en présence de M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat au budget.

Sur le premier volet, la majorité sénatoriale estime que, comme l'indique M. Pierre Saut (Un. cent. Val-d'Oise), « la décentralisation n'a pas tenu ses promesses ». M. Pierre-Christian Taittinger (R.I. Paris) constate que « les transferts de compétences ont certes fait l'objet de transferts financiers mais sur des bases d'autant moins satisfaisantes que l'Etat s'était désengagé depuis de longues années et dans de nombreux domaines ». Pour M. Daniel Hoefel (Un. cent., Bas-Rhin), l'élan décentralisateur semble quelque peu « tari » et l'administration a com-

mencé un patient travail de reconquête ».

Quand au second volet, M. Guy Malé (Un. cent., Pyrénées-Orientales) juge que le sentiment d'insécurité est « objectivement fondé » en France. Lui comme ses collègues assurent que si les efforts consentis pour moderniser la police ne sont pas négligeables, ils restent insuffisants tant que les personnels n'auront pas confiance dans le pouvoir politique.

Pour l'outre-mer, enfin, la majorité sénatoriale reproche au gouvernement d'avoir préféré les réformes institutionnelles aux mesures « d'équité » économique et sociale. Accusés d'avoir voulu « déstabiliser » les DOM et les TOM par M. Edmond Valcin (RPR, Martinique), les socialistes se voient reprocher par M. Paul Bénard (app. RPR, La Réunion) de pratiquer « une politique d'apartheid » sans le dire.

A. Ch.

François Mitterrand sous très haute

an électoral de M. Mitterrand

AU SECOURS DES FRANÇAIS STRANS COURAGE CONTINUENT LA GAUCHE BOULEVARD livre écrit par FRANÇOIS TRÉPONT ÉDITIONS J.-C. LATTES



## M. François Mitterrand aux Antilles sous très haute protection

Le président de la République devait quitter Paris, ce mercredi 4 décembre en fin de matinée, pour une visite officielle de trois jours en Martinique puis en Guadeloupe. M. Mitterrand devait être accompagné de MM. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, Joseph Franchesch, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des retraités et des personnes âgées, et Georges Lemolue, secrétaire

d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer.

Lors de son arrivée à Fort-de-France, le président de la République devait rencontrer M. Aimé Césaire, député (app. PS) et maire de Fort-de-France, et président du Parti populaire martiniquais, qui a appelé la population à venir ovationner le chef de l'Etat.

### De nos envoyés spéciaux

Fort-de-France. — La visite officielle que M. François Mitterrand effectuait du mercredi 4 au vendredi 6 décembre dans les deux départements antillais s'est déroulée d'un point de vue sécuritaire d'une ampleur exceptionnelle. Il y aura pour cela, toutes catégories confondues, environ cinq cents policiers, plus que l'on ne compte d'habitude à la Martinique et la Guadeloupe.

C'est surtout dans ce dernier département que les autorités craignent que certains indépendantistes ne cherchent à provoquer des incidents, bien que l'organisation chancelière la plus violente, l'Alliance révolutionnaire caribéenne (ARC), ait récemment annoncé une trêve jusqu'aux élections de mars 1986. Ces craintes se fondent sur la tension qui existe dans certaines fractions de la jeunesse guadeloupéenne, sensible aux thèmes indépendantistes depuis le mort d'un lycéen, né le 18 novembre par un gendarme au cours d'un contrôle d'identité.

Il n'est pas exclu que la principale force indépendantiste guadelou-

péenne, l'Union pour la libération de la Guadeloupe (UPLG), se manifeste publiquement à ce sujet au cours du voyage présidentiel. Les craintes des milieux officiels prennent aussi en compte la psychologie qui règne à Pointe-à-Pitre depuis que les agressions armées y multiplient à la suite de nombreux évènements de la maison d'arrêt locale, et depuis que la délinquance prend des proportions telles qu'on a vu, ces derniers mois, de jeunes voyous tenter d'assassiner sur « contrat », pour des sommes dérisoires, un substitut puis un juge d'instruction.

Plus de quinze jours avant l'arrivée de M. Mitterrand, la plus grande partie de la CRS N° 1 de Vélizy-Villacoublay, chargée des déplacements présidentiels, est arrivée en Guadeloupe.

Le mardi 26 novembre est arrivé à l'aéroport de Pointe-à-Pitre, un escadron de gendarmerie mobile de Dijon. Depuis les événements de juillet, deux escadrons de gendarmerie mobile se trouvent en permanence en Guadeloupe, pour venir renforcer l'escadron de Pointe-à-Pitre.

Un autre escadron de gendarmerie mobile devait arriver avant jeudi

en Guadeloupe, où deux compagnies de CRS (la n° 14, de Bordeaux, et la n° 47, de Grenoble) sont à pied d'œuvre depuis dimanche dernier, alors qu'un autre escadron de gendarmerie mobile est aussi attendu. En fin de semaine, la voiture blindée du président (une Renault pesant environ 3 tonnes) est arrivée par voie aérienne à Pointe-à-Pitre. Enfin, outre les 75 membres du RAID (nouvelle formation placée sous l'autorité du préfet Broussard, dépendant de la direction générale de la police nationale) et les 40 gendarmes chargés de la protection rapprochée du président de la République, toutes les forces de sécurité présentes à la Martinique pour le début du voyage du président le suivront à la Guadeloupe. Le nombre de représentants de la force publique sera ainsi porté à près de 1 600 pour un archipel guadeloupéen où l'on compte déjà, depuis les barriades de juillet, 700 gendarmes, 235 policiers et 110 CRS.

A Fort-de-France, les autorités ont renoncé à prier les nombreux voyous de plaisance actuellement amarrés dans la baie des Flamans de lever l'ancre pour qu'aucun danger ne puisse venir de la mer. La présence dans la rade de la frégate Dugny-Troin a été jugée suffisamment dissuasive.

Seule manifestation d'hostilité constatée jusqu'à présent à Fort-de-France : des slogans signés par le groupe communiste indépendantiste Révolution socialiste (GRS) sont apparus sur les murs de la ville dans la nuit de dimanche à lundi. Ils disent : « A bas l'impérialisme français », et posent en général deux questions au président de la République : « Mitterrand et Cancun », « Mitterrand et Machoro ».

ALAIN GILLES  
ETIENNE MARIE

## MM. Giscard d'Estaing et Chirac exaltent l'union de l'opposition

A la veille de « L'heure de vérité », dont l'arrivée est, mercredi soir 4 décembre, M. Raymond Barre, MM. Jacques Chirac et Valéry Giscard d'Estaing ont profité de l'occasion que leur donnait la journée d'études organisée par le Mouvement national des élus locaux à l'hôtel de Ville de Paris, pour réitérer leur appel à l'union de l'opposition.

En fin de matinée d'abord, le maire de Paris, comme il l'avait expliqué devant les anciens élèves de l'ENA (le Monde du 4 décembre), a indiqué qu'un changement de majorité ne suffirait pas à lui seul à « désocialiser » la France. Il faudra, a-t-il observé, « faire en sorte que l'Etat cesse de ponctionner une part excessive de la production nationale », et qu'il soit remis « à sa place ». Pour mener la nécessaire politique de redressement, qui ne pourra être « une espèce de compromis ou de compromission avec ceux qui gouvernent actuellement », M. Chirac a estimé indispensable que la future majorité « large et indiscutable ». Selon lui, l'union de

l'actuelle opposition est d'autant plus « justifiée » que « si l'on [débat] les ambitions des partis ou des hommes », rien, sur l'essentiel, ne la divise.

L'ancien premier ministre a ensuite déclaré que l'union de l'actuelle opposition lui paraît encore plus importante après le scrutin. « La stratégie de l'union n'est pas simplement une stratégie électorale mais une stratégie de fond à long terme qui est impérativement nécessaire pour la conduite du redressement de la France », a-t-il dit.

En fin d'après-midi, M. Giscard d'Estaing a précisé qu'il souscrivait totalement aux propos tenus par le président du RPR. « Notre pays, souvent impulsif et léger, devra prouver qu'il est capable d'être ferme et raisonnable », a-t-il souligné avant d'ajouter : « Nous n'accomplirons ce travail que dans l'union ». S'adressant plus directement à son auditoire, l'ancien président de la République a expliqué : « Vous voteriez quotidiennement dans vos élections et dans votre conseil municipal la nécessité de l'union ».

Or une majorité divisée n'est pas plus capable de gouverner un pays qu'un conseil municipal divisé n'est capable d'administrer une commune (...). Portez partout la bonne parole de l'entente et de l'union, que l'union soit votre obsession.

M. Giscard d'Estaing a préféré ne pas lire le message de son discours consacré à la limitation du cumul des mandats en faveur de laquelle il s'est prononcé, et sujet de discord entre le RPR et l'UDF. Il est vrai que le matin, le maire de Paris s'en était pris aux éventuelles conséquences des projets gouvernementaux qui ouvrirait, au lendemain des législatives et des régionales de mars, et six mois plus tard après le renouvellement triennal du Sénat, une série de « dimanches hypothétiques » par des partielles, remettant au premier rang la politique (aux dépens de l'action sérieuse et déterminée qui devra être le socle du gouvernement issu de la nouvelle majorité). M. Chirac a souhaité que l'apposition majoritaire au Sénat puisse réexaminer ce dossier pour « éviter ce piège politique sérieux ».

A. Ch.

## Le président du RPR veut aussi lutter contre le « socialisme municipal »

Sar la décentralisation, que M. Gaston Defferre a appelé « la grande affaire de septennat », l'opposition a une attitude désormais muette. Le MNEL (1), qui a organisé, mardi 3 décembre, ses journées d'études sur le thème « Ce que veulent les élus pour gagner et réussir », à l'hôtel de Ville de Paris, affirme avoir pas attendu l'arrivée de la gauche au pouvoir pour être favorable à la décentralisation. « Mais, ajoute M. Jean-François Pinat, président du MNEL et sénateur R1 de la Gironde, le gouvernement a porté tort à l'idée. Il souhaite que cette réforme ne soit pas « naufragée », autrement dit qu'elle « ne coule pas » avec les socialistes. Sa première proposition concerne la création d'un ministère ou à tout le moins d'un secrétariat à part entière de la décentralisation.

Pour M. Jacques Chirac, « si tout n'est pas négatif dans les réformes votées par la gauche, le bilan global est négatif ». Après avoir critiqué les résultats des « erreurs commises », le président du RPR a livré

les axes de la réforme de la décentralisation qu'il préconise : accroissement des libertés communales (assuplissement des tutelles, notamment celles exercées par les cours régionales des comptes, retour à la liberté des tarifs des services publics, plus grande latitude pour le placement des trésoreries, modification du statut de la fonction publique territoriale), simplification de l'administration communale (un droit communal différencié, allègement des règles d'urbanisme pour les petites communes et développement d'actions intercommunales selon des formules non centralisées), clarification des différents mécanismes de financement et lutte contre le « socialisme municipal », en l'occurrence une interventionnisme économique excessif, dont M. Chirac a convenu qu'il n'est pas l'apanage des communes de gauche.

Pour le département, l'ancien premier ministre suggère que soient regroupées, sous l'autorité du président du conseil général, les services

de l'équipement et des affaires sociales, et que la gestion des lycées relève de la compétence départementale et non régionale. Quant à la région, il recommande de ne pas en faire un quatrième échelon administratif et, surtout, que soit changé le mode de désignation des conseils régionaux, qui risquent d'être « ingouvernables pour la moitié d'entre eux » en raison de la proportionnelle.

M. Valéry Giscard d'Estaing estime, lui aussi, que « le mouvement de décentralisation va se poursuivre (mais qu'il) elle sera moins lourde et plus solvable ». Selon lui, cette évolution « dépasse les intérêts partisans ou les querelles du moment ». Il recommande à l'apposition la décentralisation étant appelée à « continuer après l'alternance du pouvoir », de « penser et d'agir dans cette perspective ».

A. Ch.

(1) Mouvement national des élus locaux, 36, rue Laborde, 75008 Paris. Tél. : 45-22-14-73.

## Le slogan électoral de M. Mitterrand : touche pas à mes « acquis » !

Le quotidien *Le Matin de Paris* du 4 décembre publie une interview de M. François Mitterrand. Le président de la République affirme notamment, à propos de sa dernière conférence de presse : « Je ne me suis placé, à aucun moment, dans la perspective de ce que vous appelez la cohabitation, mais dans la perspective de la période qui nous sépare des élections législatives : avant le choc et pas après. Je ne suis pas un homme qui se laisse dire : défendez vos acquis sociaux et culturels, défendez vos libertés nouvelles. Vous les devez à la majorité élue en 1981. Quelle que soit votre préférence politique, que votre vote du 16 mars 1986 ait valeur de mot d'ordre : « N'y touchez pas ».

Le président de la République, qui affirme que son « hypothèse favorite est la victoire de la majorité », aux élections législatives, droite, « je ne distingue pas facilement l'axe frontiste entre le courant d'extrême droite et les courants de la droite extrême. Mais puisqu'ils courent pour des écuries concurrentes, la proportionnelle les sépare quand le scrutin majoritaire les aurait réunis ».

M. Mitterrand évoque la présence, au sein du PS, de plusieurs candidats potentiels à la candidature pour la présidence de la République, pour dire : « C'est une chance pour lui et pour la France du même coup. Je n'aurais pas le même goût de trouver cette ambition illégitime. Il est clair que la course est ouverte ».

Au sujet des perspectives de décentralisation, M. Mitterrand affirme, pour ce qui est des nationalisations décidées par le général de Gaulle : « On se demandera à quel mobile obéissent ceux qui se prétendent ses héritiers. A propos des nationalisations de 1982, M. Mitterrand souligne : « On peut craindre

en effet, une dilapidation du patrimoine national. » (C'est le terme qu'il avait employé lors de sa conférence de presse.) Quant à la nationalisation du crédit, il note : « Songez à la situation très forte de la France et vous comprendrez ma remarque [sur la dilapidation du patrimoine national]. »

### Immigrés : un juridique dépassé

M. Mitterrand affirme, enfin, à propos du droit de vote des immigrés : « Le vote des immigrés aux élections municipales — ce que je souhaite — rencontre des obstacles constitutionnels qui ne sont pas résolus. Je le regrette. Il est dommage que la France ait une législation moins ouverte que la Hollande, les pays scandinaves, la Grande-Bretagne en ce domaine. Pour moi, quiconque vit en France doit pouvoir agir et donner son avis sur tout ce qui touche à sa vie quotidienne. Il faudra bien que ce principe de justice l'emporte sur un juridique dépassé ».

Le président de la République, qui rappelle qu'il a « toujours défendu la social-démocratie », ajoute : « Si la social-démocratie s'analyse dans l'esprit de beaucoup de gens comme la synthèse de socialisme et de la liberté, alors, je suis social-démocrate, et je m'en flatte. Bien entendu, d'autres éléments interviennent qui soulignent depuis Jaurès et Blum l'originalité du socialisme français : plus attentif aux rapports de classe et aux structures économiques que certains de ses amis étrangers ».

« Mais pourquoi se perdre dans les définitions ? Le socialisme, pour moi, c'est le combat pour la démocratie sous tous ses aspects, politique, économique, social, culturel, c'est la liberté ».

## Alpes-de-Haute-Provence : PS contre PS

### De notre correspondant

Digne. — Le PS des Alpes-de-Haute-Provence est agité de profondes remous depuis que M. François Massot, député sortant, a été écarté de la liste au profit de M. André Bellon, polytechnicien, inconnu dans le département jusqu'à son élection dans la deuxième circonscription (Manquep) en juin 1981. M. Bellon n'a d'ailleurs pas réussi à confirmer, dix mois plus tard, cette position acquise en plein « état de grâce » : tentant sa chance à Peyruis, lors des élections cantonales de mars 1982, il échoua dès le premier tour, face au candidat de droite, M. François Galin.

Toutefois, lors du vote, débat novembre, des sections, les militants ont accordé leur confiance à M. Bellon par 376 voix contre 353 à M. Massot, ancien radical de gauche. Vingt-trois voix d'écart qui ont mis le feu aux poudres et fait remonter à la surface quelques vieilles rancunes.

Blun assis dans le fauquier qu'occupait avant lui, jusqu'en mars 1978, son père, le radical Marcel Massot, M. François Massot admet mal d'être brutalement écarté. Ce notable, passé du MRG au PS en septembre 1981, dénonce les conditions dans lesquelles a eu lieu le vote des militants. Son entourage n'hésite pas à parler de complot, de tricherie et surtout d'alliance contre nature entre M. Bellon et le maire de Cbâteau-Arnoux, le ruerdien M. José Escanez.

Côté fraude, on évoque le vote de la section de Manquep, où M. Bellon a obtenu 87 voix contre 3 à M. Massot, soit 90 voix sur 92 inscrits. Mais huit militants s'étaient reportés à Manquep, ce qui leur a permis de ne pas avoir pris part au vote.

Pour les régionales, le premier secrétaire de la fédération, M. François Balique (mitterrandiste) a été écarté au profit de M. Escanez par 417 voix contre 317 (la motion reçut 120 voix pour l'abandonnement du département). Dès lors, des militants de PS, et notamment les huit conseillers généraux socialistes, conduits par un sénateur, M. Fernand Tardy, manifestent leur

trouble et leur dépit, alors même qu'ils espèrent marginaliser le maire de Cbâteau-Arnoux.

Bien que la convention nationale des 9 et 10 novembre ait entériné le vote des sections, malgré le plaidoyer de M. Massot et Tardy, M. Massot ne désarme pas. Fort du soutien des huit conseillers généraux socialistes, il prépare une contre-attaque. Ses amis espèrent que celle-ci fera revenir les instituteurs nationaux du PS sur leur décision.

Certains craignent que l'équilibre, déjà précaire, du conseil général ne soit remis en cause. « Si nous ne sommes pas capables, disent-ils, de nous accorder entre nous, les indépendants qui nous ont permis de conserver la présidence finiront par nous lâcher » (1).

D'autres craignent que le parti prenne ainsi l'aspect d'un siège qu'il était en droit d'espérer.

FRANÇOIS DE BOUCHONY.

(1) Après le renouvellement cantonal de mars dernier et l'élection cantonale partielle de Sisteron qui l'a suivi, le conseil général comptait 4 PC, 8 PS, 1 MRG, 7 UDF, 3 RPR et 4 indépendants. M. Ernest Don, PS, a été élu président au bénéfice de l'âge, grâce aux voix de trois conseillers indépendants dont deux avaient été élus avec les suffrages de la droite.

le journal mensuel de documentation politique

après-demain

(voir verser dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

LE BUDGET DE L'ÉTAT

Envoyer 33 F (timbres à 1 F ou chèques) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, un spécimen du dossier demandé ou 120 F pour l'abonnement annuel (60 F d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

## Bouches-du-Rhône : M. Gaudin redoute « une déperdition des voix à droite »

### De notre correspondant

Marseille. — M. Jean-Claude Gaudin, député (PR) des Bouches-du-Rhône a présenté, le mardi 3 décembre, à Marseille, les listes UDF qu'il conduit dans les départements des élections législatives et régionales. Ces listes sont largement dominées par le PR, qui a sept candidats sur seize et trois sur quatre en position d'éligibles pour les législatives, et vingt-quatre sur quarante-neuf pour les régionales. Les listes UDF ont cinq éligibles sur treize, pour les régionales.

Le CDS dispose au total de huit places, dont deux éligibles aux régionales, tandis que le parti radical n'a, en tout et pour tout, que deux candidats aux législatives. Les femmes sont au nombre de neuf, soit un peu moins de 16 %, mais une seule, M<sup>me</sup> Ivane Eymieux (sans étiquette), ancienne déléguée à la condition féminine dans les Bouches-du-Rhône, devrait être élue aux régionales. Derrière M. Gaudin, les trois autres candidats en position d'éligibles aux législatives sont M. Jean-Pierre de Peretti della

Rocca, maire (UDF) et conseiller général d'Aix-en-Provence, suivi de deux conseillers généraux de Marseille : MM. Jean Rosta et Roland Blum (PR), ce dernier représentant par ailleurs le courant barriste.

Sur la liste des régionales figurent, parmi les treize éligibles, MM. Jean Francou, sénateur (CDS) et maire de Salon-de-Provence (à la deuxième place), Laurens Delouis, maire (divers droite) et conseiller général de Marignane (à la troisième place) ainsi que deux « socio-professionnels » MM. Jacques-Antoine Margnat et Jean-Louis Geiger, respectivement vice-président et membre de l'association permanente de l'union patronale des Bouches-du-Rhône.

« Je regrette », déclare M. Gaudin, que le RPR ait fait une analyse différente de la nôtre pour les grandes concentrations urbaines, dont Marseille, et je crains que ne se produise une certaine déperdition des voix entre nos deux listes ».

G. P.

## Lozère : une femme est élue présidente du conseil général

### De notre correspondant

Mende. — Elue présidente du conseil général de la Lozère, lundi 2 décembre, M<sup>me</sup> Janine Bardou (UDF) est la seule femme à exercer ces fonctions en France. Elle a obtenu au premier tour de scrutin 18 voix contre 5 à Claude Lauriol (PS) et au bulletin blanc M<sup>me</sup> Bardou succède à Joseph Caupert (UDF), sénateur de la Lozère, qui avait abandonné le 18 novembre la présidence de l'assemblée départementale afin de respecter une tradition lozérienne selon laquelle un élu ne doit pas exercer à la fois les fonctions de parlementaire et de président du conseil général (le Monde du 20 novembre).

Après plusieurs semaines de tractations, on s'interrogeait : qui l'emporterait au sein de cette assemblée où siègent vingt-quatre hommes et une seule femme ? Les conseillers généraux de la Lozère, expliquent M<sup>me</sup> Bardou, ont agi sans préjugé : mes collègues me

connaissent bien et depuis longtemps. Ils ont pensé que j'étais suffisamment compétente ; je ne crois pas que le fait d'être une femme ait posé pour eux un très grand problème ».

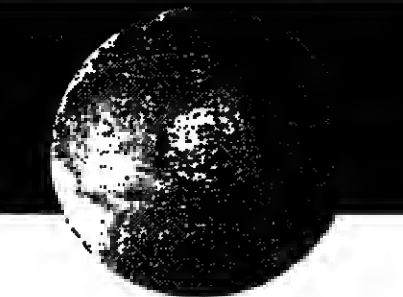
Traite élégante, M<sup>me</sup> la présidente confie en souriant : « Peu-être on m'a un peu réfléchi, mais cela ne m'a pas empêchée de se rallier à ma candidature ». M<sup>me</sup> Bardou, âgée de cinquante-huit ans, est née à Nîmes (Gard) où elle a suivi des études secondaires. Après avoir obtenu une licence de droit à la faculté de Montpellier, elle s'est installée en 1956 à Chanac (Lozère) où elle exerce les fonctions d'agent d'assurance. Mariée à un pharmacien, mère de trois enfants, M. Bardou est maire et conseiller général de Chanac depuis 1972. Elle préside l'Office de la culture de la Lozère. M<sup>me</sup> Bardou était depuis le 24 mars 1962 première vice-présidente du conseil général.

J.-M. G.

**AU SECOURS**  
**LES TRANS-COURANTS**  
**CONTINUENT !**  
**LA GAUCHE BOUGE**  
un livre écrit par  
**JEAN-FRANÇOIS TRANS**  
ÉDITIONS J.-C. LATTÈS

سكنا من الامم





LE MONDE  
diplomatique

DÉCEMBRE 1985

## TUNISIE

LA TOURMENTE NÉOLIBÉRALE

Ce qui était une économie modeste s'est dégradée au point que les universités forment essentiellement des chômeurs. Et que les syndicats, principaux alliés du Néo-Destour à l'époque de l'indépendance, sont entrés aujourd'hui en rébellion ouverte contre le pouvoir.

## PORTUGAL

AUX PORTES DE LA CEE

Depuis la révolution des œillets, les ennemis politiques se sont succédés en cascade. L'émigration a dissonné l'identité nationale. Le portrait d'un pays désenchanté à la recherche d'une stabilité et d'une culture nouvelles.

## ÉCONOMIE

LE CLUB DES 200  
OU LES VERTUS DE LA CONCENTRATION

Le profil des 200 plus grandes entreprises mondiales et l'analyse de leurs méthodes de gestion. L'exemple de Coca-Cola, dont les décisions commerciales ont de graves répercussions sur l'économie sud-américaine.

## EDITORIAL LA GUILLOTINE, L'ENFANT ET LA LICORNE

L'opposition révo-t-elle d'un réagisme à la française ?

Par Claude Julien

## NICARAGUA

UN PAYS CRIBLÉ DE BALLES

Le Monde diplomatique explique dans quel climat les sandinistes ont proclamé l'état d'urgence : en plein débat sur un projet de Constitution révolutionnaire et en pleine marée économique provoquée par la guerre intérieure et l'embargo commercial américain.

## PHILIPPINES

MARCOS, ALLIÉ GÉNANT ET RETORS

Parce qu'ils craignent l'explosion sociale et une situation à l'iranienne, les Américains font pression sur le président Marcos pour qu'il libéralise et moralise un régime passablement corrompu. Une analyse lucide des difficultés actuelles du premier ministre philippin.

## ÉTATS-UNIS

« LA FIN DU MONDE EST PROCHE »

Les fondamentalistes chrétiens croient que l'antéchrist soviétique provoquera l'apocalypse nucléaire. Le Monde diplomatique montre l'influence de ces thèses extrémistes sur la majorité libérale et réaganienne.

En vente chez tous les marchands de journaux.



SOGREAH  
Ingénieurs Conseils

L'eau au service des hommes

BP 172 X. 38042 Grenoble Cedex / 6, rue de Lorraine. 38130 Echiroles  
Tél. 76 09 80 22 / Téléc. : Sogre 980 876 F

PLUTOT  
PAYER



Au secours !  
la droite revient.  
Avec elle ce serait  
le temps de l'inflation,  
galopante et des  
grands discours...  
Les coups de freins  
sur la liberté  
d'expression, les  
radios libres...  
Et toujours  
les grands discours !  
Ce serait aussi  
les dénationalisations  
alors qu'il y a  
encore tant à faire  
pour stimuler  
l'industrie française.

Je ne veux pas retourner à la case départ. Je préfère payer :

☐ 50 F ☐ 100 F ☐ 250 F ☐ autre

Chèque à l'ordre du : Parti Socialiste, André Laignel, 10, rue de Solferino, 75007 Paris.

# DÉFENSE

## DISSUASION NUCLÉAIRE ET ACTIONS EXTÉRIEURES

### Les attaques « en piqué » des aviateurs contre les marins

Les aviateurs ne désarment pas : ils viennent de confirmer leur attachement au projet, dit SX, d'un missile mobile à charge nucléaire. Et cela, bien que le ministre de la défense, M. Paul Quilès, ait préféré en diffuser l'exécution dans l'attente de ce que pourrait devenir le programme, américain ou soviétique, d'un bouclier spatial. Pour appuyer leur revendication, les aviateurs se disent persuadés que l'avenir du sous-marin nucléaire lance-missiles, face au progrès de la défense adverse, n'est pas aussi assuré qu'on le prétend. L'argument, naturellement, n'a pas été du goût des marins. Au moment où le gouvernement rappelle à l'ordre ses officiers jugés trop bavards, les « querelles de boutons » au sein des armées ne sont pas estompées pour autant.

C'est l'armée de l'air qui a pris l'initiative d'attaquer « en piqué » la marine, à l'occasion d'un récent colloque sur le bilan de quarante années de développement aéronautique en France.

Évoquant la place de l'arme nucléaire dans la dissuasion nucléaire, le général Achille Lerche, major général de l'armée de l'air et, donc, numéro 2 de la hiérarchie à l'état-major, a expliqué : « Dans notre concept du faible au fort, l'impasse sur la nature des armements à développer n'est pas admissible. Certes, les sous-marins nucléaires constituent, pour l'instant, la clé de voûte de notre dissuasion. On ne saurait jamais vu, dans l'histoire, de systèmes d'armes qui ne trouvent leur parade. Il serait bien osé de faire reposer tout le fondement de notre défense sur une seule composante. » Et si, par hasard, on ne l'avait pas bien compris, le général Lerche, qui fut chef du cabinet militaire de M. Yves Bourges, ministre de la défense durant le septennat de M. Valéry Giscard d'Estaing, a été encore plus clair : « Dès lors qu'une deuxième composante nucléaire stratégique s'impose, le missile mobile permet de répondre à ce besoin, à l'horizon de cette fin de siècle, pour garantir notre dissuasion. »

Les propos du numéro 2 de l'armée de l'air relancent, en effet, les spéculations sur l'invulnérabilité,

à terme, des sous-marins stratégiques. Combien de temps le sous-marin, tapi au fond des mers, demeurera-t-il indécelable ? Ne peut-on prévoir, dans les années à venir, des progrès dans la détection, qui le rendront plus vulnérable ?

Marins et ingénieurs de l'armement s'offusquent devant de telles questions, en même si le sous-marin nucléaire était une « vache sacrée » de la dissuasion. Pour eux, au contraire, le sous-marin n'a pas dit son dernier mot : la preuve en est que les États-Unis, malgré la perspective d'une défense spatiale antimissile, et l'Union soviétique continuant d'en construire à tour de bras, ne délaissent pas de ce siècle.

Enfin, le général Lerche a-t-il dit, le sous-marin n'est pas invulnérable. En France, choisie de mettre tous ses œufs dans le même panier en privilégiant le seul sous-marin nucléaire au détriment du SX, le général Lerche prend à contre-pied les propos du ministre de la défense. Il l'a fait en connaissance de cause et avec l'assentiment du chef d'état-major de l'armée de l'air, qui partage son point de vue. Pour autant, les réflexions du général Lerche sont importantes et l'on aurait tort de vouloir ne s'en tenir qu'à la forme un peu provocatrice, de rejeter le débat de fond dont elles sont le prétexte.

Mais, à côté de ces considérations politiques, il existe des raisons techniques qui ont ému les marins et les ingénieurs.

Les propos du numéro 2 de l'armée de l'air relancent, en effet, les spéculations sur l'invulnérabilité,

à terme, des sous-marins stratégiques. Combien de temps le sous-marin, tapi au fond des mers, demeurera-t-il indécelable ? Ne peut-on prévoir, dans les années à venir, des progrès dans la détection, qui le rendront plus vulnérable ?

Marins et ingénieurs de l'armement s'offusquent devant de telles questions, en même si le sous-marin nucléaire était une « vache sacrée » de la dissuasion. Pour eux, au contraire, le sous-marin n'a pas dit son dernier mot : la preuve en est que les États-Unis, malgré la perspective d'une défense spatiale antimissile, et l'Union soviétique continuant d'en construire à tour de bras, ne délaissent pas de ce siècle.

Enfin, le général Lerche a-t-il dit, le sous-marin n'est pas invulnérable. En France, choisie de mettre tous ses œufs dans le même panier en privilégiant le seul sous-marin nucléaire au détriment du SX, le général Lerche prend à contre-pied les propos du ministre de la défense. Il l'a fait en connaissance de cause et avec l'assentiment du chef d'état-major de l'armée de l'air, qui partage son point de vue. Pour autant, les réflexions du général Lerche sont importantes et l'on aurait tort de vouloir ne s'en tenir qu'à la forme un peu provocatrice, de rejeter le débat de fond dont elles sont le prétexte.

Mais, à côté de ces considérations politiques, il existe des raisons techniques qui ont ému les marins et les ingénieurs.

Le général Lerche, l'unité de temps du marin est le nœud (soit 1852 mètres à l'heure) et l'unité de vitesse de l'aviateur est celle du son (soit 1224 kilomètres à l'heure).

A cette évocation, les marins ont bondi. Ils se demandent si le

numéro 2 de l'armée de l'air, en faisant allusion aux seules forces terrestres, n'a pas cherché à les exclure, eux, de tout schéma militaire d'une intervention lointaine de la France. A croire, ajoutent-ils, que les porte-avions n'existent pas et que la guerre des Malouines, entre la Grande-Bretagne et l'Argentine, n'a pas servi de démonstration à la marine. Là encore, l'argumentation de l'armée de l'air heurte de front les déclarations, à l'IHEDN, de M. Quilès selon lesquelles « la capacité de la marine de protéger la puissance pour un faible coût de déplacement lui confère une valeur inestimable », faisant d'elle « un outil privilégié » du temps de crise en espace international.

JACQUES ISNARD.

## DEVOIR DE RÉSERVE

Dans le dernier numéro de la revue interne à l'armée de terre, diffusée sous sa responsabilité, le général Maurice Schmitt, chef d'état-major de l'armée de terre, vient de rappeler ses subordonnés à leur devoir de réserve.

Cette mise au point, qui intervient après la sanction prise récemment à l'encontre du général Philippe Arnold pour ses propos sur l'équipement de l'armée de terre en chars et sur l'insuffisance de l'entraînement des forces, vise essentiellement les officiers d'état-major pour tous les faits ou informations dont ils ont connaissance à ces postes. Ces officiers signent, en effet, un document, à leur entrée en fonctions et à l'issue de leur temps d'état-major, qui leur interdit de communiquer à quiconque n'est pas habilité à les recevoir des documents classifiés ou réglementés.

Le général Schmitt rappelle à ses subordonnés que leur obligation de réserve s'appuie sur les articles 70 à 84 du code pénal, qui répriment les crimes et délits contre la sûreté de l'État ou les atteintes à la défense nationale.

# LETTRES

## Prix littéraires : qu'ils jouent tout seuls !

Par Pierre Belfond (\*)

« L'E gang des trois ralle les prix français », pouvait-on lire dans The Bookeller du 23 novembre 1985. Avec l'attribution du prix Interallié, le rideau est tombé sur la force automnale. En couronnant un auteur de chez Laffont, le principe de la pandre aux yeux et de l'éditeur-alibi, qui constitue la clef de voûte du système, s'affirme avec cynisme. Cette année, la sainte trinité, la trinité Gallimard - Grasset - Le Seuil, pour les nos intrinsèques, a possédé l'impudence, encore plus loin en créant le Fémina étranger et le Médicis-essais... Bien évidemment, ces nouveautés sont restées dans la famille.

Il y a donc quelque chose de pourri au royaume de France pour qu'un journal étranger en soit réduit à des compensations qui évoquent le « milieu ». Comment en serait-il autrement puisqu'il ne s'agit pas de littérature mais d'argent ? Pour un patron du textile ou de la

mécanique, faire 5, 10 ou 20 millions de chiffre d'affaires supplémentaires n'a pas une incidence notable sur son bilan. Pour un éditeur - le plus gros éditeur de littérature générale n'est qu'un pygmée industriel, - cinq, dix ou vingt millions, c'est la manne miraculeuse qui fait virer les comptes du rouge au noir. Aussi bien, trois éditeurs se sont arrogés le droit de battre monnaie.

Parfois, les ouvrages élas sont de qualité - c'est le cas, à une exception près, pour les prix 1985 : mais ils sont interchangeables. Chacun peut imaginer d'autres lauréats, tout aussi estimables et talentueux. Le plus souvent, on a l'impression que les noms sont tirés d'un chapeau : c'est pic et pic et colégram.

Voici dix titres - Juan Mal-donne, le Trajet, Jours nous Espans, les Jeux sauvages, Saint-Germain ou la négociation, l'Orgre, Janitza ou la dernière qui aime d'amiour, l'Amant de poche, Voyage d'été, l'Amour les yeux fermés - de ces dernières décennies, tous primés, tous enrichis du label Gallimard. Peut-on sérieusement prétendre qu'on ne pourrait trouver aussi bien (ou mieux) chez les confrères ? Car (et c'est là le point essentiel, capital, crucial, tout le reste étant commerce et copinage) si les trois éditeurs mis en cause s'adjoignent les récompenses de fin d'année (et les millions de francs qui s'y rattachent) parce que les romans qu'ils publient sont les plus remarquables, les plus insignes, les autres éditeurs jugeraient normal d'être tenus à l'écart du banquet ; quand M. Hervé Bazin affirme que Gallimard, Grasset, Le Seuil publient 80 % de tous les romans et que, par conséquent, il est à peu près inutile de regarder ailleurs, il trompe le public, il dessert la littérature dont il devrait être le grand prêtre et non le prestidigitateur. Si Gallimard, Grasset, Le Seuil publient des livres de premier plan - qui le nierait ? - ces éditeurs ont le droit d'être les seuls. Il est urgent que l'on rétablisse la vérité. On a menti trop longtemps aux lecteurs.

Une statistique portant sur les prix attribués au cours du dernier quart de siècle - vingt-cinq ans de gloutonnerie et d'indécence - permet de parvenir au tableau suivant :

Gallimard, 18 Goncourt sur 25 ; 21 Renaudot sur 25 ; 24 Femina sur 25 ; 21 Interallié sur 25.

A quoi il faut ajouter : Gallimard, 19 Médicis français sur 25,

19 Grand Prix du roman de l'Académie française.

J'en conviens : ces statistiques ne devraient pas être rendues publiques. Oser protester, dire « ils riment », c'est passer pour un mauvais perdant, un aigri, un vilain petit camarade. Chacun l'a deviné : battus, cocus, contents, les éditeurs, exclus en redoublant. Quelques voix certes se sont élevées, jadis : Julien Gracq avec son pamphlet « la littérature à l'estomac », Bernard Clavel démissionnant du jury Goncourt, Geneviève Dormann épingleant « Gaston » Laroche à la télévision. Mais, ensuite, les choses ont repris leur cours habituel, et chaque mois de novembre voit resurgir le suspense intolérable : à qui le Goncourt, à qui le Fémina ? Les paris sont ouverts. On évalue : c'est l'année d'Albin Michel, c'est l'année de Pléon ; ça n'échappera pas à Laffont ; Calvium-Lévy a des chances très sérieuses ; Julliard est bien placé à la corde ; Ballard cravache à l'extérieur ; Belfond causera la surprise (c'était en 1982, avec la Danse du loup, de Serge Bramly). Les éditeurs-alibis font leur tour de piste, caracolent, s'essouffent et rentrent dans leur boîte jusqu'à la prochaine représentation. S'ils ont brillamment animé la galerie, subtilement donné le change aux journalistes, ils auront leur récompense, leur os à ronger. Tous les dix ans.

Cela signifie-t-il que les jurés soient « achetés » par le trio diabolique ? Hélas, non. Il faut le déplorer : ces dames et ces messieurs sont imbéciles, au-dessus de tout soupçon ; je n'ai jamais entendu parler d'enveloppe, de dessous de table, de transferts de fonds en Suisse. C'est impensable.

Bien sûr, il n'est pas exclu qu'un obscur juré puisse être sensible à un geste, il arrive aussi que la rédaction d'une préface ou la présentation d'une anthologie soit proposée à un point nommé ; que tel livre épuisé et d'une actualité incertaine bénéficie d'une réimpression généreuse ; on peut même imaginer que tel club ou telle collection de poche programme tel ou tel titre dont la présence au catalogue détonne un peu : brochantes !

La maladie chronique de ces aréopages est ailleurs : il s'agit d'un trouble de la vision, d'une sorte de daltonisme germanopratien. Dès qu'ils sont réunis pour délibérer, leurs membres (qui, considérés individuellement, sont des êtres délicieux,

délicats, bien élevés, d'un jugement critique sûr) ne distinguent plus, parmi les deux cents livres en compétition, que ceux portant la jaquette de leur éditeur habituel : l'élegante livrée blanche de chez Gallimard, la pimpante livrée jaune de chez Grasset, l'austère livrée à liséré rouge ou vert du Seuil. Tout roman non revêtu de la robe prétentieuse est rejeté, sans miracle, vers les ténébreux extérieurs.

Puisque le prix Femina « appartient » au groupe Gallimard (dix-huit prix au cours de ces vingt-cinq dernières années), puisque le prix Interallié appartient à Grasset (quinze prix pendant la même période), pourquoi Gallimard ou Grasset ne renonceraient-ils à leur dû, sinon par pure bonté ?

Les réseaux sont en place, favorisés par la plaie de l'édition : le cumul. Désormais prosaïste à l'Assemblée nationale, il fleurit sans vergogne, rue Jacob, rue Sébastien-Bottin, rue des Saints-Pères, puisque de nombreux auteurs sont en même temps conseillers littéraires, critique dans un journal, animateurs d'émissions à la radio et à la télévision et membres d'un jury qui va couronner précédemment, et qui va couronner l'auteur, conseiller littéraire, critique qui rend compte de leurs livres dans la presse, à la radio et à la télévision, en attendant de s'asseoir, demain, dans un jury voisin, qui va couronner un auteur, etc.

Il me semble que cette mascarade n'ait duré.

Je lance un appel à tous les éditeurs qui n'ont plus envie de contribuer par leur passivité, leur complicité - j'ai été passif et complice pendant vingt-trois ans, - au bonheur exclusif de trois de leurs confrères. Si tous les autres éditeurs laissent Gallimard, Grasset et le Seuil faire jouir tout seuls, dans leur coin, s'ils n'adressent plus leurs livres à des jurés « orientés » : s'ils n'acceptent plus de faire de la figuration plus ou moins intelligente tout au long de présélections et de nominations ; s'ils interdisent qu'on se serve de leur nom, de leur notoriété, pour enflammer un semblant de dignité à des « combinaisons » détestables, les prix seraient vécus. On pourrait enfin parler de littérature, publier sans arrière-pensées et affronter ses concurrents à armes égales.

Voulez-vous ? Je n'en suis pas sûr. Il y a comme un parfum de nuit du 4 Août dans cet air de décembre...



**Le voyage  
du président  
de la République**

# Les Antilles amères

## II. - La Guadeloupe

De notre envoyé spécial  
**ALAIN ROLLAT**

**L**E bon, le brave et le truand. Visions tropicales sur fond de bidonvilles. Gros plans sur les pulsions guadeloupéennes.

Le bon, pour les gens d'ici, s'appelle Charles-Henri Salin. On le conjure à l'imparfait puisqu'il est mort. Tué de trois balles de 9 millimètres le lundi soir 18 novembre en revenant du cinéma. Il avait vingt et un ans et terminait ses études secondaires au lycée technique de Bainbridge. Un jeune homme, tranquille au dire de ses copains. Ce soir-là, à la nuit tombée, il regagne sa chambre d'étudiant. Son chemin croise celui d'une patrouille de gendarmerie, qui a établi un contrôle d'identité aux abords d'un « ghetto » de Boissard, ce labyrinthe de ruelles où s'agglutinent les plus déshérités des habitants de l'agglomération de Pointe-à-Pitre et où se réfugient les délinquants pourchassés.

Que se passe-t-il exactement ? Il n'y a pas de témoins. Le procureur général dira que Charles-Henri Salin, invité à justifier son

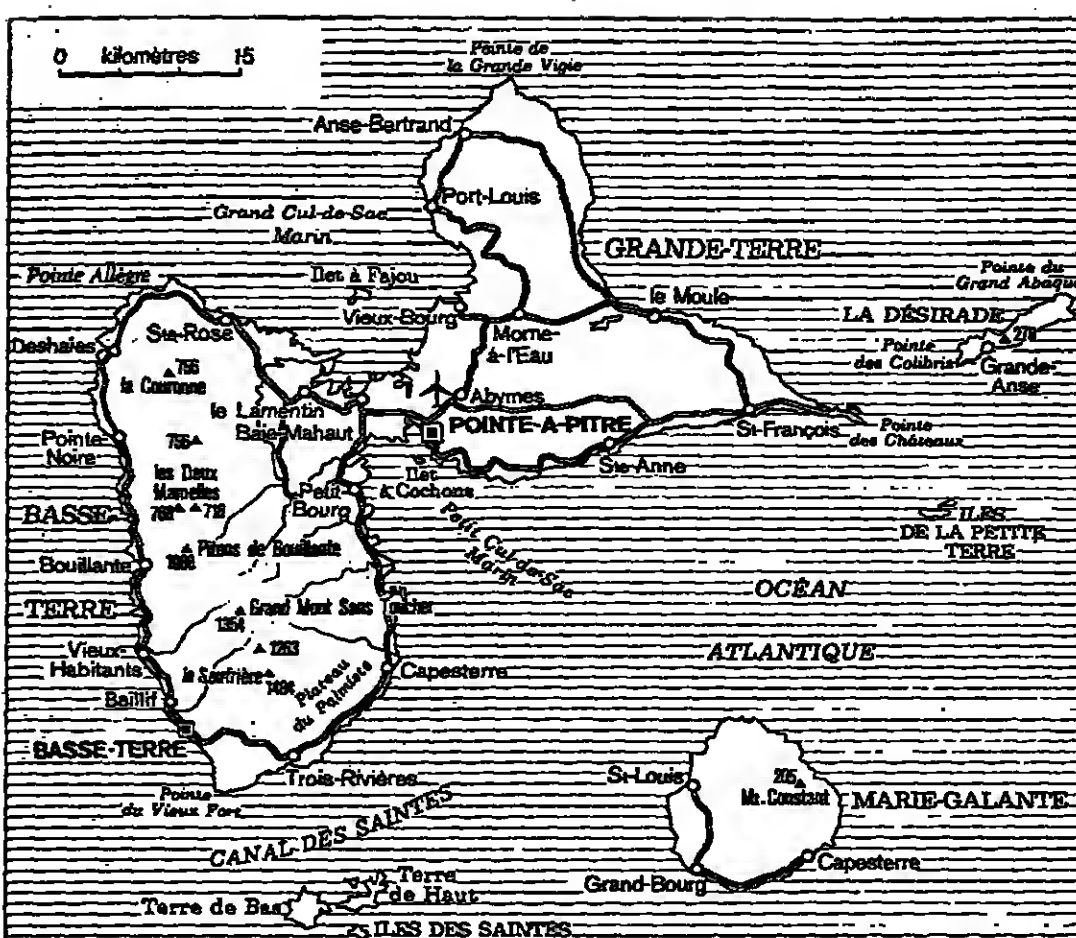
incarcéré à la Santé et gréviste de la faim.

Depuis Thimalon, on le voit partout. Il multiplie les coups de main, on lui attribue toutes les agressions ou presque - il nargue les flics et la justice. Il construit lui-même sa propre légende, celle d'un Mandarin des bidonvilles. On ne compte plus à Boissard les miséreux qui affirment avoir reçu un billet de 500 F en guise de cadeau signé Thimalon. Dimanche dernier, on a même vu un vaillant coureur cycliste exhiber au départ d'une kermesse locale une bécanne rutilante qu'il avait trouvée le matin même devant sa porte, déposée à son intention, assurait-il, par ce cher Thimalon...

De la gloire criminelle à la scène politique, il faut croire que l'écart n'est pas toujours infranchissable, puisque les agissements des nouveaux gangsters guadeloupéens sont exploités par les groupuscules trotskistes du mouvement indépendantiste Combat ouvrier, qui soutiennent la cause de Thimalon. Le pouvoir colonial « cherche à prendre sa revanche sur les manifestants de juillet, qui, pour l'essentiel, venaient des quartiers pauvres », affirme Combat ouvrier, qui invite les masses à ne pas se « laisser agres-

ser par des héros morts pour la mère patrie en 1914-1918 ». La semaine dernière, il écrivait encore au ministre de l'Intérieur pour déplorer pour la première fois que sa commune de soixante mille habitants ne dispose toujours d'aucun commissariat : « Braguer les banques, tuer les gens, on n'avait jamais vu ça chez nous. Maintenant, nous avons peur. Les personnes âgées se terrant chez elles dès que le soir tombe ». La Guadeloupe découvre la grande criminalité.

La dynamique de l'insécurité s'amplifie d'autant plus vite qu'elle est entretenue depuis cinq ans par l'activisme de la clandestine Alliance révolutionnaire caribéenne (laquelle vient de proclamer une trêve de six mois « afin de n'être l'objet de récupération éhémère ni de la droite ni de la gauche lors des prochaines élections »), et qu'elle trouve une autre source de xénophobie dans la présence des ressortissants de l'île de la Dominique, nombreux à Pointe-à-Pitre, où ils peuvent venir le plus facilement du monde au moyen d'embarcations légères, accostant sans entrave à Marie-Galante. Entendre Frédéric Jaton parler des Dominicains, c'est entendre Le Pen parler des Mag-



Situation : archipel des Caraïbes. A 6 792 kilomètres de Paris, 600 kilomètres du continent américain et 120 km du nord de la Martinique, l'autre département antillais. Chef-lieu : Pointe-à-Pitre. Superficie : 1 780 kilomètres carrés. Population : 328 400 habitants au recensement de 1982.

Décalage horaire : - 6 heures en été et - 5 heures en hiver par rapport à la métropole. Président du conseil régional : José Monstache (RPR); président du conseil général : Dominique Larifla (PS); députés : Marcel Edras (apparenté UDF), Frédéric Jaton (PS), Ernest Montommay (apparenté communiste); sénateurs : Georges Dagonis (PS), Marcel Gargat (apparenté communiste).

## Vite, une boussole...

identifié par « refus de reconnaissance aux vérifications », qu'il a « tenté de prendre la fuite », puis a « brusquement » plongé son bras dans le sac dont il était porteur. — alors que « le sous-officier effectuant le contrôle tentait de le retenir ». Le chef de patrouille, « croyant son collègue menacé, a ouvert le feu ». Il se révélera tout simplement que le lycéen n'avait pas sur lui sa carte d'identité et qu'il ne portait dans son sac que de banales affaires personnelles. La « bavure » par excellence.

La brute, inévitablement, c'est donc pour les mêmes gens d'ici le maréchal des logis métropolitain qui a tiré sur Charles-Henri Salin. Récentement nommé commandant de brigade à la brigade des recherches de Pointe-à-Pitre, ce gendarme ne passe pas pour un « cow-boy », des casernes auprès de ses camarades. Mais, comme tous les gendarmes de Pointe-à-Pitre plusieurs fois confrontés ces derniers temps à des tireurs anonymes dans ce quartier de Boissard, il subissait une forte tension. Nervous ce soir-là, le maréchal des logis M... avait aussi des raisons personnelles de l'être.

Cinq jours auparavant, le mercredi 13 novembre, en patrouille motorisée de nuit, toujours à Boissard, il se trouvait aux côtés de Guy Hansey lorsque ce gendarme de trente-trois ans, père de deux fillettes, avait été mortellement foudroyé à coups de chevrotines par un tireur embusqué et aussitôt identifié comme étant l'assassin public numéro un de la Guadeloupe, celui que les policiers de l'archipel recherchent, le dénommé Patrick Thimalon.

Le voilà, le truand ! Et quel spécimen ! L'histoire classique du gosse des faubourgs qui fréquente la prison dès l'âge de douze ans, passe allégrement du chantage au hold-up et, à vingt-cinq ans, joue aujourd'hui au cadet des bandes. Condamné à dix mois de prison ferme pour vol et trafic de stupéfiants, puis à quatre et six ans de prison pour vols divers, enfin à sept ans de prison pour attaque à main armée. Cinq fois évadé de la maison d'arrêt de Pointe-à-Pitre, sa dernière « belle » remontant à la fameuse nuit du 25 au 26 juillet dernier, au cours de laquelle Pointe-à-Pitre s'embrasa de barricades en signe de solidarité avec le militant indépendantiste Georges Faisans.

ser sous le talon de fer des bandes armées en uniforme au service des riches ».

De là à dire que le gendarme qui a tiré sur Charles-Henri Salin l'a délibérément assassiné pour venger son camarade abattu cinq jours plus tôt, il n'y avait qu'un pas, et il a été franchi par certains militants du « camp patriotique ».

De Pointe-à-Pitre à Basse-Terre, ils étaient des milliers - dix mille selon France-Antilles, le quotidien local du groupe Hersant - à être descendus dans la rue le 21 novembre pour rendre hommage au jeune lycéen devenu martyr. Il y avait là, bien sûr, les militants « indépendantistes » de toutes les chapelles, les adolescents chômeurs des barrières de juillet, mais aussi tous ceux, jeunes et vieux, qui, en Guadeloupe, vivent la France avec tellement d'aller et retour qu'ils ont toujours un pied dedans, un pied dehors...

Et pendant qu'au centre de Pointe-à-Pitre les lycéens conduisent le cortège, à deux pas de là, au « Thimalon » braque généralement les employés de la perception municipale et emportent en liquidité, en compagnie de trois complices, de quoi faire imprimer pour 70 000 francs de frais-part de solidarité.

Ce maudit quartier de Boissard est situé sur le territoire des Abymes, la localité la plus peuplée de l'agglomération poinoise. Quand on l'interroge sur ce qui s'y passe, le maire, Frédéric Jaton, médecin de profession, député socialiste de l'île, a l'air aussi affligé que la pauvre Mariamne hiératique qui orne le monument en forme d'obus érigé devant sa vieille mairie par « la commune reconnaissante à ses

rébels. Ce rapprochement, au demeurant, ne gêne pas le maire socialiste des Abymes : « Peu m'importe, dit-il. Moi-même, moi qui ai une formation qui devrait me mettre à l'abri de telles réactions, j'en suis amené à dire que je suis xénophobe à l'encontre de ces indésirables. Des Dominicains, il y en a toujours eu chez nous. Avant, ils venaient pour la récolte de la canne à sucre et il n'y avait pas d'histoires avec eux. Maintenant, on voit arriver des gens qui sèment la terreur, qui violent, qui volent. Ils ont des habitudes qui ne sont pas les nôtres. On n'a pas pris les précautions nécessaires pour empêcher l'immigration sauvage. Si je pouvais décider, je renverrais tous ces indésirables chez eux ». Voilà pour les nouveaux Guadeloupéens.

Pour le reste, la préparation des élections donne lieu à une foire d'empoigne. Contrairement à ce qui se passe à la Martinique, en tout cas à gauche, la désunion ici est générale. Pas question de rapprochement entre les socialistes, dont la liste aux législatives sera conduite par Frédéric Jaton, et le Parti communiste guadeloupéen, dont le porte-drapeau sera le député sortant de la première circonscription, Ernest Montommay. L'union ? « On n'y a même pas pensé », répond, surpris, le premier secrétaire de la fédération socialiste, Dominique Larifla, par ailleurs président du conseil général : « Il y a un tel contentieux historique entre nous... ». Le temps n'est plus où le gauche guadeloupéenne se retrouvait pour permettre à François Mitterrand de devancer Valéry Giscard d'Estaing à l'élection présidentielle de 1974.

(Lire la suite page 19.)

### Dans ce numéro Le diagnostic de trois responsables.

- Le président du conseil régional : « Nous sommes capables d'être responsables », p. 19.
- Le président du conseil général : « Il faut moderniser nos outils industriels », p. 22.
- Le président de la chambre de commerce : « La confiance n'existe plus », p. 21.

### Une société gravement malade.

- La montée du chômage et de la criminalité, p. 23.

**AIR FRANCE**

Air France a reçu des pouvoirs publics la mission d'assurer, dans les meilleures conditions, le transport des passagers et du fret entre la Métropole, la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane et la Réunion.

- Desservir les départements d'outre-mer dans les meilleures conditions, c'est avant tout :
- mettre en place les vols nécessaires à l'acheminement des passagers et du fret :
  - en garantissant à chacun, en période de pointe, un acheminement à une date aussi proche que possible de la date souhaitée ;
  - en assurant, en période de creux, une desserte de base permettant notamment de faire face aux besoins de transports de première nécessité (poste, presse, médicaments, malades et blessés...);
  - proposer les tarifs les plus avantageux compatibles avec le souci d'une gestion équilibrée de ces lignes, sans déficit à la charge du contribuable ;
  - assurer un service de qualité, régulier et ponctuel, dans la tradition d'Air France.

Air France a toujours utilisé, pour la desserte des départements d'outre-mer, les appareils les plus performants de sa flotte. Aujourd'hui, tous ses vols sont assurés par des Boeing-747. Huit de ces appareils, coûtant chacun près de 800 millions de francs, sont quasiment réservés à la desserte de ces départements, au départ de Paris, mais également au départ de Bordeaux, Lyon, Mulhouse et Marseille.

Lorsque la demande est la plus forte - 40 % du trafic annuel est concentré sur les trois mois d'été, jusqu'à quarante Boeing-747, pouvant chacun transporter près de cinq cents passagers, se posent chaque semaine à la Guadeloupe ou à la Martinique. Ces avions sont le plus souvent complets dans un sens et peu remplis dans l'autre, le coefficient d'occupation moyen des sièges sur l'aller-retour ne dépassant guère 60 % pendant cette période.

Dans les semaines les plus creuses de l'année, la compagnie, même si la demande ne le justifie pas, assure un vol entre la Guadeloupe ou la Martinique et la Métropole chaque jour, au besoin avec correspondance immédiate entre les deux îles.

Malgré des contraintes qui alourdissent ses coûts d'exploitation, la compagnie propose des tarifs « Vacances » calculés au plus juste qui, ramenés au kilomètre parcouru, varient, selon les périodes, de 0,30 franc à 0,38 franc au kilomètre.

Le tarif « Vacances » d'Air France n'est pas uniquement applicable sur quelques vols qui feraient l'objet d'une promotion spectaculaire, mais est proposé sur tous les vols et est ouvert à tous, sans limitation de durée de séjour. Plus de 90 % de la clientèle l'a utilisé en 1984. Les enfants de moins de douze ans bénéficient, de plus, d'une réduction de 50 % sur ce tarif.

De ce fait, la Compagnie enregistre sur les Antilles, comme sur la Réunion, le niveau de recette au kilomètre parcouru le plus bas de l'ensemble de son réseau. Ce qui n'a pas empêché Air France d'améliorer très sensiblement la qualité des prestations offertes à sa clientèle (service à la place remplaçant le self-service, boissons gratuites, cinéma, aménagements spéciaux pour bébé...).

Entre la Métropole et la Guadeloupe, Air France a transporté, en 1984, trois cent deux mille passagers, dont près de trente-trois mille enfants. Son trafic a quasiment doublé en dix ans, avec des tarifs en baisse de plus de 30 % en francs constants.

Par ailleurs, 7 449 tonnes de fret ont été acheminées l'an dernier sur cette liaison.

Un réseau régional, desservant notamment l'île aux États-Unis, relie entre elles la Guadeloupe, la Martinique et la Guyane. Cette exploitation est effectuée au moyen des Boeing-747 des lignes transatlantiques, auxquels s'ajoutent un Boeing-727 basé à Pointe-à-Pitre et des affrètements réalisés auprès de la compagnie régionale Air Guadeloupe.

La Compagnie emploie directement quatre cent quinze personnes en Guadeloupe (sept cent quatre personnes en prenant en compte l'effectif de son hôtel Méridien et de sa filiale Servair). De plus, son activité contribue à l'édification, en amont et en aval, d'un nombre non négligeable d'emplois induits.

La Compagnie contribue, enfin, en Métropole et à l'étranger, à la promotion du tourisme à la Guadeloupe par un important effort, d'autant plus nécessaire aujourd'hui en raison des difficultés que connaît l'industrie hôtelière du département.

صباح الخير



(Publicité)

# LA RÉGION GUADELOUPE : LE DÉFI DU DÉVELOPPEMENT

Après trente-six ans de départementalisation, force est de constater que ni l'augmentation du revenu par habitant ni l'accroissement du niveau des dépenses publiques et des transferts sociaux n'ont empêché la diminution quantitative des productions agricoles qui n'ont plus aujourd'hui qu'un caractère social, l'accentuation des déséquilibres sectoriels, l'accroissement du déséquilibre commercial, le maintien d'un taux de chômage au-dessus de 20 %, en dépit de l'émigration.

Le secteur industriel est resté embryonnaire, malgré une politique d'attraction de capitaux qui n'a pas tenu suffisamment compte des impératifs de rentabilité, tandis que se développaient les contraintes imposées à l'entreprise.

La structure administrative est disproportionnée par rapport à la base économique locale (le salaire des fonctionnaires représente 55 % des salaires distribués). Bien que l'archipel guadeloupéen ait connu des changements notables sur beaucoup d'aspects, l'absence d'originalité des modèles du développement et de suivi de la planification n'a pas permis l'annonce d'un processus de croissance capable de se générer lui-même.

En un mot, le niveau de vie guadeloupéen, quoique supérieur à la plupart des îles de la Caraïbe, est de 60 % inférieur

à celui de l'Hexagone. Il dépend de l'accroissement de la richesse économique française et de la volonté de nos gouvernements de maintenir cette aide budgétaire, voire de l'augmenter, afin de réduire les inégalités sociales entre notre archipel et l'Hexagone, ce qui ne fera qu'amplifier les déséquilibres structurels et les caractéristiques de notre sous-développement et ne facilitera pas le démarrage d'une machine économique « autonome » quasiment inexistante.

C'est ce défi que la région Guadeloupe souhaite relever face à la régionalisation.

Au centre de ces moyens : la planification régionale. Saisissant les opportunités induites par les nouvelles procédures d'élaboration du IX<sup>e</sup> Plan basé sur une contractualisation partenariale, les Guadeloupéens se sont exprimés en masse autour de la région pour exprimer un véritable processus de développement économique, social et culturel, matérialisé dans le contrat de plan Etat-région.

L'axe central de cet effort de planification est la cohérence, la volonté des acteurs, la définition des projets réalisables.

L'heure n'est plus à l'établissement de catalogues de revendications, mais à l'expression et à la mise en œuvre d'une stratégie de développement régional.

La démarche de décentralisation proposée par le gouvernement est en mesure de servir de support au développement de la Guadeloupe si le gouvernement traduit dans les faits les volontés exprimées par la loi du 2 mars 1982.

Aujourd'hui, il apparaît nécessaire de se donner des objectifs de développement réalistes en priorité sur les ressources (capitaux locaux, hommes, potentialités locales, etc.) susceptibles de s'attaquer aux déséquilibres structurels de notre économie, aux véritables causes de notre mal-développement et à long terme.

La réussite de cette stratégie suppose des moyens politiques, financiers et réglementaires qui peuvent être obtenus à travers la loi de décentralisation. Il est indispensable que les Guadeloupéens puissent gérer en domaine de compétences, à condition d'être courageux, compétents et cohérents, rigoureux et efficaces. La conduite du développement est une affaire extrêmement délicate qui ne supporte pas l'improvisation et la démagogie.

Après constat de la situation de l'économie, produit de la départementalisation, est-il possible de saisir la chance d'un plan régional de développement. C'est à cette question que tentent de répondre les partenaires de la région Guadeloupe.

## Pour le plan quinquennal

La stratégie à mettre en œuvre doit être avant tout une stratégie de production de manière à permettre le développement et la consolidation des structures économiques devant servir de support à l'évolution sociale, culturelle et scientifique.

### La stratégie d'aide

Pour le IX<sup>e</sup> Plan quinquennal, la stratégie à mettre en œuvre doit être avant tout une stratégie de production de manière à permettre le développement et la consolidation des structures économiques devant servir de support à l'évolution sociale et culturelle.

La stratégie d'aide pour lutter contre les disparités, matérialisée par le développement d'activités non directement productives, a entraîné l'hypertrophie du secteur tertiaire, faisant de l'économie de la Guadeloupe une économie de consommation à la merci de toutes les influences extérieures tendant à aggraver les problèmes sociaux, à neutraliser ou à stériliser le développement culturel. Pour être un plan de développement économique, social et culturel, la stratégie qui sous-tend le IX<sup>e</sup> Plan doit être une stratégie d'assainissement et de réorganisation.

Au niveau général, sa traduction sera : la diversification des activités productives, l'intégration économique dans le sens de la constitution de filières de production ; la création d'emplois productifs ; le développement de l'appareil de production pour le rendre plus compétitif à l'extérieur et à l'intérieur, l'ouverture de l'économie guadeloupéenne en direction de la sous-région caribéenne, la repolarisation de l'espace dans le sens d'un redéploiement des zones d'activités productives, la formation des secteurs économiques à social, la préservation de l'environnement et l'amélioration du cadre de vie.

Pour se responsabiliser dans la région, la Guadeloupe doit cesser d'être une région assistée. Son développement économique doit tendre à l'autosuffisance, en particulier dans le domaine alimentaire.

## La réforme de l'agriculture

L'axe principal du plan de développement régional sera la poursuite des activités productives, allié à une politique d'emploi. Cela permettra de maintenir un taux de croissance important et d'assurer une lutte contre l'augmentation du coût de la vie, dépendant en majeure partie des fluctuations extérieures.

Le développement de productions locales compétitives permettra d'intégrer au niveau de la Guadeloupe consommation et production. Cette intégration est indispensable pour la pérennité du processus social et culturel. Ce développement des productions locales est un facteur d'équilibre de la balance des échanges. Il permet, en outre, de mieux valoriser l'aide en provenance de l'Etat, qui pourrait jouer ainsi un rôle d'accélérateur.

La rénovation de l'industrie, la réforme de l'agriculture, son expansionnement des activités productives, la relance du bâtiment et des travaux publics, la réduction de la dépendance énergétique, la réorganisation des activités tertiaires, le redressement de la recherche et de la technologie, représentent la trame de l'action à entreprendre au cours du IX<sup>e</sup> Plan dans les secteurs productifs.

### ● Rénovée

Elle ne doit pas être une projection du passé : tel est le leitmotiv du conseil régional. Il est désormais nécessaire de repenser cette agriculture de manière fondamentale et réajuster les différents.

Fondamentalement, c'est-à-dire que la développement doit passer par une organisation intégrée. Sur le plan vertical, d'une part, par la notion de filière par produit, du stade de la production au stade final de sa consommation. Sur le plan horizontal, d'autre part, par une meilleure articulation entre les filières elles-mêmes, mais encore entre l'agriculture et les autres secteurs de l'économie guadeloupéenne.

L'engagement des élus et des professionnels est indispensable, voire indispensable, grâce à la décentralisation, apportant à la région des compétences économiques nouvelles, et à la notion de contrat retenu par l'Etat pour l'exécution de ce IX<sup>e</sup> Plan.

En conséquence, il est proposé, dans le cadre de la stratégie de développement économique et social, une évolution vers une agriculture plus équilibrée, plus autonome, plus solidaire et plus juste.

### ● Équilibrée

La canne et la banane, cultures traditionnelles d'exportation, doivent être maintenues comme pivots de développement économique. Néanmoins, cette situation doit être revue et corrigée dans le sens d'un rééquilibrage.

Ce rééquilibrage passe par un renforcement de la mécanisation et une rationalisation pour les cultures traditionnelles, par une diversification des productions animales et végétales tournées vers le marché extérieur, devant permettre une reconversion des produits locaux, et enfin par le choix de la mise en œuvre d'une politique volontariste d'aménagement des structures agricoles compatibles avec le développement économique souhaité.

Ce rééquilibrage ne pourra se faire que dans le cadre d'une véritable réforme de l'agriculture ne s'arrêtant pas à la réforme foncière.

### ● Plus autonome

L'agriculteur guadeloupéen a compris que l'époque de l'agriculture individualiste est révolue, et il faut encourager les agriculteurs qui se manifestent, sans oublier de les doter de l'encadrement nécessaire, ce qui suppose le développement de l'appareil de formation.

Il est inconcevable qu'un agriculteur ne puisse tirer un revenu décent de sa production. Aussi, une agriculture plus équilibrée, plus autonome, plus solidaire, devrait avoir pour conséquence inévitable d'assurer un revenu plus juste aux niveaux macro et micro-économique. Les préoccupations sociales ne seront pas négligées, selon le type d'exploitation retenue, selon les productions, notamment dans la canne à sucre.

Les grands objectifs et priorités à retenir à partir de ces orientations sont : le redressement du secteur bananier ; l'identification des besoins internes et les marchés potentiels pour la définition des objectifs viviers et marchands ; le développement de l'encadrement jusqu'à la mise en place d'un réseau de développement ; la mise en œuvre de la reconversion des terres acquises par la SAFER en faveur de la création d'unités de production coopératives de dimension économique viable et planifiable, pouvant servir de base à la promotion de l'activité agricole et à une politique d'emploi ; l'amélioration et l'assouplissement du financement des entreprises agricoles. La participation du système bancaire au risque sera accrue, le système des aides sera simplifié et rationalisé.

## Une industrie adaptée

Le constat a été fait que le secteur industriel, malgré toutes les actions menées en faveur de son développement, est resté embryonnaire. Les structures existantes ont vieilli, en particulier dans le domaine sucrier (usines notamment). Dans le cadre du IX<sup>e</sup> plan, la politique à mener devra s'attacher à les rénover, voire à les remplacer, et à renforcer la capacité concurrentielle de l'industrie locale en privilégiant les relations d'interdépendance.

### La réalité

— Plus de 120 entreprises (1983) ;  
— Plus de 200 millions de francs de salaires distribués par an (banane, 45 millions de francs ; canne, 90 millions de francs) (1982) ;  
— Plus de 500 millions de francs de valeur ajoutée, soit 8 à 9 % du PIB (1982).

Les priorités qui devraient guider la définition des objectifs à moyen terme sont les suivantes : l'amélioration des structures par le renforcement de la capacité concurrentielle des entreprises, en privilégiant les relations d'interdépendance dans le sens d'une meilleure intégration économique, par la promotion des PME, par l'organisation de la distribution et des circuits d'information économique, en mettant en place une réglementation adaptée, en faisant passer l'économie du stade agricole au stade agro-industriel.

La mise en place d'une politique adaptée dans le domaine technologique : en adoptant des technologies importées aux conditions locales, en favorisant l'innovation, notamment la mutation des savoir-faire artisanaux en technologie industrielle.

Le secteur industriel doit jouer un rôle plus important dans la formation de la valeur ajoutée locale s'appuyant sur des

activités productives, en renforçant les entreprises produisant pour la consommation locale et les moyens pour passer au stade d'exportation, en réorganisant l'environnement logistique des entreprises, notamment les systèmes de financement, en repensant en qualité et en coût les transports aériens, maritimes, tant inter-îles de l'archipel guadeloupéen qu'inter-départementaux et caribéens, en prenant une place importante dans le rôle d'éclatement entre l'Europe et le reste de la Caraïbe, en veillant à ce que cette redistribution puisse apporter une valeur ajoutée locale, complémentaire avec que la sectorielle, et à ne pas étouffer l'industrie locale.

### L'avenir

Le développement du secteur industriel sera le moteur de développement économique de la Guadeloupe. Il faudra veiller à ce que l'implantation de l'industrie réponde à des préoccupations d'équilibre et de polarisation spatiale. En outre, il faut insister sur le fait que, sans une véritable politique de transport, le développement de l'activité industrielle aux Antilles est impossible.

## Une économie diversifiée

Il est nécessaire de mettre en valeur toutes les potentialités locales.

### ● Mer

Elle doit permettre d'apporter un plus significatif à l'économie guadeloupéenne par le développement des acquis, pour le développement de la pêche et la mise en œuvre d'une politique concertée de l'aquaculture. C'est le sens du plan de relance des activités marines régionales.

### ● Artisanat

Le développement de l'artisanat ne doit pas être conçu en annexe du développement industriel. Ce secteur d'activité constitue une entité qui doit jouer en tant que telle un rôle important dans le processus de développement de la Guadeloupe. Ceci à cause de la situation particulière de la Guadeloupe, de son ouverture au tourisme. En outre, l'activité artisanale peut constituer un pôle d'attraction de la main-d'œuvre permettant ainsi de contribuer à l'emploi et au développement culturel.

Au cours du prochain plan, on devra chercher à maintenir et développer les entreprises existantes, voire à favoriser l'implantation de nouvelles unités. Pour atteindre ces objectifs, les priorités porteront sur la création d'un véritable outil de formation et de perfectionnement de l'artisanat et des métiers, la création de coopératives ou groupements pour la production et les achats, la mise en œuvre de circuits d'information de la population et des artisans pour lutter contre le travail clandestin.

### ● Énergie

Dans le domaine de l'énergie, l'objectif essentiel est de réduire la dépendance énergétique. Ceci requiert des actions d'économie d'énergie, dans les secteurs : résidentiel, industriel, tertiaire et des transports.

Exploitation de nouvelles filières. Les énergies renouvelables, en particulier l'énergie solaire, l'énergie éolienne, pour lesquelles la situation de la Guadeloupe est propice.

La valorisation des ordures ménagères et des déchets industriels. Pour le IX<sup>e</sup> Plan, ces différentes actions peuvent se rassembler à travers trois objectifs : la maîtrise de la consommation, la rationalisation des approvisionnements, le développement de nouvelles filières de production d'énergie, en particulier les énergies renouvelables.

## Distribuer

### ● Activités tertiaires

Aucun effort de production ne peut être durable, si parallèlement les circuits de distribution ne s'adaptent à la réalité des productions générales pour permettre leur consommation dans de bonnes conditions économiques et sociales.

Les axes prioritaires de l'action à développer pour le prochain plan quinquennal sont : l'intégration des activités commerciales aux activités productives. Le réseau de distribution doit favoriser l'écoulement des productions locales, la mise en œuvre d'une politique des prix visant à rompre les phénomènes de distorsion actuels.

### ● Transports

Les problèmes de transport de la région interviennent à double titre dans le processus de développement économique et social : au niveau des flux de personnes et au niveau des flux de marchandises.

Un effort important a été réalisé dans le domaine des flux de marchandises intérieurs à la région, mais le problème reste entier pour les transports en commun et les transports extérieurs, inter-archipel guadeloupéen et inter-Caraïbe.

L'expansion des activités productives en Guadeloupe est une fonction directe des problèmes de transport.

Dans ce domaine, les efforts devront être entrepris dans deux directions : le développement des infrastructures de transport nécessaire à l'activité générale, privilégiant les transports collectifs urbains et inter-urbains. Le développement et l'amélioration de l'organisation du transport de marchandises en particulier dans les domaines aérien et maritime.

La Guadeloupe, grâce à ses installations portuaires, doit jouer un rôle important dans l'éclatement des marchandises en provenance d'Europe pour la Caraïbe.

L'entretien, l'aménagement des routes et des roades urbaines seront poursuivis de même que la remise en état ou la mise au gabarit international des liaisons maritimes ou aériennes.

La réussite de ce projet économique passe par un plus grand développement des capacités locales, se traduisant par une amélioration du savoir, du savoir-faire, du savoir-être, du savoir-faire-faire, du savoir-faire-savoir.

### ● Recherche

Pour cela, la recherche ne doit plus être extérieure au corps social de la région, mais elle doit tenir compte des réalités locales. C'est donc une véritable politique de recherche-développement conçue à la fois à moyen terme et à long terme de manière à assurer la continuité et permettre une accumulation de savoir et de savoir-faire innovant.

Cette démarche exclut le rotation rapide des chercheurs dans le cadre d'armées des structures nationales. La recherche-développement mise en œuvre devra permettre à travers ses opérations intégrées, d'associer chercheurs, agents de développement et entreprises pour une plus grande circulation des améliorations techniques et technologiques.

Deux grandes orientations doivent guider les objectifs de recherche : la maîtrise technique et l'amélioration du cadre de vie.

### ● Éducation, formation

La politique d'éducation qui a été mise en œuvre à la Guadeloupe a privilégié l'enseignement général au détriment de l'enseignement technique, les formations tertiaires au détriment des formations orientées vers des emplois productifs.

Il faut donc développer l'appareil éducatif-formation en rapport avec les objectifs de production afin de tendre vers un équilibre du marché du travail.

Promouvoir la formation pour adultes afin de favoriser la mutation technique et technologique.

L'éducation et la formation sont les clés de l'avenir de la Guadeloupe.

### ● Santé, cadre de vie

Pour réfléchir, produire, consommer, il faut être en bonne santé.

L'absence de politique de santé et d'environnement est souvent un frein qui peut constituer un handicap important dans l'expression des volontés de développement.

POUR LA RÉGION GUADELOUPE,  
LE DÉVELOPPEMENT PASSE PAR LA TRILOGIE SYNERGÉTIQUE :

IMAGINER - INNOVER - AGIR.

Service de presse  
Conseil régional.



## LE PRÉSIDENT DU CONSEIL RÉGIONAL

## José Moustache : « Nous sommes capables d'être responsables »

« Si l'occasion vous est donnée, devant M. Mitterrand, de dresser un bilan de la politique de décentralisation appliquée par la gauche depuis deux ans, quel jugement porterez-vous ? »

« A propos de la décentralisation, mon jugement est fort simple : à travers les textes et les discours, la décentralisation c'est extraordinaire, et je crois sincèrement que c'est une chance pour la Guadeloupe. Permettez-moi de souligner que, malheureusement, nous avons perdu quinze ans pour avoir pas suivi le général de Gaulle en 1969 : c'est cette voie qu'il avait ouverte pour la France. »

« Pour ce qui est de la concrétisation de la décentralisation, c'est autre chose. C'est seulement le 30 décembre 1984 que les compétences des régions d'outre-mer ont été réellement définies, alors que je suis investi depuis février 1983. »

« Je pourrais citer une liste très longue de problèmes concernant la mise en œuvre de la décentralisation : bien que certaines actions positives aient été entreprises, on a l'impression que tout n'est pas mis en œuvre par le gouvernement pour donner à la décentralisation dans les DOM un sens positif. »

« Pour conclure, la règle pivot de la décentralisation n'est pas appliquée à la lettre, à savoir : transfert des charges = transfert de moyens. Nous avons l'impression quelquefois que c'est un marché de dupes. »

« Comment expliquez-vous que l'économie de la Guadeloupe, comme celle des autres départements d'outre-mer, soit toujours, après quarante ans de décentralisation, une économie de caractère colonial ? »

« Le développement, c'est avant tout une question de motivation, de mobilisation et de responsabilisation. Je suis convaincu que nous nous engageons dans cette voie avec le général de Gaulle en 1969. Aujourd'hui nous devons faire le constat de l'échec de la politique qui consistait à construire l'avenir de la Guadeloupe sans les Guadeloupéens. Je répète aujourd'hui solennellement que, pour espérer des arrangements significatifs en Guadeloupe, il faut mobiliser les Guadeloupéens. »

La Guadeloupe d'abord ! Sur le registre du rassemblement nécessaire pour développer l'archipel sans s'enfermer dans les disputes politiques, José Moustache, devenu en 1983 président du conseil régional, s'exprime, lui aussi, avec autant de force que les « nationalistes » déclarés. Et cet ancien député n'hésite pas à pratiquer la politique de la main tendue à ses adversaires politiques.

« On ne peut pas parler de privilèges salariaux des fonctionnaires en dehors de l'analyse du contexte économique de la Guadeloupe par rapport à celui de la France hexagonale, c'est une première réponse. »

## Des lacunes considérables

« Que faudrait-il faire, à votre avis, pour assurer le développement économique et social de la Guadeloupe ? Quelles actions concrètes proposerez-vous et quelles assurances avez-vous que vos propositions puissent se révéler efficaces alors que vos amis politiques, lorsqu'ils étaient au pouvoir, ne se sont pas montrés plus entreprenants que la gauche sur le terrain économique et social ? »

« Les actions concrètes à envisager sont nombreuses car nous avons dans beaucoup de domaines des lacunes considérables : promouvoir le tissu de production locale par exemple. Je peux citer aussi le redressement de l'agriculture passant par une meilleure organisation de la distribution, sans oublier les infrastructures culturelles et sportives, etc. »

« Ce sont ces préoccupations qui ont guidé notre démarche au conseil régional de la Guadeloupe. Pendant plus d'un an nous avons associé à la réflexion plus de 15 000 Guadeloupéens sans aucune discrimination. Ils ont fait des propositions qui nous ont permis d'aboutir au contrat de plan Etat-région. Ce contrat est avant tout l'expression d'une volonté populaire, ce n'est pas le produit d'un exercice intellectuel. »

« Êtes-vous pour ou contre la réduction des privilèges salariaux des fonctionnaires au titre de la lutte contre les inégalités ? »

d'hier. Cette attitude lui vaut les reproches de certains de ses camarades du RPR.

Maire d'Anse-Bertrand, localité du littoral du nord de la Grande-Terre, José Moustache a notamment fait cause commune avec la gauche quand il a été élu, sur le terrain, d'empêcher la fermeture de l'usine sucrière de Bassepoint, située à proximité de sa commune.

Allié, aujourd'hui, du député apparenté UDF, Marcel Esdras, il est vivement contesté par un autre ancien député gaulliste, Raymond Guillois, qui lui a succédé récemment à la tête de la fédération du RPR et qui, lui, fait cause commune avec l'ancienne présidente du conseil général, Lucette Michaux-Chevry (div. droite).

« Vous avez affirmé que vous voulez œuvrer au-dessus des clivages partisans et agir en rassembleur. Voulez-vous dire par là que le développement économique et social de la Guadeloupe justifierait un consensus politique, une trêve entre les formations politiques ? »

« Le conseil régional est un lieu de convergence de tous les partis politiques de la Guadeloupe pour une réflexion objective sur le développement de la Guadeloupe. Chaque parti politique doit conserver son identité et continuer ses activités militantes, mais lors des discussions et des séances de travail, il faut bannir les comportements partisans et passionnés, qui ne relèvent pas de l'exercice de la responsabilité que l'on attend des élus. »

« Si je suis pour l'unité, je suis contre l'uniformité qui est déformante et appauvrissante et peut receler des frustrations dont les effets peuvent être pires que ceux d'un volcan. »

« L'UPLG a proposé, justement, à tous les partenaires économiques du département de s'efforcer, au-delà des divergences politiques, pour travailler ensemble au développement. Qu'en pensez-vous ? »

## Contre le protectionnisme

« Êtes-vous partisan de taxer les produits importés s'ils nuisent aux productions locales ou empêchent l'éclosion de celles-ci ? »

« Je suis contre le protectionnisme, car il annihile l'effort, mais je suis favorable à l'existence d'instruments de politique économique tel l'octroi de mer qui permet de soutenir la production locale et de favoriser son développement. »

« Les importations se font quelquefois dans un contexte de dumping pour la conquête des marchés : nous devons lutter contre cela et veiller à une régulation, sans pour cela favoriser le développement d'une rente de moindre effort de l'économie locale. »

le bien de la collectivité, c'est mon cas. Je travaille pour les Guadeloupéens, pour la Guadeloupe, et non pour des satisfécits ou pour des applaudissements de la cour. Ce qui m'intéresse c'est le jugement de la population. »

« Et les événements de juillet dernier ? Quelle portée politique avaient-ils à votre avis ? Ne craignez-vous pas de nouvelles explosions sociales ? Et, pour faire face aux défis du développement, quelles devraient être, selon vous, les premières mesures d'une nouvelle majorité nationale en faveur de l'outre-mer si la gauche perd le pouvoir législatif en mars 1986 ? »

« Nous vivons sur un volcan social en Guadeloupe, et les choses se sont dégradées depuis 1981 : il faut le reconnaître et en tenir compte. L'heure n'est plus à jeter la faute sur son voisin, il faut agir, et pour cela, nous ne devons pas mettre face à face les Guadeloupéens, mais au contraire chercher à les rassembler et à les responsabiliser. »

« Quelle que soit la majorité qui sortira des urnes en mars 1986, il faut qu'elle cherche à rendre effective la décentralisation avec un grand D. Les Guadeloupéens ne peuvent plus se satisfaire de mots et d'interventions. Ils veulent des faits, des réalisations et non des shows politiques ou du spectacle de mauvaise qualité. »

« La Guadeloupe est certes un petit pays, mais il ne faut pas penser que les Guadeloupéens sont de petits hommes : ils sont capables d'être des responsables à tous les niveaux. Il faut donc leur donner l'opportunité d'exprimer leur capacité de manière franche et sans détours. »

« C'est ainsi que nous apporterons un plus dans la nation française. »

## LES TELECOMMUNICATIONS EN GUADELOUPE

UN OUTIL AU SERVICE DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

UN INSTRUMENT DE RAPPROCHEMENT CULTUREL, FAMILIAL ET SOCIAL.

## UN RESEAU EN EXPANSION :

En cinq ans le nombre d'abonnés au téléphone est passé de 30.000 à 80.000 ; il atteindra 120.000 en 1990. 60 % des ménages sont aujourd'hui équipés. Parallèlement le nombre des abonnés au Télec est passé de 340 à 650.

## DES TARIFS ADAPTES AUX BESOINS DES UTILISATEURS :

Vers la Métropole, la mise en place d'un tarif quadricolore offre selon l'heure des réductions tarifaires pouvant atteindre 65 % soit 3,85 F la minute de conversation au tarif le plus bas.

## UNE ATTENTION PARTICULIERE PORTEE AUX BESOINS DES PROFESSIONNELS :

Notamment, dans les secteurs industriels et touristiques (JARRY, GOSIER, ST-FRANÇOIS, ST-MARTIN etc...) - Téléphone, Télec, Télécopie, Transmission de données, Télématique...

## DES COMMUNICATIONS AISEES AVEC L'EXTERIEUR :

Grâce au Satellite TELECOM I et au Centre International Automatique de Destrellan, la Métropole ainsi que 140 pays sont atteints par voie automatique.



## Vite, une boussole...

(Suite de la page 17.)

A droite, les rivalités personnelles prennent des dimensions de force italienne. Au sein du RPR, la rancune est telle que le nouveau président de la fédération départementale, Raymond Guillois, à adressé à l'état-major parisien du mouvement chrétien un rapport contrasigné par une trentaine de militants locaux pour dire tout le mal qu'il pensait de son prédécesseur, José Moustache, qui préside actuellement le conseil régional. L'ancien député gaulliste accuse l'ancien député gaulliste d'être devenu... « indépendantiste » et d'avoir un comportement de « traître » en prétendant s'opposer à la présidence régionale « en-dehors des passions partisans ». A quel José Moustache répond qu'en matière de « trahison » Raymond Guillois s'y connaît. « Lui, qui, ancien membre du bureau politique du Parti communiste guadeloupéen, a trahi ce parti pour un siège de député en 1973 ». Les deux protagonistes étaient-ils alors à Paris, chacun plaçant sa cause devant les arbitres nationaux.

Côté UDF, ce n'est pas brillant non plus. Le député sortant apparenté UDF de la troisième circonscription, Marcel Esdras, maire de Pointe-à-Pitre, qui s'est allié, avec José Moustache, estime, non sans arguments, que ses états de service parlementaires l'autorisent à brigner la tête de la liste unique de l'opposition, si liste unique il doit y avoir. Il entend pas s'effacer en tout cas devant la « dame de fer des Caraïbes », la rousse avocate Lucette Michaux-Chevry, l'inductrice du Parti de la Guadeloupe (LPG), ex-socialiste, ancienne présidente du conseil général, qui pour sa part a fait avec succès des avances politiques à Raymond Guillois.

Bien que ces péripéties lui paraissent de bon augure pour la gauche, le président socialiste du conseil général redoute que l'image de la classe politique guadeloupéenne, singulièrement absente lors des événements de juillet, ne pâlisse encore davantage.

Finalement, les seuls à s'annuler un peu en ce moment sont les dirigeants de la principale force indépendantiste, l'Union populaire pour la libération de la Guadeloupe (UPLG), dont le savoir-faire est incontestable quand il s'agit de capter l'attention de l'opinion publique. Ils avaient réalisé un bon « coup » en avril dernier en organisant la première conférence dite « des dernières colonies françaises », qui avait réuni toutes les formations indépendantistes des départements et territoires d'outre-mer.

## L'UPLG s'amuse

Et cette circonstance, l'UPLG avait justifié son ambition de partager avec les indépendantistes kanaks la direction d'un Front indépendantiste en voie de constitution. Cette fois, le mouvement qu'anime Claude Mankouke a pris spectaculairement toutes les formations guadeloupéennes à contrepiet, en annonçant l'organisation des 13 et 14 décembre d'un « forum » sur le développement économique et en y invitant à la fois les présidents des deux assemblées, les maires des principales villes, les syndicats, les chambres consulaires et même les Eglises, en même temps que les principales organisations socioprofessionnelles.

Fréquemment accusée d'activisme, l'UPLG répond en ramenant ses détracteurs devant la question que chacun s'accorde généralement à reconnaître comme la priorité des priorités :

celle du développement économique. « Il est temps, affirme-t-elle, que les Guadeloupéens de situation sociale et d'opinion différentes confrontent en toute liberté d'action et d'opinion leurs points de vue. Sans concession mais avec dignité et maturité. Celui qui est convaincu de la justesse de ses idées ne doit pas craindre de les soumettre à l'appréciation de l'autre. Cette démarche constitue la seule démarche sérieuse et valable. La refuser reviendrait à voler de leur sens les appels réitérés à la tolérance et au dialogue en provenance de diverses autorités morales. La refuser reviendrait à accepter passivement la détérioration de la situation et à prendre le risque d'affrontements inutiles ». Bien joué ! « Nous voulons dire aux Guadeloupéens : jugez-nous sur nos actions et non sur nos paroles », précise Claude Mankouke.

Pour l'UPLG, c'est tout bénéfice. Elle cherche à prouver sa maturité aux milieux socioprofessionnels, qui ont été jusqu'à présent les moins réceptifs à sa démarche indépendantiste ; elle s'emploie à préciser le contenu de l'indépendance telle qu'elle la conçoit pour la Guadeloupe ; elle place les partis politiques sur la défensive en les obligeant à déployer des trésors de dialectique pour justifier leur refus, sans contester l'intérêt d'une éventuelle « majorité d'idées » sur le terrain choisi.

Cultivant le paradoxe avec dextérité, l'UPLG s'apprête à appeler à l'abstention aux législatives, mais elle lance une campagne pour que les jeunes s'inscrivent nombreux sur les listes électorales... afin que le taux d'abstentions soit ensuite le plus élevé possible aux scrutins nationaux.

Ainsi va la Guadeloupe déorientée, dans la moiteur de l'hiver caraïbe... Vite, une boussole !

ALAIN ROLLAT.



# "Bienvenue François Mitterrand..."

## DEVELOPPEMENT :

Développement démographique de la ville :

- 1967 : 36.326 habitants
- 1982 : 56.165 habitants

Superficie : 8.125 hectares

A la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, par l'accroissement des cultures, de nombreux établissements s'étaient créés dans la partie non loin de la baie du petit cul de sac !

En 1928, sont construits :

- le hall à viandes et à légumes ;
- le presbytère ;
- la maison mortuaire ;
- la clôture du cimetière ;
- le groupe scolaire ;
- des logements d'institution ;
- la mairie ;
- la réfection de l'église actuelle ;
- l'aménagement de la place ;

## PRESENTATION GENERALE

Située au centre du territoire Guadeloupéen, ABYMES possède une façade maritime et a des

limites communes avec POINTE-A-PITRE, BAJE-MAHAULT, GOSIER, MORNE-A-L'EAU, MOULE et STE-ANNE.

A l'Ouest, ce sont de vastes plaines alluviales. A l'Est ce sont les masifs calcaires des grands fonds.

Au centre, se trouve une zone composée de plaines et de mornes.

ABYMES EST RURALE : dans les sections des grands fonds.

ABYMES EST URBAINE : depuis un certain nombre d'années on assiste à un développement spectaculaire de la banlieue des ABYMES.

C'est ainsi que c'est développé GRAND-CAMP, RAIZET, ANQUETIL, PETIT PEROU, RAIZET avec son aéroport international. ANQUETIL, avec son lycée de Balmbridge de plus de 3.000 élèves.

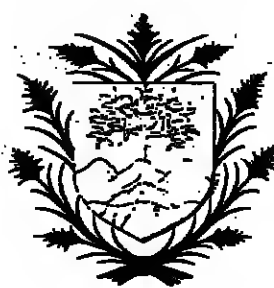
- sa maison de l'enfance ;
- sa maison de retraite ;
- la station de radio R.F.O. ;
- le Creps...

## RELATIONS INTERNATIONALES

Avec le souci permanent d'ouvrir la ville sur le monde grâce à son aéroport international, le Conseil Municipal décidait en 1977 d'adhérer la commune à la Fédération mondiale des villes jumelées (F.M.V.J.), c'est ainsi que la ville est jumelée avec CRETEIL, en pourparler avec BOUCHERVILLE au Canada !

La ville des ABYMES a créée des liens prometteurs avec l'Ecosse, avec l'Israël et l'Allemagne !

ABYMES... une commune d'avant garde.



# Frédéric Jalton

DEPUTE MAIRE DE LA VILLE DES ABYMES

Tél. : 82.15.04 - Télex : Maraby 919347 GL



## LE PRÉSIDENT DE LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE

## Yves Pravaz: «La confiance n'existe plus»

« Quel bilan faites-vous de l'action de la gauche dans le domaine économique depuis cinq ans ?

— Il n'y a pas eu beaucoup de changement et le bilan est globalement négatif en ce sens que les grands secteurs de l'économie guadeloupéenne n'ont pas tellement évolué. L'agriculture a évolué dans un sens négatif puisque le secteur de la canne à sucre continue de traverser une crise grave. La production de sucre est tombée, en dix ans, de 160 000 tonnes à moins de 60 000 tonnes; plusieurs usines ont fermé leurs portes; les surfaces cultivées en canne ont régressé; les rendements à l'hectare ont diminué. Ce secteur sucrier, qui était jusqu'à présent le pilier de l'économie locale, est en très mauvais état.

Le secteur de la banane n'a guère évolué non plus: on ne peut pas dire qu'il ait régressé, non, il se maintient, mais c'est une production fragile, très sensible aux conditions météorologiques, et la profession y est très endettée depuis les derniers cyclones.

L'industrie, elle, a un peu progressé: le nombre des petites entreprises s'est légèrement accru. On compte environ 150 petites industries, mais, là encore, on ne crée pas d'emplois. Quant au secteur du bâtiment et des travaux publics, il connaît, comme en métropole, une crise très sévère: il a perdu grosso modo 30 à 40 % de ses effectifs en cinq ans.

Avez-vous perçu un changement dans la politique économique suivie à l'égard de votre département d'outre-mer depuis le printemps 1981 ?

— Non, pas tellement. Même le discours du pouvoir politique n'a pas tellement évolué. Les socialistes, quand ils sont arrivés au pouvoir, ont mis, eux aussi, l'accent sur la nécessité de développer les activités de production; ils ont dit qu'il fallait que les départements d'outre-mer améliorent leur auto-subsistance; mais, en fait, la politique n'a pas varié. Les incitations fiscales, par exemple, sont restées à peu près les mêmes.

En revanche, le plus grave, c'est que l'environnement social et politique, lui, s'est fortement dégradé et cela a fait un tort considérable à l'économie. On n'y insiste pas assez, je crois.

## Attirer les investisseurs

Avez-vous constaté que le contexte politique fait fuir les investisseurs potentiels ?

— Oui, c'est absolument certain. En ce qui concerne le secteur touristique, c'est particulièrement évident. De même dans le secteur de l'immobilier. Les investisseurs se détournent de la Guadeloupe. Au cours des douze derniers mois, l'évaluation à environ 400 millions de francs le volume des investissements privés qui ont été annulés ou reportés. La confiance n'existe plus.

Personnellement, je ne me lasse pas de le répéter à tous les responsables locaux et nationaux. Tant que la confiance ne sera pas revenue, ce ne sera pas la peine de mettre sur pied des programmes de développement. Il faut d'abord faire ce qu'il faut pour que la confiance revienne.

Sans doute, mais comment que la permanence des déstabilisateurs donne aussi une impression d'insécurité collective. Êtes-vous d'accord avec Aimé Césaire quand il dit que la clé du développement des Antilles passe par l'instauration de la liberté commerciale pour la Martinique et la Guadeloupe ?

— Je ne peux pas suivre Aimé Césaire, car donner la liberté complète du commerce avec les pays voisins, et notamment la liberté de fixer les droits de douane, c'est un couteau à double tranchant. N'oubliez pas que les principales activités de production des Antilles sont aujourd'hui protégées.

Le sucre est vendu à un prix garanti par la Communauté européenne, et si l'on décidait la liberté du commerce il faudrait que nous nous débrouillions sur le marché mondial. Or sur ce marché le sucre est vendu infiniment moins cher que sur le marché européen. Pour les bananes dont le prix est garanti par la métro-

Dans un an, Yves Pravaz ne sera plus le président de la chambre de commerce et d'industrie de Pointe-à-Pitre. Cet entrepreneur — l'un des plus importants du secteur du bâtiment et des travaux publics — vient d'être mis en minorité. Il y a quelques semaines, aux

élections consulaires. Mais il s'agit d'une péripétie sans importance ou presque pour ce « bébé » de soixante-trois ans qui incarne jusqu'ici la prédominance de la bourgeoisie créole sur la vie économique de son île natale et qui vient d'être personnellement touché

par cette insécurité qu'il dénonce au nom des milieux professionnels de la Guadeloupe.

Sa fille a trouvé la mort dans un attentat anonyme perpétré, en mars dernier, contre un restaurant de Pointe-à-Pitre tenu par un militant du Front national.

polle, ce serait pareil. Non, cette voie serait une mauvaise solution.

Comment créer des emplois, à votre avis ?

— Nous n'avons que des bribes de réponses à cette question. Ce n'est pas l'agriculture qui peut créer des emplois. Ce n'est pas son plus l'industrie. Avec tous les

efforts que nous faisons, on arrive à peine à créer une centaine d'emplois par an.

## Le plan Reagan

Il reste le secteur des services. C'est là que, à mon avis, sans résoudre pour autant le problème du chômage, on peut créer des

emplois, en particulier dans le secteur touristique.

La Guadeloupe a actuellement trois mille cinq cent chambres d'hôtel et elle peut en supporter le double. Les sites guadeloupéens permettent une bonne répartition des hôtels. Et le développement du tourisme crée-

rait aussi des emplois dans le bâtiment et les travaux publics.

La relance touristique apparaît illusoire si l'on se souvient des échecs passés.

Oui, il y a eu beaucoup de déceptions, car, au début, les premiers hôtels ont été réalisés par des gens qui n'étaient pas de vrais professionnels du tourisme, mais

je pense qu'on peut sérieusement développer le tourisme à condition que les hôtels actuels s'adaptent, car tous ne répondent pas aux exigences de la clientèle nord-américaine. Je pense qu'on peut aménager toute la côte nord de la Basse-Terre, de Sainte-Rose jusqu'à Pointe-Noire, mais aussi construire encore en Grande-Terre, à Sainte-Anne, Saint-François, l'Anse-Bertrand. Quand on voit ce qui a été fait à La Barbade, la Guadeloupe est vide à côté.

Tout le monde semble avoir peur du plan Reagan pour le développement de la Caraïbe. Et vous ?

C'est une réalité. Nous sommes dans une mauvaise passe. D'une part la Communauté européenne a passé avec les pays de la zone ACP les accords de Lomé, sans se préoccuper des départements d'outre-mer, et ces pays peuvent vendre leurs produits sans subir de droits de douanes. D'autre part, il y a maintenant ce plan Reagan pour encourager les investisseurs à s'installer dans la Caraïbe et en Amérique centrale. Et comme beaucoup de ces pays sont ceux-là mêmes qui ont signé les accords de Lomé, ils vont avoir à leur disposition et le marché européen et le marché américain.

C'est si vrai qu'on voit déjà des investisseurs asiatiques dans la région. Taiwan a installé une ambassade à la Dominique, entre la Guadeloupe et la Martinique. On voit aussi des missions de Japonais, de Coréens, et des Chinois de Hongkong. Il faut absolument que la CEE nous aide à sortir de cette situation difficile parce que lorsque le plan Reagan fonctionnera à plein nos petites industries n'auront plus qu'à fermer. Cela dit, si on nous en donne les moyens, nous pouvons essayer de profiter de l'expansion que connaîtront ces nouveaux pays industrialisés, dont la prospérité nouvelle mettra à notre portée des clients solvables.

## Une zone franche

Quels moyens ?

— Une autre façon de développer l'activité de la Guadeloupe serait de faire en sorte que notre île serve de base de redistribution des produits européens dans la Caraïbe et l'Amérique centrale. Nous avons des atouts pour cela : un aéroport moderne, un port maritime bien équipé. Nous voudrions que s'établissent en Guadeloupe des antennes françaises et européennes pour que s'y développe une activité de redistribution, de reconditionnement, de maintenance, qui créerait des richesses nouvelles et des emplois.

En liaison avec le port autonome de Pointe-à-Pitre, nous avons mis en place un programme de développement en ce sens. Nous sommes en train de préparer la construction d'une zone dite « franche » sur le site de Jarry et nous voulons faire la même chose à l'aéroport du Raizet. Nous attendons de l'Etat qu'il nous donne les autorisations nécessaires et qu'il nous aide à financer les investissements, qui seront lourds.

Et le développement des productions locales dans tout ça ? Qu'est-ce que vous répondez quand on vous fait remarquer que les professionnels de l'import-export, qui font la pluie et le beau temps, multiplient les entraves pour empêcher le développement de toute production locale dès qu'elle peut nuire à leurs intérêts ?

Cela arrive mais ce n'est pas systématique.

Comment accueillir-vous l'appel lancé par les indépendants de l'UPLG en faveur d'un « forum » pour le développement de la Guadeloupe, au-delà des divergences politiques ?

Politique pure ! Ces gens-là font tout, depuis quelques années, pour démolir l'économie guadeloupéenne. Et non seulement ils le font mais ils le disent et l'écrivent !

Vous ne croyez donc pas à leur sincérité ?

Non, d'autant que depuis qu'ils ont lancé cet appel on assiste à des grèves destructrices, sur le port notamment. Cela n'incite pas à leur faire confiance. Je demande à voir et à contrôler la sincérité de ces gens.

## DES EMPLOIS POUR 7 000 PERSONNES

## Les promesses du tourisme

## RELANCER le tourisme ?

Tout incite à reconnaître un rôle porteur à l'industrie touristique, qui constitue la principale source de rentrée de devises étrangères et qui assure un travail à environ sept mille personnes (2 500 emplois directs et 4 500 indirects). Mais les professionnels eux-mêmes admettent que les faiblesses structurelles de ce secteur rendent son développement aléatoire, compte tenu de « la mauvaise qualité de l'accueil, l'insuffisance de la promotion extérieure, la sélectivité de certaines communes et de certains sites, l'insuffisance d'intégration entre le tourisme et les différents secteurs économiques qui ne sont pas organisés pour profiter de cet important marché », comme le dit un expert, M. Alain Espland.

L'acquis touristique est incontestablement positif: il y a vingt ans, il n'y avait que très peu d'hôtels en Guadeloupe; aujourd'hui, les chiffres d'affaires des seize établissements principaux sont supérieurs à la valeur des exportations de bananes. Ce développement a entraîné des mutations profondes: il a, en particulier, bouleversé la vie de certaines communes, surtout la physionomie des sites de Gosier, en banlieue de Pointe-à-Pitre, et de Saint-François. Il n'en demeure pas moins que le tourisme traverse actuellement une crise. L'année 1984 a été médiocre. Le nombre des touristes métropolitains, qui forment les gros bataillons de la clientèle, a diminué de 23 % par rapport à l'année précédente et cette réduction a été insuffisamment compensée par l'augmentation des touristes

américains et canadiens (+ 10 %). Les troubles survenus dans l'île n'ont pas été étrangers, bien sûr, à ce mouvement de recul, et ce constat renforce les arguments des partisans d'une remise en question du modèle touristique conçu à l'origine.

## Ce qu'il faudrait faire...

Depuis la « table ronde » de septembre 1984, ce ne sont pas les propositions qui manquent. Le relevé de décisions de principe prises il y a un an par les principaux acteurs économiques montre que l'imagination ne fait pas défaut. Chacun sait apparemment ce qu'il faudrait faire pour relancer le mouvement. On pourrait, par exemple, pour promouvoir l'intégration économique et sociale du secteur touristique, « favoriser la mise au point d'une politique de contrats » d'approvisionnement entre les producteurs et les hôteliers, selon des prix précis et des fréquences déterminées.

Pour diversifier l'hébergement, on pourrait « inciter à la création d'un portefeuille plus étoffé de types touristiques » et « favoriser le développement de la petite hôtellerie », en tenant compte des désirs d'une clientèle de plus en plus désireuse de pratiquer des activités sportives. On pourrait aussi « améliorer le réseau des taxis, de location de voitures sans chauffeur, qui s'est développé anarchiquement, et l'organisation du réseau d'autocars touristiques, dont les conditions de fonctionnement laissent à désirer sur le plan de la sécurité, des tarifs, des horaires et des lieux desservis ».

comme le souligne la chambre de commerce de Pointe-à-Pitre. On devrait également peser davantage sur les pouvoirs publics pour permettre aux métropolitains de venir en Guadeloupe à moindre coût, la destination antillaise conditionnée par les tarifs d'Air France — entrant pour près de 70 % dans le budget des touristes venus d'Europe. Tout cela est souvent précis... sur le papier.

Sur le terrain, il y a quelques progrès, notamment dans l'animation, sous l'impulsion des opérateurs étrangers, mais les investissements se font de plus en plus rares. En 1984, seul un hôtel a été achevé à Sainte-Anne, et un autre à Gosier. La chaîne Framet a commencé la construction d'un petit complexe à Terre-de-Haut, aux îles des Saintes, mais ce n'est pratiquement qu'à Saint-Martin, à 250 kilomètres au nord de l'archipel, que les projets de création hôtelière continuent de fleurir.

Pour résumer toutes les nécessités, le comité régional du tourisme a schématisé ces orientations sous la forme d'un... arbre: l'Arbre du tourisme. Un joli logo représentant un spécimen végétal très feuillu, dont les racines s'appellent « touristes américains », « touristes européens », etc., dont le tronc symbolise l'ascension des devises étrangères (dans la tirelire guadeloupéenne) et dont les branches, par l'entrelacs qu'elles forment, veulent dire que toute la communauté locale tirera profit de la croissance touristique.

Cet « Arbre du tourisme » est d'ailleurs présenté avec un mode

d'emploi qui veut bien dire ce qu'il veut dire: « L'Arbre du tourisme exige ce qui suit pour une croissance saine: le plus possible de consommation de produits locaux dans la restauration, la maintenance locale pour l'industrie du bâtiment, l'emploi à tous les niveaux du personnel local, la diffusion des différentes formes de la culture locale », sans oublier « la maîtrise de tout comportement social d'effet négatif pour le tourisme » et, enfin, « l'utilisation réfléchie et ordonnée de l'environnement dans l'intérêt général de la communauté au sens large ».

Pour l'instant, malheureusement, cet Arbre-là manque encore de tuteurs...

A. G.

## Hôtels de luxe

En Guadeloupe il existe actuellement 68 établissements hôteliers d'un moins sept chambres, 44 % d'entre eux, représentant 66 % de la potentialité d'accueil de la région, sont implantés en Grande-Terre. La commune de Gosier est celle qui connaît la plus grande concentration d'hôtels: on y trouve 22 % des établissements, soit 40 % des chambres du parc hôtelier. La moitié de ces établissements sont classés 3 ou 4 étoiles et rassemblent à eux seuls 41 % de la capacité d'accueil. Les autres hôtels sont situés à Sainte-Anne et Saint-François (24 %), Saint-Martin (15 %), Saint-Barthélemy (8 %), en Basse-Terre (7 %), aux Saintes (2 %). Les îles de Marie-Galante et de la Désirade amorcent à peine leur décollage hôtelier.

## LA CHALEUR EST PLUS HUMAINE A NOUVELLES FRONTIÈRES

**BRUXELLES  
POINTE-  
A-PITRE**  
aller-retour  
**4250 F**

**nouvelles frontières**  
7, boulevard Voltaire 75011 Paris 43 38 98 98



## LE PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL

# Dominique Larifla : « Moderniser nos outils industriels »

« Quelle signification accordez-vous à la visite de M. Mitterrand et qu'en attendez-vous ? »

— Il est tout à fait normal que, dans le cadre de son mandat, le président de la République visite les différentes régions de France pour se pénétrer sur place des problèmes auxquels sont confrontées les populations, mais nous attendons aussi qu'il apporte des réponses à quelques-unes de nos préoccupations, surtout des réponses aux problèmes économiques dont les solutions sont liées à des prises de position politiques.

— Êtes-vous satisfait de ce qu'il a déclaré au cours de sa conférence de presse du jeudi 21 novembre à propos de ce voyage aux Antilles ?

— C'est une bonne entrée en matière, dans la mesure où le président de la République nous assure qu'il respecte en fait la volonté librement exprimée de la population ; mais ce préambule étant fait, nous ne pouvons pas nous en contenter. Nous attendons des mesures qui viennent soutenir les grandes orientations que notre assemblée départementale s'est données.

— En ce qui concerne notamment l'avenir de la production de canne à sucre, que souhaitez-vous ?

— Le « plan Mauroy » a été piétiné à cause de la sécheresse, mais il y a une bonne évolution. Ce plan est bien accueilli par tous, et les résultats de la dernière récolte sont meilleurs que ceux de l'année dernière. Dans le même temps, le département a voulu rompre le cycle infernal de la sécheresse en mettant sur pied un programme d'irrigation qui coûtera 25 millions de francs et qui va permettre, dans six mois, d'irriguer 600 hectares dans le nord de la Grande-Terre. Ce support permettra une amélioration des récoltes.

Pour la canne, nous proposons la signature d'un avenant au contrat de plan entre l'Etat, la région et le département, afin de permettre de porter l'objectif du plan Mauroy de replantation des surfaces de 10 000 à 15 000 hectares. Les statistiques de la direction départementale de l'agriculture ont d'ailleurs évalué la surface cannière à un potentiel de 16 000 hectares. Le coût de la mesure, soit environ 15 millions de francs, serait pris en charge à 50 % par l'Etat, tandis que les deux assemblées locales se partageraient le reste.

### Le sucre, la seule industrie

— L'industrie du sucre est dans une telle situation qu'on parle volontiers d'une « sidérurgie sucrière », et, malgré les progrès dont vous parlez, les quatre usines guadeloupéennes continuent d'être déficitaires. Allez-vous tenir le coup longtemps maintenant que l'Etat a décidé de ne plus financer ces déficits ?

— Nous avons pris acte, en mars, de la décision du gouvernement de ne plus financer les déficits industriels, et les assemblées locales ont pris toutes leurs responsabilités dans ce domaine, en étant d'ailleurs très conscientes du risque important qu'elles prenaient. Mais si l'on veut comparer cette crise à celle de la sidérurgie il faut constater qu'il y a une différence : il n'y a aucune activité de remplacement en Guadeloupe.

L'industrie sucrière est pour le moment la seule industrie que possède la Guadeloupe, au sens strict du terme, puisque nous avons une matière première, la canne, et un quota garanti que nous n'atteignons pas. Nous ne sommes pas figés, nous travaillons pour développer d'autres secteurs, mais en attendant nous devons nous appuyer sur l'industrie sucrière, en dépit des difficultés, et l'avenir se présente sous un jour assez favorable.

Nous pensons que si l'Etat ne continue pas de financer les déficits, il devrait, conformément aux orientations du gouvernement, financer la modernisation de nos outils industriels. L'Etat pourrait consacrer les sommes qu'il affectait au financement des déficits à moderniser par exemple l'usine de

Premier secrétaire de la Fédération socialiste de la Guadeloupe depuis 1983, maire de Petit-Bourg, sa commune natale, depuis 1977, M. Dominique Larifla préside, depuis le mois de mars, le conseil général du département.

C'est un « homme de plomb » qui a succédé à ce poste à la bouillante « dame de

fer », M<sup>me</sup> Lucette Michaux-Chevry (div. droite). Médecin de profession, il avance dans la vie et en politique à l'allure d'une tortue, tranquille mais obstiné, et il accomplit jusqu'à présent un parcours sans faute.

C'est lui qui conduira la liste socialiste aux élections régionales. Son souci est le règlement des problèmes économiques et

sociaux. Il espère que cette préoccupation est partagée par M. François Mitterrand, qu'il accueillera non seulement en tant que chef de l'Assemblée départementale mais aussi à Petit-Bourg. Homme de dialogue, M. Larifla prêche la modération : « Il faut en finir avec l'extrémisme dans les attitudes », dit-il volontiers.

Beauport et celle de Marie-Galante, dont les outils de production laissent à désirer.

— La production bananière se porte assez bien. Que demandez-vous pour elle ?

— C'est une production fragile dans un pays soumis aux grands vents et aux cyclones, et nous avons demandé que la profession bananière bénéficie de la garantie contre les calamités agricoles. Il n'y a aucune raison que l'agriculture guadeloupéenne ne bénéficie pas exactement de la même législation que l'agriculture métropolitaine.

— Le développement agricole implique que la réforme foncière progresse. Où en êtes-vous sur ce terrain ?

— Les crédits sont débouqués, mais nous constatons que les rétrocessions de terres se font au ralenti. Il faut renforcer le contrôle du conseil général sur la SAFER. Actuellement, il y a cinq représentants du conseil au conseil d'administration de la SAFER, mais c'est surtout la structure de fonctionnement qui échappe à notre maîtrise parce que, il faut bien le dire, il y a un directeur qui constitue une sorte d'Etat dans l'Etat. Si le point de vue du conseil général était mieux entendu, la réalisation de la réforme serait facilitée.

— L'agriculture guadeloupéenne connaît aussi des opérations de

récupération des terres menées souvent par les indépendantistes. Qu'en pensez-vous ?

— A l'origine, j'ai, pour ma part, déploré ces occupations de terres, mais maintenant nous devons gérer cette situation. Au conseil général, nous recherchons comment organiser la squatterisation, faire en sorte que ces terres occupées deviennent des terres productives. En réalité, si l'occupation de terres est condamnable dans son principe, elle correspond bien à une soif de terres. Nous mettons donc ces occupants devant leurs responsabilités. Puisqu'il s'agit de volontaires pour créer une activité agricole, nous tâchons de les mettre dans les meilleures conditions d'exploitation.

### « Sortir des schémas métropolitains »

— Il semble que, d'autre part, vous rejoignez les chefs d'entreprise pour souhaiter le développement industriel autour du port et de l'aéroport ?

— Oui, nous pensons qu'il faut modifier la législation fiscale. Il y a plusieurs possibilités. On peut créer un véritable port franc dans la zone industrielle-portuaire de Pointe-à-Pitre et instituer une taxe de 30 % sur les bénéfices des entreprises opérant dans cette zone. On peut aussi exonérer

d'impôt sur le revenu l'investissement des bénéfices des sociétés guadeloupéennes dans les sociétés de commerce international ou dans la création d'emplois. Il serait bon, aussi, de nommer un délégué départemental au commerce extérieur.

— Vous êtes sur la même longueur d'onde que la chambre de commerce ?

— Oui, sur la même longueur d'onde que la chambre de commerce et le port autonome.

— En ce qui concerne la nécessité de développer le tourisme aussi ?

— Le tourisme est fragile et, à notre avis, il ne regroupe pas toutes les possibilités de la Guadeloupe, parce qu'il s'agit, pour l'essentiel, d'un tourisme de grands hôtels, alors qu'il faut parallèlement penser au tourisme vert, en milieu rural, aux chambres d'hôte, afin de permettre une meilleure symbiose entre la population touristique et notre population. Cela dit, c'est vrai que le tourisme doit bénéficier d'une attention toute particulière.

C'est pour cela que nous avons demandé d'autoriser l'accès du récompte automatique à 7,50 % des entreprises hôtelières, soit pour leur découvert de trésorerie, soit pour leurs crédits de campagne. Nous avons fait cette proposition pour aider les hôteliers en

saison basse afin de préserver au maximum les emplois.

— Que proposez-vous pour essayer d'améliorer la situation du secteur du bâtiment qui est en chute libre ?

— Il était en chute libre... Nous nous sommes battus pour que la ligne budgétaire unique obtienne des dotations importantes, et cette année nous avons reçu une somme proche de 153 millions de francs. Par conséquent, je pense que nous pourrions facilement relancer le secteur de la construction. On va notamment faire démarrer l'opération Boissard, sur la commune des Abymes pour faire disparaître le bidonville en sept ou huit ans.

Nous proposons également l'institution d'une réduction d'impôts sur les personnes physiques qui feraient construire des logements neufs et les destineraient à la location ainsi que l'extension de l'exonération sur agencement prévue par l'article 208 quater du code des impôts aux sociétés privées qui se consacraient à la promotion immobilière.

Nous proposons enfin de donner à l'agence guadeloupéenne d'aménagement du territoire la possibilité d'émettre des titres participatifs à hauteur de quarante millions de francs à des conditions de taux incitatives.

— Mais que valent ici les normes métropolitaines en matière de logement social ? A quoi sert de construire des logements neufs si les familles auxquelles ils sont en principe destinés ne peuvent pas ensuite les occuper faute d'avoir les moyens de payer les loyers qui leur seront demandés ?

— Bonne question. Il faut effectivement tirer les leçons du passé. Nous avons demandé aux pouvoirs publics de veiller strictement à ce que les organismes de construction fassent des logements à la portée des gens dont nous voulons améliorer la situation. Bien sûr, il faut sortir des schémas métropolitains.

### Absence de coordination

— Après neuf mois d'expérience au poste de président du conseil général, quel bilan faites-vous de la décentralisation ?

— La réforme offre des pouvoirs importants. Avant la décentralisation je n'aurais pas eu la possibilité de faire directement au gouvernement les propositions dont je viens de vous parler. Le dispositif législatif, en lui-même, est un bon dispositif. Ce qui est important, c'est que le pouvoir central décentralise effectivement dans son cerveau.

— La dualité qui existe entre votre assemblée départementale, contrôlée par la gauche, et le conseil régional, où la droite prédomine, est-elle vraiment gênante dans la gestion quotidienne des affaires ?

— Tout à fait franchement, je vous dirai que cette dualité me gêne beaucoup. J'étais partisan de l'assemblée unique et je le suis encore. Il n'est pas tout à fait logique que sur un même territoire existent deux assemblées. Par exemple, j'ai des réunions hebdomadaires avec le préfet et j'ai souhaité avoir les mêmes réunions chaque semaine, avec le président du conseil régional. Cela n'a pas été possible. Je regrette l'absence de coordination. Je ne veux pas accuser, mais ma proposition n'a pas été acceptée.

— Pourrait le président du conseil régional, M. Moustache, se poser, lui aussi, en rassembleur ?

— Oui, mais il faut aussi que les faits concrétisent l'affirmation des grands principes. Ce que nous constatons, c'est que beaucoup de projets qui impliquent ensemble le conseil régional et le conseil général ont du retard parce qu'il n'y a pas d'harmonisa-

tion des comportements. Exemple : les deux assemblées locales se sont entendues pour prendre en compte sur leur budget respectif le déficit des unités sucrières à hauteur de 17 millions de francs. Or le déficit total, en fait, est plus important. Il y a deux mois, j'ai donc écrit au président du conseil régional pour lui demander quelles dispositions il envisageait de prendre, je n'ai toujours pas eu de réponse.

— Acceptez-vous l'invitation que vous a lancée l'UPLG pour participer à un « forum » sur le développement de la Guadeloupe ?

— L'annonce de cette réunion a surpris, jusqu'à cette organisation indépendante considérant qu'il n'y avait qu'un seul chemin pour la Guadeloupe, et brusquement elle découvre que d'autres personnes peuvent être ses partenaires. C'est une modification de comportement que, pour ma part, je trouve tout à fait louable, car je suis pour le dialogue et donc tout à fait disposé à participer à un « forum » où il serait question des obstacles au développement et de l'avenir économique. Cependant, dans la forme, je fais beaucoup de réserves sur ce « forum » de l'UPLG. On nous dit : il ne faut pas faire de politique. Comment peut-on discuter du développement économique sans faire de politique ? Par ailleurs, je pense que le moment est inopportun. Cela se situe en période électorale, on ne pourra jamais discuter de ces problèmes avec toute la sérénité nécessaire.

— Donc le président du conseil général ne répondra pas positivement à l'invitation...

— Le président du conseil général n'ira pas pour les raisons qu'il vient d'exposer. Comme il se trouve qu'il est aussi dirigeant de parti, il faudrait lever beaucoup d'ambiguïtés...

### SUCRE : un léger mieux

L'industrie sucrière de la Guadeloupe va légèrement mieux. La campagne 1985 s'est traduite par une production de 531 393 tonnes de cannes broyées. Cette récolte est nettement inférieure à la moyenne de celles des cinq dernières années mais elle est très supérieure à la récolte catastrophique de 1984 (465 279 tonnes). Le plan triennal de rénovation de ce secteur, appelé « plan Mauroy », parce que lancé en février 1983 à l'occasion de la visite du premier ministre aux Antilles, produit donc ses effets lentement.

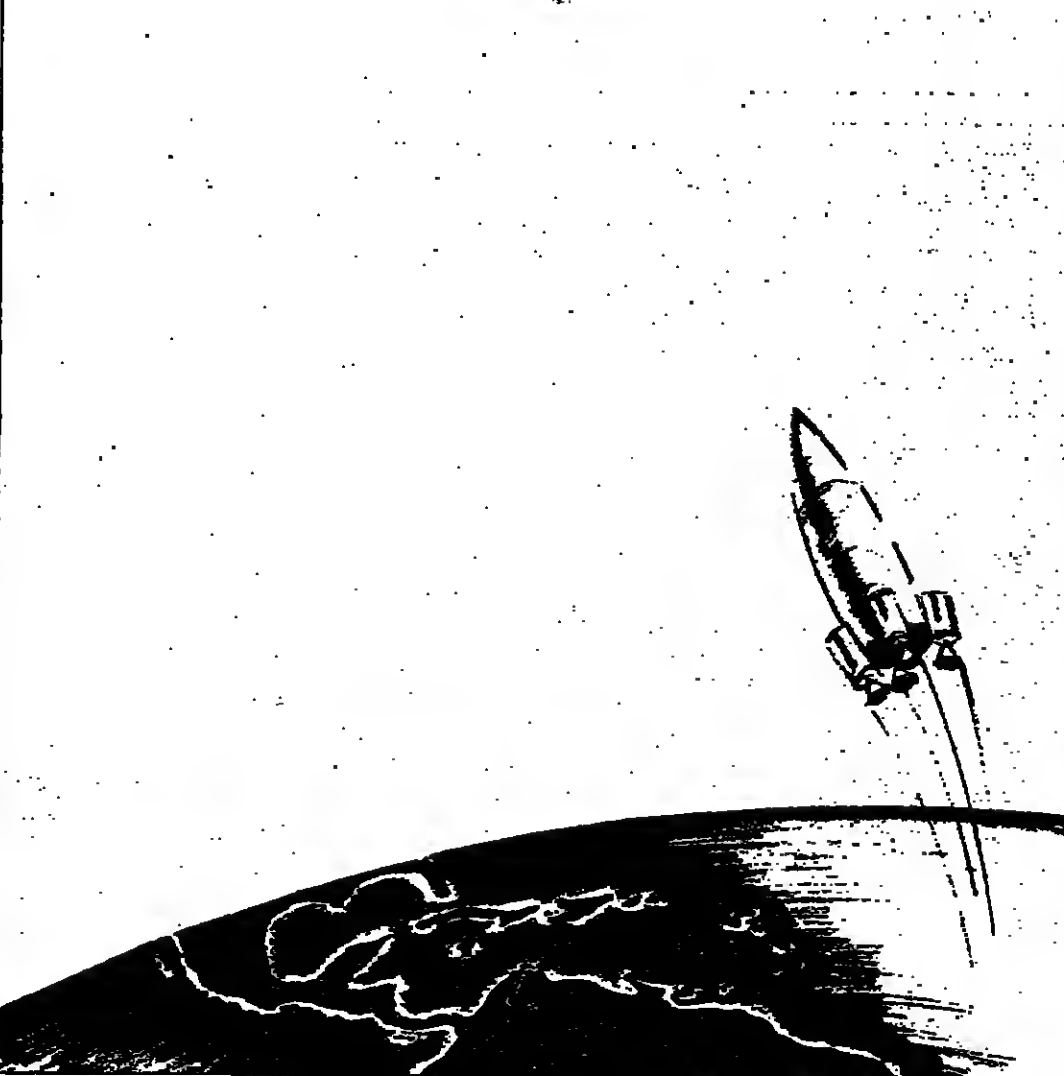
Les pertes d'exploitation des quatre usines demeurent importantes : de l'ordre de 23 millions de francs pour l'unité de Beauport, 10 millions environ pour les unités de Grosse-Montagne et de Grand'Anse. Seule l'usine de Cardet a presque réalisé une opération blanche.

Toutefois, pour que l'industrie sucrière trouve son équilibre, il faudrait que la production atteigne un minimum de 700 000 tonnes de cannes. On est loin du compte et la remise, si elle se confirme, sera lente.

### BANANES : le bénéfice de l'organisation

La production bananière, en revanche, reçoit dès à présent les bénéfices de son organisation, menée par la SICA ASSOBAG, un groupement professionnel dynamique. La récolte 1984 a permis d'exporter 125 400 tonnes, contre 109 500 l'année précédente, et ce secteur économique, qui soutient sept mille emplois directs et plus de trois mille emplois indirects, assure désormais, avec 500 millions de francs, 50 % en valeur des exportations agricoles de la Guadeloupe, dépassant largement le secteur sucrier. Toutefois, derrière ce redressement se cachent d'importants aléas : des rendements et des conditions de l'exportation varient dans une large fourchette selon la nature des sols et la compétence des mille cinq cents planteurs.

ROUX, SEGUOLA, CAYZAC & GOUDARD  
LA PREMIERE BASE  
DE LANCEMENT DE LA CARAÏBE.



RSCG CARAÏBES  
RSCG PUBLICARA

Guadeloupe : Rue de la Ville d'Orléans BP 2000 - 97100 Pointe-à-Pitre cedex Tél. : (0591) 82.82.07 Telex : 918 400  
Martinique : Les Mamelles - Arcades Lamentin BP 559 - 97201 Port-de-France cedex Tél. : (0591) 50.43.30 Telex : 912 771



## UNE SOCIÉTÉ GRAVEMENT MALADE

## La poussée de la criminalité

FINI le temps de la tranquillité. La Guadeloupe connaît à son tour l'insécurité. Il en résulte, parmi la population, des réactions d'autant plus fortes que la criminalité y est un phénomène tout nouveau. Pensez donc : il avait fallu attendre 1984 pour que l'archipel enregistre son premier hold-up : ce jour-là, un homme avait fait sensation en attaquant une petite banque armée d'un... couteau de boucher. Et si ces dernières années avaient été marquées par certaines exactions criminelles, entraînant parfois mort d'homme — comme ce fut le cas, en octobre 1983 lors de l'agression mortelle d'un bijoutier de Pointe-à-Pitre, et, à la même époque, lors du meurtre d'un pompiste de Sainte-Rose, — l'émergence de la délinquance était jusqu'ici perçue comme une fatalité des temps... Mais les choses ont pris une tournure extraordinaire depuis la « folle semaine de juillet » qui se traduit non seulement par des journées d'émeute mais aussi par l'évasion, en deux « fourrures », de vingt-cinq détenus de la prison de Pointe-à-Pitre. C'est alors que tout a dégénéré.

Le soir même des premières évasions, deux armureries sont cambriolées. Dès le 27 juillet, les agressions à main armée se multiplient. Selon les victimes, des métropolitains y participent avec de jeunes Antillais. C'est ainsi qu'en quatre mois, du 27 juillet au 22 novembre, le seul service régional de police judiciaire Antilles-Guyane, installé officiellement à Pointe-à-Pitre le 1<sup>er</sup> juillet dernier, a été saisi de quatre agressions sur parking, sept vols et tentatives de vol à domicile, onze attaques à main armée de stations-service, quatre agressions à main armée sur la voie publique, deux vols à main armée dans des commerces.

C'était le 5 novembre dernier, au Palais-Bourbon, au cours de la discussion du budget des DOM-TOM. Pendant que ses collègues antillais s'interrogeaient surtout sur les conséquences prévisibles du plan Reagan pour la Caraïbe, le maire

socialiste des Aymes, M. Frédéric Jehon se préoccupait, lui, de la brusque poussée de criminalité que connaît son île.

Le lendemain, en banlieue de Pointe-à-Pitre, un pompiste était agressé à son

domicile par deux hommes en cagoules et armés de fusils. Avec quarante et une agressions à main armée en quatre mois la Guadeloupe bat actuellement les tristes records de certaines grandes villes métropolitaines.

pour boucher les « trous » de la prison-passoire de Pointe-à-Pitre.

Ainsi, les autorités espèrent-elles rendre plus étanche cet établissement d'où se sont évadés au total, depuis le 10 mai 1984, la bagatelle de quarante-quatre détenus !

Faut-il préciser que la joie ne règne pas chez les policiers ? Le SRPJ étant désormais saisi automatiquement de toutes les affaires dans lesquelles apparaît une arme à feu, une certaine grogne se manifeste parmi les autres responsables de l'ordre public. On craint de plus en plus une « guerre des polices ».

## Guerre des polices ?

Mieux vaut tard que jamais : en attendant la construction d'un nouveau centre pénitentiaire, qui doit être implanté à Baie-Mahault, des mesures élémentaires de sécurité ont été décidées

Les professionnels du secteur bancaire s'organisent. Ils ont mis au point certaines précautions lors

arrestations, effectuées par d'autres services de police.

Le 12 novembre, les distributeurs de produits pétroliers, regroupés en un syndicat, ont menacé d'observer une grève d'une journée. Ils affirment avoir perdu au total, du fait des agressions, plus de 40 millions de centimes depuis le début de l'année.

Les professionnels du secteur bancaire s'organisent. Ils ont mis au point certaines précautions lors

## Le chômage et son cortège

PARLER de la situation de l'emploi en Guadeloupe relève de l'aberration. Il convient de parler plutôt d'une situation de non-emploi tellement le chômage y sévit — comme en Martinique — à l'état endémique.

Le taux de chômage ne cesse de croître depuis quatre ans : 13,55 % de la population active en juin 1981, 16,95 % en 1982, 17,30 % en 1984 et 18,70 % en 1985. Et il ne s'agit encore que du taux officiel, calculé selon les méthodes en vigueur dans les départements d'outre-mer. Pour être comparables véritablement à ceux de la métropole, ces taux de chômage doivent être majorés d'environ 50 %. A la fin du mois d'août dernier, les demandes d'emploi non satisfaites s'élevaient à 22 502, soit 24 % de la popula-

tion active (source INSEE), alors qu'un an auparavant elles n'en représentaient que 20 %.

C'est dans le secteur du commerce que la situation s'est aggravée le plus sensiblement : de juillet 1983 à juillet 1984 le nombre des licenciements a doublé, et cette tendance à la suppression des emplois s'est maintenue en 1985.

Cette absence de débouchés pour les jeunes se traduit par des manifestations secondaires plus spectaculaires que partout ailleurs...

## Travail au noir

Il en résulte d'abord une forte poussée du travail au noir, qui est alimentée par un important cou-

rant d'immigration irrégulière. Les Haïtiens, et surtout les Dominicains, fournissent à de nombreux employeurs une main-d'œuvre saisonnière à bon marché. Ces travailleurs au rabais se retrouvent le plus souvent dans les secteurs du bâtiment et des travaux publics, la restauration, la réparation automobile, les employés de maison, les transports, la culture de la banane et la maraîchage.

## Drogue

La deuxième conséquence de cette évolution est la nette augmentation de la petite délinquance, qui trouve un terrain favorable dans l'existence de ces deux mondes parallèles où la société de consommation, entretenue par les disparités de revenus, avoisine

avec une population désœuvrée et démunie. Les vols à l'arraché et les cambriolages sont devenus le lot quotidien des communes résidentielles dans une île où tout le monde vous assure qu'il y a trois ou quatre ans « on pouvait dormir portes et fenêtres ouvertes ».

Enfin, la troisième conséquence de cette évolution : le trafic de la drogue. Organisé essentiellement par des métropolitains, selon la police, pour ce qui concerne les drogues dures, et par des Antillais pour le cannabis, ce trafic devient omniprésent dans les bidonvilles des Aymes, de Pointe-à-Pitre, de Gosier ou de Sainte-Anne, mais aussi dans les discothèques, les bars, sur les plages. Et ce trafic accentue à son tour la petite délinquance. La boucle est bouclée...

A. G.

ALAIN GILLES.

# "LA GUADELOUPE... UN ARCHIPEL EN MUTATION"



Elue en Mars dernier, la nouvelle majorité du Conseil Général a défini un programme dynamique qui doit remettre la Guadeloupe sur les rails de l'essor économique.

## LES AXES ESSENTIELS :

- Renforcement des activités agro-industrielles et restructuration de l'économie sucrière ;
- Rééquilibrage du territoire et des bassins d'activités ;

- Une politique des transports ;
- La relance du bâtiment et des travaux publics ;

## SIX COMMISSIONS :

- Affaires financières ;
- Interventions économiques emploi et plan ;
- Travaux publics, transports et tourisme ;
- Affaires sociales et sanitaires ;
- Affaires culturelles sportives et du patrimoine ;
- Affaires juridiques, communautaires et extérieures.

## Les Elus de la Guadeloupe

Présidé par M. Dominique LARIFLA,

Le Conseil Général de la Guadeloupe compte quarante deux élus

ANDY Lo	CHAPETTERE BEAU 1 <sup>er</sup>	GRAND Jean	GRAND-BOURS
BACQUET Jean	POINTE-A-PITRE 3 <sup>er</sup>	HELENE Laroche	GOSIER 2 <sup>er</sup>
BARDAL Jean	MORNE-A-LEU 2 <sup>er</sup>	JALTON Frédéric	AYMES 2 <sup>er</sup>
BARLAINE Simon	SAINT-CLAUDE	LARIFLA Dominique	PETIT-BOURG
BARRE Claude	SAINT-ROSE 2 <sup>er</sup>	LEDEZ Christian	ST-BARTHELEMY
BEAUBRUN Daniel	BASSE-TERRE 2 <sup>er</sup>	LEZARD Eugène	LES SAINTES
BEAULIEU Henri	LE MOULE 2 <sup>er</sup>	LOUSTY François	ROGOU-GOYAVE
BERNARD Lucien	SAINT-FRANÇOIS	LURITH Marcelle	SAINT-ANNE 1 <sup>er</sup>
BOLICARD Arthé	AYMES 3 <sup>er</sup>	MANCOMBLOUS G.	LE MOULE 1 <sup>er</sup>
CHAMAROT Georges	BAIE-MAHAULT	MATHIEU Mathias	DESROSE
CHAUDET Philippe	BOULANTE	NICHAUX-CHEVRIER L.	SOUFREVILLE
CLERY Jérôme	BASSE-TERRE 1 <sup>er</sup>	NABAJOTH Rénée	AYMES 3 <sup>er</sup>
DASOINA Georges	LAMENTIN	PANDELOFF François	SAINT-LOUIS
DEJANNY André	CHAPETTERE BEAU 2 <sup>er</sup>	PARIS Louis	POINTE-A-PITRE 1 <sup>er</sup>
DOUVILLE Albert	TRIOIS-RIVERES	PASSEAU André	CAPESTERRE-MITE
EDWIGE Charles	ANSE-BERTHARD	SAMAN Louis	MORNE-A-LEU 1 <sup>er</sup>
ESPAVAS Marcel	POINTE-MOIRE	SCHNEIDER Hermann	SAINT-ANNE 2 <sup>er</sup>
ETNA Michel	VEUX-HABITANTS	TANTIN Agnès	AYMES 1 <sup>er</sup>
FABRE Robert	AYMES 3 <sup>er</sup>	VICOLI José	GOSIER 1 <sup>er</sup>
GENEVE Charles	SAINT-ROSE 1 <sup>er</sup>	VICORD Marceline	PETIT-CANAL
GENES Daniel	POINTE-A-PITRE 2 <sup>er</sup>	WENLIN Robert	SAINT-MARTIN



D. LARIFLA

LE CONSEIL GENERAL DE LA GUADELOUPE...  
POUR MIEUX SERVIR ET DEFENDRE LES INTERETS DU DEPARTEMENT.

صلى الله عليه وسلم



# Le Monde EDUCATION

## LE FRANÇAIS ET L'IMAGE

### Une petite télé dans la tête

A force d'être partout, l'image a envahi l'école. Pas un manuel scolaire sans une riche iconographie; pas un collège, un lycée, sans au moins un téléviseur, un projecteur de cinéma ou un système vidéo. Mise en valeur partout ailleurs, l'image reste cependant un genre mineur dans un système scolaire qui continue à ne jurer que par l'écrit. Mais une évolution se dessine. La commission de réflexion sur l'enseignement du français, présidée par M. Jean-Claude Chevalier, professeur de linguistique à l'université Paris-VII (le Monde du 19 septembre 1985), a proposé « l'instauration de la triade écrit-oral-image dans l'enseignement ». En finir avec la suprématie de l'écrit; développer le recours à l'image non seulement comme illustration mais comme sujet d'étude à part entière, telle est l'orientation que la commission propose dans son rapport. La formule a plu à M. Chevalier, qui range l'apprentissage de l'image parmi les missions de l'école. La maîtrise de la fameuse triade des langages constitue l'un des objectifs prioritaires dans les nouveaux programmes du « collège de la réussite ». Objectif: former des téléspectateurs avertis. D'ici à la fin 1985, tous les établissements secondaires devraient être équipés d'un moins un magnétoscope VHS; les collèges en rénovation seront progressivement dotés d'un appareil enregistreur portable et d'une caméra vidéo. Des lecteurs de vidéodisques devraient être livrés dans vingt collèges et cinquante lycées.

Simple concession à la modernité ou volonté de coller à une société largement audiovisuelle? Cette reconnaissance officielle est en tout cas perçue comme un signe encourageant par les enseignants qui ont décidé de se former au vocabulaire et aux techniques de l'image et que se groupent çà et là afin que l'image soit reconnue comme un langage à part entière dans leur classe.

Pendant longtemps, explique M<sup>me</sup> Geneviève Jacquinet, maître-assistant en sciences de l'éducation à l'université Paris-VIII, « on a vécu sur l'illusion que l'image était un langage plus facile, plus immédiat et plus concret » (1). Or, au-delà de la simple reconnaissance d'un objet, la lecture approfondie d'une image peut être aussi riche que l'analyse d'un texte. La photographie, par exem-

« Écrit-oral-image » : cette trilogie fait désormais partie des objectifs prioritaires de l'enseignement du français. Des professeurs n'avaient pas attendu ces instructions pour introduire l'image dans leur classe.

ple, n'est pas le calque du réel mais la restitution d'« une certaine réalité ». Seule, son étude minutieuse et critique, la recherche des différentes transcriptions écrites possibles, peuvent éviter aux élèves, abreuvés de signaux visuels, d'être manipulés.

professeur de français proposera le même exercice de description, mais cette fois par écrit, prélude à l'explication du portrait par Sartre du héros de la Nausée.

D'autres exercices sont proposés à des élèves moins doués pour le dessin, comme l'analyse détaillée d'une photo d'art ou d'un cliché d'actualité découpé dans la presse. On pourra aussi demander aux lycéens de rédiger un récit imaginaire localisé sur un territoire défini par une carte de géographie ou une photo de paysage.

Pour les enseignants de Montgeron, la création d'images par les élèves eux-mêmes est encore l'un des meilleurs moyens de les sensibiliser à leur interprétation. Armés d'un appareil photographique à développement instantané ou d'une caméra vidéo, ils travail-

Une carte ou une photo

Au lycée de Montgeron (Essonne), une équipe de quatre professeurs (lettres-arts plastiques et histoire-géographie) tente de mettre en œuvre ces idées. Une citation de Jean-Luc Godard sert de devise: « Ce n'est pas une image juste, c'est juste une image. »



Les élèves de première A3 du lycée de Montgeron vus par eux-mêmes.

Ce matin-là, quelques élèves de seconde (option arts plastiques) posent devant leurs camarades. Ces derniers doivent dessiner leur modèle en sélectionnant un point de vue original - plus de pantalon, courbure d'une oreille. La juxtaposition des esquisses permettra de reconstituer la totalité du personnage et de pourrir une discussion sur la multiplicité des visions possibles d'un même sujet. Puis le

lent en équipe sur un thème imposé, ou à partir d'un scénario écrit en classe. « Depuis que nous avons découvert l'envers du décor, nous sommes devenus des spectateurs plus exigeants », affirme Nathalie, élève de première qui suit l'option audiovisuelle proposée depuis cette année.

Objet de connaissance, l'image est aussi pour les enfants de l'ère

cathodique l'un des principaux modes d'acquisition des connaissances et même parfois le passage obligé vers l'expression écrite. « Entre un texte et l'imagination de certains élèves, se dresse une barrière infranchissable, constate M<sup>me</sup> Antoinette Weil, professeur de lettres à Montgeron. Elle ne peut être levée que par l'image. Pour les aider à comprendre un livre, je leur conseille de « mettre en eux une petite télé ».

#### « Le Grand Meaulnes » au cinéma

Ce petit écran-là trône justement sur un trépied branlant, dans une classe de quatrième du collège Rouanet à Drancy (Seine-Saint-Denis) qui participe à l'opération « Vidéo pour la réussite » organisée cette année par le ministère de l'éducation nationale. Seul indice de modernité dans ce préfabriqué sonore vieux de trente ans, un magnétoscope diffuse les premières séquences de l'adaptation cinématographique du roman de M. de la Bouche des élèves. Avec leur professeur de lettres, M<sup>me</sup> Maud Simon, ils découvrent comment les éléments narratifs du texte original ont été transposés (découpage différent du récit, « oublis » du réalisateur, traduction du style littéraire par le jeu des acteurs, la musique, et même le traitement du générique). Grâce à de fréquents arrêts sur image, à des retours en arrière, la classe comprend comment la caméra saisit chaque personnage du récit pour le mettre en place dès les premières minutes du film. En histoire-géographie, c'est un extrait de « Cinq colonnes à la une » sur les familles nombreuses qui sert de base à un travail sur la société française des trente dernières années.

A Drancy aussi, quatre professeurs se sont réunis pour introduire l'image dans leurs cours. « L'image touche souvent les élèves plus profondément, commente M<sup>me</sup> Simon. Leurs devoirs écrits sont ensuite plus libres, plus imaginatifs. Une explication de texte est vraiment suivie par deux ou trois élèves sur vingt-cinq. Une analyse de film concerne tout le monde et facilite l'apprentissage de la prise de notes ».

L'audiovisuel, avec le travail interdisciplinaire et l'autoformation qu'il implique, mobilise ces enseignants qui ont trouvé là le moyen de passionner leurs élèves et de travailler en équipe même au prix d'un certain isolement dans leur établissement. « Pourquoi ne pas l'avouer? concède l'un d'eux. Cela nous fait plaisir aussi à nous-mêmes de travailler en images ».

PHILIPPE BERNARD.

(1) Elle dresse le bilan de nombreuses expériences audiovisuelles et analyse sans complaisance les perspectives ouvertes par les nouvelles techniques dans son ouvrage récent: *L'Ecole devant les écrans*. Éditions ESF (135 pages).

#### Littératures médiévales

C'est une anthologie particulièrement riche et originale que nous propose Michèle Gally et Christiane Marchello-Nizia avec ce livre de *Littératures de l'Europe médiévale*, publié chez Magnard (598 pages, 210 F), qui rassemble des textes allant du cinquième au seizième siècle (romans, poésies, théâtre, textes savants ou didactiques). Écrits dans les langues les plus variées (latin, provençal, gascon, catalan, islandais, allemand, arabe...), ils nous promènent de l'Irlande à la Castille, de l'Islande aux bords du Danube... Chaque texte est accompagné de repères, historiques, bio- et bibliographiques, d'images ou autres documents. A partir de la littérature, c'est l'esprit et les représentations du monde des sociétés médiévales qui revivent sous nos yeux.

#### DÉBAT

### L'écrit d'abord!

Hélène Huot, professeur de linguistique à Paris-VII, n'est pas du tout d'accord avec cette promotion de l'image dans la classe de français. Elle explique pourquoi.

S'il n'en croit certains, l'enseignement du français devrait être articulé sur la trilogie « écrit-oral-image ». Cette formule lapidaire est sans doute adaptée à l'air du temps. Mais elle est trompeuse.

D'un point de vue scientifique, on ne peut mettre sur le même plan l'écrit, l'oral et l'image. Toute langue naturelle (c'est-à-dire propre à l'espèce humaine) est, fondamentalement, un système de signes vocaux, représentés éventuellement par des signes graphiques, qui constituent ce que l'on appelle l'écriture et permettent de conserver à travers l'espace et le temps la parole fugitive. A la différence de la parole cependant, dont nul ne connaît l'origine, l'écriture est une technique inventée par l'homme et qui relève d'un apprentissage spécifique, auquel tous les hommes n'ont pas encore un égal accès - il y a des analphabètes et des illettrés, - alors que tous savent parler.

Si l'oral et l'écrit sont ainsi au cœur de la langue, dans une étroite intimité, il n'en est pas de même de l'image. De plus, la production et le décodage des images ne sont pas du tout régies de façon systématique comme le sont les langues naturelles, dont les différents éléments (sons, mots...) sont en relation les uns avec les autres dans des cadres structuraux précis que reproduisent (inconsciemment) tous ceux qui parlent la même langue.

Si l'on entend parler du « langage » de l'image, il ne peut s'agir que d'une comparaison grossière, avec les approximations et les insuffisances de toute comparaison. De même, s'il y a, à la rigueur, des « consommateurs » d'images, il n'existe pas dans ce domaine d'« analphabètes » qui seraient confrontés aux mêmes problèmes d'insertion socio-économique que ceux qui ne savent ni lire ni écrire.

Il est vrai que, à travers la télévision et le cinéma, l'image occupe une place importante dans la culture d'aujourd'hui, et l'on peut juger nécessaire que l'école prenne en compte cette nouvelle réalité culturelle. Mais il ne va pas de soi que cette nouvelle formation soit aussi fondamentale et urgente que l'apprentissage de la langue maternelle, et surtout qu'elle revienne aux professeurs de français, plutôt qu'à ceux d'arts plastiques ou d'histoire.

Les enseignants de français peuvent se servir de l'image pour motiver les élèves à certains exercices d'expression orale ou écrite, ou de lecture.

Mais il ne faut pas transformer en contenu nécessaire d'enseignement ce qui, dans une classe de français, ne peut être que de l'ordre des moyens ou de la mise en œuvre pédagogique. Les enseignants de français ont été trop sollicités ces dernières années de délaier l'enseignement de la langue au profit de multiples autres activités, pour lesquelles ils n'ont pas de compétences établies, et qui n'engagent pas de façon aussi cruciale que la langue l'avenir scolaire et socio-professionnel des élèves.

Confusions encore en ce qui concerne l'oral, dont la « réhabilitation » à l'école est présentée comme la nouvelle panacée. Dans l'ambiguïté la plus pernicieuse, car ce terme d'oral est trop souvent employé dans le sens abusivement restrictif de langue familière. Il suffirait, selon d'aucuns, de laisser les enfants parler à l'école - voire écrire - comme ils parlent à la maison ou dans la cour de récréation pour que les difficultés que connaissent certains élèves s'aplanissent comme par miracle. Comme si cette langue familière - dont l'usage ne nécessite aucun apprentissage d'ordre scolaire - convenait dans n'importe quelle situation de communication orale et écrite... Il est évident que non, et ceux qui défendent cette position, sous l'influence d'une certaine sociologie, le savent bien, qui se permettent d'écrire à l'occasion comme ils parlent, par une sorte d'affection rhétorique, parce qu'ils pourront écrire autrement dès que leur intérêt le leur imposera.

De nombreux enfants, en revanche, n'en sont pas spontanément capables, et cet usage de la langue courante correcte doit leur être enseigné. Par justice sociale, mais aussi par nécessité communicationnelle, car le maniement d'une langue plus soutenue est le seul usage vraiment adapté, et indispensable, dans certaines situations, écrites mais aussi orales, où l'implicite et le non-terminé si caractéristiques de la langue familière ne peuvent pas fonctionner, par exemple, qu'il s'agit d'interventions nombreuses ou que l'on ne connaît pas.

Il y a beaucoup à faire pour améliorer l'enseignement du français. Mais à condition de ne pas oublier l'essentiel: qui est la langue. Et de ne pas encourager les maîtres à se détourner de ce qui doit rester leur tâche prioritaire.

HÉLÈNE HUOT.

### Quatre et quatre font huitre...

A l'école Van-Gogh de Montigny la télé et les livres font bon ménage...

L'A télévision scolaire était morte en 1983 dans l'indifférence générale. Des émissions inadéquates, des horaires contraignants, et toujours ce sentiment chez les enseignants que l'écran lucarne était leur voler la place. Elle revit cependant depuis la dernière rentrée (1), servie par un instrument qui révolutionne son utilisation: le magnétoscope. Des instituteurs apprennent à transformer l'écran en un auditoire de leur enseignement.

Ainsi, à l'école Van-Gogh de Montigny-la-Croix (Seine-et-Marne), deux petits téléviseurs reliés à un magnétoscope ont échos ce matin à côté de Mireille, la maîtresse des 5-9 ans, sans susciter d'agitation particulière. Après une introduction sur « le monde merveilleux des livres » qui laisse présager le pire, l'émission d'initiation à la lecture débute en trombe. « Bonjour, les petits glorieux! » lance Pef, le dessinateur, inventeur des « motordus », ces mots transformés dont le sens dérape. Le prince de Motordu, atteint de ce terrible défaut de langage dispute des « batailles de poules de neige » et fait des additions à sa manière: « quatre et quatre

font huitre, cinq et quatre font bouf ». Rires dans la classe. Arrêt sur image. « Qui a compris ça qui dit le prince? », demande Mireille. Pour une fois, les enfants ne regardent pas le télé passivement. « D'habitude, ils sont noyés dans un flot de paroles qu'ils ne comprennent pas, commente l'institutrice. On en voit le reflet en classe: ils ne savent pas écouter. Mais avec le magnétoscope, la télévision peut déboucher sur quelque chose de positif ».

Les enfants découvrent ensuite, émerveillés, comment Pef puise ses idées de dessin dans la vie quotidienne. Comment il peint ses personnages, héros des livres qui s'élèvent sur de petites étagères dans un coin de la salle de classe. « Comment fait-on un livre? » interrompent la maîtresse, tout émus de la belle réponse d'une petite fille: « Il faut d'abord regarder le monde... » L'image sert de prétexte à toutes sortes d'exercices. Des stellers s'organisent pour la lecture des ouvrages de Pef. La fabrication des « motordus », le dessin selon la technique présentée dans le film.

Dans la classe voisine, les élèves de cours moyen et les

« grands » du cours élémentaire regardent l'adaptation télévisée du *Scarabée d'or* d'Edgar Poe réalisée par le CNDP. Après le premier épisode, ils sont invités à imaginer par écrit une suite plausible pour cette « Histoire extraordinaire » où un mystérieux scarabée mène à la découverte d'un trésor. François, l'instituteur, s'assure que l'essentiel de l'intrigue a été saisi, corrige quelques confusions (entre l'auteur et le héros par exemple). Il a aussi imaginé une multitude de prolongements scolaires: résumé oral du scénario, déchiffrement d'un message secret, exercice de conversion des « pouces » en centimètres. Il a même apporté un citron et une bougie pour initier les élèves aux secrets de l'encre sympathique.

Ph. B.

(1) « Le chemin des écoliers » est une série d'émissions conçue par le Centre national de documentation pédagogique (CNDP) et diffusée par TF1 chaque semaine: le mardi pour le cycle élémentaire et le vendredi pour le cycle moyen, de 10 h 55 à 11 h 15. Quatre séries sont proposées: histoire, sciences et technologie; initiation à la lecture et éducation civique.

Pour lui  
des idées de cadeaux  
signés...

MADELIOS

Place de la Madeleine, Paris

Pour ceux qui savent choisir

MEDECINE

La pilule

CIRCULA

Chicago Detroit

3590

LYCÉE D



# société

## PERSONNES AGÉES

### Des milliers de livres pour Noël

Plus de cinq mille centres pour personnes âgées (foyers ou maisons de retraite...) vont recevoir des livres pour Noël. L'initiative revient au premier ministre, M. Laurent Fabius, et au ministère de la culture et de celui des personnes âgées. « Nous souhaitons témoigner ainsi, à l'occasion de Noël, un peu de chaleur et d'affection... Le livre aide à lutter contre la solitude », a expliqué, mardi 3 décembre, M. Fabius, qui rendait visite à la SERNAM (Société nationale des chemins de fer français), qu'il a visitée à Paris. C'est grâce à la SERNAM qu'ont été collectés environ 116.000 ouvrages et qu'ils seront acheminés gratuitement. Cinq éditeurs ont accepté de participer à l'opération : Folio-Gallimard, Livre de Poche, Hachette, 10-18 et J'ai lu. Ces livres, vivants, étaient destinés au pilon.

## PARIS

### Feu vert pour les taxis-scooters

Les taxis-scooters, qui roulaient à Paris depuis le mois de mai dernier avec une autorisation provisoire, viennent de recevoir de la préfecture de police la permission de fonctionner pour une nouvelle année. Malgré l'opposition du syndicat CGT des cochers-chauffeurs (les taxis automobiles), les taxis-scooters ont parcouru 40 000 kilomètres à travers Paris sans un seul accident, transportant plus de seize cents clients, dont 70 % sont des femmes. Paris est ainsi l'une des premières capitales du monde à tenter d'apporter une solution originale aux encombrements urbains.

## ENVIRONNEMENT

### Chiens en baisse

Le recensement des animaux de compagnie est encore incertain. Un fabricant d'aliments préparés pour chiens et chats vient de se livrer à une enquête - la troisième depuis 1978 - qui ferait apparaître, pour la première fois, une diminution du nombre des animaux familiers en France (qui restent cependant toujours le record mondial) : de 37 millions de chiens, chats, hamsters, lapins, oiseaux et poissons en 1978, le « chevron » français serait retombé à moins de 34 millions en 1985. Les chiens, qui avaient atteint le chiffre de 9,2 millions en 1979, ne seraient plus aujourd'hui que 8,8 millions. Les chats, dans le même temps, seraient passés de 6,7 millions à 5,8 millions. La population canine de Paris, selon cette enquête, est évaluée à 230 000 animaux.

## RELIGION

### Le synode change de ton

#### De notre envoyé spécial

Cité du Vatican. — « Un autre synode a commencé », commente avec amertume un observateur tenu à l'anonymat, comparant l'ambiance un peu euphorique du début de l'assemblée synodale au ton des rapports des dix cardinaux linguistiques (« circuits mineurs ») entre lesquels s'étaient répartis les 165 évêques participants, et qui ont été lus le mardi 3 décembre.

De la célébration des mérites de Vatican II, on est passé, en effet, à la dénonciation de ses dérives. Les différents groupes de travail ont souligné le besoin pour l'Eglise de retrouver une identité, au-delà des contextes socio-politiques, géographiques et culturels.

Un décalage de critiques est venu du groupe des évêques de langue allemande : subjectivisme dominant dans la pratique chrétienne ; recul de la conscience des « devoirs » envers Dieu ; « pluralisme » de l'Eglise, du dogme et de la morale mettant en cause le magistère de l'Eglise ; lacune de la formation théologique ; appel insistant au « témoignage des saints » ; tendance à la perte des catholiques à « faire l'Eglise eux-mêmes ».

Dans un groupe francophone qui réunissait, outre le cardinal Lustiger, nombres d'évêques africains et de patriarches orientaux, a été également exprimée la nécessité de « dénoncer les abus et de les corriger ».

Après la célébration des mérites de Vatican II, les évêques réunis à Rome ont porté un jugement assez sévère sur l'évolution de l'Eglise

better franchement ». L'abandon de la pratique de la pénitence et les « erreurs » de la catéchèse sont dans le collimateur. Il faut avoir également « le courage de dénoncer les fausses prévisions futuristes », a dit le rapporteur français, le Père Philippe Delhaye, secrétaire général de la Commission théologique internationale.

Le groupe italien, enfin, a déploré chez les catholiques la perte du sens du péché et la multiplicité des « activités récréatives le dimanche », démentant le Jour du Seigneur...

#### Un « catéchisme conciliaire » à l'étude

Les principales critiques des groupes linguistiques ont cependant porté sur l'excès de pouvoir de certaines conférences épiscopales. Le Père Delhaye a notamment déploré « leur vision régionale et fédérale de l'Eglise », ajoutant que le pouvoir personnel de chaque évêque dans son diocèse était « insupportable ». Une redéfinition du statut théologique des conférences a été souhaitée.

Parmi les autres propositions qui devraient être reprises dans les conclusions de ce synode, il y a celle, exprimée dans neuf paragraphes linguistiques sur dix, d'un « compendium » (résumé) de la foi et de la morale de l'Eglise catholique, une sorte de « catéchisme conciliaire » (le mot a été prononcé), rappelant aux fidèles les principes du dogme et de la vie chrétienne. Les évêques du synode ont fortement insisté sur la formation doctrinale, sur l'encouragement à donner aux nouvelles communautés spirituelles, sur des nationalités parfois désignées comme l'appel à la sainteté, à la conversion des cœurs, à la pénitence et à la prière personnelle.

Ces recommandations constituent l'avant-dernière étape du synode. Le recentrage doctrinal qu'elles traduisent est d'autant plus significatif qu'il s'agit cette fois de travaux de groupe et de propositions discutées et votées, à la différence des interventions individuelles de la semaine dernière. On mesure mieux maintenant la portée de l'appel lancé mardi soir au synode par le cardinal Marty, ancien archevêque de Paris :

Il faut veiller, a-t-il dit, « à une meilleure application du concile », mais en même temps « nous sommes invités à passer de la peur à la foi ». Il a conclu ainsi : « Dans ma vieillesse, je vous confie le concile. Vivez-le courageusement dans des temps nouveaux ».

L'incertitude demeure quant à la nature exacte des documents de conclusion : un message à l'Eglise et au monde fait en ce moment l'objet de toilettes successives et devrait être publié vendredi. Quant aux résolutions proprement dites du synode, elles devraient être votées à la fin de la semaine. Ces textes seront-ils remis au pape ou feront-ils l'objet d'un document spécifique du synode ? L'hypothèse la plus vraisemblable est un appel pressant des Pères du synode et du pape aux épiscopats et aux fidèles du monde entier pour qu'ils relisent et approfondissent les enseignements du concile.

HENRI TINGO.

Le cardinal Lustiger à la radio. — Europe 1 a annulé le « Club de la presse » prévu avec l'archevêque de Paris dimanche 8 décembre. Le cardinal Lustiger répond en direct de Rome aux questions des auditeurs parisiens de Radio Notre-Dame (100,2), mercredi 4 décembre, de 19 h 15 à 20 h. (42-66-01-62).

## ÉCHECS

### A Montpellier

#### TIMMAN BAT TAL EN 28 COUPS

Jan Timman a remporté, mardi à Montpellier, la deuxième partie du match (en six parties) qui l'oppose à Mikhail Tal, et mène ainsi par 1,5 à 0,5. Le grand maître hollandais, avec les blancs et dans un gambit de la dame accepté, a forcé l'ancien champion du monde à l'abandon au vingt-huitième coup alors qu'il se résistait à chaque fois deux jours que 4 minutes pour exécuter les douze derniers coups avant le contrôle de temps.

Un score final nul lui suffisait pour être déclaré vainqueur. Timman a franchi un pas important vers la qualification au demi-final du Tournoi des prétendants au championnat du monde d'échecs. Troisième partie mercredi.

## MÉDECINE

### DES CHERCHEURS FRANÇAIS METTENT FIN A UNE LONGUE POLÉMIQUE

#### La pilule ne favorise pas le cancer du sein

La publication d'une étude française, montrant que la prise de contraceptifs oraux n'augmente en aucun cas le risque de cancer du sein, met fin à une polémique qui dure depuis quatre ans (1).

En 1981, un chercheur anglais, M.C. Pike, publia dans le *British Journal of Cancer* un article montrant qu'il existe une augmentation du risque de cancer du sein chez les femmes ayant pris la pilule de façon prolongée et n'ayant pas encore mené une grossesse jusqu'à son terme. En 1983, la même M.C. Pike, mais cette fois-ci dans *The Lancet*, insinua le feu aux poudres en affirmant que les contraceptifs, fortement dosés en progestérone, induisent un risque de cancer du sein quatre fois plus élevé chez les femmes jeunes ayant utilisé de façon prolongée ce type de contraception avant une première grossesse. L'émotion fut grande car on pensait jusqu'alors que les contraceptifs augmentaient dans les pilules l'usage d'une combinaison hormonale (œstrogène-progestérone) avaient, au contraire des vertus protectrices vis-à-vis du cancer du sein.

La communauté scientifique ne tarda pas à réagir en critiquant la méthode employée par Pike. Il avait, en effet, de ses séries, des données des pilules fortement dosées en œstrogènes avec des pilules à caractère progestatif dominant. En revanche, une interrogation démontre toujours de l'avis des principaux spécialistes, sur le caractère « actif » des pilules à « climat œstrogénique dominant », surtout lorsque celles-ci sont prises par des adolescentes n'ayant jamais mené une grossesse à terme. La pilule devenait suspecte.

#### Une étude irréprochable

C'est dire le soulagement qui accueillera la publication, par des chercheurs de l'Institut Gustave-Roussy (Villejuif), d'une vaste étude montrant qu'« aucune augmentation significative du risque de cancer du sein n'a été observée après utilisation de contraceptifs oraux, quelles que soient la durée totale d'utilisation, la durée d'utilisation avant l'âge de vingt-cinq ans ou avant le premier enfant, et quel

que soit le type de contraceptif utilisé ».

Cinq cent trente femmes - 265 atteintes d'un cancer du sein et 265 indemnes de toute pathologie mammaire - ont participé pendant vingt mois, de 1982 à 1984, à cette étude « cas-témoin ». Outre l'absence d'augmentation du risque de cancer du sein chez les femmes ayant pris la pilule - quelle que soit la durée d'utilisation - les auteurs de cette étude irréprochable sur le plan méthodologique, soulignent qu'« aucune interaction significative n'a pu être mise en évidence entre les antécédents personnels de tumeur bénigne du sein ou les antécédents familiaux de cancer du sein et la durée d'utilisation des contraceptifs oraux ». De plus, aucune augmentation significative du risque de cancer du sein n'a pu être observée, « qu'il s'agisse de contraceptifs oraux séquentiels, biphasiques, associés, normodosés ou minidosés, ou encore des progestatifs seuls ».

FRANCK NOUCH.

(1) Cette étude a été rendue publique lors du colloque « De la recherche biomédicale à la pratique des soins » organisé conjointement par la CNAMTS et l'INSERM. Coignée par Monique LE (unité d'épidémiologie des cancers de l'INSERM) et Annie Bachelot (département de statistique médicale de l'Institut Gustave-Roussy, Villejuif), elle devrait être prochainement publiée dans *The American Journal of Epidemiology*.

## SPORTS

### ALPINISME

#### Création de la Fédération française d'escalade

Une scission au sein de la Fédération française de montagne (FFM) vient d'entraîner la création de la Fédération française d'escalade (FFE), qui entend « regrouper l'ensemble des activités d'escalade, qu'elles soient de loisir ou de compétition ».

La nouvelle fédération, qui va demander sa reconnaissance officielle au ministère de la jeunesse et des sports et au Comité national olympique, a été créée par plusieurs responsables de la commission « escalade » de la FFM, dont son ancien président, M. Benoît Renard.

La crise couvait déjà depuis un certain temps au sein de la FFM, forte de cent dix mille membres et dominée par le Club alpin. Le détonateur de cette crise entre les dirigeants de la fédération et les partisans de l'escalade a été l'arrêt ministériel, fin octobre, à fixé à 800 mètres d'altitude (exclusion de fait du Vercors et du Vercors) la limite d'exercice des futurs moniteurs d'escalade pour l'obtention d'un brevet d'Etat.

La nouvelle fédération s'occupera uniquement d'escalade, assurera le développement de toutes les formes de pratique et gèrera la protection et l'entretien des sites naturels ou artificiels nécessaires à la pratique de l'escalade. Plusieurs commissions techniques vont être formées : sites

naturels, murs d'escalade, formation, jeunesse, haut niveau, compétition, médecine.

La FFE entend mettre en place une structure régionale et vivre des cotisations et licences de ses membres, du sponsoring et de la « vente de ses produits et prestations ». Sa première compétition officielle est prévue en mars 1986 à Vaulx-en-Velin, près de Lyon.

## TENNIS

### Les Internationaux d'Australie

#### McENROE BATU

John McEnroe a été battu, ce mercredi 4 décembre, en quarts de finale de l'open d'Australie par le Yougoslave Slobodan Zivonjovic en cinq sets (2-6, 6-3, 1-6, 6-4, 6-0).

Le Tchèque Ivan Lendl s'est qualifié pour les quarts de finale en battant le Sud-Africain Christo Steyn en quatre sets (6-3, 6-2, 6-7, 6-2). Il rencontrera le Britannique John Lloyd, surprenant vainqueur du Suédois Joakim Nyström (6-2, 1-6, 6-4, 6-7, 6-4).

Un autre Suédois, Stefan Edberg a éprouvé les pires difficultés à se qualifier face au modeste Australien Vally Masur (6-7, 2-6, 7-6, 6-4, 6-2).

● **RUGBY : Coupe du monde.** — Le tirage au sort de la première édition de la Coupe du monde de rugby, qui doit se dérouler simultanément en Australie et en Nouvelle-Zélande, a placé la France dans le groupe D, où elle sera opposée à l'Ecosse, à la Roumanie et au Zimbabwe. Les autres groupes sont les suivants : groupe A : Australie, Angleterre, Japon, Etats-Unis ; groupe B : Pays de Galles, Irlande, Canada, Tonga ; groupe C : Argentine, Nouvelle-Zélande, Fidji, Italie. Les deux premiers de chaque poule seront qualifiés pour les demi-finales.

● **BASKET-BALL : Coupe des coupes.** — En quart de finale de la Coupe d'Europe des vainqueurs de Coupe (premier tour aller), l'équipe suisse de Vevey a battu le Stade Français par 77-70.

USA  
Chicago  
Detroit  
vol direct  
de Luxembourg

aller  
retour F. 3590  
(sujet Ape - tarif 790 jours)  
Les autres destinations  
ICELANDAIR

New York F. 3290  
Washington (D.C.) F. 3370  
Orlando/Florida F. 3890

A compter de 10 personnes :  
tarifs spéciaux. Consultez-nous.  
Acheminement GCMF compris  
de Paris et de l'est de la France.  
(\*) service de bus en Florida.

ICELANDAIR  
9, Bd des Capucines  
75002 PARIS (1) 47 42 52 26

## CIRCULATION

### Marseille retrouve son « féniboite »

#### De notre correspondant

Marseille. — Après deux ans d'absence, le ferry-boat fait à nouveau la navette entre l'hôtel de ville et la place aux Herbes.

Repart aux couleurs de Marseille (bleu et blanc), le *César* retrouve sa fonction, après une longue immobilisation consécutive à l'abandon d'une ligne qui n'était plus rentable par les propriétaires des trois unités qui assuraient le transport des passagers entre les deux rives du Vieux-Port.

La ville de Marseille a pris possession des trois petits bateaux que lui a donnés M. Ischyrion, leur propriétaire. Elle a décidé de sauver le plus récent, construit en 1952, à La Seyne-sur-mer. Quelque

400 millions de francs auront été investis dans ce sauvetage. Les deux autres bateaux de la ligne, *Mouche IV* et *Mouche VII*, sont en trop piteux état pour reprendre la mer. Le premier restera amarré au quai de Rive-Neuve pour servir d'annexe au musée du Vieux-Marseille.

Il en coûte désormais 2 francs pour traverser le vieux port dans sa largeur, 3 francs pour un aller-retour, 50 francs pour un abonnement mensuel ; il est aussi possible de louer le *César* pour 500 francs l'heure.

Un détail qui vaut son prix : le capitaine du plus célèbre bateau de Marseille, M. Frosini, successeur de l'Escartefigue de Marcel Pagnol, se prénomme Maritus.

JEAN CONTRUCCI.

Editions L'HERMÈS

31 r. Pasteur LYON 7 23 r. de Départ PARIS 14

Vient de paraître

EXOTISME  
et  
CREATION

Colloque international (Lyon 1983)

368 p., couv. en quadri., ill., 185 F

# LE LYCÉE DE J.-P. CHEVÈNEMENT

Ce qui va changer. Ce qu'il faut penser de la réforme

# L'ÉDUCATION

NUMÉRO DE DÉCEMBRE EN VENTE PARTOUT

سكنا من الامال



# JUSTICE

## AU TRIBUNAL DE PARIS

### Les responsables de la revue « Profils médico-sociaux » sont condamnés pour diffamation envers M. Jacques Attali

Déjà condamnés le 18 janvier 1984 par la chambre d'appel de Paris pour diffamation envers Jacques Attali, conseiller spécial du président de la République, les responsables de la revue *Profils médico-sociaux* ont été condamnés à nouveau, mardi 3 décembre, par la dix-septième chambre correctionnelle de Paris pour avoir publié à trois reprises des propos semblables à ceux qui leur avaient attiré une première sanction (le Monde du 6 novembre).

En 1980, le docteur Michel Salmon avait publié un ouvrage intitulé *L'avenir de la vie*, dans lequel M. Attali se livrait à des réflexions sur l'euthanasie et sur les risques encourus dans l'hypothèse d'une gestion capitaliste de la santé. En 1981, la revue *Profils médico-sociaux* publiait un article, en se livrant à une interprétation des propos de celui qui venait d'être nommé conseiller spécial du président, selon laquelle il était favorable « au génocide des vieux ». L'article était accompagné d'un tract dénonçant ses théories assimilées à celles du national socialisme.

La cour d'appel sanctionna les auteurs de la diffamation en les condamnant notamment à publier l'arrêt dans deux numéros de la revue, mais, en s'exécutant le 30 mars 1984, les responsables ajoutèrent au texte judiciaire le tract diffusé en invitant les électeurs à se faire une opinion.

#### Récidives

A propos de cette récidive, la dix-septième chambre correctionnelle note dans son jugement du 3 décembre : « La composition de ce numéro est destinée à maintenir dans l'esprit du public le bien-fondé des prétentions antérieures — et renouvelées — des dirigeants de cette revue, à conforter l'opinion que Jacques Attali est un apôtre du génocide des vieux » et condamne le docteur Jean Gorenz, alors directeur de la publication de la revue, le docteur Bernard Savy et Mme Marie-Hélène Hugonin à 6 000 francs d'amende chacun. En outre, les trois condamnés devront verser le franc symbolique de dommages et intérêts à M. Attali et supporter les frais d'insertion d'extraits du jugement dans trois journaux.

Dans le numéro du 22 octobre 1984, nouvelle récidive. La revue n'hésitait pas à établir un parallèle entre la pensée de M. Attali et l'idéologie nazie du nazisme en reproduisant le texte d'une intervention du docteur Wyzen, président de l'Association des médecins belges à l'assemblée générale du collège national des chirurgiens français. Pour cette nouvelle récidive, la dix-septième chambre indique : « Le différé judiciaire opposant Jacques Attali à Bernard Savy avait dû inciter ce dernier à une nécessaire prudence. Ce ne peut être un but d'éthique médicale qui incite le directeur de publication à diffuser cet écrit. Il manifeste là, la volonté persistante de déconsidérer la parole civile, dont il ne partage pas les convictions ».

Le docteur Savy, devenu directeur de la revue, est condamné à 4 000 francs d'amende, l'auteur de l'article, Pierre Baunial, à 3 000 francs d'amende. Ils devront conjointement verser 10 000 francs de dommages et intérêts à M. Attali et payer les frais d'insertion du jugement dans deux journaux.

Le 7 décembre 1984, ultime récidive : *Profils médico-sociaux* persistait dans sa campagne en publiant des propos qui auraient été tenus par le docteur Wyzen aux Journées d'études de la Fédération internationale des Etablissements hospitaliers privés. Là encore, le tribunal considère cette publication comme diffamatoire et condamne M. Savy à 3 000 francs de dommages et intérêts et aux frais d'insertion d'extraits du jugement dans deux journaux.

M. P.

# SCIENCES

## L'AFFAIRE DU SYNCHROTRON DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE STRASBOURG

### Les contrats de plan s'imposent-ils à l'Etat ?

#### De notre correspondant

Strasbourg. — La décision du premier ministre de préférer Grenoble (Isère) à Strasbourg (Bas-Rhin) pour le laboratoire européen du rayonnement synchrotron sera-t-elle annulée par les juges ? C'est en tout cas le sens des conclusions du commissaire du gouvernement du tribunal administratif de Strasbourg. Mardi 3 décembre, à l'audience publique, ce dernier a estimé que cette décision était « entachée d'illégalité » et violait la loi du 29 juillet 1982 sur les contrats de plan entre l'Etat et les régions.

Le 19 octobre 1984, le premier ministre annonçait qu'après examen des dossiers, il avait retenu celui « présenté par la communauté grenobloise » pour l'implantation du synchrotron européen.

Le 20 octobre, le président du conseil régional d'Alsace, M. Marcel Rudloff (CDS), dénonçait « le complot pour la communauté scientifique de Strasbourg » et « l'atteinte quasi irréparable à la crédibilité des engagements pris par le gouvernement ». « C'est un manquement à la parole donnée », allaient répéter les élus alsaciens.

Cette « parole donnée », c'était le contrat de plan signé le 28 avril 1984 entre l'Etat et la région Alsace. Dans son article 30.5, le gouvernement promettait de « défendre la candidature de Strasbourg pour l'implantation de nouveaux organismes internationaux », au nombre desquels le programme spatial français était cité.

Quelle est la valeur d'un contrat de plan ? C'est la question qui sera débattue devant le tribunal administratif de Strasbourg. S'agit-il d'un « quasi-contrat », comme ceux que signe le gouvernement avec des entreprises, des professions ou des services publics, une déclaration d'intention commune, dont personne n'est comptable ? Ce n'est pas le cas, a conclu le commissaire du gouvernement, M. Jean Raymond. La loi du 29 juillet 1982 stipule que les contrats de plan Etat-région « sont réputés ne contenir que des clauses contractuelles ». Aucun engagement international n'obligeait d'ailleurs la France à proposer un site. Le chef du gouvernement ne peut pas, dès lors, échapper à la légalité interne.

Le défenseur des collectivités locales alsaciennes, M. Alain François Roger, a souligné toute la dimension d'une éventuelle annulation pour excès de pouvoir de la décision du premier ministre. « Aucune collectivité locale, même Grenoble, n'a intérêt à ce que l'Etat puisse traiter les engagements avec une telle désinvolture ». Le mécanisme de régionalisation du Plan serait entièrement remis en cause. Des procédures de révision des contrats de plan sont prévues par la loi ; elles n'ont été, dans le cas du synchrotron, ni utilisées ni même étudiées.

On saura le 15 décembre si le tribunal administratif de Strasbourg suit son commissaire du gouvernement.

JACQUES FORTIER.

## Un scanner dans le prochain vol spatial franco-soviétique

Bien qu'aucune décision ferme n'ait encore été prise sur l'éventualité d'un second vol spatial commun, Français et Soviétiques devraient se réunir dans le courant du mois de janvier à Moscou pour discuter du contenu de cette mission, fort différente de celle qui l'a précédée. En effet, depuis que Jean-Loup Chrétien a participé en juin-juillet 1982 à un vol spatial en compagnie de deux astronautes soviétiques, les responsables du programme spatial français ont à cœur de réaliser une mission de longue durée permettant de mieux cerner les problèmes physiologiques auquel le corps est soumis en apesanteur, mais aussi de préparer les missions qui seront confiées demain à la navette Hermès.

Lors d'un récent colloque organisé par le Centre national d'études spatiales (CNES) à Deauville, les scientifiques ont mis l'accent sur les recherches qu'ils aimeraient voir mener à bord de la station orbitale soviétique. Pour eux, la grande priorité concerne les expériences sur le cycle du calcium. Domaine important s'il en est, lorsqu'on sait que le squelette de ceux qui vivent dans l'espace pour de longues périodes (de quelques semaines à quelques mois) a tendance à se fragiliser du fait de phénomènes de décalcification encore mal connus. C'est ce que les Français voudraient mieux comprendre en apportant lors de la mission commune franco-soviétique un scanner à rayons X et un système de prélèvements urinaires et sanguins. Selon le CNES, un tel équipement, complété, entre autres, par des expériences concernant les phénomènes cardiaques et neurosensoriels pourrait être prêt à temps dans l'hypothèse d'un vol ayant lieu en 1988-1989.

« Atlantis : mission accomplie. La navette spatiale Atlantis, occupée par sept astronautes — dont un Mexicain — s'est posée, mardi 3 décembre à 22 h 33 (heure française), sur la base d'Edwards (Californie). Au cours de cette mission, qui a duré un peu moins de sept jours, les astronautes ont lancé trois satellites de télécommunications, monté à plusieurs reprises des structures métalliques préfigurant celles qui constitueront la future station spatiale américaine et mené à bien de nombreuses expériences scientifiques : télédétection d'eau dans des zones désertiques, production d'horloges et de substances organiques, germination de graines.

« Par deux éminents soviétologues, une mise au point claire, simple et dépourvue de tout parti pris. »

## EN BREF

● **Un capitaine de la DGSE porte plainte contre Yves Mourou.** — Le capitaine Alain Borras, l'un des militaires de la DGSE accusés d'avoir transmis des informations à des journalistes sur l'affaire Greenpeace, a porté plainte contre l'un des présentateurs du journal de 13 heures sur TF 1, Yves Mourou. Lundi 2 décembre, l'un des avocats du capitaine Borras, M. Bernard Prévost, a reproché à Yves Mourou d'avoir traité son client de « traître-espion », le 24 septembre à l'antenne.

Pour TF 1, M. Georges Kiejman a fait valoir que les différents propos prêtés à Yves Mourou ce jour-là n'étaient pas exactement ceux que lui attribuait M. Prévost. M. Jean-Claude Peyre, vice-président du tribunal de Paris, n'a ordonné la mise sous séquestre de l'enregistrement pour une période de six mois et la transcription des propos d'Yves Mourou par un huissier.

● **Un Algérien condamné à cinq ans de prison pour non-restitution d'enfants.** — M. Arezki Amrouche, un ressortissant algérien de quarante ans qui refuse de rendre à son ex-concubine, M. Marie-Christine Le Bamer, leurs trois enfants, dont elle a pourtant la garde (le Monde du 23 octobre 1985) restera en prison. Ainsi en a décidé lundi 2 décembre la cour d'appel de Rennes (Ile-et-Vilaine). Constatant que, malgré de multiples démarches de la justice et des autorités françaises, Djamel, dix ans, Madjid, neuf ans, et Salim, sept ans, sont toujours retenus depuis juillet 1979 à Tizi-Ouzou, en Algérie, le tribunal n'a eu effet confirmé le jugement prononcé en première instance eu égard à M. Amrouche à cinq ans de prison. Cette peine sera confondue avec une condamnation antérieure à quatre ans de prison pour attentat à la pudeur.

**Les soviétiques des années 80**

BASILE KERLAVY  
MARIE LAVIGNE

Par deux éminents soviétologues, une mise au point claire, simple et dépourvue de tout parti pris.

58 F

**ARMAND COLIN**

## Les faux tableaux de Mondrian en appel

### LA COUR CONFIRME LA BONNE FOI DE M. MICHEL SEUPHOR

Le jugement rendu le 26 septembre 1984 par la 31<sup>e</sup> chambre correctionnelle de Paris dans l'affaire des faux tableaux de Piet Mondrian proposés au Centre Pompidou en juillet 1978, a été confirmé, mardi 3 décembre, dans ses principales dispositions par la 13<sup>e</sup> chambre de la cour d'appel de Paris.

C'est ainsi que M. Michel Seuphor, artiste peintre et critique d'art, dont la réputation de spécialiste des œuvres de son ami mort en 1944, avait suffi à décider le Centre Georges-Pompidou à acquérir trois tableaux, attribués à Mondrian pour 6 millions de francs, est relaxé des chefs de « complicité en matière de fraude artistique et d'établissement et usage de certification faussant l'état de faits matériellement exacts ».

Contrairement à l'avis des experts techniques, il était persuadé et resté convaincu que les tableaux sont de la main de l'artiste néerlandais et la cour, comme le tribunal, reconnaît qu'il s'agit de bonne foi.

M<sup>me</sup> Simone Verde, soixante-dix-huit ans, propriétaire de ces tableaux dont l'itinéraire n'a jamais pu être établi avec certitude, a vu sa condamnation de deux ans de prison avec sursis, prononcée par le tribunal, assortie par la cour d'appel d'une amende de 10 000 francs.

Quant aux tableaux, une composition cubiste, et une œuvre intitulée *Plus-Minus*, ils iront rejoindre d'autres faux que le légataire universel de Mondrian, l'Américain Harry Holtzman, a groupés dans l'intention d'en faire un musée.

● **Un nouveau vice-président délégué pour la CNIL.** — La Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) a élu un nouveau vice-président délégué, élu mardi 3 décembre, M<sup>me</sup> Louise Adoux, conseiller d'Etat, qui remplacera à ce poste M. Raymond Forni, nommé récemment membre de la Haute-Autorité de la communication audiovisuelle. M<sup>me</sup> Adoux l'a emporté par 10 voix et 1 abstention. Il y a eu 1 bulletin blanc. Cinq membres de la Commission n'ont pas pris part au vote. L'autre candidat était M. Jean-Emile Vié, conseiller-maire honoraire à la Cour des comptes. M<sup>me</sup> Adoux assistera le président de la Commission, M. Jacques Fauvet, et le suppléera en son absence.

● **Marseille : coups de feu contre le domicile de M. Defferre.** — Trois coups de feu ont été tirés, mercredi 4 décembre, vers 6 heures du matin, contre la façade de l'immeuble où réside M. Gaston Defferre, maire de Marseille, situé dans la rue Neuve-Sainte-Catherine, proche du Vieux-Port.

Le ministre d'Etat chargé du Plan et de l'aménagement du territoire était absent. Il avait regagné Paris mardi après avoir passé le week-end à Marseille. L'immeuble où réside M. Defferre est gardé en son absence par deux CRS.

Selon les premiers éléments de l'enquête, ces coups de feu ont vraisemblablement été tirés par une cabine 22 long rifle.

● **Un Boeing d'Air France endommagé au Brésil.** — Un Boeing 747 d'Air France, qui atterrissait, le lundi 2 décembre sur l'aéroport de Rio-de-Janeiro (Brésil), a quitté la piste et a terminé sa course sur le ventre. Les deux cent soixante-dix passagers et membres d'équipage ont été évacués par toboggan, un incendie s'étant déclaré à l'arrière du fuselage. Personne n'a été blessé. La compagnie n'a envoyé sur place une commission d'investigation technique de huit personnes pour savoir si l'avion, très sérieusement endommagé, est récupérable, et pour déterminer les causes de l'accident. Le système de freinage par inversion du flux des réacteurs pourrait avoir été à l'origine de la sortie de piste.

● **M. Maria Stasi, nouveau ministre de l'Intérieur.** — Invité de l'émission « Le débat » sur CFM, M. Maria Stasi, nouveau bâtonnier de Paris, qui était interrogé sur la participation du barreau à la vie politique, a déclaré, mardi 3 décembre : « Nous n'intervenons pas dans le débat politique si les valeurs essentielles sur lesquelles repose la liberté sont en cause » : à titre d'exemple, il a cité les acquis sociaux.

Pour ce qui concerne le principe des peines incompressibles, M. Stasi a ajouté : « Je crois que je ferai entendre ma voix en indiquant que c'est une mauvaise façon d'aborder le problème de la peine ».

## AU TRIBUNAL D'ORLÉANS

### La mort banale

#### De notre correspondant

Orléans. — C'est un spectacle peu fréquent dans un prétoire. Au début de l'audience, le public s'est levé et il est resté debout, silencieux, tout au long des débats. Les amis de Fabrice, une bonne cinquantaine, ses camarades de lycée, ses professeurs, ont manifesté ainsi au tribunal de grande instance d'Orléans, lundi 2 décembre.

Fabrice avait dix-sept ans. Vers 10 heures du soir, le 5 octobre 1984, il se rendait à bicyclette à Radio-Sun-Set, une radio locale privée d'Orléans, pour animer une émission musicale. La rue était bien éclairée. Une voiture l'a fauché, et le conducteur ivre a pris la fuite. Fabrice est mort seul sur la chaussée.

L'auteur de cet « homicide involontaire », qui consistait à tuer un jeune homme âgé de vingt-sept ans, père de deux enfants, au chômage, avait, selon les experts, un taux

d'alcoolémie de 2,5 à 3 grammes et circulait, sans assurance, avec une carte grise périmée.

Fabrice, élève de terminale au lycée Pothier, aimait le foyer socio-éducatif de son établissement. Le mur de Berlin, qu'il était allé voir, le révoltait. Dans un de ses derniers discours il avait noté : « L'homme est trop beau pour mourir ». Une plaque à l'entrée du lycée rappelle son souvenir.

A la suite de cet accident, une section de la Ligue contre la violence routière a été créée à Orléans. Elle n'a rappelé, à l'occasion de ce procès où elle assistait à manifester silencieusement, que la « délinquance routière » tue douze mille personnes, dont mille enfants, chaque année en France. M<sup>me</sup> Henry Fabre-Luce, avocate de la Ligue, s'est écriée : « L'audience contre la banalisation » devant les tribunaux de ces drames quotidiens.

Jugement le 9 décembre.  
RÉGIS GUYOTAT.

## DEVANT LA COUR D'ASSISES DU RHONE

### Cinq ans d'emprisonnement, dont un avec sursis pour le meurtrier d'un jeune Algérien

#### De notre correspondant régional

Lyon. — Nombreux incidents au cours de la deuxième et dernière journée d'audience de la cour d'assises du Rhône, qui avait à juger Jean-Claude Lopez, trente-sept ans, meurtrier d'un jeune Algérien de Brétigny, Ahmed Bouleldja (le Monde du 4 décembre). Le verdict, condamnant le meurtrier à cinq ans d'emprisonnement dont une année assortie du sursis, impose son retour en détention : il avait effectué six mois de détention préventive.

La journée a été plutôt rude pour l'entourage de la victime : les témoignages de l'autre protagoniste du drame, blessé par deux balles, et surtout de la compagne du jeune tué, ont impressionné défavorablement le jury. Le premier n'est pas parvenu à faire oublier ses déclarations initiales à la police, faisant état de menaces verbales et d'insultes à l'égard de la concubine du tueur. « C'est elle qui avait commencé », a indiqué Abdelkrim Messali à la barre. Il avait dit le contraire aux policiers. Plus grave, Marie-Louise la compagne d'Achmed, sous le coup d'un « faux témoignage » trois ans après les faits — le couple venait d'avoir un deuxième enfant, — a persisté à la barre en lançant à M<sup>me</sup> Lopez : « Vous êtes une pute, et je le maintiens. Tuez-moi aussi si vous le voulez ».

Dans son réquisitoire, M. Philippe Domadille, en réclamant cinq ans d'emprisonnement, avait souhaité voir « cesser l'engrenage de l'insécurité et de l'autodéfense ». Il a été suivi en grande partie malgré la plai-

### Une dizaine de blessés à la suite du verdict

Il était dit que ce procès ne sortirait pas de l'engrenage des mots et de la violence. A l'annonce du verdict, la mère et la compagne de la victime ont crié : « Ce n'est pas ça qui nous le rendra ! Aussitôt, le président Pierre Roman, sans se départir de son autoritaire et cassant qu'il avait adopté dès le début des débats, interrogea : « Quelle est cette personne qui a contesté ? Faites-la sortir de force ». C'est le signal de la bagarre générale entre les nombreuses familles de l'ordre et la centaine de jeunes qui ont attendu le verdict jusqu'à 3 heures du matin : les coups de matraque pleuvent sur la famille Bouleldja — le père est blessé au visage — et sur leurs proches. L'évacuation vers la salle des Pas-Perdus, puis vers l'extérieur, s'accompagne de violences, une grenade lacrymogène est lancée à l'intérieur du Palais. Le bilan officiel fait état d'une dizaine de blessés légers.

Au siège de l'Association des Jeunes Arabes de Lyon et banlieue, où se sont réunis les blessés après des soins hospitaliers, on regrette le « provocateur » du président. Un fait d'autant plus mal ressenti que le verdict, plus sévère que ce qui était parfois prévu, avait donné satisfaction aux jeunes Maghrébins.

C. R.

## BIBLIOGRAPHIE

### « L'asile politique en question »

de MARIO BETTATI

On dénombre aujourd'hui quinze millions de réfugiés et de personnes déplacées à travers le monde, dont un bon tiers en Afrique. Les conflits armés, les dictatures et les fléaux les plus divers chassent de chez eux des millions de personnes en quête de paix, de démocratie, ou simplement du minimum vital. On compte 2,7 millions d'Afghans au Pakistan et 1,6 million en Iran ; deux millions d'Éthiopiens en Somalie et au Soudan et deux millions de Palestiniens dispersés au Moyen-Orient.

Le phénomène ne date pas d'aujourd'hui, rappelle Mario Bettati, professeur de droit international à Paris, dans son livre *L'asile politique en question*. Huguenot fuyant la France au temps de la Réforme, aristocrates chassés par la révolution de 1789... Les temps cependant ont changé. Aujourd'hui la France est « importatrice » de réfugiés : 152 000 recensés cette année dans ce pays où ils bénéficient d'une protection dont Mario Bettati retrace les progrès.

Le premier, à l'époque contemporaine, à avoir pris la mesure du phénomène est un universitaire et explorateur norvégien, Fridtjof Nansen, qui devint, en 1921, haut commissaire de la SDN et donna son nom à l'agence « passeport Nansen », sorte de sauf-conduit auquel les réfugiés russes puis arméniens des années 20 devaient, pour certains, le salut.

Aujourd'hui, le statut de réfugié est régi par la convention de Genève de 1951 et un organisme des

Nations unies, le Haut Commissariat aux réfugiés, s'efforce de trouver un port d'attache définitif aux « boat people » ou de sauver la vie aux vagues d'affamés qui parcourent l'Afrique en quête d'un introuvable Pays de coexistence.

Juste, Mario Bettati analyse les différentes facettes du droit d'asile. Mais son propos est plus large. Historique et planétaire, il ne se borne pas à un seul examen des textes relatifs à ce droit, souvent tautologiques. Il montre bien que les migrations sont aujourd'hui moins politiques qu'économiques, moins dues à des persécutions, qui n'ont pas disparu, qu'à la misère.

Ce drame-là, l'égoïsme des nations empêche d'y porter vraiment remède. « L'essor de la xénophobie, constate-t-il avec pessimisme, n'est (...) pas propre à l'Europe (...). Le phénomène trouve, universellement, un terrain favorable lorsque sont réunies deux conditions largement répandues aujourd'hui : une crise de l'emploi liée à la stagnation de la croissance et la présence dans un pays d'une proportion importante d'étrangers ou de réfugiés par rapport à la population locale. Or cette proportion est de nos jours infiniment plus faible en Europe que dans le reste du monde ».

B. L.G.

\* Mario Bettati, *L'asile politique en question*, Presses universitaires de France, collection « Perspectives internationales », 205 pages, 135 francs.



# Le Monde

## ARTS ET SPECTACLES



### "Cuore"

*Le pays de Luigi Comencini, c'est l'enfance. Avec pudeur et rigueur, il l'explore sans relâche, depuis quarante ans. Un peu las, penché, et bourru, il continue. Des petits sciuscias napolitains de Proibito rubare (1948) à l'émblématique Useppa de la Storia d'Elsa Morante dont le tournage s'achève à Rome, en passant par l'Incompris, ou Casanova, un adolescent à Venise, les enfants illuminent une œuvre qui mérite mieux que l'estime désinvolte où on la tient. Luigi Comencini ou le pessimisme inaltérable. Et la tendresse comme exorcisme.*

#### VOYAGE AU CŒUR DE L'ENFANCE

EN 1915, sur un quai de la gare de Turin, le jeune lieutenant Enrico Bottini dit au revoir à ses parents avant de monter dans le train qui l'emmènera au front. Il reconnaît le mécanicien de la locomotive : Garone, un ancien camarade de sa dernière année d'école primaire, un bon gros qui mangeait toujours d'énormes morceaux de pain. Dans la fièvre du départ pour la guerre, qu'ont-ils encore à se dire ? A l'arrivée, sur le front, Enrico va rencontrer d'autres camarades, leurs destins et le sien. Et le passé afflue en images, en souvenirs.

Construction classique, dira-t-on, que celle d'un récit avec retour en arrière. Oui, mais Cuore, le roman d'Edmondo De Amicis adapté par Luigi Comencini, fut publié en 1886. Il était présenté comme le journal de classe de l'élève Enrico Bottini. Il se passait à l'école, à l'heure du déjeuner, dans la cour, dans la rue, dans la maison, dans la ville, dans le pays, dans le monde. C'est la vision du monde — tendre, errant, enfantine, ironique et amère — que les adultes — qui traversent tous les grands films, a montré que l'apprentissage de la vie commençait sur les bancs de l'école.

s'est terminée sur les champs de bataille de la Grande Guerre où l'Italie était entrée à son tour. D'où cette idée, traduite par des anecdotes, des faits de l'année scolaire 1899-1900, d'un déterminisme marquant Enrico et les autres, Garone, Franti, Coretti, Pinocchio, etc.

Cuore a été tourné pour la télévision italienne en six épisodes d'environ une heure chacun. La version cinéma de deux heures actuellement distribuée fut conçue par Comencini lui-même pendant le tournage de la série, avec des plans réglés pour le grand écran. Donc, il ne s'agit pas, comme cela arrive le plus souvent, d'un condensé de feuilleton, mais d'un vrai film, pensé et construit selon le même esprit : certes, mais avec son propre rythme dramatique, son écriture d'une seule coulée, les pulsations d'une durée continue. Lorsque le lieutenant Enrico Bottini revient à Turin, en 1917, pour une courte permission, il a accompli tout un itinéraire psychologique ; il a pris conscience de ce qui s'était réellement passé au cours de cette fameuse dernière année d'école primaire. La boucle est bouclée. Mais, en 1917, il y a toujours des trains qui s'en vont vers le front.

De traité d'éducation et de réformation, le livre d'Edmondo De Amicis — il n'a pas son pareil en France ; pourtant, on pourrait trouver des « leçons » du même genre dans les manuels scolaires de la III<sup>e</sup> République — est devenu voyage dans le passé, confrontation de l'état adulte à l'état de jeunes garçons qui, sauf Franti le ricaneur, la mauvaise tête, ont tous bu à la même fontaine du savoir : celle de l'instituteur Perboni.

Une belle figure, ce Perboni, joué par Johnny Dorelli, qui semble descendu d'un portrait d'époque. Il croit à ce qu'il fait, à ce qu'il enseigne ; il est sévère mais juste ; il aime ses élèves, même ce Franti de si mauvaise réputation. Et pourtant il ne voit pas ce que représente l'hérésie du « petit timbour-sarde », ce gosse qui perd sa jambe pour s'être dévoué à des soldats piémontais campés dans une ferme par les Autrichiens. Il suffit que ce soit exemplaire : Au fond, Perboni prépare les enfants à tous les sacrifices qu'exigeront le maintien de l'ordre social et la défense de la patrie sous les trois couleurs du drapeau. À la fin, il semble qu'il ait compris. Trop tard, de toute façon. Suggérer ainsi des défauts inhérents à la nature humaine

sans en faire porter la faute à un seul individu, c'est tout l'art de Comencini. Peintre de l'enfance, répète-t-on. Oui, mais pas seulement, pas exclusivement, et les correspondances entre les écoliers de 1899 et ce qu'ils sont devenus, adultes, c'est bien plus fort, bien plus émouvant que des tableaux Belle Époque turinois avec jeux, malices, contrastes des bons et des mauvais sujets à l'école. Pour Comencini, chaque être est conditionné par les parents, les éducateurs, la société. Vus par lui, Casanova adolescent et Pinocchio trouveront leurs solutions pour y échapper. Seul Pinocchio y réussit vraiment.

Dans Cuore, même avec, vraiment, tous les élan du cœur, on ne s'en sort pas. Le vieil instituteur en retraite (le merveilleux Eduardo de Filippo) qui eut Bottini père pour élève fut un Perboni en son temps. La jolie institutrice à la plume rouge est la figure idéale de l'amour pour les élèves, mais aussi l'auxiliaire féminine de l'éducation forgeant la nation italienne. Coretti enfant, bercé des exploits militaires de son père, faisait le mort, à la guerre pour rire, en attendant la vraie : Enrico, garçon bien élevé, soumis à un père sentencieux, est devenu, tout natu-

rellement, ce jeune homme élégant sous l'uniforme, cuirassé de bon sens et de savoir-vivre qui fera craquer l'épreuve de la guerre. Au fil d'une évolution subtilement interprétée, Laurent Malet se projette sur le petit Carlo Calenda, et commande, en quelque sorte, tous les mécanismes de la mémoire, des révoltes latentes jamais abouties. Seul, Franti...

A celui-là, que le livre n'avantageait pas, Comencini a réservé tout son intérêt. Non pas qu'il ait négligé les autres (ainsi Rabucio, le fils du maçon poussant son père à apprendre à lire et à écrire). Mais le rébellion de Franti, l'« incompris » gamin du peuple, c'est pour lui le refus d'être adulte comme les adultes veulent que les enfants le soient. Il ira en maison de correction et en prison. Franti, c'est Gianluca Galie, spontané, turbulent, tragique lorsqu'il apparaît à Perboni le crâne tondu, vêtu d'une grossière robe de bure, le cœur noué de sanglots retenus, fier encore malgré les humiliations. C'est aussi, dans le géhenne du front de guerre, le soldat malgré lui tendant à Laurent Malet, que semble toujours suivre l'ange de la mort, le miroir de la vérité.

JACQUES SICLIER.

#### COMENCINI DANS LA ZONE BLEUE DES SOUVENIRS ÉCOLIERS

« EN tirant de Cuore, coproduit par la RAI et l'Autisme 2, à la fois une série de six heures destinée à la télévision et un film pour le cinéma, vous avez démontré que cette promesse contre nature est possible et peut ne pas aboutir à un feuilleton délavé et à un long métrage bâtarde.

— Au prix de quel effort ? soupire Luigi Comencini. C'est un dilemme sans solution. Seule la télévision peut désormais financer une telle entreprise, mais la télévision détruit toute la rigueur du cinéma. D'abord le format. On vous dit : vous devez cadrer un rectangle étiré pour la projection en salle, mais pour la télé, n'oubliez pas, il faut un carré presque parfait. Attention, cependant, certains téléviseurs mangent un peu les bords, tenez-vous donc toujours au centre de l'image. Comme muselière à la création, on peut difficilement trouver mieux.

— Ensuite, la durée. On vous dit : en France ils veulent six fois une heure, mais en Allemagne ils préfèrent douze épisodes d'une demi-heure. Et en Australie ils ont demandé deux heures et demie. D'accord ? Alors, on ne sait plus quoi faire, on coupe l'histoire comme dans un saucisson, le film n'existe plus, il ne reste plus qu'un écheveau de sucre filé qu'on étire, on morcelle. Pauvre auteur...

— Vous êtes pourtant le pionnier du genre. Pinocchio n'a-t-il pas été conçu pour la télévision ?

— Pour des raisons très précises. Ce chef-d'œuvre sur les rapports père-fils et enfant-société avait acquis sa réputation universelle au chevet des tout-petits et dans les usines de Walt Disney. Je me suis posé la question : quel

adulte sortira pour voir ça ? Aucun. Il faut donc lui apporter Pinocchio à domicile. Ce que j'ai fait.

— Avec un succès.

— Oui, la série vient d'être rediffusée pour la cinquième fois. Mais depuis quinze ans les choses ont changé. Si on passe aujourd'hui par la télévision, ce n'est pas un choix.

— Le cinéma italien est donc aussi malade qu'on le dit ?

— Il est en état de coma dépassé. La vieille garde s'accroche.



Comencini dirigeant Matteo Pellarini.

(l'en fait partie), et il n'y a pas de relève. Les salles ferment. De nombreuses villes de plus de cent mille habitants n'en ont plus. Celles qui restent, un peu comme les théâtres, feraient fuir le cinéphile le plus fervent. Il fait froid, le son est exécrable, la projection floue. La seule chose positive dans ce désastre ? Les gens commencent à être excédés par la publicité qui pollue les films diffusés à la télévision. Hachés par les spots, les longs métrages deviennent plus que longs, interminables. Et incompréhensibles. Le comble ?

La publicité qu'on introduit dans un film pour annoncer un autre film... C'est burlesque et navrant.

— D'après vous, c'est ce qui nous attend en France ?

— C'est à craindre.

— Cuore se trouve dans la ligne de Pinocchio ?

— Si l'on considère que la chronique d'Edmondo de Amicis, publiée en 1886, a été, elle aussi, indispensable à des générations de petits Italiens. On m'a d'ailleurs demandé de filmer Cuore tout de suite après Pinocchio. Et j'ai hé-

torique et ramène les écoliers de Cuore dans la zone bleue des souvenirs, au chapitre des enfances miraculeuses.

— Deuxième obstacle : comment introduire les « récits mensuels » éducatifs que le bon maître dispense à ses élèves ? Dans un film qui est la traduction de la parole-en-images, un récit peut sembler à quoi ? Je ne pouvais tout de même pas planter mon instituteur face à la caméra, un livre à la main ? J'ai donc décidé d'illustrer ces « récits » moralisateurs et patriotiques à l'aide de courts métrages muets qui sont à la fois un hommage au cinéma primitif que j'admire beaucoup et une critique formelle de l'avènement d'un phénomène bouleversant : la dictature sans hiérarchie de l'image. Au vingtième siècle, on montrera trop, on montrera tout. Y compris la mort. En direct.

— Lorsqu'on vous voit diriger vos très jeunes comédiens, on est parfois surpris. A leur égard, vous ne manifestez pas de douceur excessive, mais plutôt un respect presque rude.

— S'infantiliser pour se mettre à leur portée serait, en effet, les mépriser. Les enfants ne sont pas des acteurs, on ne doit rien exiger d'eux, si ce n'est de ne pas « jouer ». Le seul problème, le seul impératif est donc d'engager l'enfant « juste ». André, l'interprète de Pinocchio, était un petit garçon vif, intelligent, désobéissant. Tout le portrait de son personnage. L'équipe technique le détestait...

— Qu'est devenu Pinocchio-André ?

— Je ne sais trop. Les prêteurs qui avaient commandité la série lui avaient fait signer un contrat

pour d'autres films. Ça n'a pas marché. La dernière fois que je l'ai rencontré, il était serrurier.

— Aucun de « vos » enfants n'est devenu vedette ?

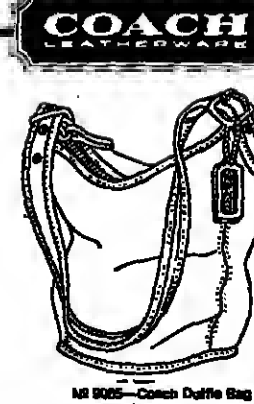
— Non, puisque aucun n'était acteur. Ce n'est pas grave pour les fils de bourgeois : ils prennent un tournage comme un entracte, des vacances. Pour les autres, issus de milieux modestes, c'est plus dangereux.

— Dans Cuore, l'enfant qui joue Franti, le méchant, le « roué au bagne » qui a tant besoin qu'on l'aime, est bouleversant de vérité.

Il ne doit pas être fils de bourgeois...

— C'est plus étonnant encore. Mes assistants, chargés de la prospection, me l'amènent. Aussitôt je sens, je sais, qu'il doit être Franti. Mais la psychologue attachée à la production, dont une des tâches consiste à obtenir l'autorisation des parents, me fait savoir qu'il y a des complications... Lesquelles ? Le père du petit est en prison...

Propos recueillis par DANIELE HEYMAN.



MI 0025—Coach Duffel Bag

Souples et décontractés, les sacs "Coach bag" sont taillés dans un remarquable cuir américain — c'est un cuir "pleine fleur" qui, à l'usage, se patine et vieillit en beauté.

Ce sont les sacs les plus connus depuis dix ans aux U.S.A. et déjà reconnus aujourd'hui à Paris.

**Galerie Coach Bag**

23 Rue Jacob, Paris 6<sup>e</sup>  
43-26-29-17

صحنه من الامم





### DES MARIONNETTES QUI PENSENT...

LE MAHABHARATA est présent à Paris ailleurs qu'aux Bouffes-du-Nord avec le spectacle de Peter Brook. Année oblige, l'Inde est le pays invité par les semaines de la marionnette, à l'Espace Kiron : avec les marionnettes à fils de Yakshagana du Karnataka, ou celles du Rajasthan, nombreux divertissements de cour devenus art populaire, ombres brillantes et endiablées, si différentes de celles de la Chine, du Toin Bolomatta. Ici le spectacle est autant du côté des coulisses que de la scène, avec le groupe des manipulateurs-danseurs-acteurs et les musiciens et leurs instruments étranges, entre grelots et crécelles. Spectacles vifs, comme spontanés et pourtant immémoriaux, reprenant inlassablement l'histoire des pièges que se tendent hommes et dieux. A leur suite, les spectacles français s'attachent à retrouver les ambitions d'un genre un peu oublié.

Avec *Aporie*, Hubert Jappelle s'inspire du *Proces* de Kafka pour une lecture en oratorio où les

marionnettes, grosses têtes angossantes, semblent rythmer le texte, le prolonger dans l'espace. Même souci littéraire chez les Daru et Jean-Pierre Lescot, qui adaptent *la Forêt pétrifiée* (Dante), ou bien la Compagnie de l'Arc en terre qui s'attaque à la *Tragédie de Macbeth*, ou Frédéric Magnin au *Docteur Faust*.

Les organisateurs des Semaines ont à cœur de situer la marionnette hors enfance. Opinion non partagée par le Théâtre de Chaillot, où le premier spectacle pour jeunes spectateurs de la saison, *les Voyages d'Ulysse*, de Jean-Luc Penso, célèbre sans arrière-pensée les hauts faits magiques des vieux mythes.

Penso conjugue avec élégance tradition grecque et techniques chinoises. Rich d'orthodoxe, mais un plaisir pur. Pourquoi ici les adultes ne seraient-ils pas aussi heureux que les enfants ?

BERNARD RAFFALLI

\* Théâtre national de Chaillot, jusqu'au 19 décembre à 14 h 30, relâche dimanche et lundi. Tél. : 45-05-14-50.

### ...DES OMBRES AU MUSÉE...

EN matière d'Asie, l'Occident n'en est pas à une approximation près. En voici encore une : l'exposition de marionnettes et d'ombres que présente le Louvre des antiquaires, avec le concours de la Maison des cultures du monde. Certaines de ces figurines, les birmanes en particulier, ne sont vues dans leur pays qu'à certaines fêtes, à certaines fêtes. Beaucoup sont sacrées, renvoient aux mystères du monde dont elles portent les signes ; elles conjurent des sorts, éloignent les démons. Toutes se meuvent dans la pleine lumière ou derrière une toile fragile et devant un peuple animé de sa foi, de sa ferveur. Or, ici, tout est immobile, tout baigne dans la lumière irréelle et savante des projecteurs. Comme au bois dormant, la vie s'est figée derrière des prismes de verre, et une musique choisie, indienne sans doute, enveloppe cet archipel de cultures. Mais les cinq cents merveilleuses réunies par Françoise Grind et Chérif Khaznadar salissent la magie en plan fixe.

Sans doute, privé de vie, le peuple des marionnettes et des ombres retient d'abord le regard curieux de l'ethnologue. Grandes marionnettes d'or et de feu du Putai Nautch (Etat du Bengale), portées sur la ceinture et manipulées par tige, à peu près introuvables aujourd'hui ; les

ombres du wayang-kulit ; troupe scintillante du wayang-golek aux savants maquillages, rouges, blancs et bleus ; délicates figurines en bois et d'os, marionnettes du wayang-kitik. Le Japon est présent avec ses lisses visages où le bois se fait porcelaine du bunraku ou du bungyo-ningyo.

Et aussi le Syrie, avec les ombres du Karagenez, et les ombres géantes de Thaïlande, d'ordinaire portées par des danseurs. Et même, pour la première fois en Europe, les marionnettes sur eau du Vietnam, dirigées depuis des bouquets de joncs.

L'immobilité permet aussi simplement d'entrer dans l'intimité des matières : cuirs dorés à l'or fin du wayang-kulit javanais, mécanismes crâniens décomposés des marionnettes du bunraku aux yeux et aux lèvres mobiles. Et puis s'impose la fresque en demi-teintes, verte et brune des ombres de ying-ai, le rouge éclat des figurines géantes de tholubomallat. La majesté sombre trônée de lumière du ravana chabya, « ombres des démons » du nord de l'Inde. Le graphisme aigu de Java dresse derrière les dieux et les monstres les simples insectes de la nuit... — B. R.

\* Jusqu'au 2 mars 1986 au Louvre des antiquaires, premier étage. Du mardi au dimanche, de 11 heures à 19 heures.

### ...ET DES TROUPES HEUREUSES

#### LE SACRE D'ALICE

Une comédie musicale imaginée à partir de chansons retrouvées de Lewis Carroll et d'extraits de l'opérette *Alice au pays des merveilles*. Six petites filles nous entraînent dans un univers étrange où l'on rapetisse pour mieux grandir. Alexandre Reverend et Félix Reverend sont les auteurs de ce spectacle original, et Cyril de Turekheim conduit une formation classique composée d'un piano, d'un trombone, d'un bugle, d'un tuba, d'un cor et d'une clarinette.

\* Théâtre de la Ville, les 10, 11, 13 et 14 décembre à 18 h 30.

#### LES AVENTURES INÉDITES DU COCHON EN AMAZONIE

La suite des aventures du cochon, d'après les personnages de Colin McNaughton, racontées et mises en images par Jérôme Savary. Cochon, Cochonnette et Dindon font un voyage mouvementé au Brésil. L'orchestre, déguisé en singes, joue une musique entraînante. La troupe est

joyeuse et tendre, s'amuse elle-même à l'évidence et fait le bonheur de son jeune public.

\* Théâtre Mogador, les mercredis à 14 h et 16 h 30, les samedis et dimanches à 14 h.

#### PARIS-PÉKIN

La tradition du cirque à l'ancienne se perpétue chez les Gruss avec le numéro du jongleur à cheval au pays de Guillaume Tell et les poses équestres d'Arlequin et de Colombine. Une belle idée : l'embarquement des gens du cirque sur un bateau, c'est-à-dire sur un espace fait de maïs, de voiles et de cordages, prêt à l'acrobatie et aux sauts périlleux. Symboliquement, le bateau emmène les spectateurs à la rencontre de la troupe acrobatique de Tian-Jing. Celle-ci présente la danse au dragon, le jonglage des jarres et la pagode des bols. Autant de numéros traditionnels chinois merveilleusement exécutés — C. F.

\* Cirque national, Parc de la Villette, mercredi, dimanche à 14 h et 17 h 15, samedi 14 h, 17 h 15, 20 h 45.

# Ballets-féeries

Sous les masques, une Cendrillon corrosive et un chat botté rusé

Fantastiques et gracieusement immoraux, des contes de fées à la sauce Freud, revus et chorégraphiés par Maguy Marin et Roland Petit, sans oublier Rudolf Nouriev.



Au temps des jeux informatiques et des robots, le ballet-féerie se porta bien. De New-York à Saint-Petersbourg, Noël sacrifia à ce rituel plus que centenaire, peut-être parce qu'alors chacun désire retrouver un peu du merveilleux de l'enfance à travers des divertissements inspirés de Perrault, de Grimm ou de Hoffmann.

Face au conservatisme résolu des théâtres soviétiques, une tendance nouvelle en Occident met de plus en plus l'accent sur l'arrière-plan psychologique des contes de fées. Voici venu le temps de la lecture freudienne où le caractère initiatique — le passage de l'enfance au monde des adultes — prend le pas sur la fantaisie.

Au Palais Garnier on prépare un *Casse-Noisette* dans une version ambiguë de Rudolf Nouriev ou l'héroïne, Clara, en proie aux troubles de l'adolescence, identifie son jouet au prince charmant mais aussi à l'Oncle Drosselmeyer. La dramatique change, mais les grands moments dansés conçus par Marius Petipa sont respectés (1).

A l'Opéra de Lyon, Maguy Marin vient de créer une version de *Cendrillon* entièrement renouvelée qui doit venir à Paris au Théâtre de la Ville (2).

Au Palais des congrès, Roland Petit présente un *Chat botté* de son cru dans la tradition du ballet-féerie. Petit, Petipa, même combat.

Lorsque Françoise Adret, renommée à la direction de la danse à l'Opéra de Lyon, a demandé une *Cendrillon* à Maguy Marin, elle prenait un risque. En quelques années Maguy Marin s'est révélée comme une chorégraphe corrosive, provocatrice, orientée vers une caricature parfois outrée de la société. Passer de l'univers minimaliste de Beckett (*May-4*) aux jolissesses fadas de Perrault n'est pas évident.

Dès le début, le chorégraphe envisage d'utiliser la musique, « qui donne les tendances classiques du danseur et intensifie le caractère mythique du récit ». Elle rêve d'un grand spectacle, façon kabuki ou théâtre théâtral. Mais très vite elle se retrouve entravée par la partition descriptive de Prokofiev et la formation classique de la compagnie.

Elle pense alors exploiter l'aspect psychanalytique du conte, son côté initiatique ; mais comme elle n'a pas un tangram d'intellectuelle forcée, elle réécrit une histoire à base de complexes oedipiens et d'angoisses castratrices ne l'excite guère. Un

jour, devant une vitrine de poupées, elle décide de conserver le livret initial mais de transposer l'action dans l'univers des jouets.

Les masques de papier mâché de Monique Luyton, les costumes de Montserrat Casanova avec leurs rembourrages donnant aux danseurs l'aspect de poupées du dix-neuvième siècle, des poupées de peau bourrées de son, aux fesses et aux mollets proéminents, poupées de cire aux petits yeux maillonnés, poupées de chiffon molles, automates aux gestes saccadés. Sous le prince et Cendrillon, possèdent l'apparence avenante des anciens bébés Jumeau. Ils évoluent dans un monde inquiétant et cruel, au milieu d'un très beau décor, sur trois étages où peuvent se dérouler des actions simultanées.

Maguy Marin s'est approprié *Cendrillon* ; elle l'a intégrée à son propre imaginaire. Tout est cohérent dans ce ballet ; la raideur supposée des jouets, l'engoncement des costumes, imposent une danse maladroite et ridée avec des chutes, des déséquilibres, des singularités ; le port du masque impose une retenue dans l'expression des sentiments. Ce n'est plus l'émerveillement devant le luxe et les splendeurs

du ballet original. Une émotion attendrie naît de ce monde de carton-pâte secoué de passions humaines.

Les balletomanes ne trouveront peut-être pas leur compte dans cette charge malicieuse qui démontre les peurs de l'enfance et la virtuosité. Mais, à l'opéra, on s'efforcera d'entendre la musique coupée de gazouillis d'enfants. A Lyon, le public a bien accueilli le spectacle. Mais, en coulisses, Maguy Marin a tremblé jusqu'à l'apparition furtive d'un petit enfant blond : « Bonjour, maman ! »

Au Palais des congrès, c'est la fièvre des répétitions avec ses aides. Patrick Dupond s'est endormi dans sa loge, il n'est pas prêt. On n'a pas de plan pour le chat ; on le remplacera par un tonneau : « Un tonneau, s'indigne Patrick, je sais bien que j'ai un gros derrière mais quand même ! »

Sur scène, une immense tête d'ogre aux yeux globuleux, à la langue rétractile, crache le feu et se prête aux changements à vue. Conçu par Josef Svoboda, mis en scène par des machinistes échoués à l'intérieur, elle peut être une auberge, une caverne, un palais, au gré d'une histoire qui réunit le

Chat botté et l'Ogre dans un additif aux Contes de Perrault que n'eût pas recueilli leur auteur (3).

« Je n'aurais pas, dit Roland Petit, refait une version de la Belle au bois dormant ou de Cendrillon. J'ai pensé au Chat botté, mais, comme le récit est un peu maigre pour un ballet, je me suis amusé à y ajouter un épisode où intervient l'Ogre. Il capture une jeune fille qui n'est autre que la future épouse du marquis de Carabas. Le chat qui vient à bout de l'Ogre par la ruse hérite de ses bottes de sept lieues.

J'ai repris la facture traditionnelle du ballet-féerie du dix-neuvième siècle avec une intrigue fantastique amenant des pas de deux et des divertissements. La musique a été choisie dans des partitions pour piano de Tchaïkovski que j'ai fait venir de Russie. Elles ont été orchestrées par John Lanchberry. Il s'agit d'un air d'opéra à Marius Petipa. Mais comme nous ne sommes plus en 1885, je ne me suis pas contenté d'un pastiche : l'Ogre exécute des pas de « break-dance », et au finale on assiste à un numéro de « music-hall » avec le « soft shoes » du chat. »

Roland Petit adore raconter des histoires, c'est même là qu'il excelle. Son *Chat botté* est un conte, mais un conte immoral prônant le bluff et le débrouillardisme. L'épisode de l'Ogre s'achève sur une grande bouffe, symbole de voracité, où le chorégraphe s'efforce de faire passer de la sensualité, voire de l'érotisme.

On retrouve son goût du beau dans les costumes de Franca Squarapino inspirés de l'époque de Louis XIV.

Mais le piquant, la drôlerie, tiennent au rôle du chat avec ce qu'il suppose de variations en souplesse et de châtiments en tout genre, un rôle en or pour Patrick Dupond, qui mène l'action un peu comme Fick dans le *Songue d'un nuit d'été*. Programmé à Paris puis à Marseille, Turin, Vienne et peut-être Washington, ce ballet a d'autres chats en réserve : Alexi Zurbila, Hachia Bahiri, Jan Broeckx, Peter Schaufuss. La princesse sera dansée par Dominique Khaloufi puis Yoko Ichino, Carlotta Zampatti et Virginia Alberti.

MARCELLE MICHEL

(1) *Casse-Noisette*, Opéra de Paris, du 20 au 31 décembre.

(2) *Cendrillon*, Opéra de Lyon, jusqu'au 8 décembre, Théâtre de la Ville, du 18 au 23 décembre.

(3) *Le Chat botté*, Palais des congrès, du 3 au 11 décembre.

Danièle Heymann  
Alain Lacombe

## L'année du cinéma 1985

tous les films!

(Almann-Levy)

MAISON DU DANEMARK  
142, CHAMPS-ÉLYSÉES, 8<sup>e</sup> ÉTOILE

### IMAGES NORDIQUES

ERNEST LOHSE  
Dessins (architecture, théâtre, meubles, porcelaines)  
TORBEN HARDENBERG  
Bijoux

Tous les jours de 13 à 19 heures. Dimanches et fêtes de 15 à 19 heures.  
JUSQU'AU 2 FÉVRIER 1986 - Entrée libre

Daniel GRANADOS, peintre espagnol des îles Canaries, expose une partie de son œuvre, peinture générale de style classique — surtout des portraits — du 20 novembre au 31 décembre 1985 dans le salon du Crédit lyonnais de Saint-Cloud, 98, boulevard de la République, aux heures d'ouverture (ouvert le samedi, fermé le lundi).

CERCLE CULTUREL ANATOLIE  
20, rue Sautier — Métro : Cadet

## MUZEHHIER

Tous les jours (sauf dimanche) de 14 h 30 à 19 h  
DU 7 NOVEMBRE AU 7 DÉCEMBRE

JOLY  
« La ville et l'eau »  
Peintures  
du 3 au 19 décembre 1985  
Maison Mouton, 5, rue Pigeon, 75003 Paris  
Tél. 46.37-41-43  
Ouvert tous les jours, sauf le lundi, de 15 h à 19 h

GALERIE JEANNE BUCHER  
53, rue de Saint 75006 Paris (1) 43 24 22 32

## FRED DEUX

les demeures de l'ère  
six dessins pour le mur

SOTHEBY'S  
FOUNDED 1744

### Importante Vente

St. Moritz  
20-22 FÉVRIER 1986

### Bijoux et Objets Précieux

Nécessaire en saphirs roses et diamants, fin XIX<sup>e</sup> siècle, vendu à St-Moritz, février 1985 : 27.500 Francs Suisses (soit 102.000 FF)

Les personnes désireuses de soumettre des bijoux en vue de cette vente pourront rencontrer nos spécialistes sur rendez-vous à Paris, du mardi 10 au jeudi 12 décembre.

Veuillez contacter : Sotheby's Paris 3 rue de Miroménil, 75006 Paris - Tél. : (1) 42.85.40.60



# Peurs exquises

LES MOINS DE TREIZE ANS FONT LA LOI AU CINÉMA EN DÉCEMBRE

On voit rarement autant de bagarres, de pourchasses apocalyptiques, de monstres ricanants que dans les films de décembre, ceux qui préparent aux fêtes. Noël, cadeaux, joie en famille, petit Jésus... Ces images roses ne seraient rien sans leurs rejets diaboliques.

L'homme qui sait le mieux jouer de nos ambiguïtés enfantines - et les manipuler - est Steven Spielberg. Il "présente" le film de Richard Donner, *Les Goonies*, et on a écrit l'histoire - le scénario est de Chris Columbus. Des Indiana Jones au herbé se lancent dans une chasse au trésor. Ils veulent racheter leurs maisons, sinon elles seront détruites pour laisser la place à un terrain de golf.

Le film commence dur, sur un pendu dans une cellule. Il s'agit seulement d'un stratagème qui permet au prisonnier de s'évader, mais pendant quelques secondes on y croit. Par la suite, les Goonies - c'est le nom que se sont donné les jeunes héros - affrontent des truands pétillants

**Monstres ricanants, taureau de feu, géant hideux, sorcières felliniennes, que n'invente-t-on pas pour séduire les petits !**

tiement à distance. Ils sont à la fois l'enfant qui tremble et ne sait plus où s'arrêter le cauchemar, et l'adulte qui mesure. Les Goonies - suprême habileté des auteurs - sont effectivement à l'âge où d'une minute à l'autre on passe de la puérilité à la maturité. Ils ne sont pas indifférents au sexe, mais gardent une vraie candeur en dépit de leur vocabulaire plutôt cru - sur ce point, tous les parents savent que la réalité dépasse la fiction. Ils font des farces, leur humour est désinvolte, ils sont astucieux. Ils fabriquent d'inventables machineries multi-poussées qui les entraînent dans des trajets compliqués, simplement pour entrer chez eux sans passer par la porte. Le meilleur est - forcément - le petit japonais bardé d'instru-

Le copain des Goonies est le géant hideux, frère humain de l'extra-terrestre aux yeux bleus, fils caché de la Bloody Mama. Elle l'a laissé tomber tant de fois quand il était bébé que sa queue en est tout de travers - les relations de Spielberg avec sa mère n'ont pas dû être simples. Mais le gentil Quasimodo possède la force de Frankenstein, sa générosité dévouée. Il remue ses grandes oreilles pointues, comme le sage Yoda de la saga des Jedi, et comme lui, comme E.T., on l'aime. Il lui arrive même de s'identifier à Superman - qu'il a sans doute connu à la télévision, dans le premier épisode... réalisé par Richard Donner.

Vingt minutes de moins, et les Goonies, c'était l'enchantement. Mais les enfants ne trouvent pas le temps long. Etant donné qu'ils sont capables d'écouter vingt fois de suite la même chanson, la répétition des effets ne les gêne pas. Et, avec les Goonies, ils ont tant à découvrir ! Certes, le merveilleux - rétro et sa logique de légende leur paraissent plus insolite que celui d'*Explorers*, film de Joe Dante, où, une fois de plus, des adolescents qui s'ennuient

dans une petite ville tranquille s'envolent vers une planète peuplée d'individus métalliques. Le fait qu'ils s'envolent dans une bulle fabriquée avec des résidus de garage - eux aussi sont les rois de la bricole - n'y change rien. A force de feuilletons, de films, de B.D., traverser l'espace ne suffit plus à exciter l'imagination. C'est devenu aussi banal que le métro ou un voyage de la navette.

Depuis que les ordinateurs sont entrés au lycée et dans les rayonnages, les rêves de puissance et de défi vont ailleurs, retournant aux mystères de la sorcellerie, domaine privilégié du dessin animé, où rien n'est impossible. Encore faut-il que le fantasme dépasse celle des super-productions à effets spéciaux. C'est une question de moyens financiers et techniques. Les studios Walt Disney n'en manquent pas. Leur dernier film, *Taram et le chaudron magique*, en regorge.

Dans des décors splendides et gothiques, c'est l'histoire d'un brave berger, qui, accompagné d'un harde et de son chien, et grâce à une épée qui combat toute seule, délivre une princesse ravissante, mais légèrement pimbêche - il fait bien qu'elle puisse s'identifier au laïos de l'histoire. L'ambition du jeune homme est vaste, il veut non seulement délivrer la princesse, mais la terre, la délivrer du mal. Pour ce faire, il

doit retrouver et neutraliser le chaudron magique, qu'il négocie avec trois superbes sorcières felliniennes.

Pourrait-on, dans ce monde, tremblements de terre, gnomes, traverses les murailles - comme les hologrammes au château hanté de Disneyland - dans la salle, les enfants dévorent des yeux les belles images de leurs fantasmes. L'année, ce sont les dessins des personnages humains, comme toujours trop mièvres, et leur suranimation. Mouvements incessants et simultanés des bras, des paupières, des lèvres, ils donnent l'impression d'avoir été copiés sur les pires produits de l'Actonstudio.

En revanche, notre Astérix national, dans la *Surprise de César* (de Paul et Gaston Brizzi, d'après Goscinny et Uderzo), est statique. Hors de l'action principale, les personnages restent figés dans le décor. Le film souffre du même mal que le cinéma français en général : le mollesse du rythme. De toute façon, la qualité des histoires d'Astérix, c'est leur construction, l'écrit de l'écriture, la finesse des décors anachroniques, la décomposition des gags, le rêve sur l'image arrêtée : le contraire de ce que réclame le dessin animé. Et là, malgré des moyens relativement importants, le spectaculaire (course de char à la Ben Hur, destruction de Coli-

sée) ne soutient pas la comparaison avec les productions américaines.

On peut parier que les enfants continueront à préférer les albums d'Astérix et Obélix. En tout cas, ils adorent la *Dernière Licorne*, long métrage d'animation d'Arthur Rankin et Jules Bass. Ils sont envoûtés par la grâce de l'animal fabuleux et par sa douceur. Ils gambadent avec elle dans sa forêt idyllique, rêvent avec elle, lorsque, transformée en jeune fille, elle cherche en vain le souvenir de son paradis. Ils ont peur avec elle quand le taureau de feu la poursuit et la pousse vers la mer... Ils se mordent les poings au combat de l'aigle et de la sorcière, applaudissent quand des milliers de licornes scintillantes surgissent de l'écume des vagues.

Couleurs pastel, joliesse du dessin, mélancolie songeuse, esthétique poupée Barbie... Les mêmes enfants qui ont ri aux démenties des Goonies avec les squelettes, délicieusement frémis quand le chaudron magique déverse ses fantômes casqués, se déclarent émerveillés. Ils assument nos contradictions.

COLETTE GODARD.

\* *Les Goonies*, Taram et le chaudron magique, voir films suivants.  
\* *Astérix*, sortie prévue le 11 décembre.  
\* *Explorers*, la *Dernière Licorne*, sorties prévues le 18 décembre.



« Les Goonies »



« La Dernière Licorne »

menés par une Bloody Mama plus laide que Carabosse, et un Quasimodo gigantesque enchaîné devant un vieux poste de télévision. Ils s'enfoncent dans les entrailles de la terre, glissent dans les égouts, dérapent au-dessus de gouffres fétides, se heurtent à des squelettes, des chauve-souris, à toutes les terreur nocturnes... On voit même le brave gamin obéir par les friandises, enfermé dans un réfrigérateur avec un cadavre.

Mais ces Gordon Pym qui caraburent au Coca-Cola, engagés dans un parcours où chaque pas est une énigme à résoudre, ont la tête solide et l'inconscient lumineux. Ils rusent avec la peur, la

menés à usages multiples, qui pourraient lui valoir l'oscar du concours Lépine.

Les Mozart de l'ordinateur seraient-ils passés de mode ? On ne trouve pas l'ombre d'un robot ni d'un clavier électronique chez les Goonies, petits génies de la bricole artisanale, qui plongent dans le passé, redécouvrent la fascination des histoires de pirates et la beauté des caillottes. Finies les séries du cosmos, les rencontres du troisième type ont pour cadre le vaisseau fantôme ancré dans un lac souterrain. E.T. est retourné au cœur de sa galaxie, mais les enfants gardent leur tendresse envers l'étranger, le disgracié.

## Le dessin animé français

SECTEUR CRÉATIF CHERCHE CLIENTS SÉRIEUX

Le dessin animé français est arrivé. Les images animées il y a deux ans ont tenu leurs promesses et sont au rendez-vous des fêtes de fin d'année. *Astérix* sur le grand écran, les *Mondes engloutis*, *Céléstine*, *Monstres Dingo* sur Antenne 2, *Robot Story* sur Canal Plus et bientôt sur TF1. Face à la dernière machine de guerre de Walt Disney, la superbe *Taram et le chaudron magique*, l'animation nationale déploie sa force de frappe.

Lorsqu'en 1983, le ministère de la culture décide de relancer l'industrie du dessin animé, cette politique volontariste rencontre un large scepticisme. Comment lutter avec les usines japonaises à la main-d'œuvre peu coûteuse ou contre l'avance technologique des studios Disney ? Il est plus simple de vendre les droits de *Lucky Luke* ou des *Schtroumpfs* aux sociétés américaines, plus rentables de sous-traiter la fabrication d'*Ulysse 31* ou d'*Inspector Gadget* en Extrême-Orient. Il faut toute la conviction de Daniel Populus, responsable de l'agence ministérielle Onet, pour convaincre producteurs et diffuseurs de tenter la pari, de donner du travail aux graphistes français, d'associer l'industrie du jouet à la reconquête du jeune marché des droits dérivés.

Les entreprises fleurissent : Belokapi à Vincennes, France Animation à Montreuil, la fabrication de Jean-François Leguennec dans les Cévennes, Imagis Ordinateur à Angoulême. Staut, les studios de Gaumont et ceux de Jacques Rouxel à Paris. Il faut former des animateurs, des intervenants, des gouscheurs, des directeurs de production, plus de trois cent cinquante personnes qui suivent les stages rapidement mis en place avec l'aide du ministère. L'aventure du long métrage ne va pas sans difficultés. On est loin de la réalisation artisanale de quelques spots publicitaires ou des courts métrages peaufinés pour la Fes-

tival d'Annecy. Il faut apprendre à travailler à la chaîne, à respecter les délais sans sacrifier la qualité, à marier les exigences contradictoires des créateurs et des fabricants de tee-shirts ou de poupées. A Paris, Computer Video Film, à Angoulême Image Ordinateur trébuchent pour avoir parié hâtivement sur les techniques informatiques.

Les premières images naissent enfin. Plus chères certes que leurs concurrentes japonaises mais plus riches aussi. Les scénarios et les personnages sont

La série est vendue à RTL Télévision, au Portugal et en Autriche. Intéresse l'Allemagne et, considération suprême, la chaîne américaine Nickelodeon. *Céléstine* et *Robot Story* suivent ses traces, *Astérix* peut s'appuyer sur le succès international de la bande dessinée pour espérer une belle carrière.

« Il est encore trop tôt pour affirmer que la France a retrouvé une place sur le marché de l'animation », reconnaît Daniel Populus. Mais nous avons déjà triomphé du scepticisme et

Dnullel s'attaque à l'*Enfant bleu* tandis que Télé-Hochette se penche sur le berceau des *Triplés*, la bande dessinée de Nicole Lambert parue dans le *Figaro Madame*.

Mais cette renaissance de la création française est encore économiquement fragile. La fréquentation cinématographique est en baisse et, sur le marché de la télévision, la part est loin d'être gagnée. Pour amorcer une série de dessins animés, il faut pour la vendre à l'étranger. Or comment rester concurrentiel face à des séries étrangères qui trouvent 60 % à 70 % de leur financement sur leur marché national. En France, les télévisions publiques achètent très rarement un dessin animé à plus de 20 % de son coût de production. Au-delà, elles trouvent plus avantageux de consacrer leur budget à l'achat de Disney Channel.

Dans un contexte de difficultés financières, la loi du marché reprend ses droits sur le volontarisme politique. Depuis plusieurs mois, le ministère de la culture tente d'inscrire dans le cahier des charges des chaînes publiques l'obligation de consacrer 20 millions de francs par an au dessin animé français, soit à peine 1 % de leur budget. Mais à l'heure où l'arrivée de la cinquième chaîne va renforcer la concurrence, cette nouvelle contrainte est mal acceptée.

Au moins tente-t-on de faire respecter une autre disposition, déjà inscrite celle-là dans les cahiers des charges : elle oblige les chaînes de télévision à réserver dans la production de dessin animé la totalité des recettes des droits dérivés. La commercialisation des jouets et autres gadgets issus des séries déjà diffusées pourrait rapporter cette année quelque 10 millions de francs. Un strict minimum si l'on veut éviter que le renouveau du dessin animé français ne soit qu'un feu de paille.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.



moins stéréotypés, les décors plus solides et, surtout, l'animation à deux ou quatre images par seconde fait oublier le pauvre mouvement des *Goonies* et autres *Albatros*. On ne retrouve pas la technique éblouissante et luxueuse des productions Disney mais la facture française se défend honnêtement dans le milieu de la gamme internationale.

Le premier accueil du public est encourageant. Si *Gwen* ou la *Légende des sables* est un échec commercial en salle, les *Mondes engloutis* rassemblent chaque semaine sur Antenne 2 huit à dix millions de téléspectateurs.

donné le coup de pouce nécessaire pour que les entreprises puissent décoller. Il faut maintenant qu'elles continuent à remplir leur carnet de commandes. C'est chose faite pour France Animation qui s'est vu commander vingt-six nouveaux épisodes des *Mondes engloutis* et prépare pour TF1 une adaptation de *Raham*, la célèbre bande dessinée de Pif. Belokapi, de son côté, met en chantier *Ys la magnifique*, une légende médiévale pour le cinéma et la télévision. Staut commence la production de *Bing Bang*, un long métrage de Pichet, l'heureux réalisateur du *Chénon* manquant. Le dessinateur Philippe

La Cordée, coupe d'art et sculpture de France  
vous présente le spectacle de la sculpture de l'expression de  
**Groupe ER**  
LILIANA, BOGOLJA, JORDAN ERCEVIC  
Dessins, gravures  
5 décembre 1985 de 19 h à 21 h - Cocktail  
Exposition du 5 au 21 décembre 1985  
Ouvert de 11 h à 19 h sauf les dimanches et fêtes  
21, rue de Valenciennes, 75011 Paris, tel. 47-94-92  
10 francs, Vendredi : 10 h, 10

**MED HAJLANI**  
GALERIE  
CHRISTIAN ASTUGUEVILLE  
42 GALERIE VIVIERNE  
5 RUE DE LA BANQUE PARIS 2<sup>e</sup>

**GALERIE MÉDICIS**  
23, place des Vosges, 75004 PARIS, 278-24-83  
**Jacqueline DURIVAUT**  
Tél. de 11 à 19 h DIMANCHE COMPRIS

DU 18 NOVEMBRE AU 14 DÉCEMBRE 85  
EXPOSITION  
**ALEJANDRO OBREGÓN**  
COLOMBIA  
MAISON  
DE L'AMÉRIQUE LATINE  
100 BOULEVARD SAINT MANDÉ 75 - TEL. 42-22-97-60  
TOUS LES JOURS SAUF DIMANCHE  
DE 10 H À 18 H - ENTRÉE LIBRE

LE THÉÂTRE LES DÉCHARGEURS  
Présenté jusqu'au 31 décembre  
**LES FILS DU SOLEIL**  
ou  
(Le jour où Rimbaud rencontre Verlaine)  
de  
**CHRISTOPHER HAMPTON**  
Mise en scène  
**VICKY MESSICA**  
TRADUCTION : L. ANDRIEU  
1, RUE DES DÉCHARGEURS  
M<sup>e</sup> HALLES - CHATELET  
Réservation : 42-36-00-02

صحنه من الاصل



# Sélection

## CINÉMA

### « Sans toit ni loi » d'Agnès Varda

Mona n'a que le toit de sa tente et ceux qui se présentent. Elle n'a d'autre loi que celle de l'absolue liberté. Elle fait la route, comme on dit, elle s'arrête au gré des rencontres, et repart. Elle en est morte. Quelles traces a-t-elle laissées ? Agnès Varda mène l'enquête dans les paysages d'hiver, de froid, de solitude ; elle reconstruit ce trajet de ruptures (drôle, cruel, tendre, tragique) qui confronte les gens et l'étrange jeune fille. Sandrine Bonnaire anime son rôle avec une émouvante rigueur, et de l'autre côté de la caméra, une grande cinéaste en liberté capte les secrets des décors et des personnages. — C. D.

ET AUSSI. — *Rouge baiser*, de Yvra Belmont (Jeunes amours et politique, années 60). Le temps défilait, de Pierre Bouchet (Histoire d'amour, et le tissu de la guerre). *Tangente*, de Gérard, de Fernando Solinas (l'Argentine en scène). *Mémoires de prison*, de Nelson Pereira dos Santos (la liberté dans l'écriture). *Maman*, d'Arthur Joffé (souvenir à Manhattan). *L'Amie du dragon*, de Michael Cimino (tribut à Cienfuegos). *Colonel Red*, d'Ivan Szabo (l'homme rouge).

## THÉÂTRE

### « Liliom » à Gémier

La pièce de l'auteur hongrois Molnár date du début du siècle. Elle a été adaptée au cinéma par

Fritz Lang, montée au théâtre dans les années 50 par Yves Robert, par Roger Planchon également au temps de la petite salle de la Comédie. C'est aujourd'hui un autre Lyonnais, Bruno Boëglin, Pierrot grinçant, qui s'attache à cette « histoire de voyage qui rate son bonheur et son rachat, comme il rate ses amours. Une histoire simple, montrée simplement, un mélo sans trémo » dans un décor terrestre de fête foraine, devant un tribunal céleste accompagné par l'Orchestre Oswald Andras. (Gémier, du 4 au 22 décembre.) — J. L.

ET AUSSI. — *Le Cid* en Rond-Point (Cornellio et le passion). *Au bur* (Thomas Bernhard et les actes manqués). *Macbeth* à la Comédie-Française (Shakespeare et l'enfant roi). *Boulevard du mélo*, d'Auberjiviers (Robert Mincier et Marguerite Gauthier).

## MUSIQUE

### Celibidache, Charpentier, Duparc et Nunes

Retour d'un grand chef controversé : à la tête de la Philharmonique de Munich, Sergiu Celibidache vient rendre visite au public de l'Orchestre de Paris, avec une œuvre monumentale, la 5<sup>e</sup> Symphonie, de Bruckner (Pleyel, les 5, 8) et un programme Ravel, Strauss, Moussorgski (le 7, à 18 h 30).

Marc-Antoine Charpentier est un trésor pour les chercheurs et amateurs d'inédit : quelques cinq cents œuvres sont encore à découvrir, endormies depuis le dix-septième siècle ; en recréation mondiale, voici quatre *Motets pour les Jésuites* par la Chapelle royale, dirigée par Philippe Herreweghe (Saint-Louis-des-Invalides, le 5 décembre).

Il y a cent ans, Henri Duparc était maire de Mantes-la-Coquette ; la municipalité d'aujourd'hui s'en est souvenue et consacre au grand mélodiste français une exposition et un concert (église Sainte-Eugénie, le 7, à 18 heures).

En hommage à Bach, mais aussi à Alban Berg, Emmanuel Nunes, un des compositeurs portugais les plus doués d'aujourd'hui, a écrit *TP'Erêth*, une œuvre de quatre-vingt minutes, avec six groupes instrumentaux « mis en espace » par deux chefs d'orchestre, qui sera créée, dans le cadre inhabituel de l'église Notre-Dame-du-Travail de Plaisance, par l'Orchestre national. (53, rue Vercingétorix, Paris 14<sup>e</sup>, le 9 décembre.) — J. L.

ET AUSSI. — *Le Psaume selon saint Matthieu*, de Bach (Aria, le 7 ; Minus, le 8 ; Bédier, le 10 ; Montpelier, les 12, 13, 16) ; *Arthur Grumiaux dans des concertos de Mozart et de Bruch*, avec l'Orchestre Lamoureux (Pleyel, le 8, à 17 h 45) ; *Christophe Bouillon, orgue Thibaud* (Gémier, le 9) ; *Messe des fêtes et Messe de Te Deum*, d'Hayward (Saint-Nicolas-des-Champs, le 11.) — J. L.

## JAZZ

### Michel Petrucciani au Théâtre de la Ville

Célèbre, installé aux États-Unis, pressé, assoiffé de musique et de vie, Michel Petrucciani est de retour en ville, back in town comme disent les affiches des musiciens qui reviennent chez eux après un long exil.

Cinq jours au Théâtre de la Ville avec des groupes renouvelés tous les soirs : en duo avec Jim Hall, en trio, en quartet ou en solo. S'il en est qui n'ont jamais entendu Michel Petrucciani, c'est le moment. Ceux qui le connaissent savent qu'ils retourneront le voir dans n'importe quelle formule. (Théâtre de la Ville, jusqu'au 7 décembre, à 18 h 30.) — F. M.

## DANSE

### « Lie » au théâtre de la Bastille

Poursuivant sa programmation de jeunes compagnies contemporaines, le T.C.D. (Théâtre contempo-

rain de la danse), présente *Lie*. Avec cette création, Catherine Diverres, qui jusqu'ici dansait en duo avec Bernardo Montet, travaille pour un groupe de six danseurs, assez hétérogène, puisqu'on y retrouve Pascale Murin et François Hiffier (groupe Grand Magasin). Elle y passe du rêve éveillé (Helen Keller), à la dure réalité quotidienne. Ici, l'effortement de la jungle urbaine est conçu comme une catharsis. (Théâtre de la Bastille, du 3 au 7, 21 heures ; le 8, 17 heures.) — M. M.

ET AUSSI. — *Le Chat botté*, de Roland Petit au Palais des congrès (tradition de Noël oblige), projection des *Chansons rouges* à la cinémathèque de Cluses, 7 décembre à 16 heures (hommage à Massine). Régine Chopinot au Festival de Lille (Théâtre, du 7 au 9 ; le 10, le 10).

## EXPOSITIONS

### Valério Adami au Centre Georges-Pompidou

Rétrospective pour un peintre de figures mentales, construits implacablement, en une cinquantaine de grandes toiles et dessins depuis vingt ans. Où l'on verra que les thèmes depuis le temps du pop art ont évolué ; que, parallèlement, le dessin a pris une autre tournure, ses dernières années surtout. (Galerie contemporaine.)

### Architecture en Inde à l'Ecole des beaux-arts

Architectures traditionnelles d'abord, à travers quelques grands exemples de villes, palais ou forts. Architectures modernes et contemporaines ensuite, depuis l'indépendance et la venue de La Corbusier, auquel un chapitre est consacré.

ET AUSSI. — *Géométrie*, au musée de Lézardou.

## EXPOSITIONS

### Centre Pompidou

Sauf mardi, de 12 h à 22 h ; sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche (42-71-33).

MATTA. Grande galerie. MNAM. Jusqu'au 16 décembre.

KLEE ET LA MUSIQUE. Grande galerie. Jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier.

VALÉRIO ADAMI. Rétrospective. TONY OUSSELY. Sublime d'inspiration, installation vidéo. LA PHOTOGRAPHIE CALIFORNIENNE. 1945-1994. Jusqu'au 10 février. TAKES. Long rue magadèque, 1995. Galeries contemporaines.

ACHILLE CASTIGLIONI. Du design au ready-made. Jusqu'au 3 février. — LE BATEAU BLANC. Science, technologie, design : la construction navale à Tréport. Jusqu'au 3 février. — EAU ET CARREAU. Jusqu'au 20 janvier. CCL.

ATP. 158 rue d'Angoulême de presse. Jusqu'au 20 janvier. BP.

WALT DISNEY. De Blanche-Neige au Chapeau magique, chapiteau-arc de dessin animé. Grand Foyer. Jusqu'au 6 janvier.

### Musées

PICASSO. Des années cinématographiques. Musée Picasso, 5, rue de Thorigny (42-71-25-21). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 16 F. Dim. : 8 F.

SIR JOSHUA REYNOLDS. 1732-1792. Grand Palais, avenue du Général-Eisenhower (42-61-34-10). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 20 F ; sam. : 15 F. Jusqu'au 16 décembre.

ANCIENS ET NOUVEAUX. Choix d'œuvres seules ou en série au sein de participations de 1981 à 1985. Grand Palais, avenue du Général-Eisenhower (voir ci-dessus). Entrée gratuite le 13 janvier. Jusqu'au 3 février.

LA GLOIRE DE VICTOR HUGO. Grand Palais, avenue Winston-Churchill (voir ci-dessus). Jusqu'au 6 janvier.

SALON DES ARTISTES DÉCORATEURS. Grand Palais, avenue Winston-Churchill. Tj. de 10 h à 20 h ; mer. et ven. jusqu'à 22 h. Jusqu'au 15 décembre.

Churchill. Tj. de 10 h à 20 h ; mer. et ven. jusqu'à 22 h. Jusqu'au 15 décembre.

SOLÉIL D'ENCRE. Manuscrits et dessins de Victor Hugo. Petit Palais, avenue Winston-Churchill (42-65-12-73). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 5 janvier.

LE BRUN A VERSAILLES. Jusqu'au 6 janvier. — ANDREA SOLARO EN FRANCE. Jusqu'au 3 mars. — ROMMAGE A JEAN-BAPTISTE PICASSO. 1714-1785. Jusqu'au 10 février. Musée de Louvre, pavillon de Flore, entrée porte Jaume (42-60-39-25). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Entrée : 16 F (gratuite le dimanche).

VERA SZEKELY. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (42-72-61-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 20 h 30. Entrée : 15 F. Jusqu'au 5 janvier.

MATRES MODERNES DE LA COLLECTION THYSSEN-BORNEHESZA. Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Entrée : 18 F. Jusqu'au 5 janvier.

SCULPTURES FRANÇAISES DU XIX<sup>e</sup> SIÈCLE. VICTOR-JUGO ET LA PHOTOGRAPHIE. L'atelier de Jersey. — LE GEMIN DE PARIS. — HENRI CARTIER-BRESSON. La photographie. — IMAGES INDIENNES. L'Inde vue par les photographes indiens au XIX<sup>e</sup> siècle. — AUTOCHROMES. Jusqu'au 13 janvier.

ARCHITECTURES — PHOTOGRAPHIES. Construite avec la culture. Jusqu'au 6 janvier. — Musée d'art et d'essai, palais de Tokyo, 15, avenue du Président-Wilson (42-25-82-53). Sauf mardi, de 9 h à 17 h 15. Entrée : 12 F ; dim. : 6 F.

J.E.H. Larigues. Grand Palais, avenue Winston-Churchill (42-96-10-34). Tj. de 12 h à 19 h. Jusqu'au 26 janvier.

PAUL BELMONDO. Pavillon des Arts, 101, rue Rambuteau (42-35-82-50). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 15 F. Jusqu'au 19 janvier.

A LA DÉCOUVERTE DE DUDOVIC. Musée de la publicité, 18, rue de Paradis (42-46-13-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 6 janvier.

Cherchill. Tj. de 10 h à 20 h ; mer. et ven. jusqu'à 22 h. Jusqu'au 15 décembre.

SOLÉIL D'ENCRE. Manuscrits et dessins de Victor Hugo. Petit Palais, avenue Winston-Churchill (42-65-12-73). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 5 janvier.

LE BRUN A VERSAILLES. Jusqu'au 6 janvier. — ANDREA SOLARO EN FRANCE. Jusqu'au 3 mars. — ROMMAGE A JEAN-BAPTISTE PICASSO. 1714-1785. Jusqu'au 10 février. Musée de Louvre, pavillon de Flore, entrée porte Jaume (42-60-39-25). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Entrée : 16 F (gratuite le dimanche).

VERA SZEKELY. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (42-72-61-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 20 h 30. Entrée : 15 F. Jusqu'au 5 janvier.

MATRES MODERNES DE LA COLLECTION THYSSEN-BORNEHESZA. Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Entrée : 18 F. Jusqu'au 5 janvier.

SCULPTURES FRANÇAISES DU XIX<sup>e</sup> SIÈCLE. VICTOR-JUGO ET LA PHOTOGRAPHIE. L'atelier de Jersey. — LE GEMIN DE PARIS. — HENRI CARTIER-BRESSON. La photographie. — IMAGES INDIENNES. L'Inde vue par les photographes indiens au XIX<sup>e</sup> siècle. — AUTOCHROMES. Jusqu'au 13 janvier.

ARCHITECTURES — PHOTOGRAPHIES. Construite avec la culture. Jusqu'au 6 janvier. — Musée d'art et d'essai, palais de Tokyo, 15, avenue du Président-Wilson (42-25-82-53). Sauf mardi, de 9 h à 17 h 15. Entrée : 12 F ; dim. : 6 F.

J.E.H. Larigues. Grand Palais, avenue Winston-Churchill (42-96-10-34). Tj. de 12 h à 19 h. Jusqu'au 26 janvier.

PAUL BELMONDO. Pavillon des Arts, 101, rue Rambuteau (42-35-82-50). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 15 F. Jusqu'au 19 janvier.

A LA DÉCOUVERTE DE DUDOVIC. Musée de la publicité, 18, rue de Paradis (42-46-13-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 6 janvier.

Cherchill. Tj. de 10 h à 20 h ; mer. et ven. jusqu'à 22 h. Jusqu'au 15 décembre.

SOLÉIL D'ENCRE. Manuscrits et dessins de Victor Hugo. Petit Palais, avenue Winston-Churchill (42-65-12-73). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 5 janvier.

LE BRUN A VERSAILLES. Jusqu'au 6 janvier. — ANDREA SOLARO EN FRANCE. Jusqu'au 3 mars. — ROMMAGE A JEAN-BAPTISTE PICASSO. 1714-1785. Jusqu'au 10 février. Musée de Louvre, pavillon de Flore, entrée porte Jaume (42-60-39-25). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Entrée : 16 F (gratuite le dimanche).

VERA SZEKELY. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (42-72-61-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 20 h 30. Entrée : 15 F. Jusqu'au 5 janvier.

MATRES MODERNES DE LA COLLECTION THYSSEN-BORNEHESZA. Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Entrée : 18 F. Jusqu'au 5 janvier.

SCULPTURES FRANÇAISES DU XIX<sup>e</sup> SIÈCLE. VICTOR-JUGO ET LA PHOTOGRAPHIE. L'atelier de Jersey. — LE GEMIN DE PARIS. — HENRI CARTIER-BRESSON. La photographie. — IMAGES INDIENNES. L'Inde vue par les photographes indiens au XIX<sup>e</sup> siècle. — AUTOCHROMES. Jusqu'au 13 janvier.

ARCHITECTURES — PHOTOGRAPHIES. Construite avec la culture. Jusqu'au 6 janvier. — Musée d'art et d'essai, palais de Tokyo, 15, avenue du Président-Wilson (42-25-82-53). Sauf mardi, de 9 h à 17 h 15. Entrée : 12 F ; dim. : 6 F.

J.E.H. Larigues. Grand Palais, avenue Winston-Churchill (42-96-10-34). Tj. de 12 h à 19 h. Jusqu'au 26 janvier.

PAUL BELMONDO. Pavillon des Arts, 101, rue Rambuteau (42-35-82-50). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 15 F. Jusqu'au 19 janvier.

A LA DÉCOUVERTE DE DUDOVIC. Musée de la publicité, 18, rue de Paradis (42-46-13-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 6 janvier.

Cherchill. Tj. de 10 h à 20 h ; mer. et ven. jusqu'à 22 h. Jusqu'au 15 décembre.

SOLÉIL D'ENCRE. Manuscrits et dessins de Victor Hugo. Petit Palais, avenue Winston-Churchill (42-65-12-73). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 5 janvier.

LE BRUN A VERSAILLES. Jusqu'au 6 janvier. — ANDREA SOLARO EN FRANCE. Jusqu'au 3 mars. — ROMMAGE A JEAN-BAPTISTE PICASSO. 1714-1785. Jusqu'au 10 février. Musée de Louvre, pavillon de Flore, entrée porte Jaume (42-60-39-25). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Entrée : 16 F (gratuite le dimanche).

VERA SZEKELY. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (42-72-61-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 20 h 30. Entrée : 15 F. Jusqu'au 5 janvier.

MATRES MODERNES DE LA COLLECTION THYSSEN-BORNEHESZA. Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Entrée : 18 F. Jusqu'au 5 janvier.

SCULPTURES FRANÇAISES DU XIX<sup>e</sup> SIÈCLE. VICTOR-JUGO ET LA PHOTOGRAPHIE. L'atelier de Jersey. — LE GEMIN DE PARIS. — HENRI CARTIER-BRESSON. La photographie. — IMAGES INDIENNES. L'Inde vue par les photographes indiens au XIX<sup>e</sup> siècle. — AUTOCHROMES. Jusqu'au 13 janvier.

ARCHITECTURES — PHOTOGRAPHIES. Construite avec la culture. Jusqu'au 6 janvier. — Musée d'art et d'essai, palais de Tokyo, 15, avenue du Président-Wilson (42-25-82-53). Sauf mardi, de 9 h à 17 h 15. Entrée : 12 F ; dim. : 6 F.

J.E.H. Larigues. Grand Palais, avenue Winston-Churchill (42-96-10-34). Tj. de 12 h à 19 h. Jusqu'au 26 janvier.

PAUL BELMONDO. Pavillon des Arts, 101, rue Rambuteau (42-35-82-50). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 15 F. Jusqu'au 19 janvier.

A LA DÉCOUVERTE DE DUDOVIC. Musée de la publicité, 18, rue de Paradis (42-46-13-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 6 janvier.

Cherchill. Tj. de 10 h à 20 h ; mer. et ven. jusqu'à 22 h. Jusqu'au 15 décembre.

SOLÉIL D'ENCRE. Manuscrits et dessins de Victor Hugo. Petit Palais, avenue Winston-Churchill (42-65-12-73). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 5 janvier.

LE BRUN A VERSAILLES. Jusqu'au 6 janvier. — ANDREA SOLARO EN FRANCE. Jusqu'au 3 mars. — ROMMAGE A JEAN-BAPTISTE PICASSO. 1714-1785. Jusqu'au 10 février. Musée de Louvre, pavillon de Flore, entrée porte Jaume (42-60-39-25). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Entrée : 16 F (gratuite le dimanche).

VERA SZEKELY. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (42-72-61-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 20 h 30. Entrée : 15 F. Jusqu'au 5 janvier.

MATRES MODERNES DE LA COLLECTION THYSSEN-BORNEHESZA. Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Entrée : 18 F. Jusqu'au 5 janvier.

SCULPTURES FRANÇAISES DU XIX<sup>e</sup> SIÈCLE. VICTOR-JUGO ET LA PHOTOGRAPHIE. L'atelier de Jersey. — LE GEMIN DE PARIS. — HENRI CARTIER-BRESSON. La photographie. — IMAGES INDIENNES. L'Inde vue par les photographes indiens au XIX<sup>e</sup> siècle. — AUTOCHROMES. Jusqu'au 13 janvier.

ARCHITECTURES — PHOTOGRAPHIES. Construite avec la culture. Jusqu'au 6 janvier. — Musée d'art et d'essai, palais de Tokyo, 15, avenue du Président-Wilson (42-25-82-53). Sauf mardi, de 9 h à 17 h 15. Entrée : 12 F ; dim. : 6 F.

J.E.H. Larigues. Grand Palais, avenue Winston-Churchill (42-96-10-34). Tj. de 12 h à 19 h. Jusqu'au 26 janvier.

PAUL BELMONDO. Pavillon des Arts, 101, rue Rambuteau (42-35-82-50). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 15 F. Jusqu'au 19 janvier.

A LA DÉCOUVERTE DE DUDOVIC. Musée de la publicité, 18, rue de Paradis (42-46-13-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 6 janvier.

Cherchill. Tj. de 10 h à 20 h ; mer. et ven. jusqu'à 22 h. Jusqu'au 15 décembre.

SOLÉIL D'ENCRE. Manuscrits et dessins de Victor Hugo. Petit Palais, avenue Winston-Churchill (42-65-12-73). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 5 janvier.

LE BRUN A VERSAILLES. Jusqu'au 6 janvier. — ANDREA SOLARO EN FRANCE. Jusqu'au 3 mars. — ROMMAGE A JEAN-BAPTISTE PICASSO. 1714-1785. Jusqu'au 10 février. Musée de Louvre, pavillon de Flore, entrée porte Jaume (42-60-39-25). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Entrée : 16 F (gratuite le dimanche).

VERA SZEKELY. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (42-72-61-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 20 h 30. Entrée : 15 F. Jusqu'au 5 janvier.

MATRES MODERNES DE LA COLLECTION THYSSEN-BORNEHESZA. Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Entrée : 18 F. Jusqu'au 5 janvier.

SCULPTURES FRANÇAISES DU XIX<sup>e</sup> SIÈCLE. VICTOR-JUGO ET LA PHOTOGRAPHIE. L'atelier de Jersey. — LE GEMIN DE PARIS. — HENRI CARTIER-BRESSON. La photographie. — IMAGES INDIENNES. L'Inde vue par les photographes indiens au XIX<sup>e</sup> siècle. — AUTOCHROMES. Jusqu'au 13 janvier.

ARCHITECTURES — PHOTOGRAPHIES. Construite avec la culture. Jusqu'au 6 janvier. — Musée d'art et d'essai, palais de Tokyo, 15, avenue du Président-Wilson (42-25-82-53). Sauf mardi, de 9 h à 17 h 15. Entrée : 12 F ; dim. : 6 F.

J.E.H. Larigues. Grand Palais, avenue Winston-Churchill (42-96-10-34). Tj. de 12 h à 19 h. Jusqu'au 26 janvier.

PAUL BELMONDO. Pavillon des Arts, 101, rue Rambuteau (42-35-82-50). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 15 F. Jusqu'au 19 janvier.

A LA DÉCOUVERTE DE DUDOVIC. Musée de la publicité, 18, rue de Paradis (42-46-13-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 6 janvier.

Cherchill. Tj. de 10 h à 20 h ; mer. et ven. jusqu'à 22 h. Jusqu'au 15 décembre.

SOLÉIL D'ENCRE. Manuscrits et dessins de Victor Hugo. Petit Palais, avenue Winston-Churchill (42-65-12-73). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 5 janvier.

LE BRUN A VERSAILLES. Jusqu'au 6 janvier. — ANDREA SOLARO EN FRANCE. Jusqu'au 3 mars. — ROMMAGE A JEAN-BAPTISTE PICASSO. 1714-1785. Jusqu'au 10 février. Musée de Louvre, pavillon de Flore, entrée porte Jaume (42-60-39-25). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Entrée : 16 F (gratuite le dimanche).

VERA SZEKELY. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (42-72-61-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 20 h 30. Entrée : 15 F. Jusqu'au 5 janvier.

MATRES MODERNES DE LA COLLECTION THYSSEN-BORNEHESZA. Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Entrée : 18 F. Jusqu'au 5 janvier.

SCULPTURES FRANÇAISES DU XIX<sup>e</sup> SIÈCLE. VICTOR-JUGO ET LA PHOTOGRAPHIE. L'atelier de Jersey. — LE GEMIN DE PARIS. — HENRI CARTIER-BRESSON. La photographie. — IMAGES INDIENNES. L'Inde vue par les photographes indiens au XIX<sup>e</sup> siècle. — AUTOCHROMES. Jusqu'au 13 janvier.

ARCHITECTURES — PHOTOGRAPHIES. Construite avec la culture. Jusqu'au 6 janvier. — Musée d'art et d'essai, palais de Tokyo, 15, avenue du Président-Wilson (42-25-82-53). Sauf mardi, de 9 h à 17 h 15. Entrée : 12 F ; dim. : 6 F.

J.E.H. Larigues. Grand Palais, avenue Winston-Churchill (42-96-10-34). Tj. de 12 h à 19 h. Jusqu'au 26 janvier.

PAUL BELMONDO. Pavillon des Arts, 101, rue Rambuteau (42-35-82-50). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 15 F. Jusqu'au 19 janvier.

A LA DÉCOUVERTE DE DUDOVIC. Musée de la publicité, 18, rue de Paradis (42-46-13-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 6 janvier.

Cherchill. Tj. de 10 h à 20 h ; mer. et ven. jusqu'à 22 h. Jusqu'au 15 décembre.

SOLÉIL D'ENCRE. Manuscrits et dessins de Victor Hugo. Petit Palais, avenue Winston-Churchill (42-65-12-73). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 5 janvier.

LE BRUN A VERSAILLES. Jusqu'au 6 janvier. — ANDREA SOLARO EN FRANCE. Jusqu'au 3 mars. — ROMMAGE A JEAN-BAPTISTE PICASSO. 1714-1785. Jusqu'au 10 février. Musée de Louvre, pavillon de Flore, entrée porte Jaume (42-60-39-25). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Entrée : 16 F (gratuite le dimanche).

VERA SZEKELY. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (42-72-61-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 20 h 30. Entrée : 15 F. Jusqu'au 5 janvier.

MATRES MODERNES DE LA COLLECTION THYSSEN-BORNEHESZA. Musée d'art moderne de



## LES SPECTACLES NOUVEAUX

**Les salles suivantes**

Les jours de première sont indiqués entre parenthèses.

— Spectacles affectueux par le club du « Monde des spectacles »

**OPÉRA (42-57-57-50),** mar., sam., mar., (dim.) à 19 h 30 : Le Siège de Corinthe; ven. 19 h 30, 20 h 30 : Roméo et Juliette.

**SALLE FAVART (42-06-06-11),** Reliège. COMÉDIE-FRANÇAISE (42-96-10-20), mar. à 14 h 30, ven. à 20 h 30, dim. à 14 h 30 : Le Cid; 19 h 30 : Les Troïades de Molière; jen. à 20 h 30 : Feytaud; Comédies en un acte; mar., sam., dim. (dim.) à 20 h 30 : Méridien.

**— CHAILLOU (42-78-18-19),** Grand Forum. — **OPÉRA (42-57-57-50),** mar., sam., à 15 h 18 h 30 : Vopéras d'Ulisse (marionettes); Électroton; Conversations; Débat; dim. à 17 h : Qu'est-ce qu'il faut de la vie? L'Éclaircie; 19 h 30 : L'Éclaircie; 20 h 30 : L'Éclaircie; 21 h 30 : L'Éclaircie; 22 h 30 : L'Éclaircie; 23 h 30 : L'Éclaircie; 24 h 30 : L'Éclaircie; 25 h 30 : L'Éclaircie; 26 h 30 : L'Éclaircie; 27 h 30 : L'Éclaircie; 28 h 30 : L'Éclaircie; 29 h 30 : L'Éclaircie; 30 h 30 : L'Éclaircie; 31 h 30 : L'Éclaircie; 32 h 30 : L'Éclaircie; 33 h 30 : L'Éclaircie; 34 h 30 : L'Éclaircie; 35 h 30 : L'Éclaircie; 36 h 30 : L'Éclaircie; 37 h 30 : L'Éclaircie; 38 h 30 : L'Éclaircie; 39 h 30 : L'Éclaircie; 40 h 30 : L'Éclaircie; 41 h 30 : L'Éclaircie; 42 h 30 : L'Éclaircie; 43 h 30 : L'Éclaircie; 44 h 30 : L'Éclaircie; 45 h 30 : L'Éclaircie; 46 h 30 : L'Éclaircie; 47 h 30 : L'Éclaircie; 48 h 30 : L'Éclaircie; 49 h 30 : L'Éclaircie; 50 h 30 : L'Éclaircie; 51 h 30 : L'Éclaircie; 52 h 30 : L'Éclaircie; 53 h 30 : L'Éclaircie; 54 h 30 : L'Éclaircie; 55 h 30 : L'Éclaircie; 56 h 30 : L'Éclaircie; 57 h 30 : L'Éclaircie; 58 h 30 : L'Éclaircie; 59 h 30 : L'Éclaircie; 60 h 30 : L'Éclaircie; 61 h 30 : L'Éclaircie; 62 h 30 : L'Éclaircie; 63 h 30 : L'Éclaircie; 64 h 30 : L'Éclaircie; 65 h 30 : L'Éclaircie; 66 h 30 : L'Éclaircie; 67 h 30 : L'Éclaircie; 68 h 30 : L'Éclaircie; 69 h 30 : L'Éclaircie; 70 h 30 : L'Éclaircie; 71 h 30 : L'Éclaircie; 72 h 30 : L'Éclaircie; 73 h 30 : L'Éclaircie; 74 h 30 : L'Éclaircie; 75 h 30 : L'Éclaircie; 76 h 30 : L'Éclaircie; 77 h 30 : L'Éclaircie; 78 h 30 : L'Éclaircie; 79 h 30 : L'Éclaircie; 80 h 30 : L'Éclaircie; 81 h 30 : L'Éclaircie; 82 h 30 : L'Éclaircie; 83 h 30 : L'Éclaircie; 84 h 30 : L'Éclaircie; 85 h 30 : L'Éclaircie; 86 h 30 : L'Éclaircie; 87 h 30 : L'Éclaircie; 88 h 30 : L'Éclaircie; 89 h 30 : L'Éclaircie; 90 h 30 : L'Éclaircie; 91 h 30 : L'Éclaircie; 92 h 30 : L'Éclaircie; 93 h 30 : L'Éclaircie; 94 h 30 : L'Éclaircie; 95 h 30 : L'Éclaircie; 96 h 30 : L'Éclaircie; 97 h 30 : L'Éclaircie; 98 h 30 : L'Éclaircie; 99 h 30 : L'Éclaircie; 100 h 30 : L'Éclaircie; 101 h 30 : L'Éclaircie; 102 h 30 : L'Éclaircie; 103 h 30 : L'Éclaircie; 104 h 30 : L'Éclaircie; 105 h 30 : L'Éclaircie; 106 h 30 : L'Éclaircie; 107 h 30 : L'Éclaircie; 108 h 30 : L'Éclaircie; 109 h 30 : L'Éclaircie; 110 h 30 : L'Éclaircie; 111 h 30 : L'Éclaircie; 112 h 30 : L'Éclaircie; 113 h 30 : L'Éclaircie; 114 h 30 : L'Éclaircie; 115 h 30 : L'Éclaircie; 116 h 30 : L'Éclaircie; 117 h 30 : L'Éclaircie; 118 h 30 : L'Éclaircie; 119 h 30 : L'Éclaircie; 120 h 30 : L'Éclaircie; 121 h 30 : L'Éclaircie; 122 h 30 : L'Éclaircie; 123 h 30 : L'Éclaircie; 124 h 30 : L'Éclaircie; 125 h 30 : L'Éclaircie; 126 h 30 : L'Éclaircie; 127 h 30 : L'Éclaircie; 128 h 30 : L'Éclaircie; 129 h 30 : L'Éclaircie; 130 h 30 : L'Éclaircie; 131 h 30 : L'Éclaircie; 132 h 30 : L'Éclaircie; 133 h 30 : L'Éclaircie; 134 h 30 : L'Éclaircie; 135 h 30 : L'Éclaircie; 136 h 30 : L'Éclaircie; 137 h 30 : L'Éclaircie; 138 h 30 : L'Éclaircie; 139 h 30 : L'Éclaircie; 140 h 30 : L'Éclaircie; 141 h 30 : L'Éclaircie; 142 h 30 : L'Éclaircie; 143 h 30 : L'Éclaircie; 144 h 30 : L'Éclaircie; 145 h 30 : L'Éclaircie; 146 h 30 : L'Éclaircie; 147 h 30 : L'Éclaircie; 148 h 30 : L'Éclaircie; 149 h 30 : L'Éclaircie; 150 h 30 : L'Éclaircie; 151 h 30 : L'Éclaircie; 152 h 30 : L'Éclaircie; 153 h 30 : L'Éclaircie; 154 h 30 : L'Éclaircie; 155 h 30 : L'Éclaircie; 156 h 30 : L'Éclaircie; 157 h 30 : L'Éclaircie; 158 h 30 : L'Éclaircie; 159 h 30 : L'Éclaircie; 160 h 30 : L'Éclaircie; 161 h 30 : L'Éclaircie; 162 h 30 : L'Éclaircie; 163 h 30 : L'Éclaircie; 164 h 30 : L'Éclaircie; 165 h 30 : L'Éclaircie; 166 h 30 : L'Éclaircie; 167 h 30 : L'Éclaircie; 168 h 30 : L'Éclaircie; 169 h 30 : L'Éclaircie; 170 h 30 : L'Éclaircie; 171 h 30 : L'Éclaircie; 172 h 30 : L'Éclaircie; 173 h 30 : L'Éclaircie; 174 h 30 : L'Éclaircie; 175 h 30 : L'Éclaircie; 176 h 30 : L'Éclaircie; 177 h 30 : L'Éclaircie; 178 h 30 : L'Éclaircie; 179 h 30 : L'Éclaircie; 180 h 30 : L'Éclaircie; 181 h 30 : L'Éclaircie; 182 h 30 : L'Éclaircie; 183 h 30 : L'Éclaircie; 184 h 30 : L'Éclaircie; 185 h 30 : L'Éclaircie; 186 h 30 : L'Éclaircie; 187 h 30 : L'Éclaircie; 188 h 30 : L'Éclaircie; 189 h 30 : L'Éclaircie; 190 h 30 : L'Éclaircie; 191 h 30 : L'Éclaircie; 192 h 30 : L'Éclaircie; 193 h 30 : L'Éclaircie; 194 h 30 : L'Éclaircie; 195 h 30 : L'Éclaircie; 196 h 30 : L'Éclaircie; 197 h 30 : L'Éclaircie; 198 h 30 : L'Éclaircie; 199 h 30 : L'Éclaircie; 200 h 30 : L'Éclaircie; 201 h 30 : L'Éclaircie; 202 h 30 : L'Éclaircie; 203 h 30 : L'Éclaircie; 204 h 30 : L'Éclaircie; 205 h 30 : L'Éclaircie; 206 h 30 : L'Éclaircie; 207 h 30 : L'Éclaircie; 208 h 30 : L'Éclaircie; 209 h 30 : L'Éclaircie; 210 h 30 : L'Éclaircie; 211 h 30 : L'Éclaircie; 212 h 30 : L'Éclaircie; 213 h 30 : L'Éclaircie; 214 h 30 : L'Éclaircie; 215 h 30 : L'Éclaircie; 216 h 30 : L'Éclaircie; 217 h 30 : L'Éclaircie; 218 h 30 : L'Éclaircie; 219 h 30 : L'Éclaircie; 220 h 30 : L'Éclaircie; 221 h 30 : L'Éclaircie; 222 h 30 : L'Éclaircie; 223 h 30 : L'Éclaircie; 224 h 30 : L'Éclaircie; 225 h 30 : L'Éclaircie; 226 h 30 : L'Éclaircie; 227 h 30 : L'Éclaircie; 228 h 30 : L'Éclaircie; 229 h 30 : L'Éclaircie; 230 h 30 : L'Éclaircie; 231 h 30 : L'Éclaircie; 232 h 30 : L'Éclaircie; 233 h 30 : L'Éclaircie; 234 h 30 : L'Éclaircie; 235 h 30 : L'Éclaircie; 236 h 30 : L'Éclaircie; 237 h 30 : L'Éclaircie; 238 h 30 : L'Éclaircie; 239 h 30 : L'Éclaircie; 240 h 30 : L'Éclaircie; 241 h 30 : L'Éclaircie; 242 h 30 : L'Éclaircie; 243 h 30 : L'Éclaircie; 244 h 30 : L'Éclaircie; 245 h 30 : L'Éclaircie; 246 h 30 : L'Éclaircie; 247 h 30 : L'Éclaircie; 248 h 30 : L'Éclaircie; 249 h 30 : L'Éclaircie; 250 h 30 : L'Éclaircie; 251 h 30 : L'Éclaircie; 252 h 30 : L'Éclaircie; 253 h 30 : L'Éclaircie; 254 h 30 : L'Éclaircie; 255 h 30 : L'Éclaircie; 256 h 30 : L'Éclaircie; 257 h 30 : L'Éclaircie; 258 h 30 : L'Éclaircie; 259 h 30 : L'Éclaircie; 260 h 30 : L'Éclaircie; 261 h 30 : L'Éclaircie; 262 h 30 : L'Éclaircie; 263 h 30 : L'Éclaircie; 264 h 30 : L'Éclaircie; 265 h 30 : L'Éclaircie; 266 h 30 : L'Éclaircie; 267 h 30 : L'Éclaircie; 268 h 30 : L'Éclaircie; 269 h 30 : L'Éclaircie; 270 h 30 : L'Éclaircie; 271 h 30 : L'

**Les autres salles**

— A. DEJAZET (48-87-97-34) (D. soir et la 10), 21 h : la Repenseuse.

— AMANDIERS DE PARIS (43-66-42-17) (D. L.), 20 h 45 : Septuor vocal.

— ANTOINE-SIMONE BERRIAU (43-08-77-71) (D. soir, L.), 20 h 30, aerm. 17 h et 21 h, dim. 15 h 30 : Lily et Lily.

— ARCADE (43-38-19-70) (D. soir, L., mar.), 20 h 30, Dim. 17 h : les Femmes savantes.

— ARTS-HENRIOT (43-87-23-23) (D.

**LIÈRE-THÉÂTRE** (45-86-55-83)  
(D. soir, L.) 20 h 30, dim. 16 h : le Vici  
Homme et le Méc.

**LUCERNAIRE** (45-44-57-34) (D.) : L  
18 h : Garde le vol en mémoire (à partir  
du 9) : 20 h : Les Merveilles de Diep.  
- IL 18 h : Pardon Mameur Prévert : 20 h :  
la Fête noire : 22 h 15 : Shazne : Petite  
Salle, 21 h 30 : Pinau Solo.

**LYS-MONTFARNASSE** (43-27-88-  
61) (D., L.) : 20 h : Astier's Rimbaud :  
22 h 30 : Avec ou sans risques.

**MADELEINE** (42-63-07-09) (D. soir,  
L.) 22 h, sem. 18 h, dim. 15 h : Comme

THÉÂTRE DE FORTUNE, les 6 à  
 21 h : Bandit ! Voyou ! Polariste !  
 THÉÂTRE GRÉVIN (42-46-84-47),  
 21 h : Dangeur amour.  
 THÉÂTRE DE L'ÎLE SAINT-LOUIS  
 (46-33-48-65), jeu., ven. 20 h 30 : Astro  
 Folles Show.  
 THÉÂTRE 3 SUR 4 (43-27-09-16) (D.  
 soir, L.) 20 h 30, dim. 17 h : le Tigre.  
 TINTAMARRE (48-87-33-82) (D.  
 L.) 20 h 15 : le Bal de Nîmesdental.  
 21 h 30 : C'est encore loin la mairie.  
 22 h 30 : Lime creuse l'écran.  
 THÉÂTRE 13 (45-88-16-30) (D. soir,

NTONY, Th. F.-Génier (46-66-02-74)  
(D. soir., L.), 21 h, dim., 15 h : Bête  
comme un homme.

SNIERES, CCA (47-33-69-36), le 9 à  
20 h 45 : F. Lalanne.

UBERVILLERS, Th. de la Commune  
(48-34-67-67), voir Festival d'automne.

ULOGNE-BILLANCOURT, TRB  
(46-03-60-44) (D. soir., L.), 20 h 30,  
dim., 15 h 30 : Au bar.

URGY-PONTOISE, ESSEC (30-03-  
33-69), le 7, à 21 h : Kid Creole and the  
Cocent.

URLES, CAC (44-21-43-89), le 2 à

Leprest, J. Hillerweck.  
NTIN, épouse sous chapiteau (43-55-  
48-28), le 7 à 19 h : F de au trésor.  
S-ORANGES, CC R. Demos (69-06-  
2-72), le 7 à 20 h 45 : Cie Q. Rouillier.  
ENT-MAUR, Road-Point Liberté (48-  
9-30-10), les 5, 8 à 14 h 30, le 6 à  
4 h 30 et 21 h, le 7 à 21 h : ALD... Jean-  
baptiste.  
EAUX, Les Gémeaux (46-60-55-64), le  
7 à 22 h 30 : Zool Fleischer Quintet.  
RESNES, centre de Loisirs (45-06-  
3-10) (D. L., Mar.), 20 h 45 : Tom-  
beau pour cinq cent mille soldats.

Les jours de première sont indiqués entre parenthèses.

[illegible]

**ASTRILLE-THÉÂTRE** (42-36-35-59),  
18 h 30 : *Le grand amour*, 20 h 30, dim. 16 h :  
*L'Amour en vacances*.

**ATELIER** (46-06-49-24) (D. noir, L.)  
21 h 30 : 18 h, dim 15 h : *Deux sur la  
table*.

**BOULEVARD DU NOUD** (42-34-54-55)  
18 h 45, 10 h 20, 16 h, 7 h 15 et 18 h 13 h :  
le Méliabarra.

**BOUTEES PARISIENNES** (42-56-  
60-34) (D. noir, L.), 21 h, dim 15 h 30 :  
*Le grand amour*.

**BOULV' (42-73-47-84) (D. noir, L.)**  
20 h : *Droit d'apostrophe* ; 21 h, dim.  
16 h : *Les deux sexes*, comme ci 22 h 30,  
22 h 17 h 30 : *Y'en a marre, est-ce vous ?*

**CHATELAIN-CHERIE** (Rue de Saint-  
Louis, 47-42-44-08)  
18 h 15 : 30 h : *L'histoire terrible mais in-  
achevée de Norodom Sihanouk*, roi du  
Cambodge ; *Agassara* (47-43-99-61)  
18 h 15, 20 h 15, 20 h 45, dim. 16 h :  
30 h : *Le grand amour*.

**CHATELAIN-DUCLUX** (Egise de laide 48-68-  
39-74), jeu, ven. sam. 20 h, dim.  
15 h 30 : *Mafre* ; *Portrait of son valet*  
18 h 15, 20 h 15, 20 h 45, dim. 16 h :  
30 h : *Le grand amour*.

**CITE INTERNATIONALE** (45-89-  
38-69), Grand Théâtre : le 4 à 20 h : le  
Baby-sitter, le 21 h : *Ombre et lumière*, le  
22 h : *Le grand amour*, le 23 h : *Le grand  
amour* ; *Comme d'habitude* d'une nuit d'été,  
le 7 à 20 h 30 : *Le roi et son ministre* ; *Requiem*  
(D. L.), 20 h 30 h : *Le Pavillon des enfants*.

**CIA** (46-72-83-17) : le 4, 5, 6, 7, 8  
h 30 : 18 h 15 h : *Tales*, Paris et  
Broadway.

**COMÉDIE CAUDMONTIN** (47-43-43-41)  
(Merç, D. noir), 21 h, dim. 15 h 30 :  
*Le grand amour*.

**COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES**  
(42-24-06-24) (D. noir, L.), 21 h,  
jeu, 18 h, dim 15 h 30 : *Le grand amour*, le mo-  
nieur est avancé.

**COMÉDIE ITALIENNE** (43-21-  
22-00) (D. noir, L.), 20 h 30, dim.  
15 h 30 : *Les Louanges d'Arlequin* et  
Colombine.

**COMÉDIE DE PARIS** (42-81-00-11)  
(D. noir), 20 h 30, dim. 15 h 30 :  
*Le grand amour*, le mo-  
nieur, dim. 18 h : *Leanne d'Arc* et ses  
complices.

**GAUJOU** (42-61-60-14) (D. noir, Merç)  
21 h, dim 15 h 30 : *An accord*, elle me

**FÉLIX** (42-78-05-53) (D. soir, L. 20 h 30 : *Mémoires*).

**MAIRIE-STUART** (45-06-17-80) (D. soir, L. 20 h 30 : *Revue des arts*).

**MATHURIN** (L. 20 h 15, dim. 15 h 30 : *Sauvage Love*; (D. soir, L. 22 h 15 : *Haute surveillance*).

**MARGERY** (42-56-04-41) (D. soir, L. 19 h 15, dim. 15 h 30 : 21 h 30 : *Nous l'étois... Petite Sallie* (42-25-70-24) (D. soir, L. 21 h, dim. 15 h : *L'orné et Téd*).

**MATHURIN** (42-65-50-90), *Grande Salle* (D. soir, L. 21 h : *Le raffinement dans les arts*).

**MATHURIN** (42-65-50-90), *Grande Salle* (D. soir, L. 21 h, dim. 15 h 45 : *On se sent com- ment*).

**MICHEL** (42-65-55-02) (D. soir, L. 19 h 15, dim. 15 h 30 : 21 h 30 : *Le monde*).

**MICHEL** (42-65-55-02), *Grande Salle* (D. soir, L. 20 h 30 : *Pyjama pour l'été* (à partir de 6 ans)).

**INCRODIERE** (47-42-95-22) (D. soir, L. 20 h 30, dim. 15 h 30, samed. 18 h 30 et 21 h 30 : *le Buffleur*).

**MOGADOR** (42-85-45-30) (D. soir, L. 20 h 30, dim. 15 h 30, samed. 18 h 30 et 21 h 30 : *La Femme du boulanger*; samed. 14 h et 16 h 30, samed. 14 h : *les Aventures du cochon en Amazonie*).

**MONTANAIS** (43-26-49-90), *Grande Salle* (D. soir, L. 21 h, dim. 17 h 30 et 21 h 15, dim. 15 h 30 : *Les Gens d'un faser*; *Petite Salle* (D. soir, L. 21 h, samed. 16 h 30, dim. 16 h : *la*).

**NOUVEAUTES** (47-70-52-76) (Méc. D. soir, L. 20 h 30, dim. 15 h 30 : 21 h 30 : *Gigi*).

**ŒUVRE** (48-74-42-52) (D. soir, L. 21 h, dim. 15 h : *Pénélope*).

**PALAIS DES GLACES** (46-07-49-93) (D. soir, L. 20 h 30, dim. 16 h 15 : *École des femmes*).

**ALMAIS-ROYAL** (42-97-59-31) (D. soir, L. 20 h 45, samed. 18 h et 21 h 30, dim. 15 h 30 : *Voltaire, poète*); *Reconstitué* : le 20 h 30, le 10 h 14 h 30 : *le Monteur*; le 21 h 30 : *le Monteur*.

**PALAIS DES SPORTS** (48-28-40-90) (D. soir, L. 20 h 30, méc. samed. 14 h 30 : *Les Jours César*).

**P. A. V. J. JAURES**, *sous chapiteau* (46-51-52) (D. soir, L. 21 h : *Théâtre Zé- nus*).

**POCHE** (45-48-92-97) (D. soir, L. 21 h, dim. 15 h : *l'Econômifur*; (D. soir, L. 19 h, dim. 17 h : *Equisses vien- noises*).

**POCHE DE GENTILLY** (45-80-20-20) (D. soir, L. 20 h 30 : *Nos de*).

**THÉÂTRE 14 - J.-M. SERREAU (48-22-17-17).** (D. soir, L. mar.) 20 h 45, dim. 17 h 30 : *Le grand malin* (de G.).

**THÉÂTRE 33 (48-58-19-63),** ven., mar., mer. 20 h 30 : *Poquignol* par Colette ; 7. mer., 20 h 30, sam. 18 h 30 et 20 h 30 : *Le grand malin* par le troupier ; le Malin ; 18 h 30, dim. 18 h 30 et 20 h 30 : *Le grand malin* J. Cocteau.

**THÉÂTRE DE LA PLATINE (48-42-32-25)** (D. soir, L. mar.) 20 h 30, dim. 18 h 30 : *Le grand malin* (de G.).

**THÉÂTRE DU ROND-POINT (42-56-70-80).** Crème, les 7, 8, 5, 6, 9, 4 et 20 h 30 : le Grand Sallio, 10, 20 h 30, le 8 à 15 h : les Oiseaux.

**THÉÂTRE DES TEMPS (43-55-10-58)** (D. soir, L. mar., ven., sam., dim.) 18 h 30 : *Le grand malin* (de G.).

**TOURTOUR (48-07-82-48)** (D. L.) 18 h 30 : *Farabucchi* Due ; 20 h 30 : *Le grand malin* par Carmen Car ; 22 h 30 : *Clémentine*.

**VARIÉTÉS (42-33-09-92)** (D. soir, L. mar.) 20 h 45, sam. 18 h 45 et 20 h 30, dim. 15 h 30 : *Nécessaire pas, mesdames.*

**Festival d'automne**  
(42-96-12-27)  
Municipale Française, les 4, 8, 20 h 30 : *Opéra*.  
Béatrice.  
de Sépion, D. les 4, 8, 20 h 30, dim. 18 h 30 : *Le Tableau de bois* (dern. le 8).  
de la Comedienne, Ambrevilliers (D. soir, L. mar.) 20 h 30, dim. 16 h 30 : la Boulevard du mélofrance.  
Municipale, MC, les 4, 5 et 6 à 21 h, Marguerite Paradis.  
Municipale, 20 h 30, dim. 14 h 30 et 18 h 30 : *Black and blue*.

**Festival de l'île-de-France**  
(47-23-40-84)  
Municipale, église Saint-Jacques-le-Pauvre, les 5, 8, 20 h 30 : Ensemble instrumental A. Scapic (Scaratti, Boccherini, Corelli...).

**THÉÂTRE MUNICIPAL, Théâtre municipal, le 6 à 21 h : Vercy-Chatillon, église Saint-Jacques-le-Pauvre, 7, 20 h 30 : Paris, Musée Carnavalesque, 8 à 16 h : Ensemble instrumental J.-W. Andouard (Télé-**

**LAMART**, CC J-Arp : Ensemble instrumental A. Stapic, chef F. Poelene (Mozart).  
COLOMBES, MJC (47-82-42-70), le 6 à 20 h 30 ; D. Ameglio.

**Le Monde Inform**  
**42-81-**  
Pour tous renseignements  
l'ensemble des programmes du 11 novembre  
Réservation et prix préférentiels

**Réclinal**  
**HÉLÈNE DELAVAULT**  
« tango stupéfiant »  
Vendredi 6 décembre à 20 h 30  
**THEATRE 71** place de la République  
**MALAKOFF** 11 novembre  
45 85 43 45

MÉTRO : Malakoff-Potiers de Vannes  
à 10 min de Montpermeux

**11 NOVEMBRE**  
THEATRE GELA  
*Tempête*  
coréographie  
Après "Réves" de Kafka  
Philippe Adrien  
Enzo Cormann  
**KÉ VOI ?**

1-18) le 6 à 21 h : Théâtre Desquoy-  
VÉSINET, CAL (39-76-33-75), le 4 à  
11 h : Lettres home.  
LELUEF, Th. R-Roland (47-26-  
5-02), le 8 à 16 h : Chants et danses de  
classic.

**6-20**  
s concernant  
s ou des salles  
es et jours fériés!  
s avec la Carte Club

**THEATRE  
DE LA VILLE**  
THEATRE  
POPULAIRE  
• FILMS  
• PRODUCTIONS  
GERAARD  
VALLÉE

8 h 30  
D-11-13-14 décembre  
réaction

**LE SACRE  
D'ALICE** OU  
LES CHANSONS RETROUVEES  
de LEWIS CARROLL  
spectacle d'Alexandre et  
Fédéric Réverend  
samedi 12 décembre  
niqué concert  
pour la première fois à Paris

**FRANCO  
BATTIATO**  
d'Alie  
n auteur-compositeur

---

**Récital**  
**HÉLÈNE DELAVALT**  
« tango stupéfiant »  
Vendredi 6 décembre à 20 h 30  
**THEATRE 71** 11 avenue  
MALAKOFF 655-436  
MÉTHO : Malakoff-Platz des Ventes

**SARREGUEMINES**  
Au centre d'un district urbain de 50 000 habitants et d'une zone d'attraction de 100 000 habitants, signale le lancement d'un projet immobilier Centre Ville, comportant un complexe

**CINÉMAS**

**CHAILLOT**  
THEATRE NATIONAL

**VICTOR HUGO • ANTOINE VITEZ**  
**GRAND THÉÂTRE • DU 27 NOVEMBRE AU 18 JANVIER**

---

**LILIOM**  
**FÉRENC MOLNÁR • BRUNO BOEGLIN**  
**PRODUCTION LE NOVO THÉÂTRE/ELDO-RADO**

**REPRÉSENTATIONS À 20H30 - LE DIMANCHE À 15H**  
**RELÂCHE DIMANCHE SOIR ET LUNDI 47 27 81 15**

FILM DE DISTRIBUTION ET VENTE UNIVERSELLE  
**DEUX AVANT-PREMIERES EXCEPTIONNELLES**  
**7 et 8 DECEMBRE 1985**  
**LE SOULIER DE SATIN**  
 de PAUL CLAUDEL  
 un film de MANOEL DE OLIVEIRA durée du film : 6 h 50  
 14 h 30 : 1<sup>re</sup> partie (2 h 45) - 17 h 05 : 2<sup>e</sup> partie (2 h 45) - 20 h 30 : 3<sup>e</sup> partie (2 h 10)  
 navette assurée - restaurant  
 "Fles umandara", restaurant de l'entrée, vous offre la possibilité de dîner pendant l'entracte  
 ou après la projection  
**THEATRE DES AMANDIERS NANTERRE** - LOCATION (1) 47.21.18.81  
 27, avenue Pablo Picasso 92000 Nanterre

**AUBERVILLIENS**  
GROUPE TSE  
**JEAN ROCHEFORT**  
dans  
**BOULEVARD  
DU MELODRAME**  
de Juan PINEIRO  
Mise en scène: Alfredo ARIAS  
**THEATRE DE LA COMMUNE**  
Tél. 48.34.67.67  
en coproduction avec le Festival d'Automne

**Les Irresponsables**  
de Hermann Broch

Mise en scène : Christian Colin - Traduction : Andrée R. Picard  
avec Suzel Coffin - Madeleine Marion - Emmanuelle Riva  
Valérie Toldano - Claire Wauthion - René Gervais  
Jean-Claude Leguay - Christian Colin

Théâtre de Genevilliers (1) 47.93.26.30 - Jusqu'au 22 décembre  
Production : Théâtre de la Salamandre - Théâtre de Genevilliers - Compagnie Christian Colin

**CRÉTEIL**  
*Maison des Arts*

48.99.94.50  
Métro Créteil Préfecture

**DERNIERE 11 DECEMBRE**

**LES NUTTS ET LES MOMENTS**  
(Crébillon fils/Jules Renard)

mise en scène Charles Tordjman / Théâtre Populaire de Lorraine

Charles Tordjman opère un rapprochement lumineux entre deux temps, tandis que ses interprètes se dédoublent avec un talent fou.

Gilles Costas LE MATIN

François Clavier et Coco Feigeholles y font merveille.

Guy Dumar LE NOUVEL OBSERVATEUR

François Clavier et Coco Feigeholles sont les musiciens virtuoses de cette partition pour petite musique de nuts.

Diane Merveux TÉMOIGNAGE CHRÉTIEN

Cette mise en scène a la force d'un drame épistolaire porté par le jeu abominablement précis de deux comédiens Coco Feigeholles et François Clavier.

Charles Tordjman marie amour et érotisme.

Caroline de Barancin LE MONDE

C'est joué à la perfection... une soeur raffinée...

Jean-Pierre Léonardini L'HUMANITÉ

43 28 36 36

**SARREGUEMINES**  
Au centre d'un district urbain  
de 50 000 habitants et d'une zone  
d'attraction de 100 000 habitants,  
s'annonce le lancement d'un projet  
immobilier Centre Ville, comportant  
un complexe

**CINÉMAS**  
**EXPLOITANTS-INVESTISSEURS**  
**INTÉRESSÉS PAR CINÉMAS :**  
Adresse candidate le voir

**LOC. 2, PLACE DU CHATELET**

**18 h précises**  
**LE SAPERLEAU**  
**DE GILDAS BOURDET**  
PAR LA SALAMANDRE  
**20 h 45**  
**GILBERT**  
**LAFFAILLE**  
"Je vais mieux"

**CHAILLOT**  
THEATRE NATIONAL  
**LUCRECE BORGIA**  
VICTOR HUGO • ANTOINE VITEZ  
GRAND THÉÂTRE • DU 27 NOVEMBRE AU 18 JANVIER

---

**LILIOM**  
FERENC MOLNAR • BRUNO BOEGLIN  
PRODUCTION LE NOVOTHÉÂTRE/ELDORADO

**REPRÉSENTATIONS À 20H30 - LE DIMANCHE À 15H**  
**RELÂCHE DIMANCHE SOIR ET LUNDI 47 27 81 15**

صبرنا من الازل



صوتك من الامم

MUSIQUE

Les concerts

MERCREDI 4 DÉCEMBRE

Concert, 20 h 30 : R. Agostini, Heinrich Heine (Liszt).

Église de la Trinité, 20 h 30 : Choral E. Brasseur, Orchestre Lamoureux, dir. : J.-C. Bernède (Jolivet).

La Table verte, 22 h : M. Teraschi (Beethoven, Chopin, Liszt).

JEUDI 5 DÉCEMBRE

Concert, 20 h 30 : Orchestre symphonique de la Garde républicaine, dir. : R. Borty, C. Delmas, piano (Mozart, Beethoven, Grieg).

Église Saint-Médard, 20 h 30 : Ensemble l'Offrande musicale, dir. : B. Veriet (Bach).

Playel, 20 h 30 : Orchestre philharmonique de Munich, dir. : S. Celibidache (Britten).

Église Saint-Jules-le-Pauvre, 21 h : Ensemble instrumental A. Stajic (Boccherini, Scarlatti, Giuliani, Arriaga, Corelli).

Salle A-Marchal, 20 h 30 : K. Rawdon, R. Bismuth (Bach, Schumann, Durieux, Poulenc).

Cortot, 20 h 30 : Ensemble D. Marshall (Debussy) ; Duo Antonelli (Schubert, Ravel, Schiller, Menuhin).

Église Saint-Etienne-du-Mont, 20 h 30 : la Route du Divin amour (musique baroque française, E. Greco, mise en scène).

La Table verte, 22 h : voir le 4.

VENREDI 6 DÉCEMBRE

Playel, 20 h 30 : voir le 5.

Église Saint-Roch, 20 h 30 : Chœur mixte arménien de Paris, dir. : G. Aprilian (chants sacrés).

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : Chœur Orchestre d'Europe, M. Parnis, piano (Beethoven, Mozart, Bach).

Sorbonne, Amphithéâtre, 12 h 30 : N. Bera-Tugine (Fauré, Chabrier, Bach-Liszt, Chopin, Liszt).

Église Notre-Dame-de-Liban, 20 h 30 : Ensemble instrumental M. Ravel, dir. : J. Filomeno (Mozart).

La Table verte, 22 h : voir le 4.

SAMEDI 7 DÉCEMBRE

Playel, 16 h 30 : Orchestre philharmonique de Munich, dir. : S. Celibidache (Ravel, Strauss, Moniuska-Ravel).

Concert, 20 h 30 : Duo Andrian, J.-L. Deyan, F. Rongé (Beethoven, Rachmaninov, Vivaldi, Bellini).

Théâtre des Champs-Élysées, 15 h : M. Beroff, P. Gallea, M. Portal, J. J. Justafé (Mozart, Schoenberg, Webern, Moniuska, Stravinsky).

E. Ioffe (Schubert, Chopin, Stravinsky, Debussy).

Radio-France, 20 h 30 : Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. : K.-F. Floer (Borodine, Sibelius, Stravinsky).

Église Saint-Merri, 22 h : A. Melchior (Mozart, Beethoven, Moniuska).

La Table verte, 22 h : voir le 4.

DIMANCHE 8 DÉCEMBRE

Théâtre du Rond-Point des Champs-Élysées, 11 h : Quintet Lindsey de Manchester, L. Cooper (Schumann).

Église des Filles-du-Caval, 17 h : Y. Chiffolleau (Bach).

Église Saint-Merri, 16 h : A. Thieulin-Schall, C. Marchais (médailles espagnoles, catalanes et basques du XIX<sup>e</sup> siècle).

Église Saint-Gervais, 16 h 30 : G. Litazin (Bach).

Église Saint-Séverin, 15 h : Orchestre et Choral P. Kuczak (Händel).

Playel, 17 h 45 : Orchestre Lamoureux, dir. : J.-C. Bernède (Mozart, Bruch, Moniuska-Ravel).

Playel, 10 h 30 : Orchestre Colonne, dir. : C. Bardon (Bartok, Tchaikovsky).

Théâtre des Champs-Élysées, 18 h : Orchestre Pasdeloup, dir. : G. Devos (Wagner).

Cortot, 20 h 30 : Ensemble Espace Musique (Mikl, Cipollone, Gentile, Nuzzi).

LUNDI 9 DÉCEMBRE

Église Saint-Louis-en-l'Île, 20 h 30 : Groupe vocal de France, dir. : M. Tranchesi (Schütz, Palestrina, de Pablo, Brahms, Elms).

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : B. L. Gelber (Beethoven, Liszt).

Théâtre de la Madeleine, 20 h 30 : A. Nafé, M. Zazzeri.

Playel, 20 h 30 : Orchestre Colonne, dir. : C. Bardon (Tchaikovsky, Bartok).

Théâtre de Paris, 20 h 30 : A. Chellan, V. Belles (Bach, Petrus, Brevai, Chailan, Tostler).

Cité internationale universitaire, 20 h 30 : C. Martin (Bach, Barrios, Gomez, Crispin, Gramada, de Falla).

Théâtre de la Madeleine, 20 h 30 : V. Chotack (Mozart, Beethoven, Stravinsky, Brahms).

Insolent ariétien, 18 h 30 : Strichquartett de Salzburg (Haydn, Berg, Brahms).

Salle Rostislav, 20 h 30 : C. Emory, L. Luvano (Ameller, Chailan, Dahan, Lemeland, Mari).

MARDI 10 DÉCEMBRE

Radio-France, 18 h 30 : P. Corré, E. Eraz-Jean (Casadesu, Bartok, Busoni, Stravinsky, Gerswin) ; 20 h 30 : Trio à cordes de Paris (Vachon, Hillier, Duo, Boffy) ; 22 h 30 : G. Friedmischer (Chopin, Schubert).

Concert, 20 h 30 : G. Cusani, D. Sitarovskiy, J. Koenig, A. Plauds (Haydn, Haendel, Schumann, Beethoven) (concert Antiquary International).

Beauclaire-Sainte-Croix, 21 h : la Grande Écurie et la Chambre de Roy, dir. : J.-C. Malgouère, H. Ledroit (M.-A. Charpentier).

Concert, 20 h 30 : Groupe Nais (Calkins, Jaggard, Lippé, Mabry, Malkholm).

Épicerie-Théâtre, 21 h : The Tempest, de P. Corré, C. Dumas (mise en scène).

Playel, 20 h 30 : Ensemble vocal de Paris, dir. : J.-P. Waller (Haydn, Beethoven).

Concert, 20 h 30 : S. Dussan (sonatas), E. Bartok-Monier (Brahms, Fauré, Beethoven).

Théâtre des Champs-Élysées, 18 h 30 : L. Pizzoni, C. Duvras (Gretry, Molit, Montigny, Gluck).

Église de la Trinité, 20 h 30 : Orchestre et Chœur Pro Musica de Paris, dir. : L. Pappas (Britten).

CINEMA

La Cinéma-thèque

CHAILLOT (47-94-24-24)

MERCREDI 4 DÉCEMBRE

Rétrospective du Festival des 3 Continents : 15 h, 17 h, 19 h, 21 h, 23 h.

15 h, 17 h, 19 h, 21 h, 23 h, 25 h, 27 h, 29 h, 31 h, 33 h, 35 h, 37 h, 39 h, 41 h, 43 h, 45 h, 47 h, 49 h, 51 h, 53 h, 55 h, 57 h, 59 h, 61 h, 63 h, 65 h, 67 h, 69 h, 71 h, 73 h, 75 h, 77 h, 79 h, 81 h, 83 h, 85 h, 87 h, 89 h, 91 h, 93 h, 95 h, 97 h, 99 h.

15 h, 17 h, 19 h, 21 h, 23 h, 25 h, 27 h, 29 h, 31 h, 33 h, 35 h, 37 h, 39 h, 41 h, 43 h, 45 h, 47 h, 49 h, 51 h, 53 h, 55 h, 57 h, 59 h, 61 h, 63 h, 65 h, 67 h, 69 h, 71 h, 73 h, 75 h, 77 h, 79 h, 81 h, 83 h, 85 h, 87 h, 89 h, 91 h, 93 h, 95 h, 97 h, 99 h.

15 h, 17 h, 19 h, 21 h, 23 h, 25 h, 27 h, 29 h, 31 h, 33 h, 35 h, 37 h, 39 h, 41 h, 43 h, 45 h, 47 h, 49 h, 51 h, 53 h, 55 h, 57 h, 59 h, 61 h, 63 h, 65 h, 67 h, 69 h, 71 h, 73 h, 75 h, 77 h, 79 h, 81 h, 83 h, 85 h, 87 h, 89 h, 91 h, 93 h, 95 h, 97 h, 99 h.

15 h, 17 h, 19 h, 21 h, 23 h, 25 h, 27 h, 29 h, 31 h, 33 h, 35 h, 37 h, 39 h, 41 h, 43 h, 45 h, 47 h, 49 h, 51 h, 53 h, 55 h, 57 h, 59 h, 61 h, 63 h, 65 h, 67 h, 69 h, 71 h, 73 h, 75 h, 77 h, 79 h, 81 h, 83 h, 85 h, 87 h, 89 h, 91 h, 93 h, 95 h, 97 h, 99 h.

15 h, 17 h, 19 h, 21 h, 23 h, 25 h, 27 h, 29 h, 31 h, 33 h, 35 h, 37 h, 39 h, 41 h, 43 h, 45 h, 47 h, 49 h, 51 h, 53 h, 55 h, 57 h, 59 h, 61 h, 63 h, 65 h, 67 h, 69 h, 71 h, 73 h, 75 h, 77 h, 79 h, 81 h, 83 h, 85 h, 87 h, 89 h, 91 h, 93 h, 95 h, 97 h, 99 h.

15 h, 17 h, 19 h, 21 h, 23 h, 25 h, 27 h, 29 h, 31 h, 33 h, 35 h, 37 h, 39 h, 41 h, 43 h, 45 h, 47 h, 49 h, 51 h, 53 h, 55 h, 57 h, 59 h, 61 h, 63 h, 65 h, 67 h, 69 h, 71 h, 73 h, 75 h, 77 h, 79 h, 81 h, 83 h, 85 h, 87 h, 89 h, 91 h, 93 h, 95 h, 97 h, 99 h.

15 h, 17 h, 19 h, 21 h, 23 h, 25 h, 27 h, 29 h, 31 h, 33 h, 35 h, 37 h, 39 h, 41 h, 43 h, 45 h, 47 h, 49 h, 51 h, 53 h, 55 h, 57 h, 59 h, 61 h, 63 h, 65 h, 67 h, 69 h, 71 h, 73 h, 75 h, 77 h, 79 h, 81 h, 83 h, 85 h, 87 h, 89 h, 91 h, 93 h, 95 h, 97 h, 99 h.

15 h, 17 h, 19 h, 21 h, 23 h, 25 h, 27 h, 29 h, 31 h, 33 h, 35 h, 37 h, 39 h, 41 h, 43 h, 45 h, 47 h, 49 h, 51 h, 53 h, 55 h, 57 h, 59 h, 61 h, 63 h, 65 h, 67 h, 69 h, 71 h, 73 h, 75 h, 77 h, 79 h, 81 h, 83 h, 85 h, 87 h, 89 h, 91 h, 93 h, 95 h, 97 h, 99 h.

15 h, 17 h, 19 h, 21 h, 23 h, 25 h, 27 h, 29 h, 31 h, 33 h, 35 h, 37 h, 39 h, 41 h, 43 h, 45 h, 47 h, 49 h, 51 h, 53 h, 55 h, 57 h, 59 h, 61 h, 63 h, 65 h, 67 h, 69 h, 71 h, 73 h, 75 h, 77 h, 79 h, 81 h, 83 h, 85 h, 87 h, 89 h, 91 h, 93 h, 95 h, 97 h, 99 h.

15 h, 17 h, 19 h, 21 h, 23 h, 25 h, 27 h, 29 h, 31 h, 33 h, 35 h, 37 h, 39 h, 41 h, 43 h, 45 h, 47 h, 49 h, 51 h, 53 h, 55 h, 57 h, 59 h, 61 h, 63 h, 65 h, 67 h, 69 h, 71 h, 73 h, 75 h, 77 h, 79 h, 81 h, 83 h, 85 h, 87 h, 89 h, 91 h, 93 h, 95 h, 97 h, 99 h.

15 h, 17 h, 19 h, 21 h, 23 h, 25 h, 27 h, 29 h, 31 h, 33 h, 35 h, 37 h, 39 h, 41 h, 43 h, 45 h, 47 h, 49 h, 51 h, 53 h, 55 h, 57 h, 59 h, 61 h, 63 h, 65 h, 67 h, 69 h, 71 h, 73 h, 75 h, 77 h, 79 h, 81 h, 83 h, 85 h, 87 h, 89 h, 91 h, 93 h, 95 h, 97 h, 99 h.

15 h, 17 h, 19 h, 21 h, 23 h, 25 h, 27 h, 29 h, 31 h, 33 h, 35 h, 37 h, 39 h, 41 h, 43 h, 45 h, 47 h, 49 h, 51 h, 53 h, 55 h, 57 h, 59 h, 61 h, 63 h, 65 h, 67 h, 69 h, 71 h, 73 h, 75 h, 77 h, 79 h, 81 h, 83 h, 85 h, 87 h, 89 h, 91 h, 93 h, 95 h, 97 h, 99 h.

15 h, 17 h, 19 h, 21 h, 23 h, 25 h, 27 h, 29 h, 31 h, 33 h, 35 h, 37 h, 39 h, 41 h, 43 h, 45 h, 47 h, 49 h, 51 h, 53 h, 55 h, 57 h, 59 h, 61 h, 63 h, 65 h, 67 h, 69 h, 71 h, 73 h, 75 h, 77 h, 79 h, 81 h, 83 h, 85 h, 87 h, 89 h, 91 h, 93 h, 95 h, 97 h, 99 h.

15 h, 17 h, 19 h, 21 h, 23 h, 25 h, 27 h, 29 h, 31 h, 33 h, 35 h, 37 h, 39 h, 41 h, 43 h, 45 h, 47 h, 49 h, 51 h, 53 h, 55 h, 57 h, 59 h, 61 h, 63 h, 65 h, 67 h, 69 h, 71 h, 73 h, 75 h, 77 h, 79 h, 81 h, 83 h, 85 h, 87 h, 89 h, 91 h, 93 h, 95 h, 97 h, 99 h.

15 h, 17 h, 19 h, 21 h, 23 h, 25 h, 27 h, 29 h, 31 h, 33 h, 35 h, 37 h, 39 h, 41 h, 43 h, 45 h, 47 h, 49 h, 51 h, 53 h, 55 h, 57 h, 59 h, 61 h, 63 h, 65 h, 67 h, 69 h, 71 h, 73 h, 75 h, 77 h, 79 h, 81 h, 83 h, 85 h, 87 h, 89 h, 91 h, 93 h, 95 h, 97 h, 99 h.

15 h, 17 h, 19 h, 21 h, 23 h, 25 h, 27 h, 29 h, 31 h, 33 h, 35 h, 37 h, 39 h, 41 h, 43 h, 45 h, 47 h, 49 h, 51 h, 53 h, 55 h, 57 h, 59 h, 61 h, 63 h, 65 h, 67 h, 69 h, 71 h, 73 h, 75 h, 77 h, 79 h, 81 h, 83 h, 85 h, 87 h, 89 h, 91 h, 93 h, 95 h, 97 h, 99 h.

15 h, 17 h, 19 h, 21 h, 23 h, 25 h, 27 h, 29 h, 31 h, 33 h, 35 h, 37 h, 39 h, 41 h, 43 h, 45 h, 47 h, 49 h, 51 h, 53 h, 55 h, 57 h, 59 h, 61 h, 63 h, 65 h, 67 h, 69 h, 71 h, 73 h, 75 h, 77 h, 79 h, 81 h, 83 h, 85 h, 87 h, 89 h, 91 h, 93 h, 95 h, 97 h, 99 h.

15 h, 17 h, 19 h, 21 h, 23 h, 25 h, 27 h, 29 h, 31 h, 33 h, 35 h, 37 h, 39 h, 41 h, 43 h, 45 h, 47 h, 49 h, 51 h, 53 h, 55 h, 57 h, 59 h, 61 h, 63 h, 65 h, 67 h, 69 h, 71 h, 73 h, 75 h, 77 h, 79 h, 81 h, 83 h, 85 h, 87 h, 89 h, 91 h, 93 h, 95 h, 97 h, 99 h.

15 h, 17 h, 19 h, 21 h, 23 h, 25 h, 27 h, 29 h, 31 h, 33 h, 35 h, 37 h, 39 h, 41 h, 43 h, 45 h, 47 h, 49 h, 51 h, 53 h, 55 h, 57 h, 59 h, 61 h, 63 h, 65 h, 67 h, 69 h, 71 h, 73 h, 75 h, 77 h, 79 h, 81 h, 83 h, 85 h, 87 h, 89 h, 91 h, 93 h, 95 h, 97 h, 99 h.

15 h, 17 h, 19 h, 21 h, 23 h, 25 h, 27 h, 29 h, 31 h, 33 h, 35 h, 37 h, 39 h, 41 h, 43 h, 45 h, 47 h, 49 h, 51 h, 53 h, 55 h, 57 h, 59 h, 61 h, 63 h, 65 h, 67 h, 69 h, 71 h, 73 h, 75 h, 77 h, 79 h, 81 h, 83 h, 85 h, 87 h, 89 h, 91 h, 93 h, 95 h, 97 h, 99 h.

15 h, 17 h, 19 h, 21 h, 23 h, 25 h, 27 h, 29 h, 31 h, 33 h, 35 h, 37 h, 39 h, 41 h, 43 h, 45 h, 47 h, 49 h, 51 h, 53 h, 55 h, 57 h, 59 h, 61 h, 63 h, 65 h, 67 h, 69 h, 71 h, 73 h, 75 h, 77 h, 79 h, 81 h, 83 h, 85 h, 87 h, 89 h, 91 h, 93 h, 95 h, 97 h, 99 h.

15 h, 17 h, 19 h, 21 h, 23 h, 25 h, 27 h, 29 h, 31 h, 33 h, 35 h, 37 h, 39 h, 41 h, 43 h, 45 h, 47 h, 49 h, 51 h, 53 h, 55 h, 57 h, 59 h, 61 h, 63 h, 65 h, 67 h, 69 h, 71 h, 73 h, 75 h, 77 h, 79 h, 81 h, 83 h, 85 h, 87 h, 89 h, 91 h, 93 h, 95 h, 97 h, 99 h.

15 h, 17 h, 19 h, 21 h, 23 h, 25 h, 27 h, 29 h, 31 h, 33 h, 35 h, 37 h, 39 h, 41 h, 43 h, 45 h, 47 h, 49 h, 51 h, 53 h, 55 h, 57 h, 59 h, 61 h, 63 h, 65 h, 67 h, 69 h, 71 h, 73 h, 75 h, 77 h, 79 h, 81 h, 83 h, 85 h, 87 h, 89 h, 91 h, 93 h, 95 h, 97 h, 99 h.

15 h, 17 h, 19 h, 21 h, 23 h, 25 h, 27 h, 29 h, 31 h, 33 h, 35 h, 37 h, 39 h, 41 h, 43 h, 45 h, 47 h, 49 h, 51 h, 53 h, 55 h, 57 h, 59 h, 61 h, 63 h, 65 h, 67 h, 69 h, 71 h, 73 h, 75 h, 77 h, 79 h, 81 h, 83 h, 85 h, 87 h, 89 h, 91 h, 93 h, 95 h, 97 h, 99 h.

15 h, 17 h, 19 h, 21 h, 23 h, 25 h, 27 h, 29 h, 31 h, 33 h, 35 h, 37 h, 39 h, 41 h, 43 h, 45 h, 47 h, 49 h, 51 h, 53 h, 55 h, 57 h, 59 h, 61 h, 63 h, 65 h, 67 h, 69 h, 71 h, 73 h, 75 h, 77 h, 79 h, 81 h, 83 h, 85 h, 87 h, 89 h, 91 h, 93 h, 95 h, 97 h, 99 h.

15 h, 17 h, 19 h, 21 h, 23 h, 25 h, 27 h, 29 h, 31 h, 33 h, 35 h, 37 h, 39 h, 41 h, 43 h, 45 h, 47 h, 49 h, 51 h, 53 h, 55 h, 57 h, 59 h, 61 h, 63 h, 65 h, 67 h, 69 h, 71 h, 73 h, 75 h, 77 h, 79 h, 81 h, 83 h, 85 h, 87 h, 89 h, 91 h, 93 h, 95 h, 97 h, 99 h.

15 h, 17 h, 19 h, 21 h, 23 h, 25 h, 27 h, 29 h, 31 h, 33 h, 35 h, 37 h, 39 h, 41 h, 43 h, 45 h, 47 h, 49 h, 51 h, 53 h, 55 h, 57 h, 59 h, 61 h, 63 h, 65 h, 67 h, 69 h, 71 h, 73 h, 75 h, 77 h, 79 h, 81 h, 83 h, 85 h, 87 h, 89 h, 91 h, 93 h, 95 h, 97 h, 99 h.

15 h, 17 h, 19 h, 21 h, 23 h, 25 h, 27 h, 29 h, 31 h, 33 h, 35 h, 37 h, 39 h, 41 h, 43 h, 45 h, 47 h, 49 h, 51 h, 53 h, 55 h, 57 h, 59 h, 61 h, 63 h, 65 h, 67 h, 69 h, 71 h, 73 h, 75 h, 77 h, 79 h, 81 h, 83 h, 85 h, 87 h, 89 h, 91 h, 93 h, 95 h, 97 h, 99 h.

15 h, 17 h, 19 h, 21 h, 23 h, 25 h, 27 h, 29 h, 31 h, 33 h, 35 h, 37 h, 39 h, 41 h, 43 h, 45 h, 47 h, 49 h, 51 h, 53 h, 55 h, 57 h, 59 h, 61 h, 63 h, 65 h, 67 h, 69 h, 71 h, 73 h, 75 h, 77 h, 79 h, 81 h, 83 h, 85 h, 87 h, 89 h, 91 h, 93 h, 95 h, 97 h, 99 h.

15 h, 17 h, 19 h, 21 h, 23 h, 25 h, 27 h, 29 h, 31 h, 33 h, 35 h, 37 h, 39 h, 41 h, 43 h, 45 h, 47 h, 49 h, 51 h, 53 h, 55 h, 57 h, 59 h, 61 h, 63 h, 65 h, 67 h, 69 h, 71 h, 73 h, 75 h, 77 h, 79 h, 81 h, 83 h, 85 h, 87 h, 89 h, 91 h, 93 h, 95 h, 97 h, 99 h.

15 h, 17 h, 19 h, 21 h, 23 h, 25 h, 27 h, 29 h, 31 h, 33 h, 35 h, 37 h, 39 h, 41 h, 43 h, 45 h, 47 h, 49 h, 51 h, 53 h, 55 h, 57 h, 59 h, 61 h, 63 h, 65 h, 67 h, 69 h, 71 h, 73 h, 75 h, 77 h, 79 h, 81 h, 83 h, 85 h, 87 h, 89 h, 91 h, 93 h, 95 h, 97 h, 99 h.

15 h, 17 h, 19 h, 21 h, 23 h, 25 h, 27 h, 29 h, 31 h, 33 h, 35 h, 37 h, 39 h, 41 h, 43 h, 45 h, 47 h, 49 h, 51 h, 53 h, 55 h, 57 h, 59 h, 61 h, 63 h, 65 h, 67 h, 69 h, 71 h, 73 h, 75 h, 77 h, 79 h, 81 h, 83 h, 85 h, 87 h, 89 h, 91 h, 93 h, 95 h, 97 h, 99 h.

15 h, 17 h, 19 h, 21 h, 23 h, 25 h, 27 h, 29 h, 31 h, 33 h, 35 h, 37 h, 39 h, 41 h, 43 h, 45 h, 47 h, 49 h, 51 h, 53 h, 55 h, 57 h, 59 h, 61 h, 63 h, 65 h, 67 h, 69 h, 71 h, 73 h, 75 h, 77 h, 79 h, 81 h, 83 h, 85 h, 87 h, 89 h, 91 h, 93 h, 95 h, 97 h, 99 h.

15 h,







صوت العالم

# LE CARNET DU Monde

## Naissances

M. et M<sup>me</sup> Jean COURSIMAULT ont la grande joie d'annoncer la naissance de

Etienne,

frère de Sophie et Paul-Edouard, chez leurs enfants Antoine et Marguerite.

Le 18 novembre 1985.

## Décès

M<sup>me</sup> Jean BARDON, Le chef d'escadron et M<sup>me</sup> Philippe BARDON, M<sup>me</sup> Elisabeth BARDON, Isabelle, Sophie et Nicolas BARDON, M. et M<sup>me</sup> Pierre BARDON, M. et M<sup>me</sup> Raymond Letellier, L'armistice M<sup>me</sup> Maurice Soulet, Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean BARDON, officier de la Légion d'honneur, chevalier dans l'ordre national du Mérite,

leur époux, père, grand-père, frère, beau-frère et parent,

survenu le 3 décembre 1985, à l'âge de soixante-cinq ans, à Neuilly-sur-Seine.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 6 décembre, à 13 h 30, en l'église Saint-Pierre de Neuilly, 90, avenue Achille-Peretti, où l'on se réunira.

Cet avis tient lieu de faire-part.

9, boulevard du Château, 92200 Neuilly-sur-Seine.

Le président et les membres du conseil de gérance, Le comité de direction et tous les collaborateurs des Nouvelles Messageries de la presse parisienne,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean BARDON, directeur général des Nouvelles Messageries de la presse parisienne, officier de la Légion d'honneur, chevalier dans l'ordre national du Mérite,

survenu le 3 décembre 1985, à l'âge de soixante-cinq ans, à Neuilly-sur-Seine.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 6 décembre 1985, à 13 h 30, en l'église Saint-Pierre de Neuilly, 90, avenue Achille-Peretti, où l'on se réunira.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Nouvelles Messageries de la presse parisienne, 111, rue Réaumur, 75002 Paris.

Le président, Le conseil d'administration, La direction générale d'Hachette SA,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean BARDON, directeur général des Nouvelles Messageries de la presse parisienne, administrateur d'Hachette SA, officier de la Légion d'honneur, chevalier dans l'ordre national du Mérite,

survenu le 3 décembre 1985, à l'âge de soixante-cinq ans, à Neuilly-sur-Seine.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 6 décembre, à 13 h 30, en l'église Saint-Pierre de Neuilly, 90, avenue Achille-Peretti, où l'on se réunira.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Hachette SA, 12, rue François-I<sup>er</sup>, 75006 Paris.

(Lire page 35.)

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Georges COEYTAUX, ancien élève de l'école polytechnique, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1940,

survenu le 1<sup>er</sup> décembre 1985, à Bobigny (Seine-Saint-Denis).

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 5 décembre, à 11 heures, au temple protestant de Neuilly, 18, boulevard d'Inghelrem, suivie de l'inhumation au cimetière ancien de Neuilly.

De la part de M<sup>me</sup> Marie Coeytaux, son épouse, Hélène, Philippe et Laurent, ses enfants, Et toute la famille.

Ni fleurs ni couronnes.

71, boulevard du Commandant-Charcot, 92200 Neuilly-sur-Seine.

La famille et les amis de

M. François FRAUDEAU, chevalier de l'ordre national du Mérite, chevalier de la Légion d'honneur, ancien membre du Conseil économique et social,

ont la tristesse de faire part du décès

survenu le 2 décembre 1985, à l'âge de soixante-cinq ans, à Neuilly-sur-Seine.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 6 décembre 1985, à 13 h 30, en l'église Saint-Pierre de Neuilly, 90, avenue Achille-Peretti, où l'on se réunira.

Cet avis tient lieu de faire-part.

9, boulevard du Château, 92200 Neuilly-sur-Seine.

Le président et les membres du conseil de gérance, Le comité de direction et tous les collaborateurs des Nouvelles Messageries de la presse parisienne,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean BARDON, directeur général des Nouvelles Messageries de la presse parisienne, officier de la Légion d'honneur, chevalier dans l'ordre national du Mérite,

survenu le 3 décembre 1985, à l'âge de soixante-cinq ans, à Neuilly-sur-Seine.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 6 décembre 1985, à 13 h 30, en l'église Saint-Pierre de Neuilly, 90, avenue Achille-Peretti, où l'on se réunira.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Nouvelles Messageries de la presse parisienne, 111, rue Réaumur, 75002 Paris.

Le président, Le conseil d'administration, La direction générale d'Hachette SA,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean BARDON, directeur général des Nouvelles Messageries de la presse parisienne, administrateur d'Hachette SA, officier de la Légion d'honneur, chevalier dans l'ordre national du Mérite,

survenu le 3 décembre 1985, à l'âge de soixante-cinq ans, à Neuilly-sur-Seine.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 6 décembre 1985, à 13 h 30, en l'église Saint-Pierre de Neuilly, 90, avenue Achille-Peretti, où l'on se réunira.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Hachette SA, 12, rue François-I<sup>er</sup>, 75006 Paris.

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Georges COEYTAUX, ancien élève de l'école polytechnique, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1940,

survenu le 1<sup>er</sup> décembre 1985, à Bobigny (Seine-Saint-Denis).

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 5 décembre, à 11 heures, au temple protestant de Neuilly, 18, boulevard d'Inghelrem, suivie de l'inhumation au cimetière ancien de Neuilly.

De la part de M<sup>me</sup> Marie Coeytaux, son épouse, Hélène, Philippe et Laurent, ses enfants, Et toute la famille.

Ni fleurs ni couronnes.

71, boulevard du Commandant-Charcot, 92200 Neuilly-sur-Seine.

La famille et les amis de

M. François FRAUDEAU, chevalier de l'ordre national du Mérite, chevalier de la Légion d'honneur, ancien membre du Conseil économique et social,

ont la tristesse de faire part du décès

survenu le 2 décembre 1985,

à Neuilly-sur-Seine.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 6 décembre 1985, à 13 h 30, en l'église Saint-Pierre de Neuilly, 90, avenue Achille-Peretti, où l'on se réunira.

Cet avis tient lieu de faire-part.

9, boulevard du Château, 92200 Neuilly-sur-Seine.

Le président et les membres du conseil de gérance, Le comité de direction et tous les collaborateurs des Nouvelles Messageries de la presse parisienne,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean BARDON, directeur général des Nouvelles Messageries de la presse parisienne, officier de la Légion d'honneur, chevalier dans l'ordre national du Mérite,

survenu le 3 décembre 1985, à l'âge de soixante-cinq ans, à Neuilly-sur-Seine.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 6 décembre 1985, à 13 h 30, en l'église Saint-Pierre de Neuilly, 90, avenue Achille-Peretti, où l'on se réunira.

Cet avis tient lieu de faire-part.

9, boulevard du Château, 92200 Neuilly-sur-Seine.

Le président et les membres du conseil de gérance, Le comité de direction et tous les collaborateurs des Nouvelles Messageries de la presse parisienne,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean BARDON, directeur général des Nouvelles Messageries de la presse parisienne, officier de la Légion d'honneur, chevalier dans l'ordre national du Mérite,

survenu le 3 décembre 1985, à l'âge de soixante-cinq ans, à Neuilly-sur-Seine.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 6 décembre 1985, à 13 h 30, en l'église Saint-Pierre de Neuilly, 90, avenue Achille-Peretti, où l'on se réunira.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Nouvelles Messageries de la presse parisienne, 111, rue Réaumur, 75002 Paris.

Le président, Le conseil d'administration, La direction générale d'Hachette SA,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean BARDON, directeur général des Nouvelles Messageries de la presse parisienne, administrateur d'Hachette SA, officier de la Légion d'honneur, chevalier dans l'ordre national du Mérite,

survenu le 3 décembre 1985, à l'âge de soixante-cinq ans, à Neuilly-sur-Seine.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 6 décembre 1985, à 13 h 30, en l'église Saint-Pierre de Neuilly, 90, avenue Achille-Peretti, où l'on se réunira.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Hachette SA, 12, rue François-I<sup>er</sup>, 75006 Paris.

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Georges COEYTAUX, ancien élève de l'école polytechnique, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1940,

survenu le 1<sup>er</sup> décembre 1985, à Bobigny (Seine-Saint-Denis).

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 5 décembre, à 11 heures, au temple protestant de Neuilly, 18, boulevard d'Inghelrem, suivie de l'inhumation au cimetière ancien de Neuilly.

De la part de M<sup>me</sup> Marie Coeytaux, son épouse, Hélène, Philippe et Laurent, ses enfants, Et toute la famille.

Ni fleurs ni couronnes.

71, boulevard du Commandant-Charcot, 92200 Neuilly-sur-Seine.

La famille et les amis de

M. François FRAUDEAU, chevalier de l'ordre national du Mérite, chevalier de la Légion d'honneur, ancien membre du Conseil économique et social,

ont la tristesse de faire part du décès

survenu le 2 décembre 1985,

à Neuilly-sur-Seine.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 6 décembre 1985, à 13 h 30, en l'église Saint-Pierre de Neuilly, 90, avenue Achille-Peretti, où l'on se réunira.

Cet avis tient lieu de faire-part.

9, boulevard du Château, 92200 Neuilly-sur-Seine.

Le président et les membres du conseil de gérance, Le comité de direction et tous les collaborateurs des Nouvelles Messageries de la presse parisienne,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean BARDON, directeur général des Nouvelles Messageries de la presse parisienne, officier de la Légion d'honneur, chevalier dans l'ordre national du Mérite,

survenu le 3 décembre 1985, à l'âge de soixante-cinq ans, à Neuilly-sur-Seine.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 6 décembre 1985, à 13 h 30, en l'église Saint-Pierre de Neuilly, 90, avenue Achille-Peretti, où l'on se réunira.

# RADIO-TÉLÉVISION

## ENTENDU

### Intellectuels bâillonnés

Sans tambour ni trompette, «Voix du silence», émission pas comme les autres sur les droits de l'homme, animée par le journaliste Antoine Spire et par l'avocate Danièle Enoch, a été récemment son premier anniversaire. C'est le moment de rendre hommage, sur pièces, à cette émission modeste et non conformiste, qui part du principe que «l'intelligence gêne les pouvoirs» et s'est donnée pour mission de «laisser parler les créateurs dont le patri-

moine culturel est amputé, sur nom de la sacro-sainte raison d'Etat».

Ce temps de «libre parole» pour ceux qui sont bâillonnés aux quatre coins de la planète est accordé tous les samedis de 8 h 30 à 9 heures sur France-Culture. Il nous a donné l'occasion, ces derniers mois, d'entendre des intellectuels brimés d'Israël, d'Egypte, de Tchecoslovaquie, de Ceylan, des Philip-

pines, d'Albanie, du Burkina, d'Union soviétique, d'Iran, du Cambodge, etc. Chaque fois, des auteurs ou témoins français sont invités à donner aussi leur avis sur le régime traité. Depuis peu, l'émission se termine par un bref journal des droits de l'homme à travers le monde. A chaque fois, «Voix du silence» nous apprend beaucoup. Bonne continuation !

J.-P. P.-H.

## Mercredi 4 décembre

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Feuilletton : Colette. Réal. G. Pottier-Weber, dialogues C. Rémy. Avec M. Mazil, A. Farjat, J.-P. Puyman. Dans ce dernier épisode, Colette, qui gagne sa vie comme journaliste, met au monde une fille, Bel-Gazon. Elle se sépare de son deuxième mari et tombe amoureuse du fils de celui-ci. Cet excellent feuilleton vient d'être primé par un jury de New-York.

21 h 30 Série : Le plus grand musée du monde. Réal. J.-M. Levan. 3 : La Méditerranée grecque, avec Dirk Bogarde et Charlotte Rampling. Les antiquités grecques et romaines exposées au Louvre.

22 h 30 Performances. Magazine d'actualités culturelles de M. Cardozo. Invité : Agnès Varda ; enquête sur la vente de vêtements par correspondance : «Emilie Jolie» à l'effluve du Cirque d'Alger ; la vidéo dans les restaurants, etc.

23 h Journal.

23 h 15 Superexpress à Bercy (en direct).

### DEUXIÈME CHAÎNE : A2

20 h 35 L'heure de vérité : Raymond Barre. Magazine de F. H. de Viret. Réal. J.-L. Leriche. M. Raymond Barre, ancien premier ministre, répondra aux questions de F. H. de Viret et A. Duhamel (A2). Jean-Marie Colombant (notre collaborateur), Albert Du Roy (l'événement du jour), et d'autres des télé-spectateurs. Quels sont ses projets pour mars 1986 ? Quelle sera sa position face aux deux autres leaders de l'opposition, M. Jacques Chirac et Valéry Giscard d'Estaing ? Etc.

21 h 55 Magazine : Moi... Réal. B. Bouthier, casting présentateurs (avec l'arrivée de la cinquième chaîne, on cherche de nouveaux présentateurs... avis aux amateurs) ; les phobes (ou le bonheur de n'être pas phobique) ; tubes 90 (qui seront les artistes de demain, ceux qui feront vivre les producteurs de disques ?) ; la vie au pays (l'été pour le sexe, les vacances des retraités) ; marâtre (une belle-mère parle des enfants de son mari).

22 h 55 Histoires courtes. On est toujours trop bête, de F. Dupeyron ; Flagrant délit, de J.-P. Jacquard.

23 h 20 Journal.

23 h 45 Bonsoir les clips.

### TROISIÈME CHAÎNE : FR3

20 h 35 Variétés : Polten. Emission de J.-L. Foulquier. Avec A. Souvion, V. Sanson, F. Hardy, L. Chédid.

### FR3 PARIS-ÎLE-DE-FRANCE

17 h, La révolte des Hadoûts ; 17 h 15, A deux sur la trois ; 18 h 55, La peinture rose ; 19 h 5, Atout pic ; 19 h 15, Informations ; 19 h 35, Un journaliste un peu trop voyant.

### CANAL PLUS

21 h, Meurtres à domicile, film de Marc Lobet ; 22 h 30, l'Amie des rochers, film de C. Frank ; 0 h 15, Camembert, film de P. Baril.

### FRANCE-CULTURE

20 h 30 Hommage à Gilbert Gratiot, poète martiniquais. 21 h 30 Palustris : poésie et cordes pincées, ou d'Orphée à Georges Brassens. 22 h 30, Nuits magiques : du jour au lendemain ; danse. 0 h 18, De jour au lendemain.

### FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (donné le 21 septembre en l'abbatiale d'Amboury) : Quatuor d'cordes n° 3, de Schmitt ; Quatuor à cordes n° 2, de Bartók ; Quatuor à cordes en la mineur, de F. Schubert, par le Quatuor Orando, avec C.-A. Limal et H. Oberdorfer, violon, F. Erblich, alto, S. Metz, violoncelle. 23 h Les solistes de France-Musique : jazz club.

## Jeudi 5 décembre

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Série : Columbo. La mort suspecte d'un criminel homme d'affaires. Columbo démonte les fils.

21 h 50 Les Judois de l'information : Information. Magazine d'Alain Denvers, Roger Pic, Jacques Decroix, Maurice Albert et Bernard Laine. Les Blancs d'Afrique du Sud : une communauté fragmentée (ce qui bouge, ce qui change, ce qui «crie» dans les rapports quotidiens entre Blancs et Noirs) ; l'école des petits pots : dans une école primaire à l'âge de six ans les enfants de dix-neuf nationalités (les réactions des parents, les efforts des professeurs, une expérience plutôt pilote dans un contexte difficile).

23 h 5 Journal.

23 h 20 C'est à lire.

### DEUXIÈME CHAÎNE : A2

20 h 35 Cinéma : Petit Joseph. Film français de J.-M. Barjol (1982), avec J.-M. Thiébaud, J. Brac, J.-P. Baux, L. Weingarten. Un petit garçon, dont les parents sont sur le point de se séparer, passe les vacances avec ses grands-parents paternels, couple d'ouvriers latins et communistes. Entre la sourde et les larmes, la chronique d'un clan familial, les méfaits d'une éducation monolithique. D'après un roman de Chris Donner.

22 h 30 Magazine : Résistance. De B. Langlois. La solitude du juge d'instruction (par Dominique Torris, André Sora et Pierre Lepetit) ; Angola : dans les maquis de l'UNITA (reportage de Almerigo Grillo) ; Solal : quand les paysans s'organisent (par Bernard Branne). Avec le musicien camerounais Francis Bebey.

23 h 30 Journal.

23 h 55 Bonsoir les clips.

### TROISIÈME CHAÎNE : FR3

20 h 35 Téléfilm : le Traité de paix. D'après le roman de F. Grenet, réal. H. Brömberger. Avec V. Regin, A. Snoussi, J.-Y. Guérin. Non seulement Catin n'est pas obligé de tuer Abel, mais les frères ennemis peuvent se réconcilier, même si tout les sépare : leurs origines, leur milieu, et surtout cette guerre d'Algérie qui les oppose, raison d'être du premier, corrélatrice pour le second. Etude subtile sur la naissance d'une amitié impossible.

### FR3 PARIS-ÎLE-DE-FRANCE

22 h 10 Journal.

22 h 35 Bico-notas de François Mauriac. Regard d'un témoin de Hier-Bien-Plus.

22 h 45 Millénaire. Blm bolre, bien échauffé, bien conservé le vin.

23 h 15 Prélude à la nuit. Concerto pour guitare, opus 30, de M. Giuliani, par l'Ensemble orchestral de Haute-Normandie, dirigé par J.-P. Berlingue, sol. A. Lengua.

### CANAL PLUS

7 h Gym à gym ; 7 h 15, Top 50 (et à 12 h 5 et 20 h) ; 7 h 40, Cabou Cadu (et à 17 h 25) ; 8 h 30, Ruz Carrot ; 8 h 55, Le Léopard, film de J.-C. Sautfeld ; 10 h 25, Maudslairement votre ; 12 h, Dessin animé ; 12 h 30, Magazine Direct ; 14 h, Deux affreux sur le sable, film de N. Gessner ; 15 h 25, Les affaires sont les affaires ; 19 h, Maxilite (et à 19 h 15 et 20 h 30) ; 19 h 45, Zénith ; 19 h 40, Tour d'horizon ; 20 h 55, Coluche ; 20 h 35, Romances et confessions, film de M. Monicelli ; 22 h 35, Virus, film de K. Fukusaku ; 0 h 25, Le Vainqueur, film de S.-H. Stern ; 1 h 55, Vive la comédie (un garçon de chez Vercy ; Les suites d'un premier lit).

### FRANCE-CULTURE

20 h 30 «Le Faïer», de Gérard Noë, avec M. Simonnet et H. Courmeau.

21 h 30 Vocalise : musiques vocales du XIX<sup>e</sup> siècle, avec Marie-Claude Vallin, soprano ; de Schoenberg à Marcelle Charpentier.

22 h 30 Nuits magiques : la nuit et le moment ; bruits du monde (la Birmanie).

0 h 16, De jour au lendemain.

### FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert des lauréats du XI<sup>e</sup> Concours international de piano Frédéric-Chopin (donné le 20 octobre à la Philharmonie de Varsovie) : avec P. Kozłowski (URSS), L. Szafran (France), K. Kozłowski (URSS), J. Kozłowski (Pologne), L. Kozłowski (France), B. Kozłowski (URSS).

23 h Les solistes de France-Musique : William Kapell, le pianiste à travers ses enregistrements, ses écrits et les souvenirs de sa veuve, Kappel-Dehaveson.

Les programmes des trois chaînes, de France-Culture et de France-Musique avant 20 h 30 se trouvent dans notre supplément (Le Monde du 30 novembre).



# COMMUNICATION

## LE DÉBAT SUR L'AUDIOVISUEL

### Après la « 5 », la « 6 » (musicale) et la « 7 » (culturelle) sur la sellette

La publication du cahier des charges et du contrat de concession de la cinquième chaîne continue de soulever des réactions hostiles. La Chambre syndicale des producteurs et exportateurs de films français estime que « le gouvernement a rompu ses engagements ». Force est de constater, de son côté, déclare que « les avantages énoncés dans le cahier des charges ne peuvent être tenus que de tortueuses « combinaisons » dont le service public, ses personnels, les artistes et créateurs français sont les frais ».

Rapporteur sur la communication audiovisuelle au Sénat (qui débat de ce thème, ce mercredi 4 décembre), M. Jean Chazet a évoqué un « contrat doré sur tranche ». Le sénateur (centriste) de l'Allier considère celui-ci comme le « le point de départ d'une dérégulation soignée en matière publicitaire », un « abandon de la politique culturelle au profit de la culture » et la « constitution d'un véritable monopole privé ». Il estime, en revanche, que le service public doit faire aujourd'hui un « effort d'adaptation néces-

saire », même s'il doit être « brutal et douloureux ». M. Chazet, à la différence de la position officielle de l'opposition, préconise de ne pas privilégier qu'une seule chaîne, FR 3, pour « créer, en synergie avec la presse régionale, des groupes multimédias ».

Le pouvoir, qui ne s'attendait apparemment pas à une aussi forte opposition aux conditions d'attribution de la « 5 », s'efforce aujourd'hui de montrer que le contrat « franco-italien » ne résume pas sa politique audiovisuelle. Ainsi, le secrétariat d'Etat chargé

des techniques de la communication vient de « lancer » la future chaîne culturelle, en insistant sur la création de programmes, et laisse prévoir une initiative imminente pour la « 6 », la chaîne à dominante musicale. En outre, le président de la République se prononce : « c'est une première pour la privatisation des radios périphériques. Une mesure que le gouvernement n'avait pas voulu envisager lors du vote de la loi du 29 juillet 1982. Une petite bombe, qui passe presque inaperçue dans le tchoum-tchoum de la télévision ».

#### UN ENTRETIEN AVEC M. ALAIN SUSSFELD

### « Oui à la « 5 » si elle respecte les règles du marché »

Les responsables de la cinquième chaîne ont invité les professionnels du cinéma à s'asseoir autour du tapis vert de la négociation. Nous avons demandé à M. Alain Sussfeld, directeur général d'UGC, deuxième groupe cinématographique français et porte-parole du Bureau de liaison des industries cinématographiques (BLIC), si un compromis était possible.

« Depuis sa polémique avec la cinquième chaîne, le cinéma français apparaît, aux yeux de certains, comme une profession frileuse, archaïque sur ses avantages ».

« Il est trop facile de nous faire passer pour rétrogrades alors que nous demandons seulement le respect de certaines règles. Le cinéma français est fondamentalement favorable à l'évolution de l'audiovisuel. Qui a répondu à l'explosion des télévisions en modernisant les salles ?

Qui a pris en main la vidéo, négocié avec Canal Plus, collaboré avec la mission « TV-câble » ? Nous avons même applaudi en janvier lorsque le président de la République a voulu les télévisions privées. Des entreprises comme Gaiumont et UGC ont pris leurs responsabilités pour présenter des projets de chaînes ».

« Aujourd'hui, nous disons « oui » à la cinquième chaîne sans en récusar a priori les opérateurs. Nous exigeons seulement que les pouvoirs publics respectent leur propre politique : la multiplication des réseaux doit entraîner la multiplication des images. Nous voulons que les nouveaux diffuseurs contribuent au même titre que les anciens à la construction d'une industrie de programmes européens forte. Celle-ci n'est viable que si elle amortit, comme aux Etats-Unis, ses produits sur son marché national. Est-ce là un combat d'arrière-garde ? Certes, oui : nous sommes aussi du côté de la France qui gagne ».

« La « 5 » n'est-elle pas pour le cinéma un client de plus, donc un élargissement du marché ?

« La « 5 » est un client de plus si elle ne dérange pas le marché. Pour chaque diffuseur contribue à l'amortissement des œuvres, il faut qu'il puisse trouver sa place dans une hiérarchie des médias sans gêner son voisin : la salle de cinéma d'abord, puis la vidéo, la télévision payante et enfin les chaînes publiques ou privées. Cette exploitation progressive, qui est la même qu'aux Etats-Unis, sert les intérêts de tous. Plus les œuvres sont largement diffusées, moins est élevé le coût par spectateur. Si l'on ne veut pas faire payer davantage l'Etat ou le citoyen, il faut faire payer le diffuseur ».

« Or que voyons-nous dans le cahier des charges de la « 5 » ? L'absence de quotas précis d'œuvres françaises et de fictions originales pendant les premières années exclut toute contribution au développement d'une industrie de programmes. On sait bien que la chaîne préférera acheter des émissions étrangères moins chères que produire des œuvres françaises. Le délai de programmation des films ramené à deux ans gêne Canal Plus, qui n'a plus d'avantage suffisant pour justifier son statut de chaîne payante. Il déséquilibre les chaînes publiques, qui voient la première diffusion des films leur échapper ».

« La « 5 » ne peut être un débouché que si elle nous achète quelque-

chose et si elle respecte l'équilibre économique de nos autres clients. Aucune de ces conditions n'est réunie aujourd'hui. A l'inverse, le contraste est frappant entre le laxisme dont bénéficie la « 5 » et les contraintes que l'Etat fixe aux autres chaînes. Bel exemple de libéralisme unilatéral !

« N'est-on pas évoqué un peu trop rapidement un scénario catastrophe à l'italienne ?

« La comparaison entre l'Italie de 1975 et la France de 1985 est sans doute abusive. En France, les structures du cinéma et la production de fiction ont connu un développement bien supérieur à celui de nos voisins. Toutefois, il faut rester sur ses gardes : dans tous les pays du monde, quand la fréquentation des salles s'altère, la production nationale en subit immédiatement les conséquences et tous les diffuseurs s'en trouvent pénalisés ».

« Seuls, des pays producteurs, comme la France ou les Etats-Unis, peuvent s'offrir des réseaux de diffusion modernes et diversifiés. Défendre la production française, c'est prendre en compte non seulement l'intérêt des spectateurs, mais aussi celui des diffuseurs. La « 5 », comme les autres chaînes, a besoin de films français, car ce sont eux qui entraînent la plus forte audience ».

« La « 5 » justifie son cahier des charges en évoquant la pénurie de films disponibles et la lente montée en charge de son réseau de diffusion ».

« Il y a plus de 7 000 films en circulation dont plus de 6 000 ne seront pas diffusés l'année prochaine par les chaînes existantes. Le seul handicap objectif de la « 5 », c'est l'accès aux films récents qui, pendant les deux prochaines années, sont en partie prioritairement diffusés par les chaînes publiques. Mais, sur ce point, on peut imaginer des solutions. Le cinéma français comprend très bien que la cinquième chaîne ait des problèmes de montée en charge et il est prêt à négocier commercialement la vente de ses films mais pas la réglementation du marché. Nous n'imposons pas à M. Jérôme Seydoux des conditions qu'il ne peut pas respecter. Nous nous faisons fort de lui démontrer que ce que nous demandons est compatible avec ses intérêts ».

Propos recueillis par  
JEAN-FRANÇOIS LACAN.

#### Les candidats à la sixième chaîne

S'agit-il de faire oublier les polémiques sur la « 5 » ? Ou du moins sur les rails une autre chaîne privée ? Toujours est-il que le secrétariat d'Etat chargé des techniques de la communication prépare activement une annonce sur la sixième chaîne. Une chaîne essentiellement musicale puisqu'elle serait obligée, de « consacrer quotidiennement 50 % au minimum du temps d'antenne à des émissions à dominante thématique musicale, réparties sur l'ensemble des programmes ». C'est du moins ce qu'affirme le contrat de concession... de la « 6 », qui égarerait ainsi par avance toute discussion sur le cahier des charges de la « 6 ».

Malgré cette hypothèse et les incertitudes qui régissent sur les fréquences encore disponibles pour un second réseau, les candidats à la sixième chaîne tiennent à faire savoir qu'ils existent. La Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT) a écrit, le 23 novembre à M. Georges Fillioud pour signifier sa candidature et solliciter un rendez-vous. Cette lettre était restée sans réponse, une seconde, plus pressante, a été envoyée le 3 décembre, tandis que la CLT confirmait la veille à M. Jacques Pomont sa candidature à un canal du satellite TDF-1 pour un programme en langue allemande.

Hit TV a rappelé aussi le 3 décembre, dans une lettre officielle adressée au secrétariat d'Etat, qu'il était candidat depuis le 22 juillet. Les promoteurs de ce projet ont, eux, un peu plus de chance que la CLT : quant aux rendez-vous avec différents représentants des pouvoirs publics, mais sans grands résultats. Le projet rassembla la groupe cinématographique UGC et l'agence Roux-Séguela-Cayrac - Gaudard, en association avec le quotidien Libération. Notons cependant que M. Serge Joly, directeur de Libération, a informé, le 3 décembre, le personnel de son quotidien de ses négociations avec la « 6 ». M. Joly, qui a pris personnellement une part très active au montage du projet, étudie l'entrée du quotidien dans le capital de la cinquième chaîne.

Enfin, on ne saurait oublier Publior, qui a déposé, dès le 14 janvier une demande de chaîne nationale. Cette candidature, « enregistrée » par une lettre de M. Fillioud le 28 mars, est confirmée ce 4 décembre par une nouvelle démarche de Publior auprès du secrétariat d'Etat, deux candidatures officielles. Au sein du projet réunissent Europe 1, Gaumont et NRJ, le groupe publicitaire a pris ces derniers mois, une part active dans les négociations autour de la chaîne musicale, tant avec les pouvoirs publics qu'avec Télédiffusion de France. Europe 1 semblait désormais davantage intéressé par la « 5 ». Publior pourrait faire connaître dans le courant de la semaine sa nouvelle stratégie.

J.-F. L.

#### M. Mitterrand « ne verrait que des avantages » à la privatisation des radios périphériques

Interrogé par M. Max Gallo, directeur du *Matin de Paris* (et ancien porte-parole du gouvernement), M. François Mitterrand a précisé ses vues sur la politique audiovisuelle dans l'interview publiée le 4 décembre dans ce journal. Il présente aujourd'hui la privatisation des radios périphériques (RTL, Europe 1, Radio-Montecarlo, Sud-Radio sont plus ou moins contrôlés par l'Etat) et souhaite voir les attributions de la Haute Autorité élargies.

« Je trouve anormal, déclare le chef de l'Etat, le statut de certaines radios périphériques liées financièrement et juridiquement à la puissance publique, sans être assu-

blées au service public. Par exemple Europe 1. Je ne vois que des avantages à leur véritable privatisation qui mettrait fin à un héritage ancien et lourd ».

« Quant à la télévision, par le réseau hertzien au sol et les canaux du satellite, les téléspéctateurs français devraient pouvoir recevoir sept chaînes : la cinquième et la sixième en 1986, la septième en 1987 (1). Qui s'en plaindrait ? (...) Pour ma part, je poursuivrais la politique que j'ai engagée : soutien au service public et libération des ondes. Je souhaite à cet égard que les compétences de la Haute Autorité soient élargies ».

Les intéressés : pourquoi pas ?

« M. GÉRARD UNGER, président de la SOFIRAD, a répondu à la question : « Il n'y a pas de raison politique, doctrinale ou idéologique pour maintenir les participations de l'Etat dans les stations des radios périphériques. Mais la question doit être examinée cas par cas. Radio-Montecarlo est, de nationalité monténaque, rien ne peut donc se décider sans l'accord de la principauté. Sud-Radio, aussi, a un statut très particulier, puisqu'il est lié à celui de la principauté d'Andorre. Les choses devraient être plus simples pour Europe 1, puisqu'il n'y a pas en jeu de relations internationales, même si son émetteur est situé en Suisse. Mais sa dénationalisation devrait être prudente et mûrie, notamment en raison de sa cotation en Bourse ».

« M. PIERRE BARRET, président de l'« Europe 1 », a répondu : « L'idée de la privatisation de la République ne me fait pas une très bonne nuit. Comment pourrions-nous déléguer une partie de nos pouvoirs ? Cette idée fait trois ans que je la démonte. Encore faudrait-il bien maîtriser cette privatisation dans le respect des procédures techniques. Avant tout ? Ce n'est pas exclu. Nous avons certainement des suggestions à faire sur ce point ».

« M. JACQUES RIGAUD, PDG de RTL : « L'idée ne me concerne nullement. Seules les radios de la connaissance sont viables. Elles ne sont en rien comparables à la SOFIRAD. Et M. Mitterrand semble découvrir un peu tard le système ».

(1) La sixième est l'éventuel réseau multilingue, la septième le projet de chaîne publique culturelle sur le satellite (NDLR).

#### M. Fillioud : « la chaîne culturelle doit être un puissant moteur pour la création »

M. Georges Fillioud a précisé, mardi 3 décembre, dans une lettre au PDG de FR 3, M. Jeanne Langlois-Glandier, les missions de la société chargée « de concevoir et d'éditer un nouveau programme culturel européen, destiné à être diffusé sur l'un des canaux du satellite français de télévision directe ». Cette société, dont M. Langlois-Glandier doit prendre la présidence (le *Monde*, dans 17-18 novembre), sera une filiale de FR 3 (45%), de Radio France (15%), de l'Institut national de la communication audiovisuelle (15%) et de l'Etat (25%). Elle portera des conclusions de la mission d'études de M. Pierre Desgranges pour mettre en œuvre « une programmation de haute qualité, expression de la vie culturelle française et européenne », diffusée fin 1986 par le satellite TDF-1. A titre de « préfiguration », dit M. Fillioud, certains des programmes seront diffusés « sur les antennes des chaînes publiques, principalement par FR 3 ». M. Pierre Desgranges y exercera une mission de conseil et de préparation.

« Le développement de nos initiatives sera un puissant moteur pour la création française par vos commandes de production et vos interventions en coproductions, car vous réserverez la part la plus importante de votre budget à des projets portés par des créateurs français : auteurs, réalisateurs, artistes-interprètes » (...). Pour cela, continue le secrétaire d'Etat, « il convient que la quasi-totalité des crédits dont vous disposez (300 millions de francs en 1986) soit affectée à des dépenses de programmes. Cela suppose que soient limités au maximum les frais de fonctionnement, et que la structure de votre société soit extrêmement légère (...). Il est évident que votre société n'a pas à se doter de moyens de production propres. Elle pourra s'adresser pour la réalisation de chacun de ses projets soit au secteur privé de production, soit à la SFP (...) ».

« Le Conseil constitutionnel a validé l'amendement « tour Eiffel » ». Plus de soixante sénateurs ont déposé, lundi 2 décembre, un recours au Conseil constitutionnel sur le projet de loi définitivement adopté par l'Assemblée nationale vendredi 29 novembre, et qui modifie la loi sur la communication audiovisuelle, notamment pour permettre la création de télévisions privées. Les sénateurs, auteurs de la saisine estimant que l'amendement « tour Eiffel » porte atteinte au droit de propriété, ainsi qu'à la liberté du commerce et de l'industrie.

#### PRESSE

### Décès de Jean Bardon directeur général des NMPP

Jean Bardon, directeur général des Nouvelles Messageries de la presse périodique (NMPP) depuis 1974, est décédé le 3 décembre d'une crise cardiaque à l'âge de soixante-cinq ans. Ses obsèques auront lieu le 6 décembre à 13 h 30, en l'église « Saint-Pierre-de-Neufly ».

Véritable homme d'équipe, apprécié pour sa chaleur et son dynamisme, Jean Bardon a tenu un rôle de premier plan dans la presse française, notamment en permettant au pluralisme de s'exprimer pleinement. Sous sa direction, les NMPP se sont agrandies en absorbant les vingt-deux agences de diffusion de la presse en province. Depuis 1975, les NMPP avaient aussi créé sous sa houlette la société Serefax (Société d'exploitation des réseaux de fincimbés) : elles s'étaient ainsi informées et modernisées, notamment en ce qui concerne les centres de départ de Juvisy et de Saint-Denis.

La succession de Jean Bardon à la tête des NMPP ne sera pas aisée. Le conseil de gérance des NMPP, composé de huit gérants (cinq représentants des coopératives de journaux

qui possèdent 51 % du capital et trois représentants de Hachette qui en possède 49 %), devrait se réunir dans les prochains jours afin de nommer un nouveau directeur général. Mais aucun nom n'a encore été cité.

(Né le 6 mars 1920 à Doyet (Allier), Jean Bardon était licencié de lettres et diplômé d'études supérieures. Il était aussi diplômé du Centre de préparation aux affaires (CPA). Entré en 1947 aux NMPP comme attaché de direction, il devient en 1956 secrétaire général adjoint et, en 1966, secrétaire général des NMPP. En décembre de la même année, membre du Comité supérieur des entreprises de presse. A la fois homme de presse et technicien, il était aussi gérant de Presse-Roulette et de nombreuses autres sociétés de presse, PDG de France-Messager et président d'un directeur de la Société d'agences et de diffusion. Depuis 1975, il était membre du conseil d'administration de Hachette. Du fait de sa connaissance de la presse et de son expérience, les pouvoirs publics l'avaient nommé médiateur chargé de faire le lien entre les éditeurs clients de l'imprimerie de Montsouris et de la syndication industrielle de cette entreprise en décembre 1983.)

### Les membres fondateurs de la Société des lecteurs du « Monde »

La Société des lecteurs du *Monde*, constituée le 22 octobre dernier, est présidée par M. Alain Minc, entouré d'un conseil d'administration composé de MM. Gérard Carles, Paul Delouvier, Jean-Louis Fouché-Brentano, M. Nicole Garcia et Françoise Jurgensen-Chandernagar. MM. Georges Kichman, Jacques Lesourne, Jean Martin, M. Marie-Claire Mendès France, M. Dominique Wolton.

Le capital initial de 250 000 F a été porté à 1 500 000 F, entièrement libéré grâce à la souscription d'un minimum de dix actions et d'un maximum de quarante par les personnes physiques ou morales dont les noms suivent :

M. Camille Aboussouan, M. Aimé Adot-George, Madeleine Aitza, Hélène Albrecht, MM. ou Mmes Jacques Albrecht, Michel Albert, docteur Pierre Amalric, Angelos Angelopoulos, Pierre Angoulvent, Gérard Antoine, Pierre Appelland, l'association Ecole supérieure des journalistes de Lille, MM. ou Mmes Elisabeth Badier, Yves Badolet, les professeurs Claude Bernard et Jean Bernard, Jean-René Bernard, le docteur Louis Bertrams, José Bidegala,

Guy Blandin de Thé, Marcel Bleustein-Blanchet, Michel Bon, Yves Bonello, Pierre Brantus, M. Catherine Brantus, Frédéric Brindin, le général Buis.

MM. et Mmes Benigno Carrero, Paul Camous, Michel Caste, Didier Chabrol, Dominique Charvet, Christine Chate-lain, Roger Chombeau, Françoise Coan, Albert Costa de Beauregard, Georges Crayvenne, André Damien, Dominique Daniel, le professeur Jean Dausset, Didier Davyoff-Goldstein, Dominique de La Martinière, Gilles de Margerie, Christine de Rivoyre, François de Rost, Xavier de Villepin, Michel Debatine, Denis Deffrey, Dominique Delprat, la société Dessein SARL, MM. ou Mmes Brigitte Deygat-Lair, Alain Duhamel, Olivier Duhamel, Jean-Louis Dumas, Jean-Jacques Dupuyroux, Claude Durand, Jean-Gabriel Eddé, les éditions Flammarion, Gallimard, les éditions de Minuit, les éditions Robert Laffont, MM. et Mmes Caroline Elisabeth, le professeur Escondé, Abel Faroux, Maurice Faure, Jacques Favier, Paul Flamand, René Foch, Jean-Pierre Fourcade, Jean-François-Ponce, Henri Froment-Meurice, les professeurs Henri Gastaut et Marc Genillat, MM. et Mmes Elie George, André Girard, Françoise Giroud, Bernard Grasset, la société Greenwich Film Production, MM. et Mmes Alain Guichard, Michel Guy, Gisèle Halimi, Marek Halter, Léo Halim, Joseph Handler, Max Heilbronn, Georges Houdin, Françoise Hugnet, l'Institut de développement de l'économie sociale, la société Interpart, MM. et Mmes Jérôme Jaffré, Jean-Noël Jeanneney, Hubert Jourdan, Daniel

Junqua, Serge Kampf, Marin Karmatz, Jack Lang, Yves Laporte, Pierre Ledoux, Yvonne Ledoux-Districq, Michèle Lemaitre, Louis Leprieux, Riquier, Jean-François Lévy, Bernard-Henri Lévy, Jérôme Lindon, Francis Lorentz, Mame Lucbert, le professeur André Lwoff.

MM. et Mmes Caroline Malauzeau, Etienne Manach, Charles Marat, Jean Melchior, Philippe Meyer, le professeur François-B. Michel, MM. et Mmes François Michel, Didier Millet, André Miquel, Françoise Monard, Jean Morin, Claude Neuschwander, Pierre Nicolay, Pierre Nora, Robert Nouchi, Maurice Pellerin, Denis Périer-Daville, Marie-Thérèse Péroncel-Hugot, Jean Peyrovalade, Jacqueline Placier, Yolande Pierre-Lafite, Louis Plane, François Prout, les sociétés Publicis, Publicis conseil, Régie n° 1 et Régie presse, MM. et Mmes Jean-Michel Quatrepoint, Eric Rousseau, Claude Roy, Lazare Rosenzweig, Bernadette Samiazo, René Sautier, Jean-Luc Schilling, Jacques Schwarz, Laurent Schwartz, Léopold Sédar Senghor, Franck Seruatiat, Jean-Louis Servan-Schreiber, Nicolas Seydoux, Serge Silbermann, Guy Sibon, Jean-Pierre Soisson, Simone Soussan, Jacques Stern, Lionel Stoleru, Pierre Sudreau, Mohammed Tarbush, René Thomas, Marc Ullmann, Pierre Uri, Pierre Vanlerberghe, Raymond Vautier, Roger Vaur, Jean-Pierre Verant, Michel Vigier, Jacques Vinant, Serge Weinberg, Georges Winter, Gérard Wormser, Jean-Louis Wormser, Marcel Wormser, André Wormser, Zao Woo-Ki.

سكنا من الامم











3-774 de valeur

3-774 de valeur

La Manufacture avait ouvert ses portes en mai dernier, attirée par les propositions de la municipalité de Verdun, qui avait décidé en 1984 d'offrir une prime de 10 000 F par emploi créé. La candidature de M. Watel, un industriel parisien, avait été retenue, et, pour assurer la formation nécessaire au personnel pendant les deux premiers mois, l'ANPE devait verser une subvention représentant 80 % des salaires. Selon l'industriel, l'ANPE, de M. Watel n'a jamais rempli ses devoirs pour l'obtention de la prime et la société ne possédait pas de service administratif.



## AFFAIRES

### LA RESTRUCTURATION DE L'ÉLECTRONIQUE BRITANNIQUE

#### GEC lance une OPA sur Plessey

Fragilisée depuis quelques années, l'électronique britannique engage sa restructuration à la mode de la City : General Electric Company (GEC) a lancé une OPA sur Plessey, le mardi 3 décembre de 1,16 milliard de livres (13,5 milliards de francs). Le numéro un de l'électronique et de l'électrique, vaste et riche conglomérat, entend absorber le numéro un des télécommunications afin de créer un puissant groupe capable de faire face à la concurrence internationale. Il se propose de payer les actions de Plessey 160 pence soit près de 18 % au-dessus de leur cours en Stock Exchange avant l'offre (mais celles-ci passées à 178 pence dans l'après-midi du 3 décembre). L'opération est surprenante.

Elle coïncide en tout cas avec l'annonce d'une chute de 13 % des bénéfices avant impôt de GEC, tombés à 289 millions de livres pour le semestre se terminant fin septembre, contre 332 millions un an auparavant. Plessey ne se porte guère mieux. Ses bénéfices avant impôts

ont aussi baissé de 13 % sur la période correspondante. Bénéficiaires, installés sur les routes de situation acquises au sortir de la guerre, les grands mamouths anglais (GEC, Plessey, STC...) ont traversé les années 70 sans savoir quelle stratégie adopter face à la révolution microélectronique. Un immobilisme qui s'est traduit par la mise sous dépendance japonaise de l'ensemble du secteur de l'électronique grand public (TV, vidéo) et par une éviction des marchés internationaux des télécommunications au profit des Français et des Japonais. GEC, Plessey associé à l'américain IIT, ont été incapables de mettre au point rapidement leur central électronique (System X).

Dans les équipements militaires, Rascal, nouveau venu, aurait quelques menues, mais la victoire récente de Thomson, avec RITA, sur Plessey, pour le marché du Pentagone est venue souligner un affaiblissement technologique désormais inquiétant.

Après les travailleurs qui avaient essayé de susciter une industrie publique (lucres dans les circuits intégrés), M<sup>rs</sup> Thatcher était résolue à réveiller ses géants endormis en introduisant la concurrence. Les militaires devenaient exigeants avec leurs contractants, tandis que British Telecom privatisée reconstruisait l'autorisation d'ouvrir les portes de ses fournisseurs.

L'abandon brutal du protectionnisme se traduit, hélas, par l'entrée de groupes étrangers comme Ericsson et ATT-Philips dans les télécoms.

La Bourse s'est émue de ces déboires, et les titres de Standard Telephones & Cables (STC), acquéreur récent du constructeur informatique ICL, de Thorn-EMI et de Plessey ont subi de fortes baisses depuis six mois. Seul GEC, confortablement assis sur une trésorerie de 1,4 milliard de livres, s'en tire relativement mieux et l'initiative lui revient.

Des deux, GEC est la plus grosse entreprise, avec un chiffre d'affaires annuel de 5,98 milliards de livres à fin mars 1985, contre 1,42 milliard pour Plessey.

L'inquiétude pour M<sup>rs</sup> Thatcher est que la création d'entreprises dans les technologies nouvelles, le nouveau capitalisme qu'elle appelle de ses vœux et qui semblait prendre racine, traverse lui aussi un cap difficile comme en témoignent les difficultés de Sinclair et Acorn dans les micro-ordinateurs ou l'aggravation des faillites (+ 133 % sur les neuf premiers mois de 1985 par rapport à 1984) d'entreprises situées dans les technologies avancées (1). Seul le domaine des logiciels semble épanouir, et les Britanniques y réussissent.

ERIC LE BOUCHER.

(1) Statistiques de la compagnie d'assurance Trade Indemnity.

#### M. MEXANDEAU PRÉSENTE SON PROJET DE RÉFORME DES PTT

M. Mexandeau, ministre des PTT, a envoyé à ses cinq cent mille agents une lettre expliquant le projet de réforme des structures de son administration. Parallèlement, il a engagé une consultation des syndicats. Ce projet vise à « mettre le service public des PTT en meilleure position pour répondre aux modifications économiques mondiales et permettre aux PTT de mieux faire face à leur mission en clarifiant leurs responsabilités, tout en conservant leur unité ».

Pour ce faire, une délégation générale à la stratégie et une direction centrale du budget et du personnel seront créées et rattachées directement au ministre. La délégation devra s'occuper de la stratégie des PTT, de la réglementation, du suivi des projets et de la tenue des industries informatiques et bureaucratiques. Elle comptera une centaine de personnes.

Ce projet décevra ceux qui attendaient une profonde modification, une déreglementation importante, voire une privatisation partielle des PTT. Cette réforme vise surtout à créer un vrai ministère des PTT, jusqu'ici privé des moyens et des hommes dont seules les deux directions générales des postes et des télécommunications disposent. Face à ceux qui voulaient créer deux entreprises distinctes - la poste et les télécommunications -, la réforme crée en fait une sorte d'entreprise PTT dont l'unité est renforcée dans le cadre du service public. - E. L. B.

## ENTREPRISES

#### Dix Airbus et cinq ATR-42 vendus aux Etats-Unis

L'industrie aéronautique européenne poursuit sa percée sur le marché nord-américain. Airbus Industrie annonce une nouvelle vente de dix A-320 à la compagnie Gatx Air, filiale de Gatx Leasing, qui loue quarante-deux appareils à vingt compagnies aériennes du monde entier. Ces dix avions de 150 places seront livrés en 1990, 1991 et 1992. On ignore le type du réacteur choisi. Le montant de la transaction dépasserait 300 millions de dollars (2,3 milliards de francs).

D'autre part, la compagnie Pioneer Airlines Continental Commuter a acheté cinq avions de transport régional franco-italien ATR-42 et pris une option pour quatre appareils supplémentaires.

#### La première société européenne de circuits intégrés

En avance sur les Américains eux-mêmes, avec un capital recueilli dans toute l'Europe, créée le jour même du conseil de Luxembourg, la société ES2 (European Silicon Structures) éclaire ce que pourrait être la renouveau technologique du Vieux Continent. Le Monde du 4 septembre. L'idée des créateurs de ES2, dont M. Jean-Luc Grand-Clement, ancien vice-président pour l'Europe de Motorola, un des grands groupes américains de l'électronique, est de fabriquer des circuits intégrés « à la demande » avec la technologie la plus en pointe (écriture directe par faisceau d'électrons sur le silicium). L'avantage est de faire en deux semaines des « puces » dédiées dessinées spécialement pour un client et qu'on ne trouve pas en catalogue des fabricants traditionnels. ES2 vise 20 % d'un marché européen en forte croissance, qui devrait atteindre 600 millions de dollars en 1990.

Le centre de logiciels sera installé en Grande-Bretagne : l'usine en France près d'Alençon-Provence. Le siège social sera à Munich. ES2, qui emploiera 250 personnes à la fin de l'an prochain, et un million en 1990, est d'emblée

européen, car les investissements ne peuvent être rentabilisés qu'à cette échelle. Olivier Philippe, Seb-Scandia et la Suisse BBC viennent d'entrer pour 5 millions de dollars chacun au capital, qui sera ensuite complété par des investisseurs institutionnels et du capital risque. Au total, la société « lèvera » 65 millions de dollars, dont 20 millions en prêts.

#### Bouygues absorbe la Compagnie des réseaux électriques

Poursuivant la diversification de ses activités dans la distribution d'eau, d'électricité et de gaz, le groupe Bouygues a acquis la totalité du capital de la Compagnie des réseaux électriques, dont il détenait déjà 40 %, le reste appartenant à la Compagnie de signaux et d'entreprise électrique (CSE).

La Compagnie des réseaux électriques (830 salariés), qui réalise un chiffre d'affaires de 260 millions de francs, est spécialisée dans les réseaux de transport et de distribution d'électricité, les réseaux de distribution de gaz et les travaux de canalisation. En mars 1984, Bouygues avait racheté deux entreprises du même secteur : la SAUR (Société d'aménagement urbain et rural) et ETE (Entreprise transport et distribution d'électricité).

#### M. AUROUX DEVANT LES AGENTS IMMOBILIERS

##### Patte de velours

En effet, le mardi 3 décembre, prononcer le discours de clôture du traité-nouveauté congrès de la Fédération nationale des agents immobiliers (FNAIM), M. Jean Auroux, tout nouveau ministre de l'Urbanisme, du logement et des transports, précédé de la réputation des lois sociales auxquelles il a donné son nom, avait tout lieu de s'attendre au pire. Les participants n'étaient pas, la veille encore, au mépris du travail de leurs instances nationales, pour proposer des réformes, réclamant avec vigueur l'abrogation pure et simple de la loi Chaillot ?

Aussi le ministre se tenait-il prêt à faire front à des contestations dont il savait bien qu'il ne s'agit pas, pour une grande majorité d'entre eux, d'abord des opposants politiques. Certes, quelques rires vite étouffés, avaient salué le début de son propos : lorsqu'il avait évoqué, pour s'en féliciter, le fait que, en 1985, les loyers réglementés suivraient totalement l'évolution de l'indice du coût de la construction, et que les autres ne seraient pas amputés de 20 % pour « des raisons économiques exceptionnelles », comme ce fut le cas en 1983 et en 1984. Il est vrai que la progression de cet indice semble bien faite aux propriétaires, le dernier connu augmentant de 2,96 %, soit à peine la hausse des prix souhaitée par le gouvernement en 1985.

M. Auroux put continuer son discours, et obtint même, à plusieurs reprises, des applaudissements. Lorsqu'il rappela, par exemple, que, lors de l'entrée de nouveaux locataires, le loyer pourrait être mis à niveau avec

celui d'appartements comparables, dans le même quartier, et sans avoir de formalités administratives à accomplir. Ou encore lorsqu'il souligna que le texte sur la simplification administrative, défendu le matin même à l'Assemblée nationale par ses soins, concernait largement l'immobilier. Ou enfin, lorsqu'il confirma que des prêts conventionnés allaient être mis à la disposition des jeunes ménages démunis d'accéder pour la première fois à la propriété de leurs logements, dans des immeubles anciens, et sans obligation de travaux trop lourds : l'expérimentation de cette « ouverture » des prêts conventionnés sera menée durant l'année 1986, à Brest, à Paris et dans la Val-de-Marne.

Tout au long de son intervention, le ministre fit donc patte de velours. Quant au financement, unique pour le logement neuf ou ancien, et à l'adoucissement des conditions des emprunts, qui réduisent nombre de professionnels réunis dans le Conseil national de la construction (dont fait partie la FNAIM), le ministre ne fit qu'affirmer le sujet. Mais il eut beau jeu de rappeler que la recherche de l'équilibre budgétaire n'était qu'un rétroscopé un peu plus.

Un succès, donc, pour M. Auroux, qui, s'il n'obtient pas une ovation, avait évité à ses auditeurs de manquer aux usages en malmenant un ministre.

Il est vrai que bien des adhérents de la FNAIM espèrent avoir entendu, avec M. Auroux, leur dernier ministre rappliquer, par exemple, que, lors de l'entrée de nouveaux locataires, le loyer pourrait être mis à niveau avec

JOSÉE DOYÈRE.

#### PUBLICATION JUDICIAIRE

EXTRAITS D'UN JUGEMENT RENDU PAR LA 17<sup>e</sup> CHAMBRE DU TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE PARIS, LE 17 MAI 1985.

Sur pourvoi de M. Bruce Rappaport, condamné par le Tribunal de Paris, le 17 mai 1985, à la peine de 10 000 francs d'amende ;

Sur l'exception de nullité soulevée par M. Pierre Penn et fondée par la Librarie Fayard ;

La 17<sup>e</sup> chambre du Tribunal de grande instance de Paris statuant en matière de police correctionnelle, le 17 mai 1985, condamne l'éditeur, M. Claude Durand, et l'auteur, M. Pierre Penn, et décide que les principales imputations contenues dans ces passages constituent des faits qui portent atteinte à l'honneur et à la considération de M. Bruce Rappaport, et, en écartant les exceptions soulevées par les prévenus.

Par ses motifs, ainsi résumés, le Tribunal : « Déclare MM. Claude Durand et Pierre Penn coupables, le premier en qualité d'auteur principal, le second en qualité de complice du délit de diffamation publique envers un particulier, à raison des passages susvisés de l'ouvrage *Affaires africaines* » ;

Faites peines et réprimées par les articles 29, alinéa 1, 32, alinéa 1 de la loi du 29 juillet 1881 :

« En répression : »

« Condamne chacun des prévenus à la peine de 10 000 francs d'amende ; »

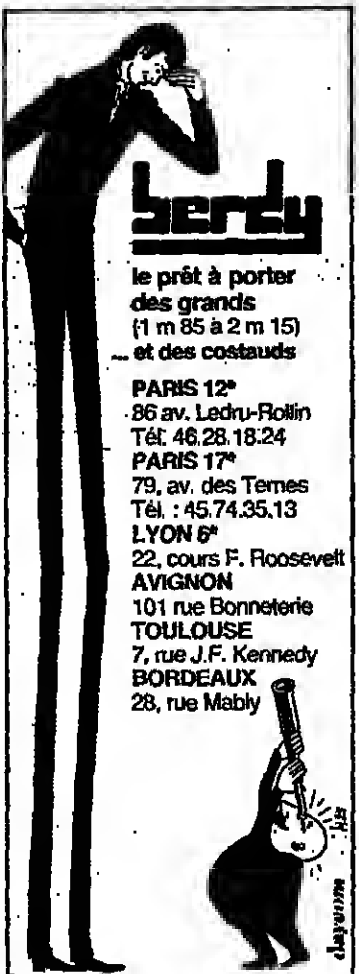
« Sur l'exception de nullité : »

« Reçoit Bruce Rappaport en sa considération de partie civile ; »

« Condamne solidairement Claude Durand et Pierre Penn à lui payer la somme de 5 000 francs à titre de dommages-intérêts ; »

« Déclare la Librarie Fayard civilement responsable » ;

Cette décision n'a pas été frappée d'appel et est donc, à ce jour, définitive.



**berdy**

le prêt à porter des grands (1 m 85 à 2 m 15) et des costumes

PARIS 12<sup>e</sup>  
86 av. Ledru-Rollin  
Tél. 46.28.18.24

PARIS 17<sup>e</sup>  
79, av. des Termes  
Tél. 45.74.35.13

LYON 6<sup>e</sup>  
22, cours F. Roosevelt  
AVIGNON  
101 rue Bonneterie  
TOULOUSE  
7, rue J.F. Kennedy  
BORDEAUX  
28, rue Mably

Franchise BERDY :  
agglomérations de +  
de 300.000 habitants  
Tél. : (1) 45.74.66.88



**LA BAGAGERIE**  
Jean Marlot

Veau tressé main  
550 F

Paris : 12, rue Tronchet  
41, rue du Four  
74, rue de Passy  
Tour Maine-Montparnasse  
Lyon - La Part-Dieu

#### AVIS AU PUBLIC

Lignes à 2 circuits 400 kV : BOISMORAND - GATINAIS et GATINAIS TABARDERE (tronçon QUIERS-SUR-BEZONE/GATINAIS) partie QUIERS-SUR-BEZONE/SAINT-LOUP-DES-VIGNES

Il est porté à la connaissance du public qu'à la suite de l'instruction administrative qui a eu lieu précédemment et relative aux deux lignes visées ci-dessus, une procédure complémentaire de consultation est ouverte sur une variante dite « contournement ouest de Montlaur » pour la partie des ouvrages comprise entre Quiers-sur-Bezone et Saint-Loup-des-Vignes.

Conformément au décret n° 77/1141 du 12 octobre 1977, le dossier présenté par Electricité de France comporte une étude d'impact complémentaire.

Pendant un mois, du 2 décembre 1985 au 2 janvier 1986 inclus, les personnes intéressées pourront en prendre connaissance aux lieux, jours et heures ci-après :

— à la préfecture d'Orléans - Bureau des opérations immobilières et de l'urbanisme :

du lundi au jeudi de 8 h 30 à 12 h et de 14 h à 16 h 30,  
le vendredi de 8 h 30 à 12 h et de 14 h à 15 h 30.

Les mardi 24, mercredi 25, mardi 31 décembre 1985, mercredi 1<sup>er</sup> janvier 1986 exceptés ;

— à la sous-préfecture de Montargis :

du lundi au jeudi de 8 h 30 à 12 h et de 14 h à 16 h 45,  
le vendredi de 8 h à 15 h 45.

Les mardi 24, mercredi 25, mardi 31 décembre 1985, mercredi 1<sup>er</sup> janvier 1986 exceptés ;

— à la sous-préfecture de Pithiviers :

du lundi au jeudi de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 18 h,  
le vendredi de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h.

Les mardi 24, mercredi 25, mardi 31 décembre 1985, mercredi 1<sup>er</sup> janvier 1986 exceptés ;

— à la mairie de Beaugency :

les lundi 23 et 30 décembre 1985 de 10 h à 13 h,  
les mardi et vendredi de 10 h à 13 h.

Les mardi 24 et 31 décembre 1985 exceptés ;

— à la mairie de Quiers-sur-Bezone :

les mardi et jeudi de 16 h 30 à 19 h 30 ;

— à la mairie de Montlaur :

les mardi et vendredi de 18 h à 19 h 30.

— à la mairie de Saint-Loup-des-Vignes :

les mardi et vendredi de 18 h à 20 h.

Les mardi 24 et 31 décembre 1985 exceptés ;

— à la direction régionale de l'Industrie et de la Recherche - région Centre - 16, rue Adèle - Laon-Chenail - Division Energie - 4<sup>e</sup> étage - Saint-Jean-le-Blauc :

du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h.

Les mercredi 25 décembre 1985 et 1<sup>er</sup> janvier 1986 exceptés.

Un registre sera également déposé avec chaque dossier afin que les personnes intéressées puissent y consigner leurs observations.

Le préfet, commissaire de la République,  
Pour le préfet, commissaire de la République,  
et par délégation le secrétaire général,  
JEAN MAHE.

#### RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

##### AVIS DE PRÉQUALIFICATION pour l'exécution des aménagements agricoles de la Ouaka n° 01/85/CNR/FG

Le gouvernement de la République centrafricaine va procéder à la réalisation des aménagements agricoles de projet agricole de la Ouaka près de Bangui (1 300 hectares de défrichement, environ 100 km. de pistes d'exploitation agricole et de petites ouvrages d'art).

Les travaux sont financés par le Fonds national de développement.

Les entreprises intéressées par le présent avis peuvent retirer contre 30 000 F CFA le dossier de préqualification auprès du président de la Commission nationale de réalisation du projet agricole de la Ouaka.

Les réponses à l'avis de préqualification devront être déposées au plus tard le 16 décembre 1985, à 12 heures locales.

Les entreprises retenues seront informées des résultats par télex et seront autorisées à participer à l'appel d'offres restreint ultérieur.

COMMISSION NATIONALE DE RÉALISATION DU PROJET AGRICOLE DE LA OUKA (RCA)  
Avenue du Président-David-Dacko  
BP n° 1370  
BANGUI - RCA  
Tél. n° 5217 RC ou 5329 RC

#### RECTIFICATIF

##### Aménagement de la RN 137 Liaison NANTES-BORDAUX

Ouverture d'une section de voie express sur le territoire des communes de SORINIÈRES, LE BIGNON, MONTBERT, AIGREUILLE-SUR-MAINE, REMOUILLE et VIEILLEVIGNE en LOIRE-ATLANTIQUE : BOUFFÈRE et SAINT-GEORGES-DE-MONTAIGU en VENDÉE

parue dans « Le Monde » daté 28 novembre 1985 en « Vie économique » page 34, dans les heures d'ouverture des mailles en Loire-Atlantique, il fallait lire :

• A la Mairie de La Planchette du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 15 h 30 à 17 h 45, ainsi que le samedi matin de 10 h à 12 h.

• A la Mairie de Vieilleville du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 15 h à 18 h, ainsi que le samedi matin de 9 h à 12 h.

صكا من الاصل



# AFFAIRES

UN INVESTISSEMENT DE 290 MILLIONS DE FRANCS DANS LE CALVADOS

## Pechiney et le japonais Mitsui s'associent dans le cuivre pour l'électronique

Tréfinmetaux, filiale à 100 % de Pechiney, spécialisée dans la transformation du cuivre et de ses alliages, a signé le 2 décembre avec la société japonaise Mitsui Mining and Smelting Co Ltd, un accord pour la création d'une société française de production selon le procédé Mitsui de cuivre électrolytique pour circuits imprimés destinés à l'industrie électronique européenne. Dives-sur-Mer, situé près de Caen, est à l'intérieur d'un pôle de conversion.

Tréfinmetaux détient 65 % et Mitsui 35 % du capital de la nouvelle société, Eurocel, qui sera de 80 millions de francs et dont le président sera M. Bruno de Vulpio. Indépendamment des

emprunts à long terme, le projet bénéficiera évidemment d'aides des pouvoirs publics.

La société investira à Dives-sur-Mer un total de 290 millions de francs et emploiera environ 100 personnes pour un chiffre d'affaires annuel atteignant progressivement 150 millions de francs environ. Cette usine contribuera à faciliter le reclassement du personnel de l'usine existante de Tréfinmetaux, qui devrait fournir une partie importante des effectifs nécessaires.

Mitsui Mining and Smelting Co Ltd, qui est l'un des producteurs majeurs de cuivre électrolytique, dispose d'usines au Japon et

à Taiwan et détient une participation dans la société Oak-Mitsui (USA).

L'accord que Tréfinmetaux vient de conclure avec Mitsui Mining and Smelting Co Ltd confirme l'orientation de cette société du groupe Pechiney vers le développement de produits pour le marché de l'électronique, indique Pechiney. En mai dernier, Tréfinmetaux avait annoncé l'acquisition d'une licence du groupe Kobe Steel pour la fabrication d'alliages cuivreux spéciaux destinés à la production de connecteurs et de supports de composants pour l'électronique.

D'autre part, en septembre de cette année, Tréfinmetaux avait signé un accord avec la société américaine Pfizer pour commercialiser en Europe l'alliage Pfinol (R) obtenu grâce à la métallurgie des poudres et destiné à la fabrication de supports de composants pour l'électronique.

● Robotique : cinq Européens s'associent au titre du programme Eurka. — Deux Français (le Commissariat à l'énergie atomique et Matra), un Espagnol (CASA-Constructores Aeronauticos SA), un Allemand (Dornier GmbH) et un Suisse (CSEM (Centre suisse d'électronique et de microtechnique)) vont travailler ensemble sur la robotique au titre du programme Eurka. Le CEA et Matra ont annoncé conjointement le 17 octobre cette « proposition

d'action », dont le thème est la robotique de la « troisième génération ». Cette association pourra avoir des « retombées considérables » sur des domaines touchant aux transports comme l'aide à la conduite et à la navigation de véhicules sans pilote. Ces recherches visent à atteindre une autonomie de décision et de déplacement pour des robots de sécurité civile, utilisés pour la lutte contre le feu, le sauvetage, les situations d'urgence...

### LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bas + haut	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
SE-U.....	7,690	+ 25 + 40	+ 65 + 95	+ 220 + 320
Scm.....	5,531	- 22 - 3	- 53 - 19	- 155 - 64
Yen (100)...	3,766	+ 10 + 21	+ 45 + 65	+ 270 + 329
DM.....	3,496	+ 99 + 111	+ 201 + 219	+ 597 + 650
Flote.....	2,700	+ 62 + 72	+ 129 + 145	+ 379 + 425
F.R. (100)...	15,016	+ 19 + 36	+ 76 + 164	+ 253 + 566
F.S. ....	3,657	+ 138 + 154	+ 290 + 314	+ 855 + 923
L. (1 000)...	4,473	- 334 - 288	- 528 - 461	- 1289 - 1160
E.....	12,407	- 206 - 246	- 520 - 483	- 1346 - 1162

### TAUX DES EUROMONNAIES

	3/8	5/8	3/16	5/16	3/16	5/16
SE-U.....	8 3/8	8 5/8	8 3/8	8 5/16	8 3/16	8 5/16
DM.....	4 3/4	5 1/8	4 3/4	4 7/8	4 3/4	4 7/8
Flote.....	5 3/4	6	5 13/16	5 15/16	5 7/8	6
F.R. (100)...	8	9	8 5/16	8 9/16	8 5/16	8 9/16
F.S. ....	3	4	4 1/4	4 1/2	4 1/4	4 1/2
L. (1 000)...	15	20	16 5/8	17 1/4	16 1/4	17 1/2
E.....	11 3/4	12	11 5/8	11 3/4	11 3/8	11 1/2
F. franc.....	8 3/4	9	8 5/8	9	8 3/8	9

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

**POUR UNE FRANCE QUI GAGNE.**

Décembre 1985

## EMPRUNT D'ÉTAT

Taux fixe : 9,90 %

Deux formules

6 ans

Taux  
actuel : 10,25 %  
Prix d'émission : 1970 F

12 ans

Taux  
actuel : 10,40 %  
Prix d'émission : 1933 F  
échangeable chaque année

- Paiement annuel des intérêts.
- Remboursement au pair, coupure : 2000 francs
- Titres cotés en bourse.
- Abattement fiscal de 5000 francs.

Souscrivez dans les établissements bancaires et financiers, auprès des comptables du Trésor et des PTT, ou à vos autres guichets habituels.

# ÉTRANGER

## Nouveau défi protectionniste des parlementaires américains

La lutte entre la Maison Blanche et le Congrès autour du protectionnisme vient de connaître de nouveaux rebondissements. L'administration Reagan, persuadée des effets néfastes d'un isolationnisme commercial, poursuit une offensive destinée à contrôler les « pratiques déloyales » des partenaires des Etats-Unis et estime marquer des points. Le représentant spécial du président pour le commerce international, M. Clayton Yeutter, a annoncé, le lundi 2 décembre, qu'une issue avait été trouvée avec la CEE sur les exportations européennes de fruits en boîte.

Un dossier dont le chef de l'exécutif américain avait fait l'un des symboles de sa volonté de contrer les avantages dont bénéficient, par subventions interposées, les concurrents des producteurs américains. M. Yeutter a par ailleurs confirmé sa détermination à se battre sur tous les fronts en dévoilant que des mesures de représailles allaient bientôt être prises à l'encontre des Japonais, qui continuent de protéger leur marché des importations de cuirs américains.

Ces opérations ponctuelles n'ont apparemment pas encore

permis de rassurer des parlementaires obédés par les retombées d'un déficit commercial qui pourrait tourner autour de 140 milliards de dollars en 1985. La Chambre des représentants, après le Sénat, vient de lancer un nouveau défi aux thèses libérales échangées de la Maison Blanche en entérinant une loi limitant les importations de textiles. La législation est moins sévère que la première mouture envisagée par la Chambre, les onze pays asiatiques initialement visés n'étant plus que trois, Taiwan, Hongkong et la Corée du Sud.

Elle n'en impose pas moins une réduction de 30 % des achats de textiles dans ces pays et limite la progression des importations provenant de Brésil et de huit autres pays asiatiques à 1 % par an. Complété par un plafonnement, à 60 % (contre 80 % actuellement) du marché américain, des entrées de chaussures étrangères, ce projet de loi devrait se heurter au veto du président Reagan. Dans un premier temps, il a fait réapparaître tous les éléments d'une polémique qui s'est développée ces derniers mois, et qui est rendue plus aiguë par la perspective des élections de novembre 1986.

Cette discussion est suivie avec la plus grande attention par les partenaires de Washington. Bien que directement visés par la contre-offensive commerciale du président Reagan, Européens et Japonais ne perdent pas une occasion de soutenir l'attitude jugée courageuse de la Maison Blanche. Mais le problème risque de rester pendant longtemps encore. Il faudra attendre quelque dix-huit mois avant que l'affaiblissement du dollar ait des conséquences positives sur la balance commerciale, et, d'ici là, l'économie américaine devrait poursuivre sa lancée d'une croissance modeste comparée aux 6,8 % enregistrés en 1984. La progression de 0,3 % en octobre de l'indice composite des principaux indicateurs de conjoncture en est une nouvelle confirmation. Cette hausse, la plus faible des quatre derniers mois, n'exclut pas une expansion de 4 % l'an prochain, a affirmé le secrétaire au commerce, M. Malcolm Baldrige. Cette déclaration a laissé pour le moins sceptiques les économistes américains, qui s'accordent à prévoir une croissance de 2 % à 2,5 % d'ici à la mi-1985.

## LOGEMENT

### AU CONSEIL DES MINISTRES

#### L'amélioration de la vie dans les banlieues

M. Auroux, ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, devait présenter au conseil des ministres du 4 décembre, une communication faisant le point des actions entreprises pour améliorer la vie quotidienne dans les banlieues des grandes villes.

Depuis juin 1984, le comité interministériel pour les villes (CIV) coordonne la politique de l'Etat en faveur de la vie urbaine et en particulier, les opérations « baillies 89 », celles de la Commission pour le développement des quartiers, et celles du Conseil national de la prévention de la délinquance.

En deux ans, 1,1 milliard de francs a été distribué. Les actions consistent à la fois à améliorer le cadre bâti (500 000 logements remis en état et modernisés en quatre ans), à améliorer les projets de quartiers (120 quartiers prioritaires 400 000 francs en plus des aides au

logement), à lutter contre l'habitat insalubre (210 millions de francs consacrés à la suppression des bidonvilles et des cités de transit), à la création d'aires de nomades (dans 37 agglomérations), enfin à innover dans l'habitat et dans l'urbanisme (par exemple, en 1985 aide à 117 villes dans le cadre des contrats d'actions-prévention pour lutter contre la délinquance).

Les plus connues de ces actions touchent des grands ensembles, comme La Courneuve, ou Les Minimes dans la banlieue lyonnaise. Mais on peut aussi citer Orly-Chaussy, qui compte 4 900 logements une première tranche de 650 logements est en cours de réhabilitation, et on y crée en faveur des jeunes, une zone d'éducation prioritaire, une mission locale pour l'insertion professionnelle, une Maison de l'enfance, une salle de musique. On y mène des actions anti « été chaud ». On y installe des parcs de stationnement. On remédie les espaces. On aide les spectacles.

En 1986, le CIV disposera de 633 millions de francs pour poursuivre les tâches entreprises, et lancer de nouveaux programmes : une cinquantaine de projets « baillies 89 », en sus des 200 déjà retenus. Et un appel d'offres sera lancé pour un éclairage public, « plus urbain et moins routier », dans les banlieues.

JOSÉE DOYÈRE.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Sema-Metra et Siemens ont signé un important accord de coopération dans le domaine de l'industrie pour une période de cinq ans.

Dans ce cadre, Sema-Metra participe au développement d'un produit de gestion de production utilisant le matériel Siemens de la gamme 7500 et son logiciel RS 2000.

Sema-Metra en assurera la commercialisation en France dès 1986 et le chiffre d'affaires prévu sera de l'ordre de 160 millions de francs sur la période.

De plus, Siemens AG sous-traitera à Sema-Metra un volume d'activités significatif en ce qui concerne le développement et l'adaptation de logiciels en Allemagne, le chiffre d'affaires prévisible correspondant étant pour Sema-Metra de l'ordre de 130 millions de francs.

### BANQUE DEMACHY

#### SICAV RIVOLI OBLIGATIONS

Le conseil d'administration de Rivoli obligations, SICAV obligatoire créée à l'initiative de la banque Demachy, réunit le mercredi 6 novembre sous la présidence de M. Marcel Geoffroy, a approuvé les comptes de son premier exercice clos, le 30 septembre 1985.

Rivoli obligations s'est fixé comme objectif d'offrir à ses actionnaires un outil de gestion d'actifs obligataires en recherchant plus particulièrement la constitution de plus-values en capital et en s'imposant une sélection de valeurs de nature à atténuer les risques liés aux variations des taux d'intérêts : s'élevant à 1 103,90 F au 30 septembre 1985, la valeur liquidative a progressé de

10,75 % en base annuelle depuis le 9 novembre 1984, date d'ouverture au public, et de 11,54 % en base annuelle depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1985, après constitution du portefeuille.

Le conseil proposera à la prochaine assemblée générale des actionnaires la mise en distribution d'un dividende net de 13,53 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,09 F portant à 13,62 F le revenu global de l'action.

Au 30 septembre 1985, avec un nombre d'actions en circulation de 453 554, le montant de l'actif net s'élevait à 500 677 738 F contre respectivement 120 000 actions et 120 000 000 F lors de la création de la SICAV.



## ALGERIE - الجزائر

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE  
MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DU TOURISME  
ENTREPRISE NATIONALE DE PRODUCTION  
CINÉMATOGRAPHIQUE ET AUDIOVISUELLE  
ENAPROC

### AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL

Un avis d'appel d'offres national et international est lancé pour :

— L'étude de faisabilité d'un centre de production de films cinématographiques et audiovisuels.

Cet appel d'offres s'adresse aux entreprises et aux bureaux d'études, spécialisées dans le secteur cinématographique et audiovisuel, et présentant de sérieuses références professionnelles dans ce domaine.

Dès parution du présent avis, les organismes intéressés peuvent retirer le cahier des charges, auprès de :

— Direction générale de l'ENAPROC immeuble les Asphodèles Ben-Aknoun Alger.

La date limite de dépôt des offres est fixée à 45 jours à compter de la 1<sup>re</sup> parution dans les quotidiens nationaux.

Les offres accompagnées des pièces réglementaires et des références professionnelles doivent être transmises sous double enveloppe à l'adresse sus-indiquée.

L'enveloppe extérieure, fermée et anonyme, comportera sous peine de nullité la mention appa-

rente :

**NE PAS OUVRIR - APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL  
OFFRE ETUDE DE FAISABILITÉ POUR LE C.P.F.**

L'enveloppe intérieure, cachetée, contiendra tous les documents constituant et ou accompagnant l'offre.

Les soumissionnaires resteront engagés par leur offre pendant un délai de 180 jours à partir de la date de clôture.

هكذا من الأصل



# France Manche.

qu'il pleuve, qu'il vente,  
toutes les 150 secondes une navette relie  
la France à la terre d'Angleterre.

## LA MANCHE EN MOINS DE 30 MINUTES

Moins de 30 minutes pour relier  
Calais à Folkestone, sans réservation,  
quelques que soient l'intensité du trafic  
ou les conditions météorologiques  
(vent, pluie, brouillard, verglas),  
c'est la performance garantie par  
France-Manche.

## 160 KM/H LES YEUX FERMÉS

Toutes les 2,5 minutes, une navette  
pourra partir du terminal  
soit avec 268 véhicules de tourisme,  
soit avec 25 poids lourds.

Sa vitesse de pointe sera de  
160 km/h. Les usagers pourront rester  
dans leur voiture, ou se détendre  
à l'intérieur de la navette climatisée  
et insonorisée.

Rafraîchissements et réseau d'in-  
formations vidéo seront à leur dispo-  
sition.

## ENVIRONNEMENT INTACT

Pour France-Manche, une règle  
impérative : ne pas toucher à l'environ-  
nement.

Le tunnel n'aura aucune incidence,  
ni sur le littoral, ni sur le milieu marin,  
ni sur les conditions de sécurité de la  
navigation.

## UNE TECHNOLOGIE POUR TOUS LES VEHICULES TERRESTRES

- Une même infrastructure pour les  
véhicules routiers (répartis selon leur  
nature à l'entrée du terminal) pour les  
TGV et les trains classiques
- Des formalités de douane regroupées  
près du départ.
- Une capacité de transport tout  
à fait exceptionnelle : l'addition du trafic  
d'une autoroute à deux fois deux voies  
et d'une liaison ferroviaire voyageurs  
et marchandises.

## DE NOUVEAUX PARTENAIRES

Compagnie Financière de Suez,  
Société Générale de Belgique,  
Société Nationale d'Investissement,  
Crédit Agricole, Groupe AXA,  
Lyonnaise des Eaux.

**LES VEHICULES TERRESTRES GAGNENT UN NOUVEL ESPACE.**  
BOUYGUES · DUMÉZ · SAE · SCE · SPIE · BATIGNOLLES · CRÉDIT LYONNAIS · BNP · BANQUE INDOSUEZ

صكنا من الاميل



## ÉTRANGER

### « Le secteur privé ne s'intéresse pas à la réalité de l'activité économique mais à ses variations »

affirme M. Sidney Jones, ancien sous-secrétaire d'Etat américain au commerce

Washington. — Le monde financier américain est suspendu, à la décimale près, à la publication des statistiques d'activité de l'économie américaine. Le caractère volatile des anticipations est telle que la moindre variation de tel ou tel indice peut entraîner un retournement du marché. On peut toutefois se deman-

der dans quelle mesure ces statistiques sont réellement significatives et comment elles sont préparées avant d'être publiées.

Jusqu'à ce qu'il quitte ce poste, il y a quelques jours, M. Sidney Jones, sous-secrétaire d'Etat au commerce pour les affaires économiques, a été le principal responsable de la pré-

sentation de ces données. Après seize années passées dans l'administration, il a choisi de retourner à son ancien métier de professeur et de travailler à nouveau pour le secteur privé. Unanimentement respecté, M. Jones a toujours fait preuve d'une grande indépendance. Il vient de redonner libre de ses propos.

— J'ai pris conscience du problème en août dernier. Nous avons repris dix-huit mois de données du commerce extérieur, ce qui nous a conduits à traiter vingt millions de documents pendant l'été. Le résultat final n'est guère différent de celui annoncé, 123 milliards de dollars de déficit au lieu de 126, mais si les renseignements avaient pu être donnés plus régulièrement, ou moins souvent, et avec soixante jours de délai par rapport aux opérations au lieu de trente jours comme nous y sommes tenus actuellement, les variations n'auraient pas été si grandes et nous aurions évité des discours inutiles.

— Quelle est l'importance réelle de cette statistique du commerce extérieur ?

— L'ennui est que c'est l'une des statistiques majeures qui entrent dans le calcul de la croissance.

— En deux mots, le PNB est calculé à partir de six éléments : la consommation des ménages, les investissements des entreprises, le logement, la variation des stocks, la variation des exportations nettes et les dépenses de l'administration. Déjà deux de ces éléments sont par définition des variations, celles du commerce extérieur et des stocks. Les deux sont aussi approximatifs pour des raisons voisines.

— Lorsque vous regardez les résultats de la croissance, que nous sommes tenus d'annoncer trimestriellement, à partir du second trimestre de 1984 par exemple, vous avez l'impression que l'économie américaine est en pleine agitation. 7,1 % de croissance au deuxième trimestre, 1,6 % au troisième, 4,6 % au quatrième, 0,3 % au premier trimestre de 1985, 1,9 % au deuxième et 4,3 % au troisième. Or il n'est pas vraisemblable que les éléments réels changent aussi vite. Là encore, c'est qu'il s'agit de la mesure des variations et non de la mesure des niveaux. En somme, il s'agit de la variation des variations. Il faut au moins un mois pour expliquer la dif-

férence à des étudiants en sciences économiques. Je n'ai pas cessé d'essayer de le faire comprendre au marché, mais personne ne veut entendre.

#### Révision

— Les Etats-Unis approchent d'une grande période de révision statistique. Quelles vont être ses conséquences ?

— En effet, Le 23 décembre, la grande révision générale des statistiques sera annoncée. Nous avons une révision tous les cinq ans par le Bureau of Census, et une révision tous les dix ans de l'ensemble national. C'est la plus importante. Tous les indices de référence vont changer. Les nouveaux indices vont inclure les nouveaux prix du pétrole de la fin des années 70. Toutes les mesures de l'inflation vont changer. Nous allons commencer à travailler en dollars constants de 1982 alors que nous étions jusqu'à présent en dollars constants de 1972. La valeur de tous les biens va être modifiée, de ce fait.

— Cette grande révision envisage aussi des améliorations dans l'enregistrement statistique ?

— Oui. Par exemple, nous allons désormais essayer d'inclure de plus en plus l'économie souterraine dans nos calculs. Nous avons fait des études d'échantillons et cherché la relation entre les revenus et les dépenses. Les Américains dépensent régulièrement 91 % de leurs revenus, épargnent 6,5 % et paient 2,5 % en frais financiers. Nous sommes arrivés à la conclusion qu'environ 20 % des revenus ne sont pas déclarés au fisc.

— Nous allons essayer aussi d'améliorer notre perception de l'évolution de la productivité, notamment dans les services.

— Ces changements vous satisfont-ils ?

— D'une manière générale, je dirai que les économistes ont sur-

vendu nos capacités statistiques, et, quoi que nous fassions, nous serons au-dessous de leurs espérances. Nos statistiques sont meilleures aujourd'hui qu'il y a dix ans, et seront meilleures dans dix ans. Mais je déplore l'incapacité dans laquelle sont tous les intéressés à cette question de bien définir ce qu'ils veulent mesurer, et de se demander si le chiffre auquel ils se réfèrent est bien la mesure de ce qu'ils recherchent. La mauvaise interprétation des statistiques est encore pire que leur approximation. Personnellement, je trouve qu'on devrait mieux décrire les niveaux d'activité et moins les variations, publier des statistiques moins souvent et indiquer des fourchettes plus que des chiffres précis.

— Y a-t-il, dans le monde politique, des moyens d'interférer dans la présentation des statistiques ou des tentatives de le faire ?

— Depuis que je travaille pour le gouvernement, je n'ai jamais vu les statistiques avant de les présenter aux médias, sauf quand j'étais chargé du commentaire sur la croissance. On me les montrait quarante-cinq minutes avant la conférence de presse. Les communiqués étaient déjà prêts. Aucun fonctionnaire nommé par le pouvoir politique n'a accès à la préparation de ces statistiques. C'est le seul fait de techniciens de carrière.

— La veille, les chiffres sont communiqués au président des conseillers économiques de la Maison Blanche, qui peut en informer le président, au secrétaire au Trésor et au président de la Banque de réserve fédérale. C'est une pratique contre laquelle j'ai lutté depuis 1974, sans succès. Mais il faut dire qu'ils n'ont aucune possibilité d'influer sur les chiffres puisque les communiqués de presse sont déjà prêts. Et s'il y avait la moindre fuite, cela se remarquerait immédiatement.

Propos recueillis par  
JACQUELINE GRAPIN

### Poussée discrète mais sensible des échanges sino-coréens

Séoul. — Inquiets des effets de la montée du protectionnisme aux Etats-Unis et en quête de nouveaux débouchés, les Coréens du Sud regardent avec un intérêt de plus en plus évident vers un marché voisin qui longtemps leur avait été défendu : la Chine. En 1985, estime-t-on de source diplomatique à Tokyo, le montant des échanges entre les deux pays pourrait atteindre plus d'un milliard de dollars.

Ni Pékin, pour ne pas froisser ses amis nord-coréens et les rejeter dans les bras des Soviétiques, ni Séoul, qui a fait de l'anti-communisme le pilier de sa politique et entretient des relations diplomatiques avec Taiwan, ne souhaitent que trop de publicité soit faite autour des échanges sino-coréens alors que, de surcroît, le dialogue économique entre les deux Corées est dans l'impasse.

Mais la Chine de M. Deng Xiaoping est devenue pragmatique, et les Coréens du Sud sont plus soucieux de commerce que de prises de position idéologiques, lorsqu'il ne s'agit pas de la Corée du Nord.

Le commerce entre la Chine et la Corée, qui étaient ennemis il y a trente ans et n'ont pas de liens diplomatiques, prend un caractère de plus en plus institutionnel. Chinois et Coréens viennent ainsi de créer à Hongkong une société commerciale commune chargée de développer les échanges entre leurs deux pays. Kim Woo Ltd. est une joint venture dont les partenaires sont le gouvernement de la province de Fujian et le groupe Daewoo.

Tous deux ont agi de manière indirecte par l'entremise soit d'une société de Hongkong qui contrôle la province du Fujian, soit d'une filiale de New-York de Daewoo.

Les échanges entre la Chine et la Corée du Sud avaient timidement commencé en 1979 de manière indirecte — par Hongkong — et presque anonyme, les Coréens supprimant les marques de leurs produits. Ils avaient connu un premier essor en 1981, mais à la suite de la visite à Pékin du maréchal Kim Il Sung, ils avaient inopinément diminué pour reprendre de plus belle en 1984, se chiffrant alors à 400 millions de dollars. Au cours des six premiers mois

de cette année, ils avaient déjà progressé de 125 %.

L'une des raisons de cette progression tient aux contacts directs entre Chinois et Coréens. A la fin de 1984, un tanker coréen est même allé en Chine prendre livraison d'une cargaison de pétrole brut de provenance de Tacheng.

Les hommes d'affaires coréens se rendent en outre de plus en plus fréquemment à Pékin pour explorer les possibilités du marché. Ainsi, le président de Daewoo, M. Kim Woo-Choon, a-t-il fait six visites en Chine au cours de l'année écoulée. Les Coréens estiment que s'ils pouvaient se passer de leurs intermédiaires à Hongkong ils pourraient réduire les prix des marchandises échangées de près de 5 %.

La Corée vend à la Chine des produits électroniques (télévisions et radios) des équipements électriques, des fibres synthétiques, des coagulants et des machines. Elle lui achète du charbon, certains produits chimiques et de la soie.

Même si les échanges entre les deux pays s'effectuent depuis quelques mois de manière plus ouverte, Pékin tient à maintenir une certaine discrétion afin d'éviter d'irriter Pyongyang : en mai dernier, le groupe Samsung fit passer une publicité dans un journal chinois qui provoqua la colère des Coréens du Nord, et les Chinois ne renouvelèrent pas cette expérience.

Les Japonais estiment que les Coréens peuvent devenir des concurrents, leurs produits étant meilleur marché et souvent, parce qu'ils sont moins sophistiqués, que les leurs, mieux adaptés aux besoins chinois. Aussi le Japon n'est-il pas le dernier à mettre des bâtons dans les roues coréennes, en révoquant par exemple à la presse les allées et venues des dirigeants des grands groupes coréens en Chine.

Ne pouvant guère compter sur les Japonais pour les aider sur le marché chinois, les Coréens envisagent des opérations triangulaires avec des partenaires européens : les Français, bien implantés en Chine, les intéressent tout particulièrement.

PHILIPPE PONS.

## Quelle est la différence de prix entre la Classe Economique et la Classe Affaires sur un Paris-Francfort ?

La réponse est dans le billet.



Un billet Air France Paris-Francfort en Classe Affaires, c'est 4 vols quotidiens en Boeing 727 ou 737, tous au départ de l'aéroport la plus rapide, Charles-de-Gaulle Aéroport B. C'est aussi la possibilité de choisir votre siège dès

la réservation, un enregistrement et un embarquement particuliers. A bord, c'est un service personnalisé, des repas, des boissons gratuites et le plaisir d'un siège confortable. Un billet Air France en Classe Affaires vers

Francfort comme vers les 56 destinations d'Air France en Europe, c'est une réponse adaptée aux besoins des hommes d'affaires pour un supplément de tarif minimum par rapport à la Classe Economique.

Le billet  
tous services



# MARCHÉS FINANCIERS

## PARIS

3 décembre  
Rendez-vous manqué

« Avez-vous vu passer les Américains ? » C'est la question que se posent les professionnels de la Bourse de Paris. Non, personne n'avait aperçu les investisseurs du Nouveau Monde, dont le retour était attendu ce jour. Résultat de cette absence : les valeurs bénéficiaires de nouvelles entreprises n'ont pu être absorbées et les valeurs françaises se sont alourdies en très grand nombre. Cependant, en cours de séance, une petite partie du terrain perdu initialement fut regagnée, de sorte qu'à la clôture, l'indice composite, d'abord en baisse de 1,8 %, s'est retrouvé plus qu'un recul de 1 % environ.

Il reste que le marché a été bien sec. Deux raisons à ce retardement : la malaise causée par la fermeture de la Bourse de Singapour (le 3 décembre) où les investisseurs américains sont très actifs. Ce malaise a gagné Tokyo et Hong Kong. Autre motif évoqué : les excès de la hausse constatés ces derniers temps. « A Paris, de l'attente, dit-on, il en est, les valeurs, les Américains ont jugé bon de prendre un peu de recul sur les événements. Sans doute y a-t-il un peu de vrai dans les réflexions recueillies et là. Un fait est certain : la Bourse de Wall Street tend à quelque peu rafraîchir l'atmosphère. »

Le ton était aussi à la morosité sur le marché obligataire. Sur le retrait de la demande, mais sans pression vendeuse, les valeurs à taux fixe, les « fléchissables » et les emprunts d'Etat ont fléchi. Seules les TMO sont restées orientées.

La devise-franc est restée en flèche, pour s'échanger entre 7,2250 F et 7,2350 F (contre 7,22 F et 7,23 F).

L'or a été soutenu à Londres : 322,50 dollars l'once (contre 321,50 dollars).

A Paris, le lingot a regagné 500 F à 80 500 F. Le napoleon a repris son précédent cours de 511 F (après 510 F).

## NEW-YORK

Légère reprise

Passablement soulagés au début de la séance par des ventes bénéficiaires, Wall Street s'est légèrement redressé. Le mouvement de reprise ne s'est toutefois décliné qu'à l'approche de la clôture, la demande étant restée irrégulière et plutôt hésitante devant la majeure partie de la séance. Au coup de cloche final, l'indice des Industriels, élargissant, une modeste avance de 1,4 point à 1 459,05.

L'amélioration constatée a été plus marquée au niveau du bilan général. Sur 2019 valeurs traitées, 908 ont monté, 642 ont baissé et 469 n'ont pas varié.

Autour du « Big Board », les avis étaient assez partagés sur la suite des événements. Certains se disaient persuadés que le bilan de lundi n'était qu'un incident de parcours et que le mouvement de hausse allait reprendre très vite.

D'autres, au contraire, affirmaient que la baisse n'était pas finie et qu'on faisait avec la remontée des taux d'intérêt, le « Dow » reculerait sans doute au niveau des 1 400 points avant de reprendre plus tard. Une fois encore, un fait est certain : l'attente des investisseurs américains et les investisseurs étrangers, en particulier, restent, toujours assez faibles, en témoigne. Au total, 106,69 millions de titres ont changé de mains, contre 103,50 millions précédemment.

VALEURS	Cours de 2 h	Cours de 3 h
Am. Ind. 3000	3000	3000
Am. Ind. 4000	4000	4000
Am. Ind. 5000	5000	5000
Am. Ind. 6000	6000	6000
Am. Ind. 7000	7000	7000
Am. Ind. 8000	8000	8000
Am. Ind. 9000	9000	9000
Am. Ind. 10000	10000	10000
Am. Ind. 11000	11000	11000
Am. Ind. 12000	12000	12000
Am. Ind. 13000	13000	13000
Am. Ind. 14000	14000	14000
Am. Ind. 15000	15000	15000
Am. Ind. 16000	16000	16000
Am. Ind. 17000	17000	17000
Am. Ind. 18000	18000	18000
Am. Ind. 19000	19000	19000
Am. Ind. 20000	20000	20000

## AUTOUR DE LA CORBEILLE

**CDME AUGMENTE SON CAPITAL**  
Mettant à profit sa présence sur le second marché, la Compagnie de distribution de matériel électrique (CDME), qui exerce une activité de promotion dans le secteur d'électricité, a décidé de procéder à une augmentation de capital qui devrait lui apporter 84 millions de francs d'argent frais. Cette offre portera sur 153 633 actions de 100 F nominal émises à 550 F et selon une parité d'échange d'une action nouvelle pour huit anciennes. De son côté, le groupe Lebon, qui devrait ramener à un peu moins de 66 % son actuelle participation dans CDME, puisqu'il n'attend pas souscrire à cette augmentation de capital pour la totalité de sa participation, mettra en vente 600 000 droits au prix nominal de 15 F.

**RHONE-POULENC ENVISAGE L'AVENIR AVEC OPTIMISME**  
« 1986 sera une année plus difficile pour la chimie européenne, mais Rhône-Poulenc, nous le savons, nous le prévoyons, a déclaré M. Louis Le Flac'h-Frère, président du groupe chimique au cours d'une réception donnée à Londres pour le dixième anniversaire de la création de la filiale britannique Rhône-Poulenc (UK) Ltd.

Présent en revue les progrès accomplis par le groupe sur la voie du redressement, M. Le Flac'h-Frère prévoit une nouvelle année de croissance pour le groupe chimique. « Après avoir atteint près de 2 milliards de francs en 1984, celui-ci avait encore augmenté, à-t-il dit, de 30 % au premier semestre.

« La rentabilité des activités de la compagnie, a-t-il ajouté, est aujourd'hui réévaluée dans le monde entier grâce à l'efficacité et aux progrès techniques de la compagnie qui ont permis les rigoureuses mesures d'assainissement prises ces dernières années. « Les ressources financières sont maintenant bien en main après la récente émission de certificats d'investissement et, à court terme, le groupe Le Flac'h-Frère entend maintenir pour l'avenir sa priorité son internationalisation. Alors qu'en 1984, 72 % de sa production française avaient été exportées, cette année, ce chiffre atteindra 75 %.

# BOURSE DE PARIS Comptant 3 DECEMBRE

VALEURS	Cours	Précéd.	Différence	VALEURS	Cours	Précéd.	Différence
4 %	102,80	102,80		Am. Ind. 3000	3000	3000	
5 %	102,80	102,80		Am. Ind. 4000	4000	4000	
6 %	102,80	102,80		Am. Ind. 5000	5000	5000	
7 %	102,80	102,80		Am. Ind. 6000	6000	6000	
8 %	102,80	102,80		Am. Ind. 7000	7000	7000	
9 %	102,80	102,80		Am. Ind. 8000	8000	8000	
10 %	102,80	102,80		Am. Ind. 9000	9000	9000	
11 %	102,80	102,80		Am. Ind. 10000	10000	10000	
12 %	102,80	102,80		Am. Ind. 11000	11000	11000	
13 %	102,80	102,80		Am. Ind. 12000	12000	12000	
14 %	102,80	102,80		Am. Ind. 13000	13000	13000	
15 %	102,80	102,80		Am. Ind. 14000	14000	14000	
16 %	102,80	102,80		Am. Ind. 15000	15000	15000	
17 %	102,80	102,80		Am. Ind. 16000	16000	16000	
18 %	102,80	102,80		Am. Ind. 17000	17000	17000	
19 %	102,80	102,80		Am. Ind. 18000	18000	18000	
20 %	102,80	102,80		Am. Ind. 19000	19000	19000	

VALEURS	Cours	Précéd.	Différence
Am. Ind. 20000	20000	20000	
Am. Ind. 21000	21000	21000	
Am. Ind. 22000	22000	22000	
Am. Ind. 23000	23000	23000	
Am. Ind. 24000	24000	24000	
Am. Ind. 25000	25000	25000	
Am. Ind. 26000	26000	26000	
Am. Ind. 27000	27000	27000	
Am. Ind. 28000	28000	28000	
Am. Ind. 29000	29000	29000	
Am. Ind. 30000	30000	30000	

VALEURS	Cours	Précéd.	Différence
Am. Ind. 31000	31000	31000	
Am. Ind. 32000	32000	32000	
Am. Ind. 33000	33000	33000	
Am. Ind. 34000	34000	34000	
Am. Ind. 35000	35000	35000	
Am. Ind. 36000	36000	36000	
Am. Ind. 37000	37000	37000	
Am. Ind. 38000	38000	38000	
Am. Ind. 39000	39000	39000	
Am. Ind. 40000	40000	40000	

VALEURS	Cours	Précéd.	Différence
Am. Ind. 41000	41000	41000	
Am. Ind. 42000	42000	42000	
Am. Ind. 43000	43000	43000	
Am. Ind. 44000	44000	44000	
Am. Ind. 45000	45000	45000	
Am. Ind. 46000	46000	46000	
Am. Ind. 47000	47000	47000	
Am. Ind. 48000	48000	48000	
Am. Ind. 49000	49000	49000	
Am. Ind. 50000	50000	50000	

VALEURS	Cours	Précéd.	Différence
Am. Ind. 51000	51000	51000	
Am. Ind. 52000	52000	52000	
Am. Ind. 53000	53000	53000	
Am. Ind. 54000	54000	54000	
Am. Ind. 55000	55000	55000	
Am. Ind. 56000	56000	56000	
Am. Ind. 57000	57000	57000	
Am. Ind. 58000	58000	58000	
Am. Ind. 59000	59000	59000	
Am. Ind. 60000	60000	60000	

VALEURS	Cours	Précéd.	Différence
Am. Ind. 61000	61000	61000	
Am. Ind. 62000	62000	62000	
Am. Ind. 63000	63000	63000	
Am. Ind. 64000	64000	64000	
Am. Ind. 65000	65000	65000	
Am. Ind. 66000	66000	66000	
Am. Ind. 67000	67000	67000	
Am. Ind. 68000	68000	68000	
Am. Ind. 69000	69000	69000	
Am. Ind. 70000	70000	70000	

VALEURS	Cours	Précéd.	Différence
Am. Ind. 71000	71000	71000	
Am. Ind. 72000	72000	72000	
Am. Ind. 73000	73000	73000	
Am. Ind. 74000	74000	74000	
Am. Ind. 75000	75000	75000	
Am. Ind. 76000	76000	76000	
Am. Ind. 77000	77000	77000	
Am. Ind. 78000	78000	78000	
Am. Ind. 79000	79000	79000	
Am. Ind. 80000	80000	80000	

VALEURS	Cours	Précéd.	Différence
Am. Ind. 81000	81000	81000	
Am. Ind. 82000	82000	82000	
Am. Ind. 83000	83000	83000	
Am. Ind. 84000	84000	84000	
Am. Ind. 85000	85000	85000	
Am. Ind. 86000	86000	86000	
Am. Ind. 87000	87000	87000	
Am. Ind. 88000	88000	88000	
Am. Ind. 89000	89000	89000	
Am. Ind. 90000	90000	90000	

VALEURS	Cours	Précéd.	Différence
Am. Ind. 91000	91000	91000	
Am. Ind. 92000	92000	92000	
Am. Ind. 93000	93000	93000	
Am. Ind. 94000	94000	94000	
Am. Ind. 95000	95000	95000	
Am. Ind. 96000	96000	96000	
Am. Ind. 97000	97000	97000	
Am. Ind. 98000	98000	98000	
Am. Ind. 99000	99000	99000	
Am. Ind. 100000	100000	100000	

VALEURS	Cours	Précéd.	Différence
Am. Ind. 101000	101000	101000	
Am. Ind. 102000	102000	102000	
Am. Ind. 103000	103000	103000	
Am. Ind. 104000	104000	104000	
Am. Ind. 105000	105000	105000	
Am. Ind. 106000	106000	106000	
Am. Ind. 107000	107000	107000	
Am. Ind. 108000	108000	108000	
Am. Ind. 109000	109000	109000	
Am. Ind. 110000	110000	110000	

VALEURS	Cours	Précéd.	Différence
Am. Ind. 111000	111000	111000	
Am. Ind. 112000	112000	112000	
Am. Ind. 113000	113000	113000	
Am. Ind. 114000	114000	114000	
Am. Ind. 115000	115000	115000	
Am. Ind. 116000	116000	116000	
Am. Ind. 117000	117000	117000	
Am. Ind. 118000	118000	118000	
Am. Ind. 119000	119000	119000	
Am. Ind. 120000	120000	120000	

VALEURS	Cours	Précéd.	Différence
Am. Ind. 121000	121000	121000	
Am. Ind. 122000	122000	122000	
Am. Ind. 123000	123000	123000	
Am. Ind. 124000	124000	124000	
Am. Ind. 125000	125000	125000	
Am. Ind. 126000	126000	126000	
Am. Ind. 127000	127000	127000	
Am. Ind. 128000	128000	128000	
Am. Ind. 129000	129000	129000	
Am. Ind. 130000	130000	130000	

VALEURS	Cours	Précéd.	Différence
Am. Ind. 131000	131000	131000	
Am. Ind. 132000	132000	132000	
Am. Ind. 133000	133000	133000	
Am. Ind. 134000	134000	134000	
Am. Ind. 135000	135000	135000	
Am. Ind. 136000	136000	136000	
Am. Ind. 137000	137000	137000	
Am. Ind. 138000	138000	138000	
Am. Ind. 139000	139000	139000	
Am. Ind. 140000	140000	140000	

VALEURS	Cours	Précéd.	Différence
Am. Ind. 141000	141000	141000	
Am. Ind. 142000	142000	142000	
Am. Ind. 143000	143000	143000	
Am. Ind. 144000	144000	144000	
Am. Ind. 145000	145000	145000	
Am. Ind. 146000	146000	146000	
Am. Ind. 147000	147000	147000	
Am. Ind. 148000	148000	148000	
Am. Ind. 149000	149000	149000	
Am. Ind. 150000	150000	150000	

VALEURS	Cours	Précéd.	Différence
Am. Ind. 151000	151000	151000	
Am. Ind. 152000	152000	152000	
Am. Ind. 153000	153000	153000	
Am. Ind. 154000	154000	154000	
Am. Ind. 155000	155000	155000	
Am. Ind. 156000	156000	156000	
Am. Ind. 157000	157000	157000	
Am. Ind. 158000	158000	158000	
Am. Ind. 159000	159000	159000	
Am. Ind. 160000	160000	160000	

VALEURS	Cours	Précéd.	Différence
Am. Ind. 161000	161000	161000	
Am. Ind. 162000	162000	162000	
Am. Ind. 163000	163000	163000	
Am. Ind. 164000	164000	164000	
Am. Ind. 165000	165000	165000	
Am. Ind. 166000	166000	166000	
Am. Ind. 167000	167000	167000	
Am			



